

Rapport Statistique



Exercice **2008**

▶ AVANT-PROPOS

En application de l'article R. 767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements communautaires de la Communauté européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger.

Ces transferts sont effectués directement par le Cleiss ou enregistrés dans les statistiques qui lui sont fournies par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire.

Depuis l'an dernier, ce rapport est disponible sur trois supports différents :

- **La version synthétique, diffusée sur cette plaquette**, présente les données globales par risque, enrichies d'historiques et de graphiques.
- **La version intégrale**, (données globales pour tous les risques mais aussi informations détaillées par pays et par régime de sécurité sociale) disponible sur :
- **CD-rom**
- et également **téléchargeable sur le site du Cleiss**.

Afin de mieux exploiter les données, celles-ci sont exportables sur fichiers Excel.

NOUVEAUTÉ CETTE ANNÉE

Ce rapport est enrichi d'un nouveau chapitre (7ème partie) : il s'agit des transferts financiers effectués par les institutions de nos principaux partenaires européens à des bénéficiaires résidant en France. Pour l'exercice 2008, seules les informations statistiques relatives aux pensions de vieillesse et de réversion sont détaillées, et ce pour les 5 dernières années.

La première partie relative aux soins de santé a également été enrichie de commentaires et de graphiques sur les situations constatées de créances et dettes de soins de santé.



Sommaire

..... 5 à 9

Introduction

- Les accords de sécurité sociale signés par la France dans le monde..... 10
- Etat au 31 décembre 2008 des règlements communautaires, des conventions bilatérales et des accords de coordination signés par la France11 à 14
- Présentation 15
- Tableau synthétique de l'ensemble des paiements effectués par la France en 2008 : *Tableau n° 2008/1 et Graphique n° 2008/1* 16
- Evolution de ces paiements de 1999 à 2008 : *Tableau n° 2008/2 et Graphique n° 2008/2* 17

Partie 1 : Soins de santé

► Soins de santé, Contrôles médicaux

■ Les créances et dettes

- L'évolution des créances et dettes présentées de 1999 à 2008 (Tous types d'accords) : *Tableau n° 2008/3 et Graphique n° 2008/3* 20
- Les créances et dettes présentées de 2003 à 2008 dans le cadre des règlements communautaires (par pays) : *Tableau n° 2008/4 et Graphiques n° 2008/4 à 2008/6*21 à 23
- Les créances et dettes présentées de 2003 à 2008 dans le cadre des accords internationaux (par pays) : *Tableau n° 2008/5 et Graphiques n° 2008/7 à 2008/9*24 à 26

■ Les remboursements des dépenses de santé

- Total des remboursements (Tous types d'accords) : *Tableau n° 2008/6* 27
- L'évolution de la répartition des remboursements par régimes français de 2004 à 2008 : *Tableau n° 2008/7* 28
- L'évolution des remboursements de 1999 à 2008 (Tous types d'accords) : *Tableau n° 2008/8 et Graphiques n° 2008/10 et 2008/11* 29
- L'évolution des coûts moyens annuels de 2002 à 2007 dans le cadre des règlements communautaires (articles 94 et 95) : *Tableaux n° 2008/9 et n° 2008/10*30 à 31
- L'évolution des remboursements de 1999 à 2008 dans le cadre des règlements communautaires : *Tableau n° 2008/11 et Graphiques n° 2008/12 et 2008/13*32 à 33
- Les remboursements en 2008 à destination du Cleiss et des Etats-membres de l'EEE et la Suisse : *Tableau n° 2008/12 et Graphique n° 2008/14*34 à 35
- Le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2008 dans le cadre des accords internationaux36 à 37
- L'évolution des remboursements de 1999 à 2008 dans le cadre des accords internationaux : *Tableau n° 2008/13 et Graphiques n° 2008/15 et 2008/16*38 à 39
- Les remboursements en 2008 à destination du Cleiss et des pays ayant signé un accord international : *Tableau n° 2008/14 et Graphique n° 2008/17*40 à 41

■ Les prestations en nature

- L'évolution des prestations en nature (des assurances maladie-maternité et des assurances accident du travail-maladie professionnelle) servies de 2004 à 2008 par la France (Tous types d'accords) : *Tableau n° 2008/15 et Graphique n° 2008/18* 42



- Les prestations en nature (des assurances maladie-maternité et des assurances accident du travail-maladie professionnelle) servies en 2008 dans le cadre des règlements communautaires : *Tableau n° 2008/16 et Graphiques n° 2008/19 et 2008/20*43 à 44
- Les prestations en nature (des assurances maladies- maternité et des assurances accident du travail-maladie professionnelle) servies de 2004 à 2008 par la France dans le cadre des accords internationaux : *Tableau n° 2008/17 et Graphiques n° 2008/21 et 2008/22*45 à 46

► Incapacité temporaire

■ Règlements communautaires

- Les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire : **assurances maladie-maternité** : *Tableaux n° 2008/18 et 2008/19 et Graphiques n° 2008/23 et 2008/24*47 à 48
(*Tableau n° 2008/20 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire **assurance AT - MP** : *Tableaux n° 2008/21 et 2008/22 et Graphiques n° 2008/25 et 2008/26*49 à 50
(*Tableau n° 2008/23 consultable sur CD-Rom/Site internet*)

■ Accords internationaux

- Les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire : **assurances maladie-maternité** : *Tableaux n° 2008/24 et 2008/25 et Graphiques n° 2008/27 et 2008/28*51 à 52
(*Tableau n° 2008/26 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire : **assurance AT - MP** : *Tableaux n° 2008/27 et 2008/28 et Graphiques n° 2008/29 et 2008/30*53 à 54
(*Tableau n° 2008/29 consultable sur CD-Rom/Site internet*)

Partie 2 : Prestations familiales

■ Règlements communautaires

- Avant propos 56
- Les paiements de prestations familiales françaises : *Tableaux n° 2008/30 et 2008/31 et Graphiques 2008/31 et 2008/32*57 à 59
(*Tableaux n° 2008/32 et 2008/33 consultables sur CD-Rom/Site internet*)

■ Accords internationaux

- Avant propos et modalités de transfert60 à 62
- Les paiements de prestations familiales transférées par la France pour des enfants résidant dans un pays ayant signé un accord international au cours de l'année 2008 : *Tableau n° 2008/34 et Graphique n° 2008/33* 63
- Participations ou prestations familiales transférées au profit des enfants résidant en 2008 :
 - » Algérie et Andorre : *Tableau n° 2008/37 et Graphique n° 2008/34* 64
(*Tableaux n° 2008/35 et 2008/36 consultables sur CD-Rom/Site internet*)
 - » Cap-Vert, Congo et Côte d'Ivoire : (*Tableaux n° 2008/38 à 2008/40 consultables sur CD-Rom/Site internet*)
 - » Mali et Maroc : *Tableaux n° 2008/43 et 2008/44 et Graphiques n° 2008/35 et 2008/36*65 à 66
(*Tableaux n° 2008/41 et 2008/42 consultables sur CD-Rom/Site internet*)
 - » Mauritanie, Niger et Sénégal : *Tableaux n° 2008/48 et 2008/49 et Graphiques n° 2008/37 et 2008/38*67 à 68
(*Tableaux n° 2008/45 à 2008/47 consultables sur CD-Rom/Site internet*)
 - » Togo, Tunisie et Turquie : *Tableaux n° 2008/53 et 2008/54 et Graphiques n° 2008/39 et 2008/40*69 à 70
(*Tableaux n° 2008/50 à 2008/52 consultables sur CD-Rom/Site internet*)





- » Serbie-Monténégro et Bosnie-Herzégovine :
(Tableaux n° 2008/55 et 2008/56 consultables sur CD-Rom/Site internet)
- Prestations familiales versées aux travailleurs détachés au cours de l'année 2008 : *Tableau n° 2008/57 et Graphique n° 2008/41* 71

Partie 3 : Rentes, pensions et allocations

■ Avant propos 74

■ Tableau synthétique des rentes, pensions et allocations versées à des bénéficiaires résidant à l'étranger au cours de l'année 2008 : *Tableau n° 2008/58 et Graphique n° 2008/42* 75

■ Règlements communautaires

- Les paiements des rentes d'accident du travail : *Tableaux n°2008/59 et 2008/60 et Graphiques n° 2008/43 à 2008/45*76 à 78
(*Tableau n° 2008/61 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des pensions d'invalidité : *Tableaux n° 2008/62 et 2008/63 et Graphiques n° 2008/46 et 2008/47*79 à 80
(*Tableau n° 2008/64 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des pensions de vieillesse : *Tableau n° 2008/65 et Graphique n° 2008/48* 81
(*Tableau n° 2008/66 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- L'évolution des paiements des pensions de vieillesse de 1999 à 2008 :
 - » Pour l'ensemble des pays appliquant les règlements communautaires : *Tableau n° 2008/67 et Graphiques n° 2008/49 et 2008/50*82 à 83
 - » en Allemagne : *Tableau n° 2008/68 et Graphique n° 2008/51* 84
 - » en Belgique : *Tableau n° 2008/69 et Graphique n° 2008/52* 85
 - » en Espagne : *Tableau n° 2008/70 et Graphique n° 2008/53* 86

- » en Italie : *Tableau n° 2008/71 et Graphique n° 2008/54* 87
- » au Portugal : *Tableau n° 2008/72 et Graphique n° 2008/55* 88
- » en Suisse : *Tableau n° 2008/73 et Graphique n° 2008/56* 89

- Les paiements des allocations de retraite complémentaire : *Tableaux n° 2008/74 à 2008/76 et Graphiques n° 2008/57 à 2008/61*90 à 94
(*Tableau n° 2008/77 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des allocations de veuvage : *Tableaux n° 2008/78 et 2008/79 et Graphiques n° 2008/62 et 2008/63*95 à 96
(*Tableau n° 2008/80 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des prestations en espèces d'assurance décès : *Tableaux n° 2008/81 et 2008/82 et Graphiques n° 2008/64 et 2008/65*97 à 98
(*Tableau n° 2008/83 consultable sur CD-Rom/Site internet*)

■ Accords internationaux

- Les paiements des rentes d'accident du travail : *Tableaux n° 2008/84 et 2008/85 et Graphiques n° 2008/66 à 2008/68* 99 à 101
(*Tableau n° 2008/86 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des pensions d'invalidité : *Tableaux n° 2008/87 et 2008/88 et Graphiques n° 2008/69 à 2008/71.* 102 à 104
(*Tableau n° 2008/89 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des pensions de vieillesse : *Tableau n° 2008/90 et Graphique n° 2008/72* 105
(*Tableau n° 2008/91 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- L'évolution des paiements des pensions de vieillesse de 1999 à 2008 :
 - » Pour l'ensemble des pays ayant signé un accord international : *Tableau n° 2008/92 et Graphiques n° 2008/73 et 2008/74* 106 à 107
 - » en Algérie : *Tableau n° 2008/93 et Graphique n° 2008/75* 108
 - » au Canada et Québec : *Tableau n° 2008/94 et Graphique n° 2008/76* 109



- » aux Etats-Unis : *Tableau n° 2008/95 et Graphique n° 2008/77* 110
- » au Maroc : *Tableau n° 2008/96 et Graphique n° 2008/78* 111
- » en Tunisie : *Tableau n° 2008/97 et Graphique n° 2008/79* ... 112
- » en Turquie : *Tableau n° 2008/98 et Graphique n° 2008/80* ... 113
- Les paiements des allocations de retraite complémentaire : *Tableaux n° 2008/99 à 2008/101 et Graphiques n° 2008/81 à 2008/85* ... 114 à 118
(*Tableau n° 2008/102 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des allocations de veuvage : *Tableaux n° 2008/103 et 2008/104 et Graphiques n° 2008/86 et 2008/87* 119 à 120
(*Tableau n° 2008/105 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des prestations en espèces d'assurance décès : *Tableaux n° 2008/106 et 2008/107 et Graphiques n° 2008/88 et 2008/89* 121 à 122
(*Tableau n° 2008/108 consultable sur CD-Rom/Site internet*)

■ Reste du Monde

- L'évolution de l'ensemble des pensions, rentes et allocations versées de 1999 à 2008 : *Tableau n° 2008/109 et Graphique n° 2008/90* 123
- Les paiements des rentes d'accident du travail :
(*Tableau n° 2008/110 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des pensions d'invalidité :
(*Tableau n° 2008/111 consultable sur CD-Rom/Site internet*)

- Les paiements des allocations de veuvage :
(*Tableau n° 2008/112 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des pensions de vieillesse :
(*Tableau n° 2008/113 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Les paiements des allocations de retraite complémentaire :
(*Tableau n° 2008/114 consultable sur CD-Rom/Site internet*)

Partie 4 : Assurance chômage

- Les prestations de chômage versées aux chômeurs dans le cadre des règlements communautaires : *Tableau n° 2008/115* 126

Partie 5 : Mouvements migratoires

- Répartition par nationalité des travailleurs entrés en France au cours de l'année 2008 : *Tableau n° 2008/116* 128

- L'immigration familiale : *Tableau n° 2008/117* 129
(*Graphiques n° 2008/91 à 2008/96 consultables sur CD-Rom/Site internet*)

- Les Français à l'étranger (Immatriculation dans les consulats) :
Tableau n° 2008/118 et Graphique n° 2008/97 130 à 134



Partie 6 : Le détachement

■ Avant propos 136 à 137

■ Quelle est la durée maximale d'un détachement ?

Tableau n° 2008/119 138 à 140

■ Règlements communautaires

- Les missions et détachements de droit commun effectués en 2008 par des travailleurs salariés et non salariés : *Tableau n° 2008/120 et Graphiques n° 2008/98 et 2008/99* 141 à 143
(*Tableau n° 2008/121 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- La pluriactivité : (*Tableaux n° 2008/122 à 2008/123 consultables sur CD-Rom/Site internet*)
- Le détachement exceptionnel : *Tableau n° 2008/124* 144 à 145

■ Accords internationaux

- Les missions et détachements de droit commun effectués en 2008 par des travailleurs salariés et non salariés : *Tableau n° 2008/125 et Graphiques n° 2008/100 et 2008/101* 146 à 148
(*Tableau n° 2008/126 consultable sur CD-Rom/Site internet*)
- Le détachement exceptionnel : *Tableau n° 2008/127* 149

■ Législation interne

- Les missions et détachements effectués en 2008 dans le cadre de la législation interne : *Tableau n° 2008/128 et Graphique n° 2008/102* 151 à 153
(*Tableau n° 2008/129 consultable sur CD-Rom/Site internet*)

Partie 7 : Flux financiers étranger-France

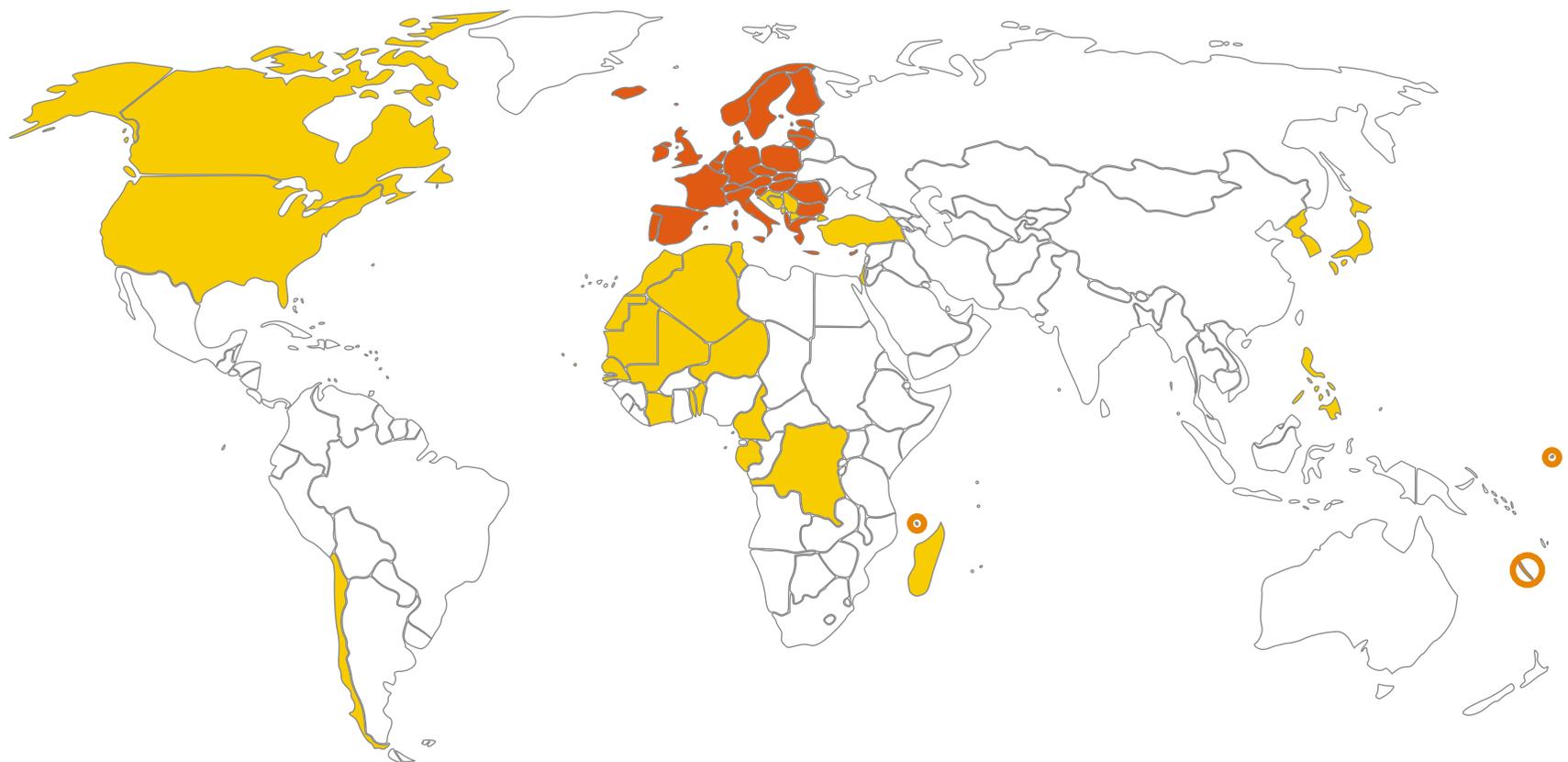
■ Les pensions de vieillesse et réversion (ou de survivant) et les retraites complémentaires

- versées entre la plupart des pays appliquant les règlements communautaires et la France : *Tableau n° 2008/130 et Graphiques n° 2008/103 et 2008/104* 156 à 157
- Evolution des pensions de vieillesse et retraites complémentaires versées et reçues par la France dans le cadre des règlements communautaires depuis 2004 : *Tableau n° 2008/131 et Graphique n° 2008/105* 158

(*Tableaux n° 2008/132 à 2008/147 et graphiques n°2008/106 à 2008/113 consultables sur CD-Rom/Site internet*)

■ Références Cleiss 159

Les accords de sécurité sociale signés par la France dans le monde



REGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

ALLEMAGNE
AUTRICHE
BELGIQUE
BULGARIE
CHYPRE
DANEMARK
ESPAGNE
ESTONIE
FINLANDE
FRANCE
GRECE

HONGRIE
IRLANDE
ITALIE
LETTONIE
LITUANIE
LUXEMBOURG
MALTE
PAYS-BAS
POLOGNE
PORTUGAL
REPUBLIQUE TCHEQUE

ROUMANIE
ROYAUME-UNI
SLOVAQUIE
SLOVENIE
SUEDE
ISLANDE
LIECHTENSTEIN
NORVEGE
SUISSE

DÉCRETS DE COORDINATION

MAYOTTE
NOUVELLE CALEDONIE
POLYNESIE FRANCAISE

CONVENTIONS BILATÉRALES

ALGERIE
ANDORRE
BENIN
BOSNIE-HERZEGOVINE
CAMEROUN
CANADA
CAP-VERT
CHILI
CONGO

COREE
COTE D'IVOIRE
CROATIE
ETATS-UNIS
GABON
GUERNESEY, AURIGNY, HERM,
JETHOU
ISRAEL
JAPON

JERSEY
MACEDOINE (Ex R. Y.)
MADAGASCAR
MALI
MAROC
MAURITANIE
MONACO
MONTENEGRO
NIGER

PHILIPPINES
QUEBEC
SAINT-MARIN
SENEGAL
SERBIE
TOGO
TUNISIE
TURQUIE





▶ ETAT AU 31 DECEMBRE 2008 DES REGLEMENTS COMMUNAUTAIRES, CONVENTIONS BILATERALES ET DECRETS DE COORDINATION SIGNES PAR LA FRANCE

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS										OBSERVATIONS	
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays		
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)						
RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES														
UNION EUROPÉENNE + ISLANDE	Règlements (CEE) n° 1408/71 et n° 574/72	01/10/1972*											Exportation de certaines prestations familiales françaises	* pour l'Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas ; le 1er/04/1973 pour le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni ; le 1er/01/1981 la Grèce ; le 1er/01/1986 l'Espagne et le Portugal ; le 1er/01/1995 pour l'Autriche, la Finlande et la Suède le 1er/05/2004 pour la République Tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Slovaquie le 1er/01/2007 pour la Bulgarie et la Roumanie
		1/1/1994	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui**	oui			
NORVÈGE LIECHTENSTEIN + SUISSE		1/1/1994											** Choix effectué par chaque institution compétente Accord sur la libre circulation des personnes faisant partie des 7 accords conclus entre l'Union Européenne et la Suisse	
		5/1/1995												
		6/1/2002												
CONVENTIONS BILATÉRALES														
ALGÉRIE	Convention générale du 01/10/1980	2/1/1982	oui	oui	T.F.A	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Participation		
ANDORRE	Convention de sécurité sociale entre la République française et la Princi- pauté d'Andorre du 12/12/2000	6/1/2003	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention*	* Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux	
BÉNIN	Convention générale et protocole n°1 du 06/11/1979	9/1/1981	oui*	non	oui*	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Bénin. *** Uniquement dans le sens France-Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.	
BOSNIE- HERZÉGOVINE	Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 (4)	12/4/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)		
CANADA	Accord du 09/02/1979	3/1/1981	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
CAMEROUN	Convention générale du 05/11/1990	3/1/1982	oui*	non	non	oui*	non	oui**	oui	oui	oui	AF du pays de résidence	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur	
CAP-VERT	Convention générale du 15/01/1980	4/1/1983	oui	oui	T.F.A	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.	



► ETAT AU 31 DECEMBRE 2008 DES REGLEMENTS COMMUNAUTAIRES, CONVENTIONS BILATERALES ET DECRETS DE COORDINATION SIGNES PAR LA FRANCE

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS									OBSERVATIONS	
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)					
CONGO	Convention générale et protocole n°1 du 11/02/1987	6/1/1988	oui*	non	non	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Congo *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
CORÉE	Accord du 06/12/2004	6/1/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non		
CÔTE D'IVOIRE	Convention générale et protocole n°1 du 16/01/1985	7/1/1987	oui*	non	non	oui**	non	non	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité : pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire. ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire
CHILI	Convention générale du 26/06/1999	9/1/2001	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui		
CROATIE	Accord sous forme d'échange de lettres en 1995 (5)	10/12/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F)	
ETATS-UNIS	Accord du 02/03/1987	7/1/1988	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
GABON	Accord du 02/10/1980	2/1/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation
ISRAËL	Convention du 17/12/1965	10/1/1966	oui*	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël.
GUERNESEY - JERSEY	Convention franco- britannique du 10/07/1956 Echange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	5/14/1980	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)
JAPON	Accord du 25/02/2005	6/1/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non		
MACÉDOINE	Echanges de lettres en 1995 (6)	12/14/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F)	
MADAGASCAR	Convention et protocole du 08/05/1967	3/1/1968	non	non	non	oui*	non	non	non	pas visé	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar.
MALI	Convention générale du 12/06/1979	6/1/1983	oui	oui	T.F.A.*	oui	non	oui**	non	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation.

► ETAT AU 31 DECEMBRE 2008 DES REGLEMENTS COMMUNAUTAIRES, CONVENTIONS BILATERALES ET DECRETS DE COORDINATION SIGNES PAR LA FRANCE

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS										OBSERVATIONS
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)					
MAROC	Convention générale du 09/07/1965	1/1/1967	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Allocations transférables	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
MAURITANIE	Convention générale et protocole du 22/07/1965	2/1/1967	non	non	non	oui*	non	non	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie.
MONACO	Convention générale du 28/02/1952	4/1/1954	oui	oui	T et F	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Transfert des AF du pays d'emploi	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
NIGER	Convention générale et protocole du 28/03/1973	11/1/1974	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Niger
PHILIPPINES	Convention générale du 07/02/1990	11/1/1994	oui	non	non	non	non	oui*	oui	oui	oui	non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
QUÉBEC	Entente du 17/12/2003	12/1/2006	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	
SAINT-MARIN	Convention générale du 12/07/1949	1/1/1951	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	Echange de lettres	
SÉNÉGAL	Convention et protocole n°1 du 29/03/1974	9/1/1976	oui*	non	non	oui**	non	oui***	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal et en cas de maternité, des positions bilatérales *** Travailleur français détaché au Sénégal.
TOGO	Convention générale et protocole n°1 du 07/12/1971	7/1/1973	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Togo.
TUNISIE	Convention générale du 26/06/2003	4/1/2007	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Participation *	* Période transitoire du 01/04/2007 au 31/03/2009
TURQUIE	Convention générale du 20/01/1972	6/1/1973	oui	oui	T	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.
SERBIE-MONTÉNÉGRO	Accord du 26 mars 2003 (7)	3/26/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	

► ETAT AU 31 DECEMBRE 2008 DES REGLEMENTS COMMUNAUTAIRES, CONVENTIONS BILATERALES ET DECRETS DE COORDINATION SIGNES PAR LA FRANCE

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS									OBSERVATIONS	
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)					
DÉCRETS DE COORDINATION													
MAYOTTE	Décret de coordination du 26/08/2005	9/1/2005	oui	oui*	T et F*	oui*	oui*	oui*	oui	oui	oui	non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
NOUVELLE CALÉDONIE	Accord de coordination du 09/11/2002	12/1/2002	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	Accord du 26/12/1994	1/1/1995	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	

T = Travailleurs ; F = Famille ; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

(1) Familles restées dans le pays d'origine du travailleur

(2) Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec, Roumanie) à l'exception des Règlements communautaires

- Il existe, entre la France et l'Andorre, un arrangement général du 9 juin 1970

- La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm et Jethou et Jersey

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec les Etats-Unis, le Canada, le Québec et le Chili qui visent également les non-salariés et bien entendu

les règlements communautaires à compter du 01/07/1982

(3) Possibilité d'obtenir le service prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire

(4) Echange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(5) Echange de lettres des 9 et 12 octobre 1995 entre la France et la Croatie relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(6) Echange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(7) Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Montenegro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

NB : L'assurance chômage est visée dans le champ d'application du Règlement (CEE) n° 1408/71, ce qui n'est pas le cas des autres accords.



PRÉSENTATION

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2008 se présente en sept parties :

- les soins de santé et contrôles médicaux (créances et dettes présentées, remboursements effectués en 2008), les prestations en nature et en espèces des assurances maladie-maternité et AT-MP (Accidents du Travail-Maladies Professionnelles) servies par la France pour le compte d'un autre Etat
- les prestations familiales
- les rentes AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations (veuvage et décès) ainsi que les retraites complémentaires
- l'assurance chômage
- les flux migratoires
- le détachement
- les données statistiques en matière de pensions de vieillesse en provenance de nos principaux partenaires européens

Quelques chiffres-clés

La ventilation des paiements fait ressortir qu'au cours de l'année 2008, **près de 6 milliards d'euros** ont été payés par la France en application des accords internationaux de sécurité sociale ou de retraite complémentaire, contre 5,74 milliards d'euros en 2007, soit une augmentation de 4,38 % représentant 251 millions d'euros. Cette hausse est plus modérée qu'entre 2006 et 2007 (+7,33%).

Comme les années précédentes, cette évolution s'explique essentiellement par les augmentations sur le poste des pensions, rentes et allocations (+4,37% entre 2007 et 2008 soit 179 millions d'euros) et sur celui des retraites complémentaires (+ 3,91% entre 2007 et 2008 soit 51 millions d'euros).

La répartition de ces 6 milliards d'euros de paiements réalisés par la France est la suivante :

- **50,13 %** concerne les pays appliquant les règlements communautaires (plus de 3 milliards d'euros)
- **45,02 %** pour les pays avec lesquels la France a signé une **convention bilatérale** en matière de sécurité sociale (2,7 milliards d'euros)
- **2,33 %** pour les pays ayant signé un **décret de coordination** (139 millions d'euros)
- **2,53 %** vers le reste du monde (151 millions d'euros).

Cette répartition par zones géographiques est quasi-identique en 2007 et 2006.

Dans les pages suivantes figurent le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leur évolution depuis 1999. Dans le tableau synthétique (*voir page suivante*) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements communautaires de sécurité sociale et de retraite complémentaire.

Le mode de paiement est indifférencié pour certaines prestations: il s'agit des soins de santé et contrôles médicaux, de l'incapacité temporaire et des prestations familiales.

Par contre, les paiements de pensions, rentes et allocations effectués à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont distingués selon les deux modes de paiement suivants:

- **Le transfert à l'étranger** : les versements sont effectués directement sur un compte à l'étranger.
- **Le compte de non résident en France** : les versements sont effectués sur des comptes ouverts dans des établissements financiers français au nom des personnes résidant à l'étranger. Ces versements font l'objet de déclaration à la Banque de France pour l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure.

Tableau n°2008/1

Tableau synthétique - Ventilation des paiements effectués par la France à l'étranger

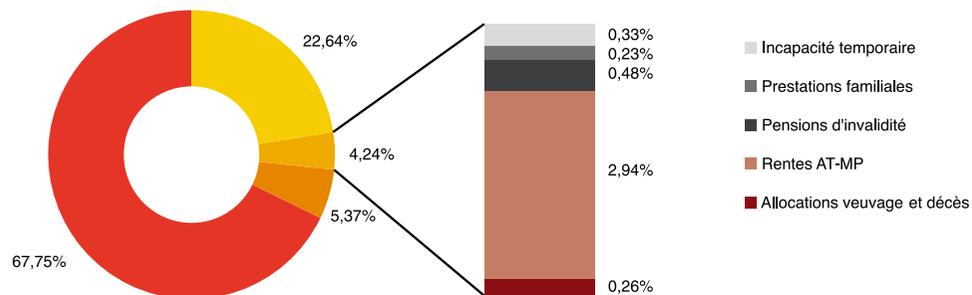
TYPES D'ACCORDS	MODES DE PAIEMENT	MONTANTS EN EUROS									%
		SOINS DE SANTÉ ET CONTRÔLES MÉDICAUX	INCAPACITÉ TEMPORAIRE	PRESTATIONS FAMILIALES	PENSIONS DE VIEILLESSE	PENSIONS D'INVALIDITÉ	RENTES AT-MP	ALLOCATIONS VEUVAGES ET DÉCÈS	RETRAITES COMPLÉMENTAIRES	TOTAL	
RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES	Sans distinction du mode de paiement	212 865 101	12 274 283	8 120 579						233 259 963	3,89
	Transfert à l'étranger				1 797 916 435	15 985 586	98 912 676	1 025 635	550 339 176	2 464 179 508	41,08
	Compte de non résident				153 985 638	3 456 820	2 731 411	33 360	149 473 423	309 680 651	5,16
CONVENTIONS BILATÉRALES	Sans distinction du mode de paiement	53 127 075	7 381 290	5 620 885						66 129 250	1,10
	Transfert à l'étranger				1 645 404 100	6 297 999	65 856 005	14 210 592	332 951 801	2 064 720 496	34,42
	Compte de non résident				388 623 150	2 213 418	8 032 249	243 321	170 554 904	569 667 042	9,50
DÉCRETS DE COORDINATION	Sans distinction du mode de paiement	56 014 871	37 213							56 052 084	0,93
	Transfert à l'étranger				181 054	0	11 462	0	8 875 453	9 067 968	0,15
	Compte de non résident				20 292 199	68 033	27 170	7 957	54 192 595	74 587 955	1,24
RESTE DU MONDE	Transfert à l'étranger				22 905 714	335 202	801 368	20 596	13 108 233	37 171 111	0,62
	Compte de non résident				35 140 075	531 311	214 420	2 220	78 517 067	114 405 094	1,91
TOTAL 2008		322 007 047	19 692 787	13 741 463	4 064 448 363	28 888 369	176 586 760	15 543 682	1 358 012 651	5 998 921 123	100,00
TOTAL 2007*		298 025 802	19 590 754	14 091 433	3 898 135 198	27 975 811	164 796 734	17 845 650	1 306 877 620	5 747 339 002	
% évolution		8,05	0,52	-2,48	4,27	3,26	7,15	-12,90	3,91	4,38	

* modification

Graphique n°2008/1

Répartition par types de prestations des paiements réalisés par la France vers l'étranger en 2008

- Retraites complémentaires
- Autres
- Soins de santé et contrôles médicaux
- Pensions de vieillesse



5,99 milliards d'euros payés par la France au cours de l'année 2008 en application des accords internationaux de sécurité sociale soit une augmentation de 251 millions par rapport à 2007 (+4,38%).

Les pensions de vieillesse regroupent plus des deux tiers du montant total des prestations servies à l'étranger, suivies par les retraites complémentaires (22,64%). Les autres prestations totalisent à peine 10%.

Evolution des paiements effectués par la France vers l'étranger de 1999 à 2008

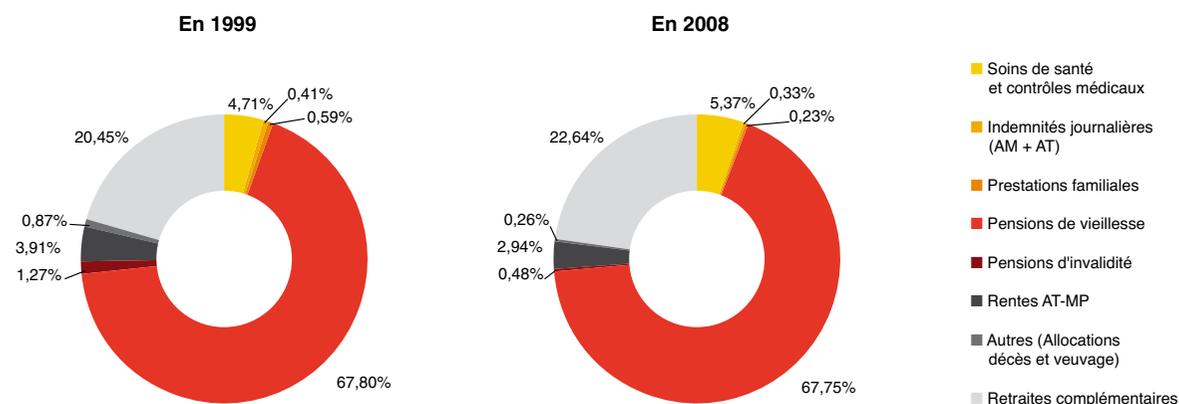
Tableau n° 2008/2

ANNÉES	SOINS DE SANTÉ ET CONTRÔLES MÉDICAUX	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES (AM+AT)	PRESTATIONS FAMILIALES	PENSIONS DE VIEILLESSE	PENSIONS D'INVALIDITÉ	RENTES AT-MP	AUTRES (ALLOCATIONS DÉCÈS ET VEUVAGE)	RETRAITES COMPLÉMENTAIRES	TOTAL
1999	174 799 681	15 349 368	21 730 895	2 517 395 510	47 223 083	145 150 497	32 133 836	759 255 649	3 713 038 519
2000	137 146 334	14 294 916	25 093 809	2 652 893 410	44 284 370	146 414 891	29 429 189	806 363 066	3 855 919 985
2001	199 909 682	16 344 964	22 781 143	2 839 079 119	41 551 602	150 612 414	27 638 708	870 241 615	4 168 159 246
2002	197 302 333	20 817 142	19 132 421	3 008 610 598	46 605 248	155 478 720	27 238 112	901 042 293	4 376 226 868
2003	268 126 589	21 162 944	17 177 215	3 180 981 727	36 668 058	147 707 930	26 952 826	953 794 404	4 652 571 692
2004	264 473 790	21 699 043	15 472 457	2 807 998 719	34 243 611	152 261 564	32 765 929	1 027 746 133	4 356 661 246
2005	289 797 251	20 614 992	14 676 816	3 011 481 970	32 657 151	135 267 183	24 423 703	1 115 576 308	4 644 495 374
2006	338 638 481	19 289 207	13 257 373	3 610 687 291	31 095 066	134 703 100	19 422 283	1 180 576 243	5 347 669 043
2007	298 025 802	19 590 754	14 091 433	3 898 135 198	27 975 811	164 796 734	17 845 650	1 306 877 620	5 747 339 002
2008	322 007 048	19 692 787	13 741 463	4 064 448 363	28 888 369	176 586 760	15 543 682	1 358 012 651	5 998 921 123
1999 À 2008	2 490 226 990	188 856 118	177 155 025	31 591 711 905	371 192 369	1 508 979 792	253 393 916	10 279 485 982	46 861 002 098
TX D'ÉVOLUTION ANNUEL MOYEN (1999/2008)	7,0	2,8	-5,0	5,5	-5,3	2,2	-7,8	6,7	5,5

Les versements de prestations à l'étranger sont passés de 3,7 à près de 6 milliards d'euros en 10 ans (+61,5%) soit une augmentation moyenne de 5,5% par an.

Les paiements ventilés par types de prestations, tous pays confondus

Graphique n° 2008/2



Ces deux graphiques font apparaître clairement les observations suivantes:

- une stabilité incontestable de la répartition de ces paiements entre les différents types de prestations
- les tendances à la hausse comme à la baisse concernent toujours les mêmes prestations: Les prestations familiales, les pensions d'invalidité et allocations (veuvage et décès) diminuent chaque année de 5% (et plus) en moyenne. En revanche les soins de santé, les pensions de vieillesse et les retraites complémentaires connaissent le phénomène inverse et augmentent en moyenne de 5 à 7% annuellement.



Partie 1

SOINS DE SANTÉ



LES CRÉANCES ET DETTES

Les créances concernent les montants présentés par le Cleiss aux organismes étrangers tandis que les dettes sont les montants notifiés au Cleiss par ces mêmes organismes étrangers.

TOUS TYPES D'ACCORDS

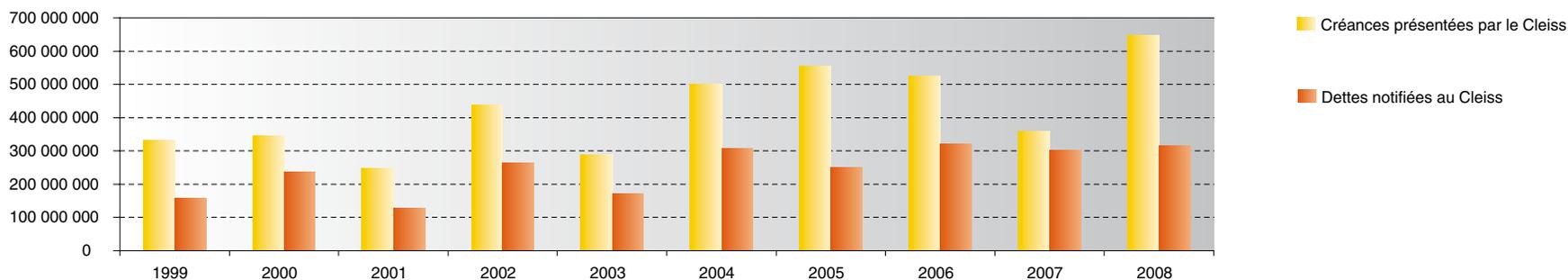
Créances et dettes présentées de 1999 à 2008, dans le cadre des règlements communautaires et des accords internationaux de sécurité sociale

Tableau n°2008/3

ANNÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS (EN EUROS)	% ÉVOLUTION (N/N-1)	DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS (EN EUROS)	% ÉVOLUTION (N/N-1)	SOLDE	% ÉVOLUTION SOLDE (N/N-1)
1999	332 200 000		158 600 000		173 600 000	
2000	345 300 000	3,94	236 900 000	49,37	108 400 000	-37,56
2001	249 200 000	-27,83	127 600 000	-46,14	121 600 000	12,18
2002	438 600 000	76,00	264 900 000	107,60	173 700 000	42,85
2003	289 693 511	-33,95	170 869 705	-35,50	118 823 806	-31,59
2004	501 160 335	73,00	306 052 101	79,11	195 108 234	64,20
2005	554 420 698	10,63	250 773 679	-18,06	303 647 019	55,63
2006	525 421 181	-5,23	322 141 917	28,46	203 279 263	-33,05
2007	358 430 059	-31,78	301 289 163	-6,47	57 140 896	-71,89
2008	646 585 719	80,39	314 654 940	4,44	331 930 779	480,90
DONT E.E.E.	613 652 677		181 298 302		432 354 375	
DONT HORS E.E.E.	32 933 042		133 356 638		-100 423 596	

Evolution des créances et dettes présentées de 1999 à 2008

Graphique n°2008/3



En 2008, le montant des créances présentées par la France auprès des organismes étrangers (tous pays confondus) a connu une hausse très importante : 646,58 millions d'euros ont été mis en recouvrement contre 358,43 millions d'euros en 2007, soit un accroissement de 80%.

On note pour l'année 2008 que 95% des créances concernent les pays de l'E.E.E. et la Suisse. Concernant les dettes présentées par les organismes étrangers à la France, leur montant s'élève à 314,65 millions d'euros en 2008, soit une augmentation de 4% par rapport à 2007. Les dettes sont plus également réparties entre les zones: 58% des dettes présentées concernent les pays de l'E.E.E. et la Suisse contre 42% pour ceux qui n'en font pas partie.





RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

► Créances et dettes présentées de 2003 à 2008 dans le cadre des règlements communautaires

Tableau n°2008/4

PAYS	MONTANTS EN EUROS					
	2008		2007		2006	
	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
ALLEMAGNE	91 357 151,62	16 546 301,90	72 895 614,40	26 430 482,00	87 352 339,15	50 677 893,90
AUTRICHE	1 627 915,88	1 727 313,72	861 930,81	1 605 970,76	1 452 256,85	1 388 479,55
BELGIQUE	111 977 500,76	68 586 400,80	50 823 170,70	82 057 121,70	86 814 542,67	39 892 935,00
BULGARIE	1 080 200,84	38,98	168 791,65	-	-	-
CHYPRE	8 636,63	1 345,71	34 179,66	14 759,76	32 972,60	2 711,25
DANEMARK	4 178 170,35	-	-	-	3 464 921,85	-
ESPAGNE	17 393 522,95	60 720 101,50	12 139 013,00	62 049 894,70	14 005 645,17	53 727 871,60
ESTONIE	144 055,35	2 509,61	49 620,19	8 296,07	34 513,28	251,56
FINLANDE	935 168,84	137 025,35	283 839,78	304 395,42	723 301,59	235 651,62
GRÈCE	3 194 366,42	231 709,14	3 137 447,96	986 085,41	3 906 870,92	333 442,61
HONGRIE	300 878,41	21 752,42	185 258,39	3 736,24	188 316,12	5 568,86
IRLANDE	461 482,35	-	-	-	310 068,75	-
ISLANDE	74 811,06	45 178,34	31 069,80	-	21 541,16	44 474,74
ITALIE	47 555 766,97	7 600 698,88	35 981 525,40	18 045 576,00	44 446 956,74	8 564 258,39
LETTONIE	71 675,01	1 762,49	307 482,63	23,08	105 189,37	-
LIECHTENSTEIN	1 951,16	15 170,08	2 347,65	16 444,73	3 745,71	42 808,23
LITUANIE	137 079,00	3 094,39	51 541,79	3 467,90	102 526,05	2 961,23
LUXEMBOURG	120 986 017,51	3 984 805,43	96 895 535,80	7 523 901,25	98 121 083,36	6 105 570,57
MALTE	104 739,27	64 215,39	28 084,87	22 493,62	36 069,88	24 134,92
NORVÈGE	1 750 118,93	-	1 015 949,03	139 213,11	1 253 933,70	130 199,77
PAYS-BAS	21 593 595,26	3 362 041,55	8 723 801,68	2 523 291,40	12 503 550,96	1 118 603,03
POLOGNE	4 508 161,91	179 270,75	3 150 946,54	120 723,90	2 057 482,57	130 529,15
PORTUGAL	18 493 982,31	269 605,12	10 325 014,90	24 543 748,60	14 917 279,21	32 238 895,71
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 408 842,22	117 698,10	551 948,94	87 316,67	356 313,39	96 473,93
ROUMANIE	1 488 135,67	7 259,40	202 613,91	-	-	-
ROYAUME-UNI	146 896 721,50	-	44 073 475,20	7 379 534,41	108 016 949,34	302 096,58
SLOVAQUIE	705 092,78	40 732,47	339 740,26	42 241,05	217 179,38	3 920,33
SLOVÉNIE	172 227,76	145 221,79	142 521,91	168 196,02	51 693,70	106 547,57
SUÈDE	7 008 648,90	1 250 984,58	1 763 012,36	733 417,02	6 583 307,78	1 308 952,65
SUISSE	8 036 059,16	16 236 064,10	7 544 225,78	16 410 033,00	6 387 165,75	7 240 845,40
TOTAL	613 652 676,78	181 298 301,99	351 709 704,99	251 220 363,82	493 467 717,00	203 726 078,15



RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

Créances et dettes présentées de 2003 à 2008 dans le cadre des règlements communautaires

Tableau n°2008/4 (fin)

PAYS	MONTANTS EN EUROS					
	2005		2004		2003	
	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
ALLEMAGNE	88 178 496,04	14 240 209,39	89 305 377,40	23 201 642,63	71 581 412,71	19 113 789,81
AUTRICHE	1 443 811,37	1 162 696,74	1 199 555,76	1 363 803,67	843 407,41	1 369 744,79
BELGIQUE	114 048 438,17	92 383 858,31	90 002 293,87	40 584 862,92	36 293 506,70	28 825 391,16
BULGARIE	-	-	-	-	-	-
CHYPRE	11 951,56	-	-	-	-	-
DANEMARK	5 136 582,74	-	2 711 002,03	-	-	-
ESPAGNE	14 558 164,65	45 840 288,83	15 778 076,04	45 123 020,88	7 057 448,49	39 696 686,56
ESTONIE	17 282,44	1 971,51	-	-	-	-
FINLANDE	977 005,13	244 867,09	830 873,90	-	324 370,48	64 024,25
GRÈCE	3 328 181,07	509 151,85	4 279 993,26	206 732,39	3 249 351,88	299 586,27
HONGRIE	46 389,94	2 480,45	-	-	-	-
IRLANDE	344 039,64	-	178 032,49	-	-	-
ISLANDE	22 527,33	35 167,94	26 617,87	6 806,72	29 398,46	21 085,65
ITALIE	52 064 942,12	15 287 705,17	53 680 875,00	10 618 087,50	43 385 689,11	19 169 768,18
LETONIE	6 606,81	4 166,19	-	-	-	-
LIECHTENSTEIN	613,34	5 553,80	3 137,59	1 677,94	1 903,66	5 866,55
LITUANIE	32 999,38	256,48	-	-	-	-
LUXEMBOURG	92 900 470,93	3 244 581,50	91 503 604,72	4 639 354,70	80 726 952,24	932 626,31
MALTE	13 730,98	23 042,10	-	-	-	-
NORVÈGE	1 619 776,94	-	1 282 323,43	134 465,52	524 126,56	-
PAYS-BAS	16 800 382,53	1 573 901,10	12 286 274,36	2 163 256,54	4 404 228,03	462 408,04
POLOGNE	1 196 095,29	75 715,18	-	2 929,73	-	-
PORTUGAL	18 514 436,63	16 301 001,17	16 969 078,33	51 038 457,13	8 169 095,75	25 665 355,95
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	121 848,27	43 732,33	-	-	-	-
ROUMANIE	-	-	-	-	-	-
ROYAUME-UNI	121 053 042,99	1 126 254,22	81 230 820,24	7 447 184,09	24 719 789,85	33 685,68
SLOVAQUIE	70 558,09	2 471,43	-	374,84	-	-
SLOVÉNIE	37 202,36	101 393,06	238,51	-	-	-
SUÈDE	8 592 016,34	716 702,92	6 609 540,74	690 198,15	1 228 591,12	539 175,06
SUISSE	5 796 666,67	15 136 429,20	3 183 943,58	9 465 085,21	1 318 427,32	4 487 560,49
TOTAL	546 934 259,75	208 063 597,96	471 061 659,12	196 687 940,56	283 857 699,77	140 686 754,75

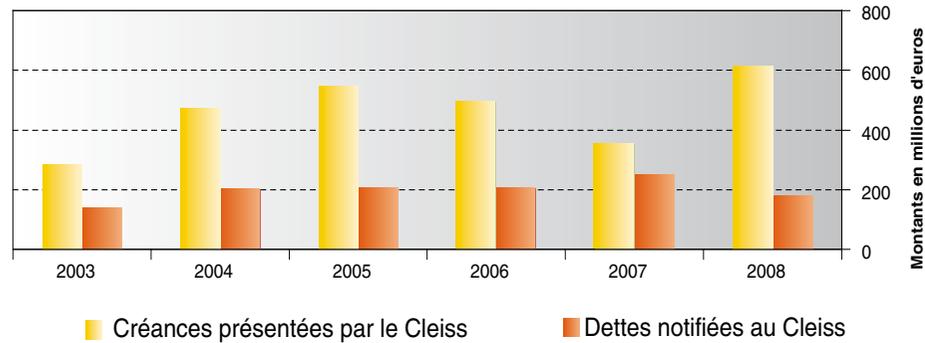




RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

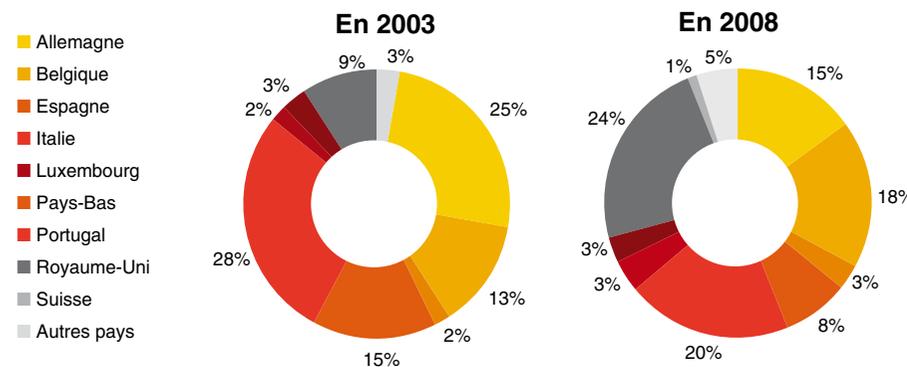
Evolution des créances et dettes introduites entre 2003 et 2008 dans le cadre des règlements communautaires

Graphique n°2008/4



Créances présentées par le Cleiss à des organismes étrangers dans le cadre des règlements communautaires

Graphique n°2008/5

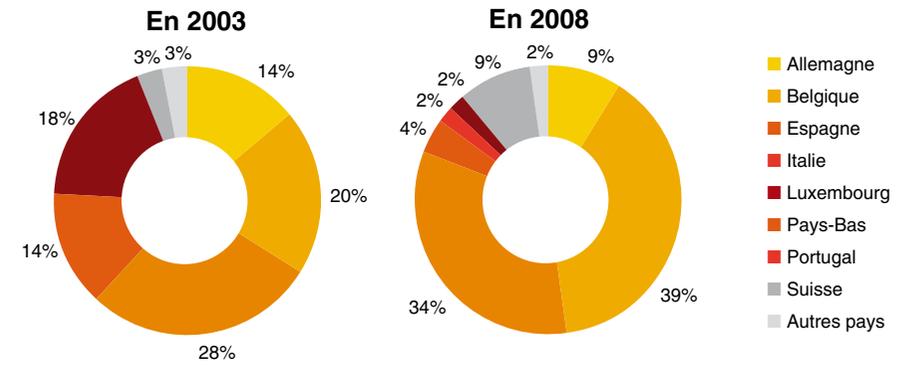


En 2003 et 2008, sur l'ensemble des créances présentées par le Cleiss, nous retrouvons les 5 principaux pays suivants: l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et le Royaume-Uni.

En 2008, ce groupe de pays représente 85% des créances de la France (en tête, le Royaume-Uni avec 146,5 millions d'euros soit 24%) contre 90% en 2003 (le Luxembourg occupait le 1er rang avec 28%).

Dettes notifiées au Cleiss par des organismes étrangers dans le cadre des règlements communautaires

Graphique n°2008/6



Pour l'année 2008, la Belgique et l'Espagne ont notifié 72% du volume global des dettes pour cet exercice, contre 48% en 2003.



ACCORDS INTERNATIONAUX

Créances et dettes présentées de 2003 à 2008 dans le cadre des accords internationaux

Tableau n°2008/5

	PAYS	MONTANTS EN EUROS					
		2008		2007		2006	
		CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	29 608 478,12	80 158 555,60	3 032 948,47	-	29 204 545,38	68 312 297,30
	ALLEMAGNE (1)	-	1 423,15	-	20 755,13	5 287,75	1 522,27
	ANDORRE	1 276 989,21	990 890,68	1 014 993,45	965 415,77	975 696,39	1 292 076,18
	BELGIQUE	111,86	-	87,32	-	-	8 155,06
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	-	-	-	-	-	26,60
	CAP-VERT	14 210,59	-	39 801,67	-	33 071,15	-
	CÔTE D'IVOIRE	-	-	-	-	-	1 232,58
	CROATIE	703,84	2 442,12	14 990,05	216,63	23 119,21	512 615,93
	GABON	619,90	-	-	-	-	-
	JERSEY	719,38	-	-	-	-	-
	LUXEMBOURG (1)	138 511,19	-	131 966,72	-	91 555,98	-
	MACÉDOINE	1 465,78	-	959,80	-	667,26	8,16
	MADAGASCAR	-	-	-	-	-	23,98
	MALI	1 903,91	-	2 649,44	-	8 536,71	-
	MAROC	-	16 117,16	-	30 745,83	2 937,75	2 390 172,39
	MAURITANIE	-	-	-	1 156,41	-	576,26
	PAYS-BAS	-	-	-	-	-	-
	QUÉBEC	270 036,55	654,11	368 550,37	12 131,78	355 489,84	6 054,80
	SÉNÉGAL	-	-	-	-	-	-
	SERBIE	4 209,44	-	3 030,15	-	1 456,39	380,26
	SLOVÉNIE	-	-	-	-	-	-
SUISSE (1)	12 338,34	-	27 991,68	-	19 748,07	-	
TUNISIE	11 769,80	-	231 470,35	5 813 510,74	10 020,36	422 841,16	
TURQUIE	182 800,11	125 019,05	97 731,94	52 560,43	113 544,51	93 970,51	
YOUGOSLAVIE	-	-	-	-	-	-	
	SOUS TOTAL	31 524 868,02	81 295 101,87	4 967 171,41	6 896 492,72	30 845 676,75	73 041 953,44
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE-CALÉDONIE	926 597,58	12 887 713,30	1 418 818,00	10 654 292,90	695 195,29	13 645 376,60
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	481 576,34	39 173 822,60	334 364,49	32 518 013,30	412 591,58	31 728 509,20
	SOUS TOTAL	1 408 173,92	52 061 535,90	1 753 182,49	43 172 306,20	1 107 786,87	45 373 885,80
	TOTAL	32 933 041,94	133 356 637,77	6 720 353,90	50 068 798,92	31 953 463,62	118 415 839,24

(1) : concerne les bateliers rhénans



ACCORDS INTERNATIONAUX

► Créances et dettes présentées de 2003 à 2008 dans le cadre des accords internationaux

Tableau n°2008/5 (fin)

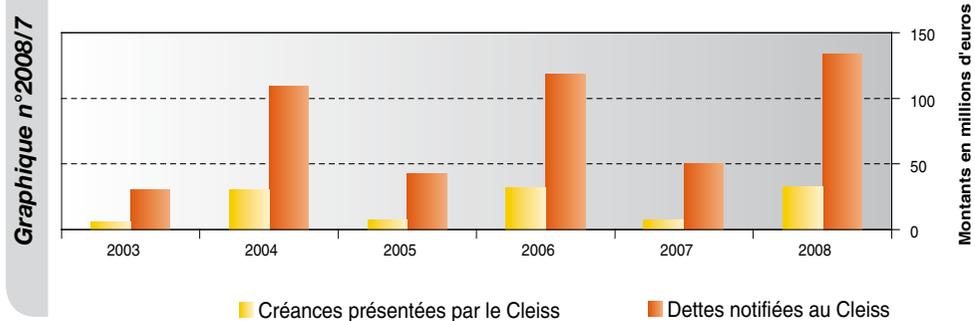
	PAYS	MONTANTS EN EUROS					
		2005		2004		2003	
		CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	4 522 098,86	-	27 780 935,11	61 370 518,30	4 633 933,00	-
	ALLEMAGNE (1)	7 391,25	1 857,87	13 118,17	1 963,67	2 524,43	7 811,38
	ANDORRE	1 187 370,50	941 136,61	907 067,00	-	-	-
	BELGIQUE	-	-	-	-	83,00	-
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	144,38	-	-	-	-	-
	CAP-VERT	-	-	-	-	-	-
	CÔTE D'IVOIRE	-	-	-	-	-	-
	CROATIE	2 042,08	298,38	579,74	127,15	217,16	54,12
	GABON	-	-	-	-	-	-
	JERSEY	722,72	-	82,02	-	6 541,60	-
	LUXEMBOURG	69 992,83	-	38 290,39	-	56 363,50	-
	MACÉDOINE	27 932,86	645,70	-	-	-	-
	MADAGASCAR	-	-	-	-	-	-
	MALI	1 391,81	311,98	2 885,93	733 024,65	3 520,05	-
	MAROC	-	15 852,97	1 521,63	3 379 942,50	-	28 483,72
	MAURITANIE	-	747,56	-	666,20	-	-
	PAYS-BAS	-	-	145,00	58,27	96,17	-
	QUÉBEC	381 568,95	15 503,04	587 816,59	8 963,23	570 437,73	-
	SÉNÉGAL	-	33 768,53	-	-	-	-
	SERBIE	4 622,59	852,54	-	-	-	-
	SLOVÉNIE	7 535,01	-	1 114,18	-	2 317,66	516 123,30
	SUISSE	104 046,52	2 796,73	43 340,27	-	59 656,30	-
TUNISIE	33 558,04	-	208 571,26	6 477 918,30	122 754,73	3 560 523,11	
TURQUIE	207 363,81	1 747 131,25	150 118,67	35 289,24	96 830,81	31 559,35	
YOUgoslavie	-	-	8 227,27	787,77	15 715,03	-	
	SOUS TOTAL	6 557 782,21	2 760 903,16	29 743 813,23	72 009 259,28	5 570 991,17	4 144 554,98
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE-CALÉDONIE	531 294,03	10 385 051,90	170 722,89	9 232 015,05	986,59	-
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	397 361,84	29 564 125,80	184 139,37	28 122 885,73	263 833,09	26 038 394,81
	SOUS TOTAL	928 655,87	39 949 177,70	354 862,26	37 354 900,78	264 819,68	26 038 394,81
	TOTAL	7 486 438,08	42 710 080,86	30 098 675,49	109 364 160,06	5 835 810,85	30 182 949,79

(1) : concerne les bateliers rhénans

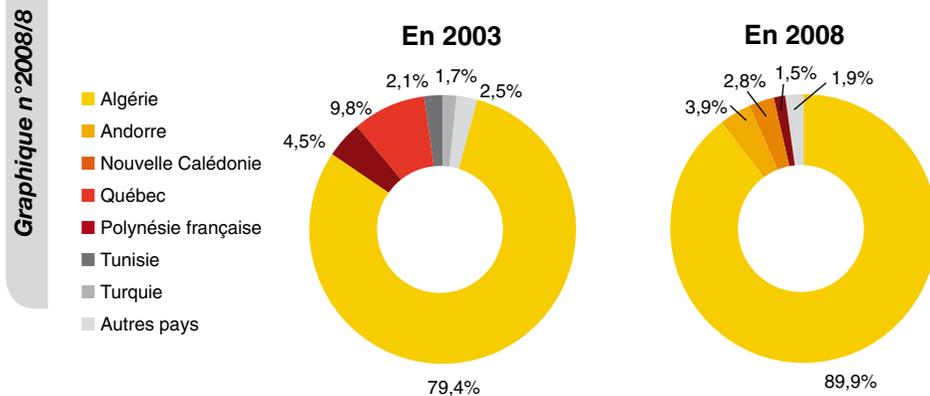


ACCORDS INTERNATIONAUX

Evolution des créances et dettes introduites entre 2003 et 2008 dans le cadre des accords internationaux

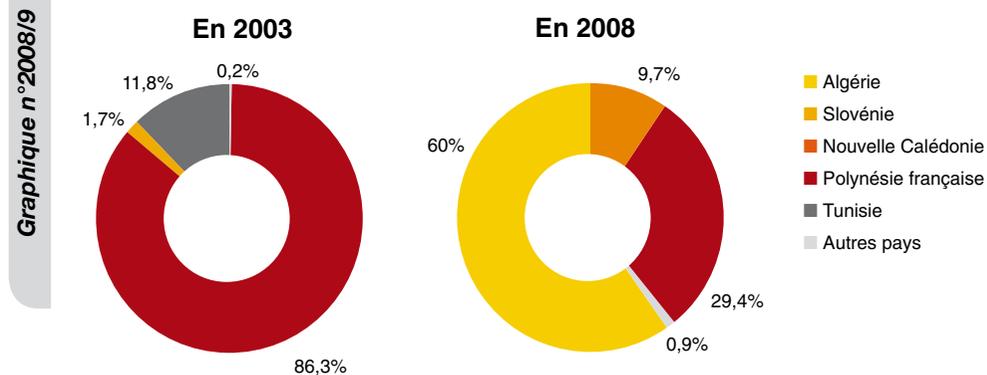


Créances présentées par le Cleiss à des organismes étrangers



En 2008, 90% des créances présentées par le Cleiss concernaient l'Algérie pour un montant de 29,6 millions d'euros contre 79% en 2003.

Dettes notifiées au Cleiss par des organismes étrangers



En 2008, les dettes notifiées par l'Algérie représentent 60% du volume global pour cet exercice, alors qu'en 2003 elle n'avait introduit aucune créance. La présentation des créances par nos partenaires est en effet très irrégulière.

En 2003, la Polynésie française concernait 86,3% des dettes notifiées à la France contre 29,4% en 2008.





LES REMBOURSEMENTS

TOUS TYPES D'ACCORDS

Le Cleiss rembourse les prestations servies par les institutions étrangères à des assurés du régime français. A l'inverse, il demande aux institutions étrangères le remboursement des prestations servies par les organismes de santé français pour les soins dispensés en France à des assurés de régimes étrangers.

Remboursements par le Cleiss à des organismes étrangers (et réciproquement) pour l'ensemble des pays (accords internationaux et règlements communautaires)

Tableau n°2008/6

PAYS	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS						MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS						SOLDE
	REMBOURSEMENTS SUR FORFAITS DES SOINS DE SANTÉ	REMBOURSEMENTS SUR FACTURES DES		FRAIS DE GESTION ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADMINIS- TRATIF	TOTAL	% DU TOTAL	REMBOURSE- MENTS SUR FORFAITS DES SOINS DE SANTÉ	REMBOURSEMENTS SUR FACTURES DES		FRAIS DE GES- TION ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADMINIS- TRATIF	TOTAL	% DU TOTAL	
		CONTRÔLES MÉDICAUX	SOINS DE SANTÉ					CONTRÔ- LES MÉDICAUX	SOINS DE SANTÉ				
DE L'E.E.E.	107 876 017	44 236	104 944 849	0	212 865 101	66,11	412 240 886	0	394 448 729	0	806 689 615,18	96,76	593 824 514
HORS E.E.E.	46 247 794	0	57 007 854	5 886 299	109 141 946	33,89	17 099 296	0	8 161 079	1 709 574	26 969 949,49	3,24	-82 171 997
TOTAL 2008	154 123 810	44 236	161 952 703	5 886 299	322 007 048	100,00	429 340 183	0	402 609 808	1 709 574	833 659 564,67	100,00	511 652 517
% DU TOTAL	47,86	0,01	50,29	1,83	100,00		51,50	0,00	48,29	0,21	100,00		
TOTAL 2007	134 619 612	57 931	162 734 320	613 940	298 025 802		195 092 501	105	287 515 082	14 406	482 622 095		184 596 293
% D'ÉVOLUTION (N/N-1)	14,49	-23,64	-0,48	858,77	8,05		120,07	-100,00	40,03	11 766,89	72,74		

En 2008, les montants des remboursements par des organismes étrangers sont 2 fois et demi plus importants que les remboursements effectués par le Cleiss.

88,22% des flux concernent les pays de l'EEE et la Suisse.

TOUS TYPES D'ACCORDS

Evolution de la répartition de ces remboursements par régime français de 2004 à 2008

Tableau n°2008/7

RÉGIMES		2008		2007		2006		2005		2004	
		MONTANTS EN EUROS	%								
CNAM	CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS	282 920 548	87,86	265 614 380	89,12	303 322 026	89,57	254 900 446	87,96	237 510 907	89,81
CCMSA	CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (SOINS DE SANTÉ)	7 727 461	2,40	7 545 105	2,53	7 742 364	2,29	9 134 977	3,15	6 976 971	2,64
RSI	RÉGIME SOCIAL DES INDÉPENDANTS	6 671 136	2,07	6 414 635	2,15	6 160 760	1,82	7 161 464	2,47	3 164 054	1,20
SNCF	SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	900 057	0,28	918 289	0,31	2 248 647	0,66	1 367 076	0,47	724 534	0,27
RATP	RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS	162 818	0,05	228 982	0,08	357 591	0,11	118 740	0,04	101 180	0,04
ENIM	ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE	259 726	0,08	246 528	0,08	556 679	0,16	234 011	0,08	231 273	0,09
CANSSM	CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES	4 948 393	1,54	4 404 210	1,48	4 654 738	1,37	3 650 596	1,26	4 053 862	1,53
CNMSS	CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SÉCURITÉ SOCIALE	17 544 127	5,45	12 151 962	4,08	11 891 833	3,51	12 261 903	4,23	10 999 691	4,16
CPBDF	CAISSE DE PRÉVOYANCE MALADIE DE LA BANQUE DE FRANCE	62 980	0,02	38 135	0,01	62 190	0,02	49 565	0,02	11 814	0,00
CRPCEN	CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DES CLERCS ET EMPLOYÉS DE NOTAIRES	131 492	0,04	47 012	0,02	385 699	0,11	167 505	0,06	54 534	0,02
CCIP	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS	22 255	0,01	8 479	0,00	13 545	0,00	9 873	0,00	1 141	0,00
GAMEX	GROUPEMENT DES ASSUREURS MALADIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES	313 898	0,10	297 253	0,10	865 141	0,26	364 898	0,13	230 816	0,09
CNAF	CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES	-32 470	-0,01	47 416	0,02	95 958	0,03	241 445	0,08	341 140	0,13
CCMSA	(FRAIS DE GESTION)	97	0,00	5 676	0,00	629	0,00	35 803	0,01	33 760	0,01
CAVIMAC	CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE INVALIDITÉ ET MALADIE DES CULTES	374 221	0,12	57 696	0,02	280 681	0,08	98 949	0,03	38 075	0,01
ANSAS	ASSEMBLÉE NATIONALE-SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES	15	0,00	44	0,00	/	/	/	/	/	/
CASSS	CAISSE AUTONOME DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DU SÉNAT	292	0,00	/	/	/	/	/	/	/	/
CPPA	CAISSE DE PRÉVOYANCE DU PORT AUTONOME DE BORDEAUX	/	/	/	/	/	/	/	/	38	0,00
TOTAL		322 007 048	100,00	298 025 802	100,00	338 638 481	100,00	289 797 251	100,00	264 473 790	100,00





TOUS TYPES D'ACCORDS

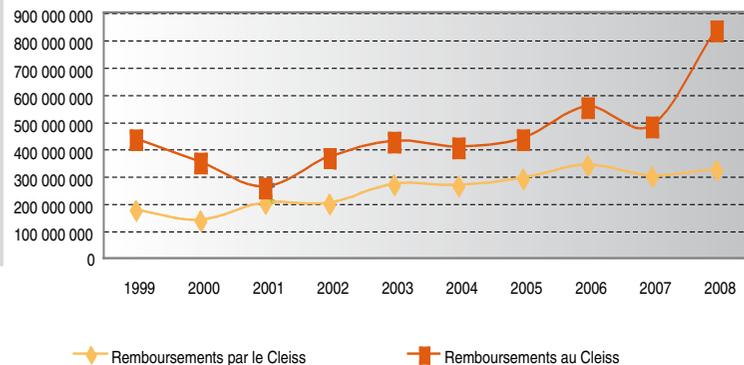
► Evolution depuis 1999 des remboursements par le Cleiss à des organismes étrangers (et réciproquement) pour l'ensemble des pays (accords internationaux et règlements communautaires)

Tableau n°2008/8

ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS							MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS							SOLDE		
	REMBOURSEMENTS SUR FORFAITS SOINS DE SANTÉ	%	REMBOURSEMENTS SUR FACTURES			FRAIS DE GESTION ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADMINISTRATIF	TOTAL	% EVOL (N/N-1)	REMBOURSEMENTS SUR FORFAITS - SOINS DE SANTÉ	%	REMBOURSEMENTS SUR FACTURES			FRAIS DE GESTION ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADMINISTRATIF		TOTAL	% EVOL (N/N-1)
			CONTRÔLES MÉDICAUX	SOINS DE SANTÉ	%						CONTRÔLES MÉDICAUX	SOINS DE SANTÉ	%				
1999	110 628 746	63,2	203 010	61 396 434	35,1	2 792 664	175 020 854		78 892 300	18,1	2 311	356 514 304	81,9	19 955	435 428 871		260 408 016
2000	68 164 069	49,6	69 970	68 044 531	49,5	1 218 837	137 497 407	-21,4	89 273 797	25,6	1 232	259 152 445	74,2	639 500	349 066 974	-19,8	211 569 567
2001	126 066 978	62,9	30 162	72 264 730	36,1	1 977 614	200 339 484	45,7	50 153 002	19,4	21 294	208 173 612	80,4	641 847	258 989 756	-25,8	58 650 271
2002	119 254 512	60,4	26 453	73 833 507	37,4	4 187 859	197 302 333	-1,5	111 649 596	30,5	24 541	253 282 955	69,2	1 302 284	366 259 375	41,4	168 957 042
2003	143 366 019	53,5	224 226	117 105 612	43,7	7 430 732	268 126 589	35,9	101 275 411	23,7	648	324 073 524	75,9	1 399 328	426 748 911	16,5	158 622 322
2004	159 422 880	60,3	26 834	98 722 682	37,3	6 301 395	264 473 790	-1,4	151 330 401	37,3	2 351	252 934 254	62,3	1 643 718	405 910 724	-4,9	141 436 934
2005	150 718 195	52,0	105 029	138 049 670	47,6	924 356	289 797 251	9,6	139 236 901	31,9	451	296 757 170	68,1	21 540	436 016 061	7,4	146 218 810
2006	177 849 214	52,5	22 133	155 802 910	46,0	4 964 224	338 638 481	16,9	186 941 852	33,8	123	364 353 167	65,8	2 134 532	553 429 674	26,9	214 791 193
2007	134 619 612	45,2	57 931	162 734 320	54,6	613 940	298 025 802	-12,0	195 092 501	40,4	105	287 515 082	59,6	14 406	482 622 095	-12,8	184 596 293
2008	154 123 810	47,9	44 236	161 952 703	50,3	5 886 299	322 007 048	8,1	429 340 183	51,5	0	402 609 808	48,3	1 709 574	833 659 565	72,7	511 652 517
PÉRIODE (1999 - 2008)	1 344 214 036	54,0	809 984	1 109 907 098	44,6	36 297 919	2 491 229 038		1 533 185 945	33,7	53 056	3 005 366 319	66,1	9 526 684	4 548 132 004		2 056 902 966

► Evolution depuis 1999 des remboursements effectués par le Cleiss à des organismes étrangers (et réciproquement) pour l'ensemble des pays

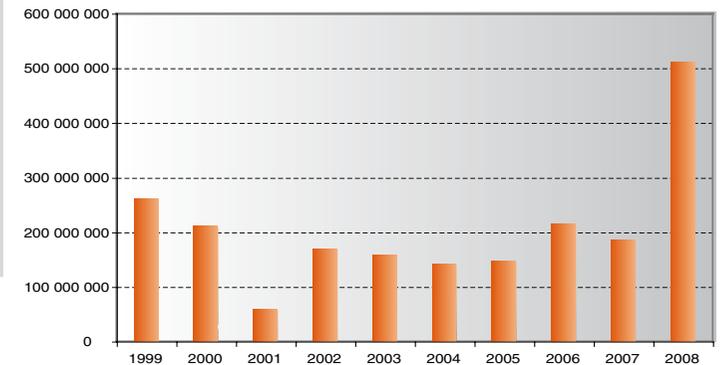
Graphique n°2008/10



Entre 1999 et 2008, les remboursements effectués au Cleiss par les organismes étrangers ont toujours été supérieurs aux remboursements par le Cleiss et concernent 64,6% des remboursements de la période. Les créances recouvrées en 2008 (833 millions d'euros) représentent 18,3% du volume global du recouvrement des créances des 10 dernières années.

► Evolution du solde des paiements depuis 1999

Graphique n°2008/11



RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

Les coûts moyens annuels des soins de santé à prendre en compte pour l'application des articles 94 et 95 du règlement (CEE) n°574/72 permettent d'établir le montant moyen des dépenses de santé remboursées aux personnes entrant dans le champ d'application de ces articles.

article 94 : Remboursement des prestations en nature d'assurance maladie-maternité servies aux membres de la famille d'un travailleur salarié ou non salarié qui ne résident pas dans le même Etat membre que ce dernier

Evolution des coûts moyens (en euros) de 2002 à 2007 pour l'application de l'article 94 du règlement n° 574/72

Tableau n°2008/9

PAYS	2002	2003	2004	2005	2006	2007	% D'ÉVOLUTION 2007/2006	ÉVOLUTION ANNUELLE MOYENNE SUR LA PÉRIODE 2002-2007	ÉVOLUTION ANNUELLE MOYENNE SUR LA PÉRIODE 2002-2006
ALLEMAGNE	1 023,93	1 043,67	1 034,73	1 060,10	1 118,49	1 153,25	3,11%	2,41%	2,23%
AUTRICHE	1 697,32	1 608,51	1 651,05	1 639,88	1 706,33	1 807,91	5,95%	1,27%	0,13%
BELGIQUE	1 129,96	1 217,11	1 321,80	1 345,80	1 376,48	1 448,77	5,25%	5,10%	5,06%
CHYPRE			591,09	602,05					
DANEMARK									
ESPAGNE	497,15	531,76	578,79	607,12	1 100,92	1 187,84	7,90%	19,03%	21,99%
ESTONIE			< 63 ans : 204,38 > 63 ans : 492,11	< 63 ans : 230,46 > 63 ans : 559,37	< 63 ans : 257,97 > 63 ans : 639,89	< 63 ans : 330,04 > 63 ans : 813,48			
FINLANDE	933,01	997,00	< 65 ans : 1 074,58 > 65 ans : 3 616,28	< 65 ans : 1 140,04 > 65 ans : 3 799,91					
FRANCE	1 695,00	1 792,50	1 834,34	1 950,23	2 081,46	2 216,92	6,51%	5,52%	5,27%
GRÈCE	670,52	766,13	880,94	1 113,47	1 086,47				12,82%
HONGRIE			319,29	349,78	< 65 ans : 309,70 > 65 ans : 943,20	< 65 ans : 286,66 > 65 ans : 941,86			
IRLANDE	3 008,08	3 331,58	3 527,51						
ISLANDE									
ITALIE	1 898,61	1 941,03	2 110,44	2 235,06	2 280,78				4,69%
LETTONIE			192,24	231,65	323,02	370,20	14,61%		
LIECHTENSTEIN	2 169,00	2 401,91	2 273,92	2 398,88	2 449,53	2 896,90	18,26%	5,96%	3,09%
LITUANIE			< 65 ans : 141,29 > 65 ans : 368,98	< 65 ans : 162,36 > 65 ans : 452,78	< 65 ans : 213,89 > 65 ans : 552,43	< 65 ans : 253,12 > 65 ans : 676,21			
LUXEMBOURG	2 037,04	2 234,06	2 362,70	2 579,39	2 521,33	2 594,93	2,92%	4,96%	5,48%
MALTE			542,77	540,23	543,98				
NORVÈGE	3 197,50	4 452,37	4 662,00	4 927,25	5 111,62	5 143,03	0,61%	9,97%	12,44%
PAYS-BAS	< 65 ans : 1 524,81 > 65 ans : 7 930,36	< 65 ans : 1 651,65 > 65 ans : 8 600,13	< 65 ans : 1 658,19 > 65 ans : 8 761,25	< 65 ans : 1 821,26 > 65 ans : 9 339,26	< 65 ans : 1 740,43 > 65 ans : 9 599,76	< 65 ans : 1 804,86 > 65 ans : 9 212,14			
POLOGNE			< 65 ans : 83,87 > 65 ans : 266,05	< 65 ans : 92,83 > 65 ans : 288,29					
PORTUGAL	750,10	844,72	906,43	968,37	977,88				6,85%
RÉP. TCHÈQUE			< 65 ans : 407,11 > 65 ans : 1 278,18	< 65 ans : 427,69 > 65 ans : 1 344,23	< 65 ans : 521,34 > 65 ans : 1 594,42	< 65 ans : 560,05 > 65 ans : 1 723,26			
ROYAUME-UNI	2 301,07	2 499,04	1 770,51	1 901,23	1 899,26				-4,68%
SLOVAQUIE			< 65 ans : 239,55 > 65 ans : 704,62	< 65 ans : 288,63 > 65 ans : 889,58	< 65 ans : 372,84 > 65 ans : 1 140,27				
SLOVÉNIE			530,19	527,25	563,35	592,41	5,16%		
SUÈDE	1 460,22	1 607,78	1 610,38	1 577,63	1 387,74	1 397,14	0,68%	-0,88%	-1,26%
SUISSE	1 396,39	1 445,93	1 485,17	1 566,16	1 546,06	1 620,29	4,80%	3,02%	2,58%



RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

article 95: Remboursement des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité servies aux titulaires de pensions ou de rentes et aux membres de leur famille n'ayant pas leur résidence dans un Etat membre au titre de la législation duquel ils bénéficient d'une pension ou d'une rente et ont droit aux prestations

Tableau n° 2008/10

Evolution des coûts moyens (en euros) de 2002 à 2007 pour l'application de l'article 95 du règlement n° 574/72

PAYS	2002	2003	2004	2005	2006	2007	% D'ÉVOLUTION 2007/2006	ÉVOLUTION ANNUELLE MOYENNE SUR LA PÉRIODE 2002-2007	ÉVOLUTION ANNUELLE MOYENNE SUR LA PÉRIODE 2002-2006
ALLEMAGNE	4 084,27	4 262,70	4 184,79	4 287,80	4 405,79	4 558,33	3,46%	2,22%	1,91%
AUTRICHE	3 677,14	3 814,82	3 933,60	4 061,68	4 214,30	4 437,30	5,29%	3,83%	3,47%
BELGIQUE	3 717,95	3 980,42	4 341,10	4 418,62	4 514,79	4 775,84	5,78%	5,14%	4,97%
CHYPRE			770,19	816,63					
DANEMARK									
ESPAGNE	2 416,73	2 615,55	3 016,22	3 362,07	3 081,00	3 242,51	5,24%	6,05%	6,26%
ESTONIE			< 63 ans : 204,38 > 63 ans : 492,11	< 63 ans : 230,46 > 63 ans : 559,37	< 63 ans : 257,97 > 63 ans : 639,89	< 63 ans : 330,04 > 63 ans : 813,48			
FINLANDE	3 437,11	3 584,03	< 65 ans : 1 074,58 > 65 ans : 3 616,28	< 65 ans : 1 140,04 > 65 ans : 3 799,91					
FRANCE	3 983,81	4 349,29	4 621,96	4 757,55	4 905,71	5 202,72	6,05%	5,48%	5,34%
GRÈCE	1 276,62	1 490,78	1 741,88	2 259,85	2 169,08				14,17%
HONGRIE			955,97	1 070,95	< 65 ans : 309,70 > 65 ans : 943,20	< 65 ans : 286,66 > 65 ans : 941,86			
IRLANDE	5 712,42	6 267,00	6 789,44						
ISLANDE									
ITALIE	2 240,74	2 326,44	2 525,92	2 652,18	2 704,45				4,81%
LETONIE			205,56	266,48	382,63	464,65	21,44%		
LIECHTENSTEIN	4 750,34	5 031,96	4 924,31	5 159,26	5 271,21	5 730,61	8,72%	3,82%	2,64%
LITUANIE			< 65 ans : 141,29 > 65 ans : 368,98	< 65 ans : 162,36 > 65 ans : 452,78	< 65 ans : 213,89 > 65 ans : 552,43	< 65 ans : 253,12 > 65 ans : 676,21			
LUXEMBOURG	5 638,48	6 019,65	7 161,42	7 183,54	7 732,38	8 432,37	9,05%	8,38%	8,22%
MALTE			1 403,72	1 461,40	1 479,27				
NORVÈGE	5 844,53	7 868,49	8 216,04	8 534,02	9 102,07	9 767,08	7,31%	10,82%	11,71%
PAYS-BAS	< 65 ans : 1 524,81 > 65 ans : 7 930,36	< 65 ans : 1 651,65 > 65 ans : 8 600,13	< 65 ans : 1 658,19 > 65 ans : 8 761,25	< 65 ans : 1 821,26 > 65 ans : 9 339,26	< 65 ans : 1 740,43 > 65 ans : 9 599,76	< 65 ans : 1 804,86 > 65 ans : 9 212,14			
POLOGNE			< 65 ans : 83,87 > 65 ans : 266,05	< 65 ans : 92,83 > 65 ans : 288,29					
PORTUGAL	1 361,66	1 481,41	1 625,50	1 748,76	1 779,86				6,93%
RÉP. TCHÈQUE			< 65 ans : 407,11 > 65 ans : 1 278,18	< 65 ans : 427,69 > 65 ans : 1 344,23	< 65 ans : 521,34 > 65 ans : 1 594,42	< 65 ans : 560,05 > 65 ans : 1 723,26			
ROYAUME-UNI	3 521,98	3 776,18	3 271,85	3 514,12	3 634,86				0,79%
SLOVAQUIE			< 65 ans : 239,55 > 65 ans : 704,62	< 65 ans : 288,63 > 65 ans : 889,58	< 65 ans : 372,84 > 65 ans : 1 140,27				
SLOVÉNIE			1 323,59	1 436,43	1 529,44	1 559,55	1,97%		
SUÈDE	4 013,38	4 351,97	4 314,86	4 305,33	3 872,78	3 959,94	2,25%	-0,27%	-0,89%
SUISSE	3 609,75	3 783,27	3 888,37	4 083,50	4 091,08	4 290,44	4,87%	3,52%	3,18%

Par rapport à l'année 2006, les coûts moyens 2007 de soins de santé français augmentent :

- de 6,51% pour les membres de la famille d'actifs (article 94), soit une évolution supérieure à l'évolution annuelle moyenne observée sur la période 2002-2007 qui est de 5,52%.
- de 6,05% pour les pensionnés (article 95). Comme pour l'article 94, on constate une évolution annuelle moyenne plus importante que sur la période 2002-2007, dont l'évolution est de l'ordre de 5,48%.

RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

Les Règlements des Communautés Européennes sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants prévoient que les dépenses de santé sont remboursées :

- sur factures, pour les prestations servies aux assurés en séjour temporaire, aux détachés, aux assurés et à leur famille résidant dans un autre État membre que l'État compétent (article 93 et 96 du Règlement n° 574/72) ; il en est de même pour les contrôles médicaux.
- sur forfaits, pour les prestations auxquelles peuvent prétendre les familles dans le pays d'origine des travailleurs occupés dans un autre pays et les pensionnés résidant dans un autre pays que celui débiteur de la pension (articles 94 et 95 du Règlement n° 574/72).

Le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale rassemble tous les éléments concernant ces remboursements et toutes les opérations sont effectuées par son intermédiaire.

► Evolution depuis 1999 des remboursements par le Cleiss à des organismes étrangers (et réciproquement) dans le cadre des règlements communautaires

Tableau n°2008/11

ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS							MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR LES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS							SOLDE
	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% EVOL (N/N-1)	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% EVOL (N/N-1)	
	FACTURES	%	FORFAITS	%				FACTURES	%	FORFAITS	%				
1999	42 577 419	34,8	79 437 208	65,0	196 877	122 211 504		315 799 831	80,1	78 618 330	19,9	1 672	394 419 834		272 208 329
2000	47 935 620	48,7	50 465 455	51,3	60 624	98 461 699	-19,4	230 234 153	74,2	80 141 505	25,8	1 232	310 376 890	-21,3	211 915 191
2001	50 182 930	40,9	72 400 321	59,1	21 927	122 605 178	24,5	191 430 764	81,4	43 817 851	18,6	21 294	235 269 909	-24,2	112 664 730
2002	62 498 978	48,0	67 787 300	52,0	13 561	130 299 840	6,3	244 929 273	73,3	89 333 122	26,7	23 854	334 286 248	42,1	203 986 409
2003	78 610 227	44,5	97 628 984	55,3	224 226	176 463 436	35,4	319 022 978	80,8	75 925 027	19,2	648	394 948 652	18,1	218 485 216
2004	62 506 597	37,4	104 589 802	62,6	12 141	167 108 539	-5,3	244 246 845	66,7	121 862 852	33,3	2 351	366 112 048	-7,3	199 003 509
2005	97 439 953	45,9	114 882 368	54,1	105 029	212 427 349	27,1	294 734 334	69,5	129 556 692	30,5	451	424 291 477	15,9	211 864 127
2006	103 974 811	44,6	129 052 669	55,4	14 994	233 042 474	9,7	349 307 876	68,0	164 166 237	32,0	123	513 474 236	21,0	280 431 761
2007	125 067 129	55,2	101 410 513	44,8	53 916	226 531 558	-2,8	285 007 174	60,7	184 389 618	39,3	105	469 396 897	-8,6	242 865 340
2008	104 944 849	49,3	107 876 017	50,7	44 236	212 865 101	-6,0	394 448 729	48,9	412 240 886	51,1	0	806 689 615	71,9	593 824 514
PÉRIODE (1999 - 2008)	775 738 514	45,6	925 530 636	54,4	747 529	1 702 016 679		2 869 161 956	67,5	1 380 052 120	32,5	51 730	4 249 265 806		2 547 249 127

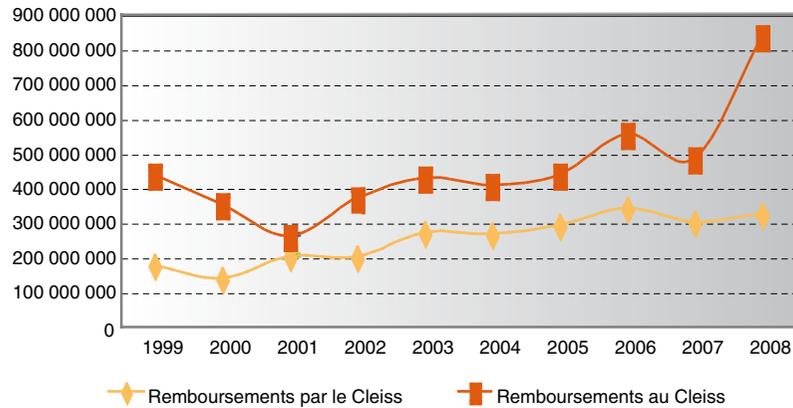




RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

Graphique n°2008/12

► Evolution depuis 1999 des remboursements effectués par le Cleiss à des organismes étrangers (et réciproquement) dans le cadre des règlements communautaires

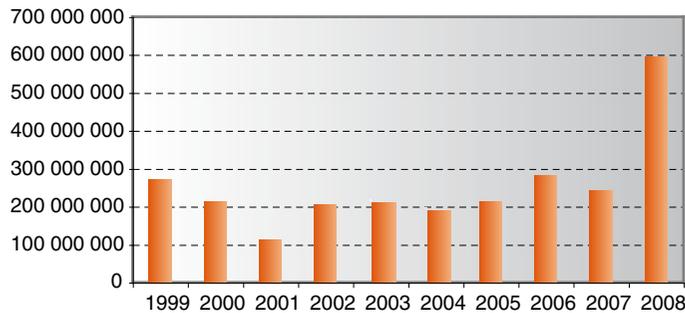


En 2008, on observe une forte croissance des remboursements effectués.

En matières de créances, les différents pays de l'EEE et la Suisse ont payé 806,69 millions d'euros à la France, soit un accroissement de 72% par rapport à 2007.

Graphique n°2008/13

► Evolution du solde des paiements depuis 1999



En 2008, le solde de paiement est le plus élevé des 10 dernières années : 594 millions d'euros. Les remboursements perçus par le Cleiss sont toujours supérieurs à ceux qu'il a versés.



RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

► Remboursements par le Cleiss à des organismes étrangers (et réciproquement) en 2008, dans le cadre des règlements communautaires

Tableau n°2008/12

PAYS	ORGANISMES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS					MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS					SOLDE
		SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	
		FACTURES	FORFAITS				FACTURES	FORFAITS				
ROYAUME-UNI	DH Londres	2 801 208,81	0,00	0,00	2 801 208,81	1,32	43 731 437,55	294 982 291,58	0,00	338 713 729,13	41,99	335 912 520,32
LUXEMBOURG	CNAMO - AAA - Luxembourg	4 995 212,37	3 365 153,46	0,00	8 360 365,83	3,93	142 520 667,17	5 780 432,06	0,00	148 301 099,23	18,38	139 940 733,40
ALLEMAGNE	DVKA Bonn - HGB Mannheim	19 919 795,02	15 839 865,13	0,00	35 759 660,15	16,80	72 926 906,77	4 254 458,54	0,00	77 181 365,31	9,57	41 421 705,16
ITALIE	MS - INAIL - Rome	8 731 426,50	10 711 273,69	676,30	19 443 376,49	9,13	37 795 985,09	17 885 280,39	0,00	55 681 265,48	6,90	36 237 888,99
BELGIQUE	INAMI-FAT-FMP Bruxelles	42 432 962,36	19 896 052,54	0,00	62 329 014,90	29,28	49 878 883,93	48 507 712,96	0,00	98 386 596,89	12,20	36 057 581,99
PAYS-BAS	ZK Amstelveen	123 238,68	261 538,11	0,00	384 776,79	0,18	10 089 488,10	21 455 667,70	0,00	31 545 155,80	3,91	31 160 379,01
PORTUGAL	DRICSS Lisbonne	409 233,37	159 865,37	43 559,61	612 658,35	0,29	9 004 683,88	4 782 732,66	0,00	13 787 416,54	1,71	13 174 758,19
SUÈDE	RFKV Stockholm	1 444 326,09	0,00	0,00	1 444 326,09	0,68	918 435,80	4 724 093,74	0,00	5 642 529,54	0,70	4 198 203,45
DANEMARK	SHM - Copenhague	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100 000,00	0,00	4 100 000,00	0,51	4 100 000,00
GRÈCE	IKA Athènes	27 445,62	423 835,28	0,00	451 280,90	0,21	3 773 214,96	128 923,83	0,00	3 902 138,79	0,48	3 450 857,89
POLOGNE	NFZ Varsovie	43 051,70	0,00	0,00	43 051,70	0,02	2 038 036,79	0,00	0,00	2 038 036,79	0,25	1 994 985,09
FINLANDE	KSKLT Helsinki	155 688,85	3 276,06	0,00	158 964,91	0,07	150 902,55	489 684,87	0,00	640 587,42	0,08	481 622,51
NORVÈGE	RTV Oslo	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	293 410,67	0,00	0,00	293 410,67	0,04	293 410,67
SLOVAQUIE	SP Bratislava	57 227,60	0,00	0,00	57 227,60	0,03	337 884,93	0,00	0,00	337 884,93	0,04	280 657,33
HONGRIE	OEP Budapest	6 265,38	0,00	0,00	6 265,38	0,00	237 573,76	0,00	0,00	237 573,76	0,03	231 308,38
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	CMU Prague	132 869,62	0,00	0,00	132 869,62	0,06	320 866,58	0,00	0,00	320 866,58	0,04	187 996,96
BULGARIE	FNAM - Sofia	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 791,65	0,00	0,00	168 791,65	0,02	168 791,65
ESTONIE	EH Tallinn	1 006,36	0,00	0,00	1 006,36	0,00	126 402,46	3 806,04	0,00	130 208,50	0,02	129 202,14
LETTONIE	VSAA-VOVAA Riga	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 539,21	7 612,08	0,00	68 151,29	0,01	68 151,29
LITUANIE	VLK Vilnius	3 625,65	0,00	0,00	3 625,65	0,00	48 875,55	0,00	0,00	48 875,55	0,01	45 249,90
ISLANDE	TR Reyjavik	18 321,04	0,00	0,00	18 321,04	0,01	33 970,98	0,00	0,00	33 970,98	0,00	15 649,94
IRLANDE	DHC Dublin	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 552,03	0,00	9 552,03	0,00	9 552,03
MALTE	DTSS La Valette	22 734,86	2 959,24	0,00	25 694,10	0,01	18 275,30	0,00	0,00	18 275,30	0,00	-7 418,80
CHYPRE	MTSS-MS-MF Nicosia	9 976,85	0,00	0,00	9 976,85	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-9 976,85
LIECHTENSTEIN	AFV Vaduz	4 366,41	69 878,98	0,00	74 245,39	0,03	3 584,01	0,00	0,00	3 584,01	0,00	-70 661,38
AUTRICHE	HOS Vienne	1 061 869,05	383 201,06	0,00	1 445 070,11	0,68	1 126 986,39	733,74	0,00	1 127 720,13	0,14	-317 349,98
SLOVÉNIE	ZZZA Ljubljana	138 422,20	211 547,74	0,00	349 969,94	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-349 969,94
SUISSE	LAMAL Soleure	10 442 925,61	75 665,52	0,00	10 518 591,13	4,94	6 856 245,42	2 788,48	0,00	6 859 033,90	0,85	-3 659 557,23
ESPAGNE	INSS Madrid	11 961 648,97	56 471 904,39	0,00	68 433 553,36	32,15	11 986 679,43	5 125 115,55	0,00	17 111 794,98	2,12	-51 321 758,38
TOTAL 2008		104 944 848,97	107 876 016,57	44 235,91	212 865 101,45	100,00	394 448 728,93	412 240 886,25	0,00	806 689 615,18	100,00	593 824 513,73
TOTAL 2007		125 067 129,26	101 410 512,86	53 915,56	226 531 557,68		285 007 173,73	184 389 618,44	105,19	469 396 897,36		242 865 339,68
% D'ÉVOLUTION		-16,09	6,38	-17,95	-6,03		38,40	123,57	-100,00	71,86		144,51

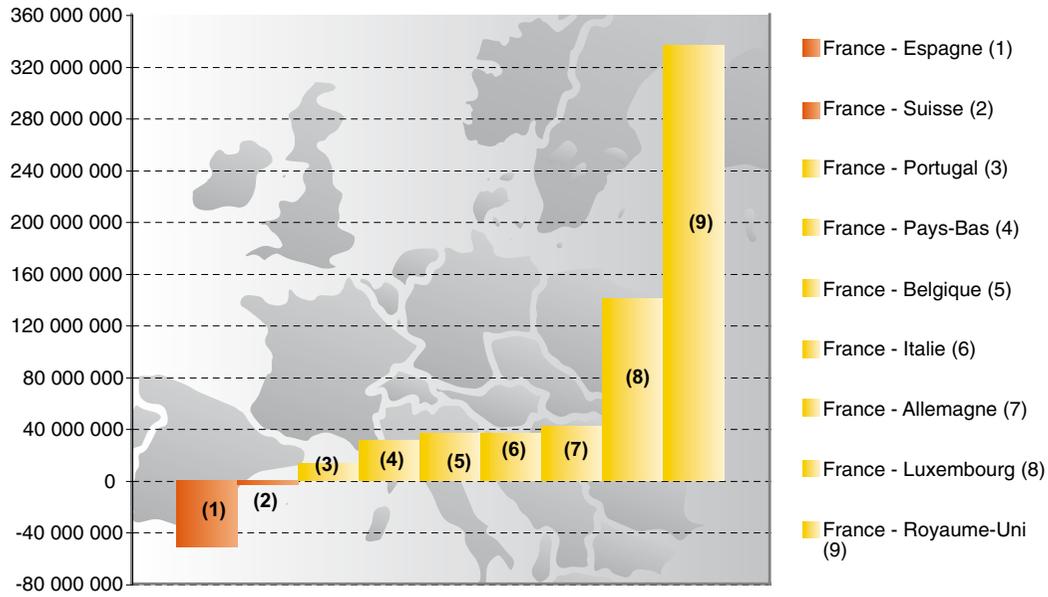
On note que le Royaume-Uni a versé à lui seul un montant total de 338,71 millions d'euros, soit 41,9% du total recouvré en 2008 en anticipant sur des créances futures. D'ailleurs les remboursements sur forfaits ont fortement augmenté (294,9 millions d'euros en 2008 contre 92 millions en 2007).



RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

► Soldes des paiements les plus significatifs en 2008

Graphique n°2008/14



ACCORDS INTERNATIONAUX

Certaines conventions bilatérales prévoient que la famille restée dans le pays d'origine et le travailleur lorsqu'il retourne dans ce même pays, ont droit au bénéfice du régime de sécurité sociale local. Il en est de même, dans certains cas, pour les pensionnés résidant dans un de ces pays.

Ces prestations et les contrôles médicaux qu'elles impliquent donnent lieu à un remboursement de la part des institutions françaises.

Ce remboursement est effectué selon deux modalités : la facture F
le forfait T

Lorsque le système du forfait est appliqué en matière de soins, il est fait usage des éléments statistiques et financiers produits par le pays de résidence pour déterminer le coût moyen des soins.

Quand ce même système est appliqué en matière de contrôle médical, les prestations servies et les remboursements effectués sont majorés d'un certain pourcentage.

Le tableau page suivante donne le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2008.





ACCORDS INTERNATIONAUX

Schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2008

PAYS	PRESTATIONS EN NATURE						CONTRÔLES MÉDICAUX	OBSERVATIONS
	FAMILLES	SÉJOUR TEMPORAIRE	TRANSFERT RÉSIDENCE	PENSIONNÉS	AT INCAPACITÉ TEMPORAIRE	TRAVAILLEURS DÉTACHÉS		
ALGÉRIE	T	T	T	T	T	F*	T1	* Ainsi que les travailleurs algériens autorisés à se faire soigner en France (Protocole annexe à la Convention)
ANDORRE	F	F	F	F	F	F	-	
BÉNIN	-	-	F*	-	F	-	T1	* Uniquement dans le sens France-Bénin (cf Protocole n°1)
BOSNIE HERZÉGOVINE	T	F	F	T	F	F	F et T	
CAMEROUN	-	-	-	-	F	F5*	R prov.	* Option possible en AT
CAP-VERT	T	T	T	-	T	F	T1	
CONGO	-	-	T* F*	-	T F5	-	T1	* T pour la maternité, F uniquement dans le sens France-Congo pour la maladie (cf Protocole n°1)
CÔTE D'IVOIRE	-	-	F*	-	F	-	T1	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Côte d'Ivoire pour la maladie (cf Protocole n°1)
CROATIE	T	F	F	T	F	F	F et T	
GABON	T	F* T	T	-	T	F	T1	* Pour le séjour temporaire autre que pendant le congé payé
ISRAËL	-	-	-	-	F	-	T1	
JERSEY	T	F*	F*	-	-	R	-	* Seulement dans le sens Jersey-France pendant 13 semaines maximum
MACÉDOINE	T	F	F	T	F	F	F et T	
MADAGASCAR	-	-	F	-	-	-	T1	
MALI	T	F	F	-	T	F	T1	
MAROC	T	T	T	-	F	-	F et T1	
MAURITANIE	-	-	F	-	T	-	F et T2	
MONACO	-	-	-	R	-	-	-	
MONTÉNÉGRO	T	F	F	T	F	F	F et T	
NIGER	-	F	F	-	F	-	R prov.	
NOUVELLE CALÉDONIE	F	F	F	F	F	F	-	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	F	F	F	F	F	F	-	
QUÉBEC	R	F	F	R	F	F	F	
SÉNÉGAL	-	-	F*	-	F	-	F et T1	* Uniquement dans le sens France-Sénégal pour la maladie (cf Protocole n°1)
SERBIE	T	F	F	T	F	F	F et T	
TOGO	-	-	F*	-	F	F	R et T1	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Togo pour la maladie (cf Protocole n°1)
TUNISIE	T	T	T	T	T	F	T1	
TURQUIE	T	F3 T4	F3 T4	T	F3 T4	F	T1	

F : Facture ; T : Forfait

1 Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité

2 En cas d'incapacité temporaire AT

3 Prestations à la charge de la France

4 Prestations à la charge de la Turquie

5 Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour

R Renonciation

R prov. Renonciation provisoire



ACCORDS INTERNATIONAUX

Evolution depuis 1999 des remboursements par le Cleiss à des organismes étrangers (et réciproquement) dans le cadre des accords internationaux

Tableau n°2008/13

ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS									MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS									SOLDE
	SOINS DE SANTÉ				FRAIS DE CONTRÔ- LES MÉDI- CAUX	FRAIS DE GESTION		TOTAL	% EVOL (N/N-1)	SOINS DE SANTÉ				FRAIS DE CONTRÔ- LES MÉDI- CAUX	FRAIS DE GESTION		TOTAL	% EVOL (N/N-1)	
	FACTURES	%	FORFAITS	%		ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADMINIS- TRATIF	POUR ALLOC. FAMILIALES			FACTURES	%	FORFAITS	%		FACTURES	%			
					FACTURES			%	FORFAITS					%			FACTURES	FORFAITS	
1999	18 819 014,76	35,6	31 191 537,66	59,1	6 133,52	2 571 490,41	221 173,50	52 809 349,86		40 714 472,76	99,3	273 970,02	0,7	638,76	19 955,35	0,00	41 009 036,90		-11 800 312,96
2000	20 108 910,52	51,5	17 698 614,17	45,3	9 345,81	867 163,92	351 672,62	39 035 707,04	-26,08	28 918 291,35	74,7	9 132 292,47	23,6	0,00	639 499,61	0,00	38 690 083,43	-5,65	-345 623,61
2001	22 081 799,56	28,4	53 666 656,96	69,0	8 235,68	1 547 811,75	429 802,33	77 734 306,28	99,14	16 742 848,48	70,6	6 335 151,48	26,7	0,00	641 847,27	0,00	23 719 847,23	-38,69	-54 014 459,05
2002	11 334 528,93	16,9	51 467 212,40	76,8	12 892,33	3 831 698,59	356 160,81	67 002 493,06	-13,81	8 353 681,86	26,1	22 316 474,10	69,8	686,85	1 302 283,61	0,00	31 973 126,42	34,79	-35 029 366,64
2003	38 495 384,98	42,0	45 737 035,11	49,9	0,00	6 720 841,51	709 890,85	91 663 152,45	36,81	5 050 545,87	15,9	25 350 384,67	79,7	0,00	1 399 327,81	0,00	31 800 258,35	-0,54	-59 862 894,10
2004	36 216 084,96	37,2	54 833 078,86	56,3	14 692,86	5 905 104,33	396 290,38	97 365 251,39	6,22	8 687 408,80	21,8	29 467 549,23	74,0	0,00	1 643 718,47	0,00	39 798 676,50	25,15	-57 566 574,89
2005	40 609 717,91	52,5	35 835 827,83	46,3	0,00	923 608,53	747,56	77 369 901,83	-20,54	2 022 835,41	17,3	9 680 209,16	82,6	0,00	21 539,66	0,00	11 724 584,23	-70,54	-65 645 317,60
2006	51 828 098,59	49,1	48 796 544,69	46,2	7 139,61	4 772 468,66	191 755,07	105 596 006,62	36,48	15 045 291,18	37,7	22 775 614,68	57,0	0,00	2 134 532,19	0,00	39 955 438,05	240,78	-65 640 568,57
2007	37 667 190,56	52,7	33 209 098,73	46,5	4 015,40	613 939,65	0,00	71 494 244,34	-32,29	2 507 908,49	19,0	10 702 882,83	80,9	0,00	14 406,25	0,00	13 225 197,57	-66,90	-58 269 046,77
2008	57 007 853,90	52,2	46 247 793,65	42,4	0,00	5 764 162,60	122 136,07	109 141 946,22	52,66	8 161 079,10	30,3	17 099 296,41	63,4	0,00	1 709 573,98	0,00	26 969 949,49	103,93	-82 171 996,73
PÉRIODE (1999 - 2008)	334 168 584,67	42,3	418 683 400,06	53,1	62 455,21	33 518 289,95	2 779 629,19	789 212 359,09		136 204 363,29	45,6	153 133 825,05	51,2	1 325,61	9 526 684,20	0,00	298 866 198,16		-490 346 160,92

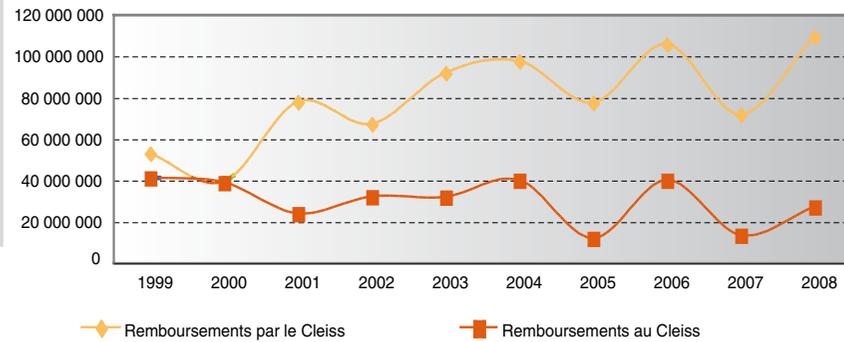




ACCORDS INTERNATIONAUX

Graphique n°2008/15

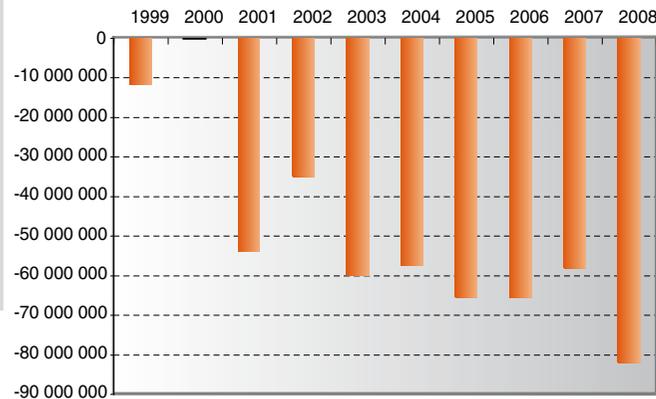
► Evolution depuis 1999 des remboursements effectués par le Cleiss à des organismes étrangers (et réciproquement) dans le cadre des accords internationaux



Dans le cadre des accords internationaux, sur les 10 dernières années, les remboursements effectués par le Cleiss ont toujours été largement supérieurs à ceux effectués par les organismes étrangers à l'exception de l'année 2000 où les flux financiers ont été quasiment identiques dans un sens et dans l'autre.

Graphique n°2008/16

► Evolution du solde des paiements depuis 1999



ACCORDS INTERNATIONAUX

Remboursements par le Cleiss à des organismes étrangers (et réciproquement) en 2008 dans le cadre des accords internationaux

Tableau n°2008/14

	PAYS	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS							MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN EUROS) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS							SOLDE		
		SOINS DE SANTÉ		FRAIS DE CONTRÔLES MÉDICAUX	FRAIS DE GESTION			TOTAL	% DU TOTAL	SOINS DE SANTÉ		FRAIS DE CONTRÔLES MÉDICAUX	FRAIS DE GESTION				TOTAL	% DU TOTAL
		FACTURES	FORFAITS		ET DE CONTRÔLE MÉDICAL ET ADM.	POUR ALLOC. FAMILIALES	FACTURES			FORFAITS	FORFAITS		FACTURES	FORFAITS	FACTURES			
				FACTURES				FORFAITS	FACTURES			FORFAITS					FORFAITS	
CONVENTIONS BILATÉRALES	ANDORRE	875 483	0	0	0	0	875 483	0,80	1 568 685	0	0	0	0	1 568 685	5,82	693 202		
	TURQUIE	0	0	0	0	0	0	0,00	208 371	0	0	0	0	208 371	0,77	208 371		
	QUÉBEC	1 975	0	0	0	0	1 975	0,00	176 665	0	0	0	0	176 665	0,66	174 690		
	SLOVÉNIE	0	-112 901	0	-55 386	0	-168 287	-0,15	0	0	0	0	0	0	0,00	168 287		
	LUXEMBOURG	0	0	0	0	0	0	0,00	130 865	0	0	0	0	130 865	0,49	130 865		
	SUISSE	0	0	0	0	0	0	0,00	18 217	0	0	0	0	18 217	0,07	18 217		
	CROATIE	223	0	0	0	0	223	0,00	363	0	0	0	0	363	0,00	140		
	ALLEMAGNE (1)	897	0	0	0	0	897	0,00	0	0	0	0	0	0	0,00	-897		
	MAURITANIE	0	0	0	0	1 061	1 061	0,00	0	0	0	0	0	0	0,00	-1 061		
	MAROC	38 246	0	0	0	0	38 246	0,04	0	0	0	0	0	0	0,00	-38 246		
	TUNISIE	76 158	3 763 502	0	0	0	3 839 660	3,52	0	0	0	0	0	0	0,00	-3 839 660		
	ALGÉRIE	0	42 597 192	0	5 819 549	121 075	48 537 816	44,47	3 847 152	17 099 296	0	1 709 574	0	22 656 023	84,01	-25 881 794		
	SOUS TOTAL	992 982	46 247 794	0	5 764 163	122 136	53 127 075	48,68	5 950 318	17 099 296	0	1 709 574	0	24 759 188	91,80	-28 367 887		
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE CALÉDONIE	17 669 259	0	0	0	0	17 669 259	16,19	1 716 871	0	0	0	0	1 716 871	6,37	-15 952 388		
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	38 345 612	0	0	0	0	38 345 612	35,13	493 890	0	0	0	0	493 890	1,83	-37 851 722		
	SOUS TOTAL	56 014 871	0	0	0	0	56 014 871	51,32	2 210 761	0	0	0	0	2 210 761	8,20	-53 804 110		
	Total 2008	57 007 854	46 247 794	0	5 764 163	122 136	109 141 946	100,00	8 161 079	17 099 296	0	1 709 574	0	26 969 949	100,00	-82 171 997		
	Total 2007	37 667 191	33 209 099	4 015	613 936	0	71 494 240		10 702 883	2 507 908	0	14 406	0	13 225 198				
	% d'évolution	51,35	39,26	-100,00	838,89	-	52,66		-23,75	581,82	-	11766,89	-	103,93				

(1) concerne les Bateliers Rhénans

Dans le cadre des accords internationaux, les paiements effectués par le Cleiss, en 2008, sont largement supérieurs aux remboursements effectués par les organismes internationaux et représentent 109,2 millions d'euros (soit 80,2% des remboursements) contre 27 millions.

Concernant les paiements des créances au Cleiss, la progression concerne essentiellement l'Algérie et résulte de la liquidation des créances sur factures au titre du protocole annexe de la convention franco-algérienne (années 2005 à 2007) et sur forfaits au titre de la convention (années 2005 et 2006) lors de la dernière commission mixte en juin 2008.

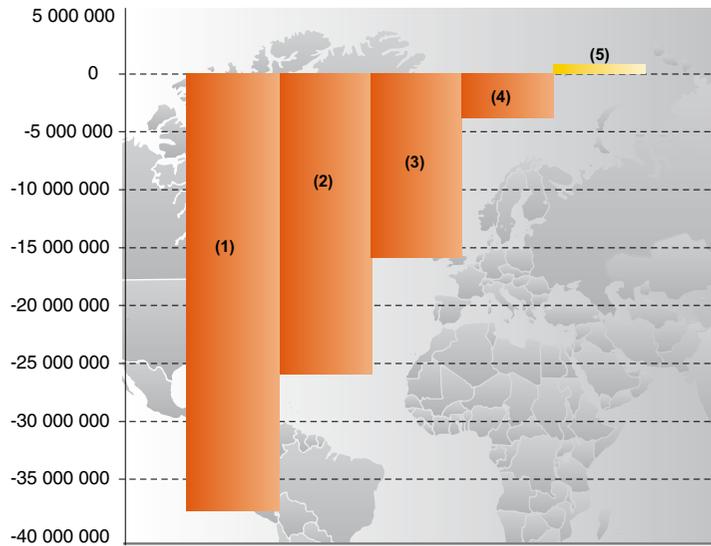
En matières de dettes, la progression globale de 71,5 millions d'euros en 2007 à 109,1 millions en 2008 résulte essentiellement du paiement du solde de la dette française envers l'Algérie (années 2005 et 2006).



ACCORDS INTERNATIONAUX

► Soldes des paiements les plus significatifs en 2008

Graphique n°2008/17



- France - Polynésie Française (1)
- France - Algérie (2)
- France - Nouvelle Calédonie (3)
- France - Tunisie (4)
- France - Andorre (5)



LES PRESTATIONS EN NATURE

Les prestations en nature (soins médicaux, hospitaliers, dentaires, médicaments, ...) sont remboursées sur factures ou sur forfaits selon les dispositions prévues avec les pays concernés

TOUS TYPES D'ACCORDS

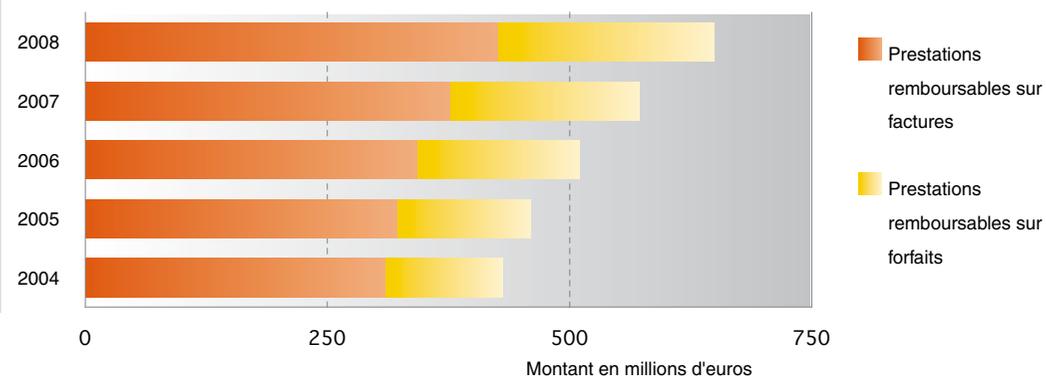
► Prestations en nature (des assurances maladie-maternité et des assurances accident du travail-maladie professionnelle) servies par la France pour le compte d'un autre Etat entre 2004 et 2008

Tableau n°2008/15

ANNÉES	RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES		ACCORDS INTERNATIONAUX		TOTAL	
	PRESTATIONS REMBOURSABLES SUR FACTURES	PRESTATIONS REMBOURSABLES SUR FORFAITS	PRESTATIONS REMBOURSABLES SUR FACTURES	PRESTATIONS REMBOURSABLES SUR FORFAITS	PRESTATIONS REMBOURSABLES SUR FACTURES	PRESTATIONS REMBOURSABLES SUR FORFAITS
	MONTANT EN EUROS					
2004	296 716 711,80	120 418 211,29	13 182 907,84	490 621,44	309 899 619,64	120 908 832,73
2005	307 970 090,42	137 224 559,77	14 462 031,72	378 537,10	322 432 122,14	137 603 096,87
2006	328 419 364,68	166 485 624,65	14 934 577,36	378 537,10	343 353 942,04	166 864 161,75
2007	362 252 800,87	193 498 863,23	15 175 690,57	470 764,21	377 428 491,44	193 969 627,44
2008	415 424 379,65	221 890 484,48	11 006 463,60	445 990,18	426 430 843,25	222 336 474,66

► Evolution des prestations en nature servies par la France entre 2004 et 2008

Graphique n°2008/18





RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

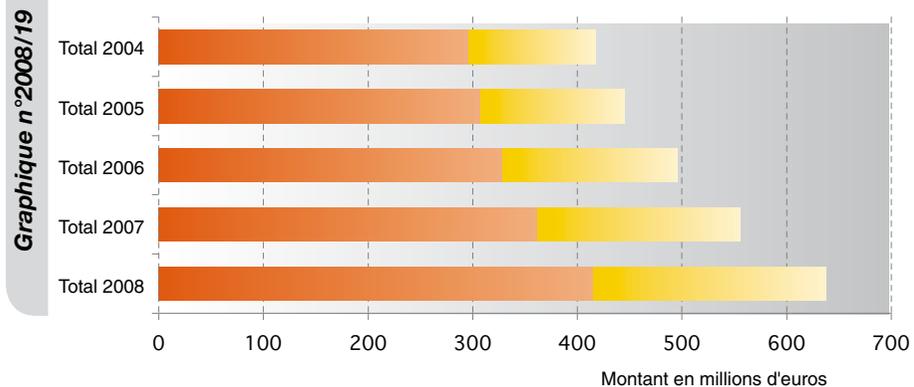
► Prestations en nature (des assurances maladie-maternité et des assurances accident du travail-maladie professionnelle) servies par la France pour le compte d'un autre Etat

Tableau n°2008/16

ETATS MEMBRES DÉBITEURS	PRESTATIONS REMBOURSABLES SUR FACTURES			PRESTATIONS REMBOURSABLES SUR FORFAITS			TOTAL			Evolution
	NOMBRE DE FACTURES	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	NOMBRE DE RELEVÉS FORFAITAIRES	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	FACTURES + RELEVÉS FORFAITAIRES	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	
ALLEMAGNE	125 956	61 677	81 243 688,00	4 004	3 958	16 116 900,39	129 960	65 635	97 360 588,39	
AUTRICHE	856	654	1 101 155,85	129	127	540 960,32	985	781	1 642 116,17	
BELGIQUE	93 596	52 188	57 172 455,00	13 235	13 037	48 692 838,35	106 831	65 225	105 865 293,35	
BULGARIE	302	212	1 943 129,69	47	47	566 145,45	349	259	2 509 275,14	
CHYPRE	28	22	18 005,61	2	2	3 748,72	30	24	21 754,33	
DANEMARK	852	613	883 963,68	1 516	1 512	3 789 248,21	2 368	2 125	4 673 211,89	
ESPAGNE	14 551	9 614	14 936 369,40	860	855	3 947 274,51	15 411	10 469	18 883 643,91	
ESTONIE	119	94	145 465,93	4	4	5 802,72	123	98	151 268,65	
FINLANDE	427	320	505 727,99	170	168	332 702,87	597	488	838 430,86	
GRÈCE	1 331	834	4 029 053,75	96	96	348 961,32	1 427	930	4 378 015,07	
HONGRIE	288	242	582 874,54	3	3	45 202,96	291	245	628 077,50	
IRLANDE	1 826	1 424	1 850 350,13	177	176	401 483,89	2 003	1 600	2 251 834,02	
ISLANDE	61	39	94 005,96	1	1	553,44	62	40	94 559,40	
ITALIE	20 733	14 202	36 889 199,50	2 800	2 782	11 515 216,61	23 533	16 984	48 404 416,11	
LETTONIE	60	43	29 351,91	5	5	3 716,88	65	48	33 068,79	
LIECHTENSTEIN	9	7	4 717,60	0	0	0,00	9	7	4 717,60	
LITUANIE	126	113	174 250,86	6	6	2 708,02	132	119	176 958,88	
LUXEMBOURG	225 445	112 016	121 034 107,00	2 289	2 258	6 715 371,66	227 734	114 274	127 749 478,66	
MALTE	58	51	41 474,21	3	3	3 312,88	61	54	44 787,09	
NORVÈGE	776	577	887 935,41	251	248	702 113,61	1 027	825	1 590 049,02	
PAYS-BAS	6 370	5 117	13 575 263,80	6 902	6 858	16 929 952,81	13 272	11 975	30 505 216,61	
POLOGNE	2 047	1 591	4 365 817,06	170	166	747 407,63	2 217	1 757	5 113 224,69	
PORTUGAL	6 277	4 629	11 559 426,90	1 619	1 603	9 457 606,21	7 896	6 232	21 017 033,11	
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	543	450	1 302 416,95	14	13	58 444,46	557	463	1 360 861,41	
ROUMANIE	855	598	2 412 387,73	116	116	772 116,90	971	714	3 184 504,63	
ROYAUME-UNI	52 390	37 942	48 127 988,80	41 388	40 996	96 309 967,30	93 778	78 938	144 437 956,10	
SLOVAQUIE	334	290	679 536,60	9	9	65 225,90	343	299	744 762,50	
SLOVÉNIE	125	102	156 398,06	0	0	0,00	125	102	156 398,06	
SUÈDE	1 132	921	1 461 622,46	1 646	1 631	3 815 500,46	2 778	2 552	5 277 122,92	
SUISSE	5 153	3 608	8 216 239,27	0	0	0,00	5 153	3 608	8 216 239,27	
TOTAL 2008	562 626	310 190	415 424 379,65	77 462	76 680	221 890 484,48	640 088	386 870	637 314 864,13	14,68%
TOTAL 2007	535 540	298 919	362 252 800,87	73 537	70 399	193 498 863,23	608 077	369 318	555 751 664,10	12,29%
TOTAL 2006	503 607	466 356	328 419 364,68	63 804	70 788	166 485 624,65	567 411	537 144	494 904 989,33	11,17%
TOTAL 2005	505 174	463 814	307 970 090,42	54 599	54 513	137 224 559,77	559 773	518 327	445 194 650,19	6,73%
TOTAL 2004	497 044	458 018	296 716 711,80	48 583	48 579	120 418 211,29	545 627	506 597	417 134 923,09	

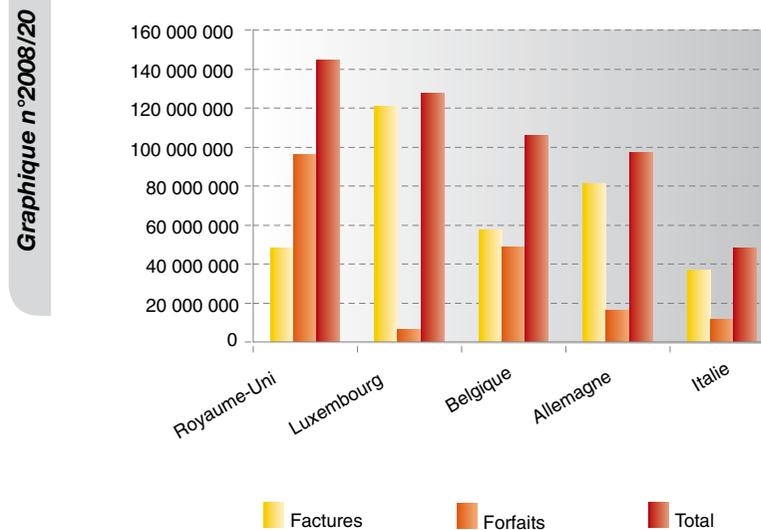
RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

Evolution des prestations en nature servies par la France



■ Prestations remboursables sur factures
■ Prestations remboursables sur forfaits

Principaux pays débiteurs en 2008



Le Royaume-Uni est le seul pays pour lequel les caisses françaises servent plus de prestations remboursables sur la base forfaitaire (à cause des pensionnés) que sur la base de factures.





ACCORDS INTERNATIONAUX

► Prestations en nature (des assurances maladie-maternité et des assurances accident du travail-maladie professionnelle) servies par la France pour le compte d'un autre Etat

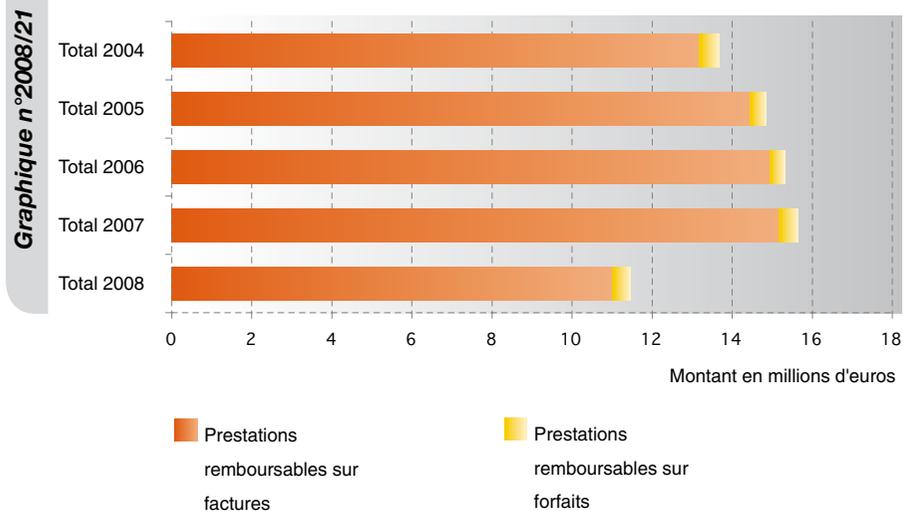
Tableau n°2008/17

	ETATS MEMBRES DÉBITEURS	PRESTATIONS REMBOURSABLES SUR FACTURES			PRESTATIONS REMBOURSABLES SUR FORFAITS			TOTAL			
		NOMBRE DE FACTURES	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	NOMBRE DE RELEVÉS FORFAITAIRES	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	FACTURES + RELEVÉS FORFAITAIRES	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	1 040	651	1 260 320,38	52	47	157 382,76	1 092	698	1 417 703,14	
	ANDORRE	491	333	1 287 941,03	0	0	0,00	491	333	1 287 941,03	
	CAP-VERT	10	4	12 959,00	0	0	0,00	10	4	12 959,00	
	CROATIE	7	3	622,47	0	0	0,00	7	3	622,47	
	GABON	0	0	0,00	2	2	3 279,21	2	2	3 279,21	
	JERSEY	60	53	296 313,64	0	0	0,00	60	53	296 313,64	
	LUXEMBOURG (1)	216	96	128 629,82	0	0	0,00	216	96	128 629,82	
	MACÉDOINE	13	9	2 608,73	3	3	6 163,68	16	12	8 772,41	
	MALI	13	10	1 081,48	0	0	0,00	13	10	1 081,48	
	MAROC	0	0	0,00	0	0	7 716,05	0	0	7 716,05	
	MONACO	2 485	2 094	5 625 369,46	0	0	0,00	2 485	2 094	5 625 369,46	
	PAYS-BAS (1)	1	1	91,84	0	0	0,00	1	1	91,84	
	QUÉBEC	1 319	848	845 939,61	0	0	0,00	1 319	848	845 939,61	
	SERBIE	9	4	698,98	10	9	39 343,47	19	13	40 042,45	
	SUISSE (1)	37	17	10 249,81	0	0	0,00	37	17	10 249,81	
TUNISIE	35	20	21 897,61	24	24	193 857,37	59	44	215 754,98		
TURQUIE	210	102	175 166,87	16	16	38 247,64	226	118	213 414,51		
	SOUS-TOTAL 2008	5 946	4 245	9 669 890,73	107	101	445 990,18	6 053	4 346	10 115 880,91	
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE CALÉDONIE	1 306	970	945 613,24	0	0	0,00	1 306	970	945 613,24	
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	330	184	390 959,63	0	0	0,00	330	184	390 959,63	
	SOUS-TOTAL 2008	1 636	1 154	1 336 572,87	0	0	0,00	1 636	1 154	1 336 572,87	
	TOTAL 2008	7 582	5 399	11 006 463,60	107	101	445 990,18	7 689	5 500	11 452 453,78	-26,80%
	TOTAL 2007	8 996	5 235	15 175 690,57	185	108	470 764,21	9 181	5 343	15 646 454,78	2,18%
	TOTAL 2006	8 720	8 223	14 934 577,36	108	182	378 537,10	8 828	8 405	15 313 114,46	3,18%
	TOTAL 2005	8 185	7 663	14 462 031,72	110	112	378 537,10	8 295	7 775	14 840 568,82	8,54%
	TOTAL 2004	7 903	7 415	13 182 907,84	167	104	490 621,44	8 070	7 519	13 673 529,28	

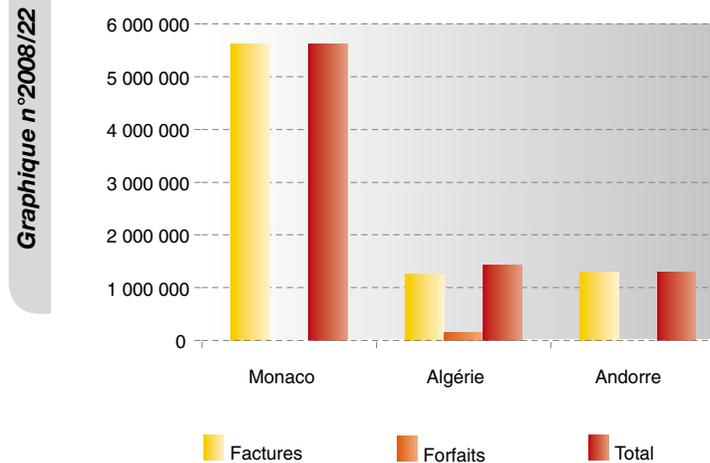
(1) Concerne les bateliers rhénans - Importante baisse pour l'Algérie et notamment le nombre d'assurés soignés dans le cadre du protocole annexe à la convention - Pour Monaco, les pensionnés ne sont plus inscrits en tant que migrants à partir de 2008.

ACCORDS INTERNATIONAUX

Evolution des prestations en nature servies par la France



Principaux pays débiteurs en 2008



Les prestations en nature servies par la France pour l'Andorre et Monaco se font uniquement sur factures.





INCAPACITÉ TEMPORAIRE

Les prestations en espèce d'incapacité temporaire regroupent les assurances maladie, maternité, les accidents du travail et les maladies professionnelles. Elles sont versées pour un pays donné, au titre d'une situation visée par les accords internationaux ou les règlements communautaires.

RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

► Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (assurances maladie-maternité) au cours de l'année 2008

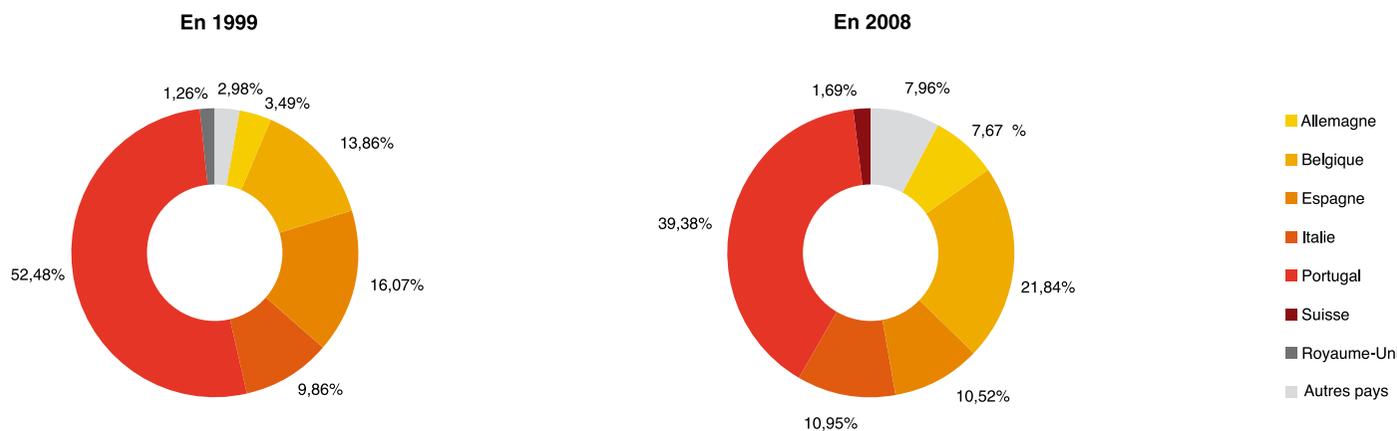
Tableau n° 2008/18

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	615	19 529	649 057,69
BELGIQUE	1 236	57 432	1 848 993,73
ESPAGNE	1 488	30 268	890 819,59
ITALIE	1 189	30 576	926 841,68
PORTUGAL	4 017	107 590	3 333 226,27
SUISSE	773	3 913	142 821,59
AUTRES PAYS	904	18 849	673 530,69
TOTAL	10 222	268 157	8 465 291,24

En 2008, le Portugal a reçu près de 40 % de l'ensemble des prestations en espèces d'incapacité temporaire (maladie-maternité) versées dans le cadre des règlements communautaires. En 1999, il en recevait un peu plus de 50 %.

► Les prestations en espèces d'incapacité temporaire versées dans le cadre des règlements communautaires (ass. maladie-maternité)

Graphique n° 2008/23



RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

Evolution des paiements de prestations en espèces d'incapacité temporaire dans le cadre des règlements communautaires (assurances maladie-maternité)

Tableau n°2008/19

ANNÉES	RÉSIDENCES HORS DE L'ETAT COMPÉTENT			SÉJOURS TEMPORAIRES / TRANSFERTS DE RÉSIDENCE AUTORISÉS			TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
1999	850	41 957	1 005 800,08	7 357	224 777	5 679 499,34	6 687 569,69 ^(a)	
2000	761	36 449	969 443,95	6 977	204 870	5 238 630,15	6 208 074,10	-7,17
2001	1 240	60 402	1 454 098,14	7 865	223 293	5 806 034,16	7 260 132,30	16,95
2002	1 310	63 173	1 804 450,08	9 526	274 482	7 779 761,85	9 584 908,33 ^(b)	32,02
2003	1 365	71 864	2 100 557,22	9 446	258 239	7 161 115,40	9 264 327,18 ^(c)	-3,34
2004	1 342	73 644	2 102 606,44	9 669	253 790	7 197 911,84	9 301 883,94 ^(d)	0,41
2005	1 439	75 153	2 234 493,00	9 145	229 808	6 598 046,84	8 832 539,84	-5,05
2006	1 363	68 010	1 975 591,75	8 181	203 574	6 214 493,77	8 193 787,52 ^(e)	-7,23
2007	1 433	66 513	2 112 326,02	8 229	199 196	6 369 600,64	8 499 891,20 ^(f)	3,74 ^(*)
2008	1 804	84 941	2 614 821,05	7 946	183 216	5 850 470,19	8 465 291,24	-0,41

(*) modification (Allemagne, Bulgarie, Espagne, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni)

(a) : y compris 2 270,27 euros pour le Portugal en situation de «recherche d'emploi».

(b) : y compris 666,40 euros pour la Norvège et 30,00 euros pour l'Italie en situation de «recherche d'emploi».

(c) : y compris 2 253,16 euros pour la Belgique et 401,40 euros pour l'Allemagne en situation de «recherche d'emploi».

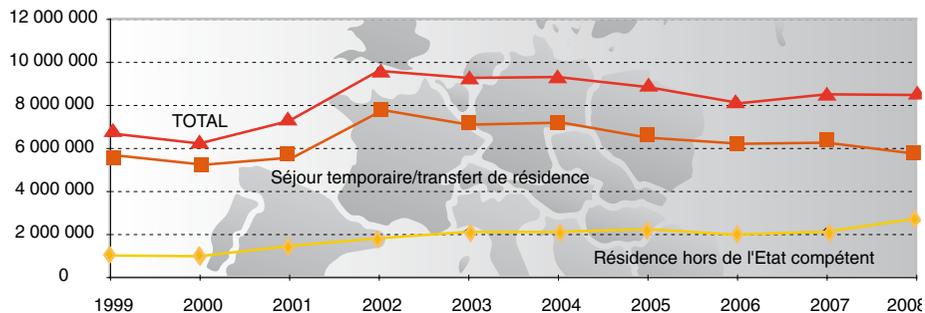
(d) : y compris 1 365,66 euros pour la Grèce en situation de «recherche d'emploi».

(e) : y compris 3 702,00 euros pour l'Italie en situation de «recherche d'emploi».

(f) : y compris 17 964,54 euros pour la Suisse en situation de «recherche d'emploi».

Montants des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie-maternité) versés depuis 1999

Graphique n°2008/24



• Le nombre total de bénéficiaires a augmenté de 19% sur ces 10 dernières années tandis que le nombre de jours indemnisés a plutôt stagné(+ 1% en 10 ans).

• Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) ont augmenté de 26,6%, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,7%.

• En 2008, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 69,1% des prestations totales versées dans le cadre des règlements communautaires (contre 84,9% en 1999).

• L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.





RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

► Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (assurance AT-MP) au cours de l'année 2008

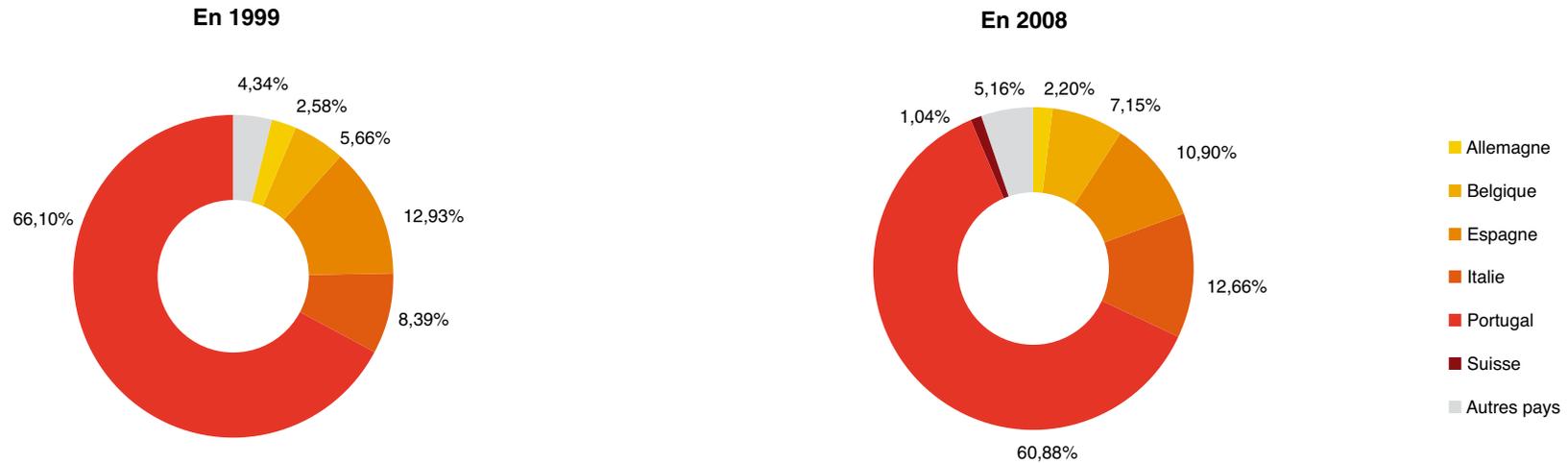
Tableau n°2008/21

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	77	1 849	83 954,52
BELGIQUE	143	5 994	272 179,79
ESPAGNE	375	8 853	415 322,80
ITALIE	295	10 070	482 263,38
PORTUGAL	1 697	47 321	2 318 999,56
SUISSE	41	1 105	39 703,09
AUTRES PAYS	180	3 281	196 568,86
TOTAL	2 808	78 473	3 808 992,00

En 2008, le Portugal a reçu les deux tiers de l'ensemble des prestations en espèces d'incapacité temporaire (AT-MP) versées dans le cadre des règlements communautaires. En 1999, il en recevait 60,9%.

► Les prestations en espèces d'incapacité temporaire versées dans le cadre des règlements communautaires (ass. AT-MP)

Graphique n°2008/25



RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

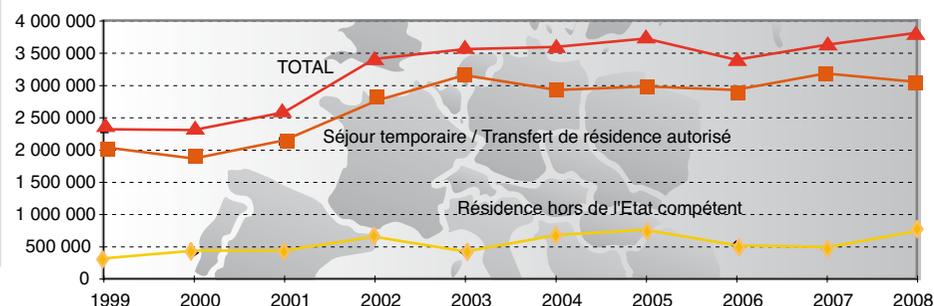
Evolution des paiements de prestations en espèces d'incapacité temporaire dans le cadre des règlements communautaires (assurances AT-MP)

Tableau n°2008/22

ANNÉES	RÉSIDENCES HORS DE L'ETAT COMPÉTENT			SÉJOURS TEMPORAIRES / TRANSFERTS DE RÉSIDENCE AUTORISÉS			TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
1999	223	8 985	295 555,76	1 683	50 861	2 017 777,23	2 313 332,99	
2000	273	12 387	401 629,66	1 557	46 961	1 900 437,57	2 302 067,23	-0,49
2001	220	10 594	440 273,20	1 601	49 930	2 134 663,57	2 574 936,77	11,85
2002	223	13 095	631 412,35	2 073	63 276	2 775 087,38	3 406 499,73	32,29
2003	181	11 359	415 291,68	2 290	66 300	3 143 066,69	3 558 358,37	4,46
2004	191	16 626	663 391,10	2 248	63 045	2 925 301,32	3 588 692,42	0,85
2005	204	15 133	734 928,89	2 286	64 770	2 984 594,93	3 719 523,82	3,65
2006	219	12 197	520 234,47	2 205	59 683	2 872 901,29	3 393 135,76	-8,77
2007	243	10 897	454 166,36	2 325	62 837	3 168 186,83	3 622 353,19	6,76
2008	317	16 892	766 211,32	2 491	61 581	3 042 780,68	3 808 992,00	5,15

Montants des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. AT-MP) versés depuis 1999

Graphique n°2008/26



- Le nombre total de bénéficiaires a augmenté de 47,3% sur ces 10 dernières années. Le nombre de jours indemnisés s'est également accru : +31,1%.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. AT-MP) ont augmenté de 64,7%, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,7%.
- En 2008, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 79,9% des prestations totales versées dans le cadre des règlements communautaires (cette part est restée assez stable depuis 1999).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



ACCORDS INTERNATIONAUX

► Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (assurance maladie-maternité) au cours de l'année 2008

Tableau n°2008/24

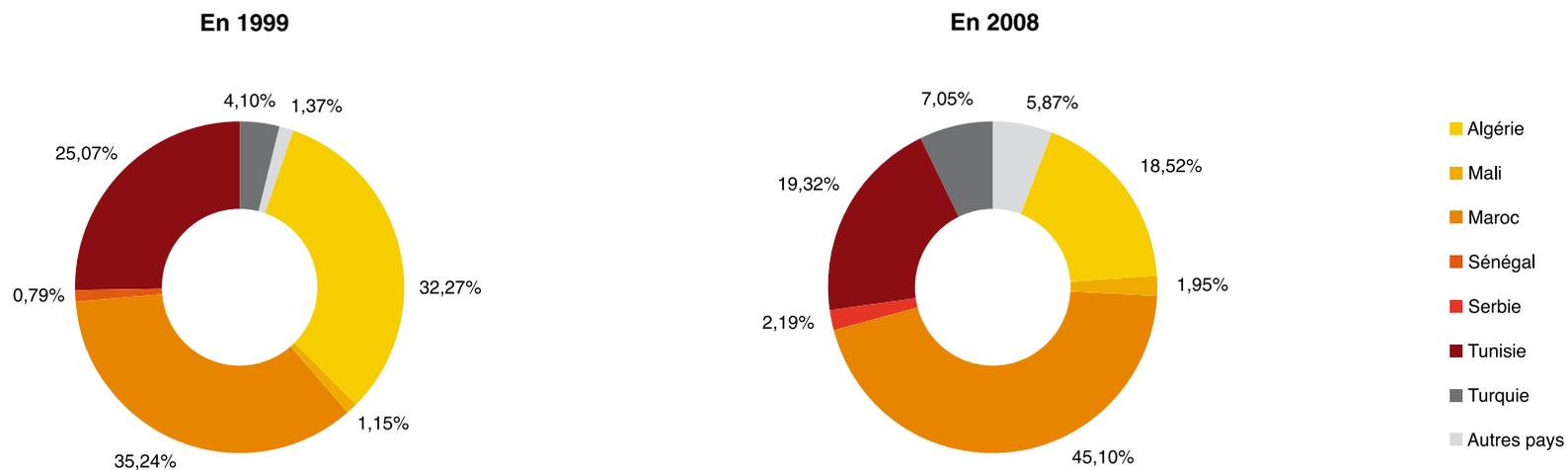
PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)
ALGÉRIE	708	25 031	721 329,75
MALI	48	2 512	75 878,69
MAROC	1 780	53 745	1 756 798,38
SERBIE-MONTÉNÉGRO	108	3 590	91 677,18
TUNISIE	741	25 377	752 585,47
TURQUIE	247	8 891	274 615,82
AUTRES PAYS	254	7 497	222 240,32
TOTAL	3 886	126 643	3 895 125,61

> En 2008, le Maroc reçoit un peu moins de la moitié (45%) des paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire, suivi de la Tunisie (19,32%).

> En 1999, c'est également le Maroc qui occupait ce 1er rang (35,24 %) suivi de près par l'Algérie (32,27 %).

► Les prestations en espèces d'incapacité temporaire versées dans le cadre des accords internationaux (ass. maladie-maternité)

Graphique n°2008/27



ACCORDS INTERNATIONAUX

Evolution des paiements de prestations en espèces d'incapacité temporaire dans le cadre des accords internationaux (assurance maladie-maternité)

Tableau n°2008/25

ANNÉES	TRANSFERTS DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			SÉJOURS TEMPORAIRES			DÉTACHEMENTS			TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
1999	3 372	153 018	3 777 580,80	1 065	25 392	783 273,44	8	115	3 208,13	4 564 062,37	
2000	3 135	132 118	3 329 025,40	789	19 579	436 472,09	6	237	6 032,85	3 771 530,34	-17,36
2001	3 505	152 235	3 875 635,36	855	19 695	451 918,47	6	155	4 026,15	4 332 658,68 (a)	14,88
2002	4 200	177 678	4 567 519,99	994	23 856	585 992,83	5	112	3 848,37	5 157 810,79 (b)	19,04
2003	4 417	183 308	4 893 311,68	749	18 308	452 415,94	8	129	3 810,53	5 350 404,85 (c)	3,73
2004	4 827	191 824	5 129 302,27	802	18 440	473 220,59	9	246	8 804,57	5 613 446,09 (d)	4,92
2005	4 614	169 503	4 564 698,82	699	15 715	418 545,99	11	256	9 544,98	4 993 547,89 (e)	-11,04
2006	4 162	145 486	4 109 513,09	611	14 144	396 293,84	6	94	3 426,12	4 509 979,72 (f)	-9,68 (*)
2007	3 795	129 572	3 648 182,23	489	12 129	372 541,58	4	31	1 245,53	4 026 336,01 (g)	-10,72 (*)
2008	3 470	116 543	3 582 861,99	401	9 833	303 233,56	11	235	8 096,57	3 895 125,61 (h)	-3,26

(*) modification 2007(Algérie, Mali, Maroc, Tunisie et Turquie)

(*) modification 2006 (Algérie, Maroc, Tunisie et Turquie)

(a) : y compris 1 078,70 euros pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention.

(b) : y compris 449,60 euros en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(c) : y compris 803,46 euros pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention et 63,24 euros en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(d) : y compris 2118,66 euros en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(e) : y compris 758,10 euros en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

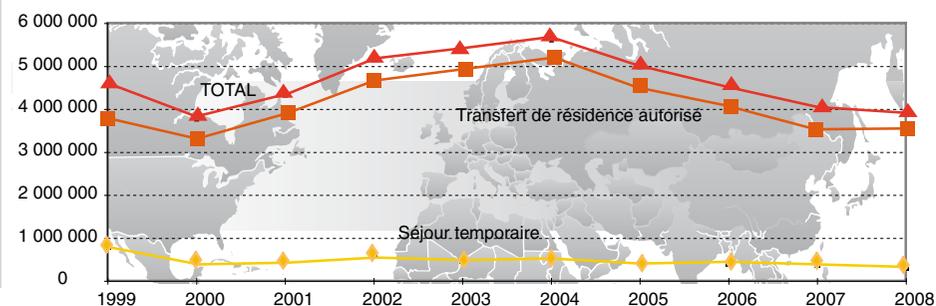
(f) : y compris 746,67 euros en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(g) : y compris 3018,86 euros pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention et 1347,81 euros en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(h) : y compris 933,49 euros pour l'Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

Prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie-maternité) versées depuis 1999

Graphique n°2008/28



- Le nombre total de bénéficiaires ainsi que les jours indemnisés ont connu une évolution négative au cours de ces 10 dernières années (-12,5% pour les premiers et -29% pour les seconds).

- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) ont baissé (-14,5%), soit une diminution moyenne de -0,8% par an.

- En 2008, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent 92 % des prestations totales versées dans le cadre des accords internationaux (contre 82,75% en 1999).

- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



ACCORDS INTERNATIONAUX

► Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (assurances AT-MP) au cours de l'année 2008

Tableau n° 2008/27

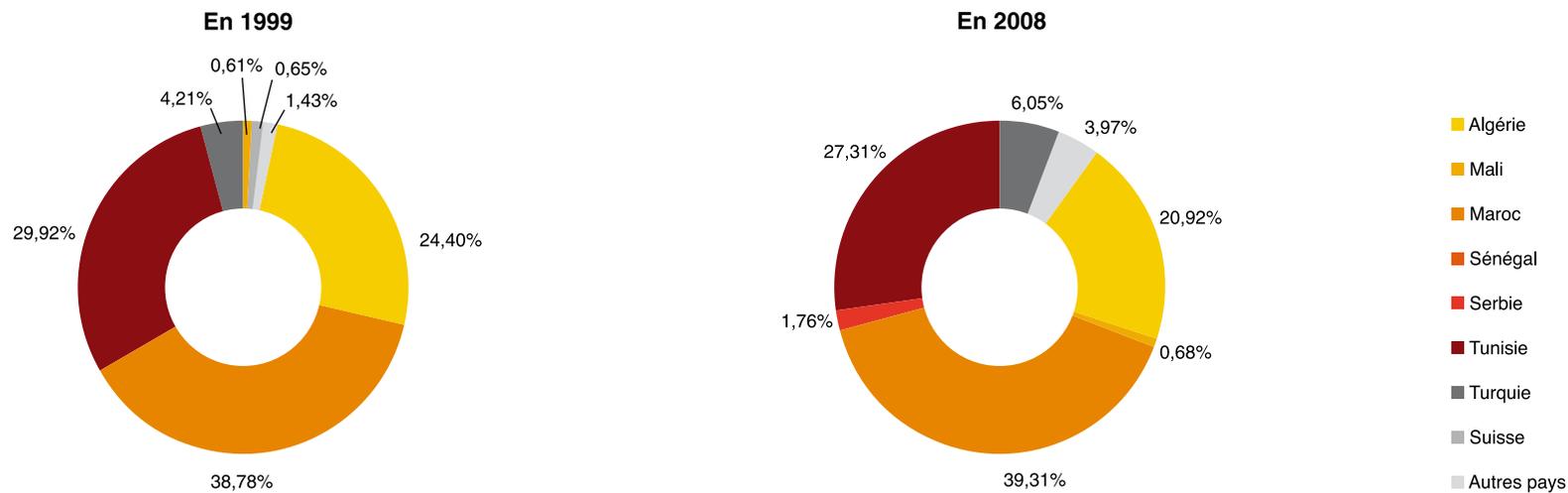
PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)
ALGÉRIE	480	16 620	737 161,62
MALI	16	717	24 005,24
MAROC	965	32 586	1 385 478,78
SERBIE	38	1 365	62 045,44
TUNISIE	533	17 717	962 557,07
TURQUIE	134	4 762	213 187,74
AUTRES PAYS	87	2 861	139 875,64
TOTAL	2 253	76 628	3 524 311,53

> En 2008, le Maroc reçoit 39,3% des paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire, suivi de la Tunisie (27,3%) et l'Algérie (20,9%).

> En 1999, ces mêmes pays recevaient également la quasi-totalité des paiements : le Maroc (38,8%), la Tunisie (29,9%) et l'Algérie (24,4%).

► Les prestations en espèces d'incapacité temporaire versées dans le cadre des accords internationaux (assurances AT-MP)

Graphique n° 2008/29



ACCORDS INTERNATIONAUX

Evolution des paiements de prestations en espèces d'incapacité temporaire dans le cadre des accords internationaux (assurances AT-MP)

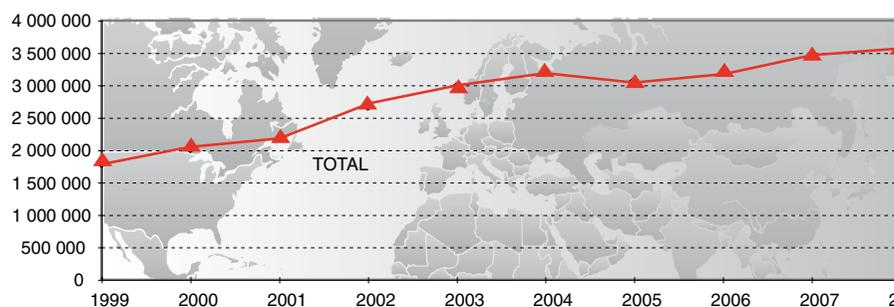
Tableau n°2008/28

ANNÉES	TRANSFERTS DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			RECHUTES DANS L'AUTRE PAYS			SÉJOURS TEMPORAIRES			TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
1999	1 279	51 827	1 782 569,88	2	45	1 450,55	1	15	382,95	1 784 403,38	
2000	1 378	53 499	2 010 763,70	3	39	1 267,01	1	160	1 213,49	2 013 244,20	12,82
2001	1 536	60 389	2 168 377,56	5	172	7 335,59	1	44	1 523,24	2 177 236,39	8,15
2002	1 777	70 346	2 655 745,99	3	86	3 140,65	0	0	0,00	2 667 923,64	(a) 22,54
2003	2 016	78 664	2 983 603,81	5	188	6 249,36	0	0	0,00	2 989 853,17	12,07
2004	2 242	83 788	3 193 558,45	2	41	1 462,54	0	0	0,00	3 195 020,99	6,86
2005	2 213	79 828	3 057 152,72	5	382	12 227,46	0	0	0,00	3 069 380,18	-3,93
2006	2 176	75 022	3 182 142,72	7	225	8 991,90	1	31	1 169,00	3 192 303,62	4,00
2007	2 249	78 401	3 420 148,74	8	593	22 024,91	0	0	0,00	3 442 173,65	7,83
2008	2 242	76 049	3 504 445,45	11	579	19 866,08	0	0	0,00	3 524 311,53	2,39

(a) : y compris 9 037 euros pour 1 travailleur frontalier et 158 jours indemnisés (cf. Andorre)

Prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. AT-MP) versées depuis 1999

Graphique n°2008/30



- Le nombre total de bénéficiaires ainsi que les jours indemnisés ont connu une évolution positive au cours de ces 10 dernières années, à hauteur de 76% pour les premiers et 47,7% pour les seconds.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) ont augmenté de 97,5%, soit une augmentation annuelle moyenne de 7,9%.
- En 2008, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent la quasi totalité (99,5%) des prestations totales versées dans le cadre des accords internationaux (cette part est restée stable depuis 1999).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



Partie 2

PRESTATIONS **FAMILIALES**



► RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

En matière de prestations familiales, comme pour les autres branches de la sécurité sociale, les dispositions prévues dans les règlements communautaires permettent au travailleur, ainsi qu'aux membres de sa famille, de ne pas être pénalisé du fait d'avoir usé de leur droit à la libre circulation.

Il convient de distinguer 2 catégories de personnes concernées par les prestations familiales :

1/ Les travailleurs ou chômeurs indemnisés en France dont la famille réside à l'étranger et les travailleurs détachés à l'étranger accompagnés de leur famille.

Les dispositions juridiques prévues (au titre III, chapitre 7, articles 72 à 76 bis, du règlement n°1408/71 et au titre IV, chapitre 7, articles 85 à 88, du règlement n°574/72) sont les suivantes : lorsque le travailleur salarié ou non salarié, ou le chômeur, est assuré au titre de la législation d'un État membre alors que les membres de sa famille résident sur le territoire d'un autre État membre, les prestations familiales seront servies par l'institution d'affiliation, selon la législation qu'elle applique, comme si les membres de la famille résidaient sur son territoire (articles 73 et 74 du règlement).

La liste des prestations familiales « exportables » au titre de ces dispositions regroupe :

- les allocations familiales ainsi que leurs majorations et le forfait familial
- la PAJE (allocation de base et complément de libre choix d'activité) servie depuis le 01/01/2004
- l'allocation pour jeune enfant (APJE) servie depuis le 01/01/1997 avec conditions de ressources du 4ème mois de grossesse de la mère jusqu'au 3ème anniversaire de l'enfant, jusqu'à la mise en place de la PAJE en 2004
- le complément familial
- l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé
- l'allocation de soutien familial
- l'allocation de rentrée scolaire
- l'allocation de parent isolé
- l'allocation journalière de présence parentale

2/ Les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et les orphelins. Le service des prestations fait l'objet de dispositions dans les règlements communautaires au titre III, chapitre 8, articles 77 à 79 bis du règlement 1408/71 et au titre IV, chapitre 8, articles 90 à 92 du règlement n°574/72. Le titulaire d'une ou plusieurs pensions bénéficie des allocations familiales pour ses enfants à charge (article 77). Des dispositions sont également prévues sur les prestations d'orphelins (article 78 du règlement).





► Paiements de prestations familiales versées dans le cadre des règlements communautaires

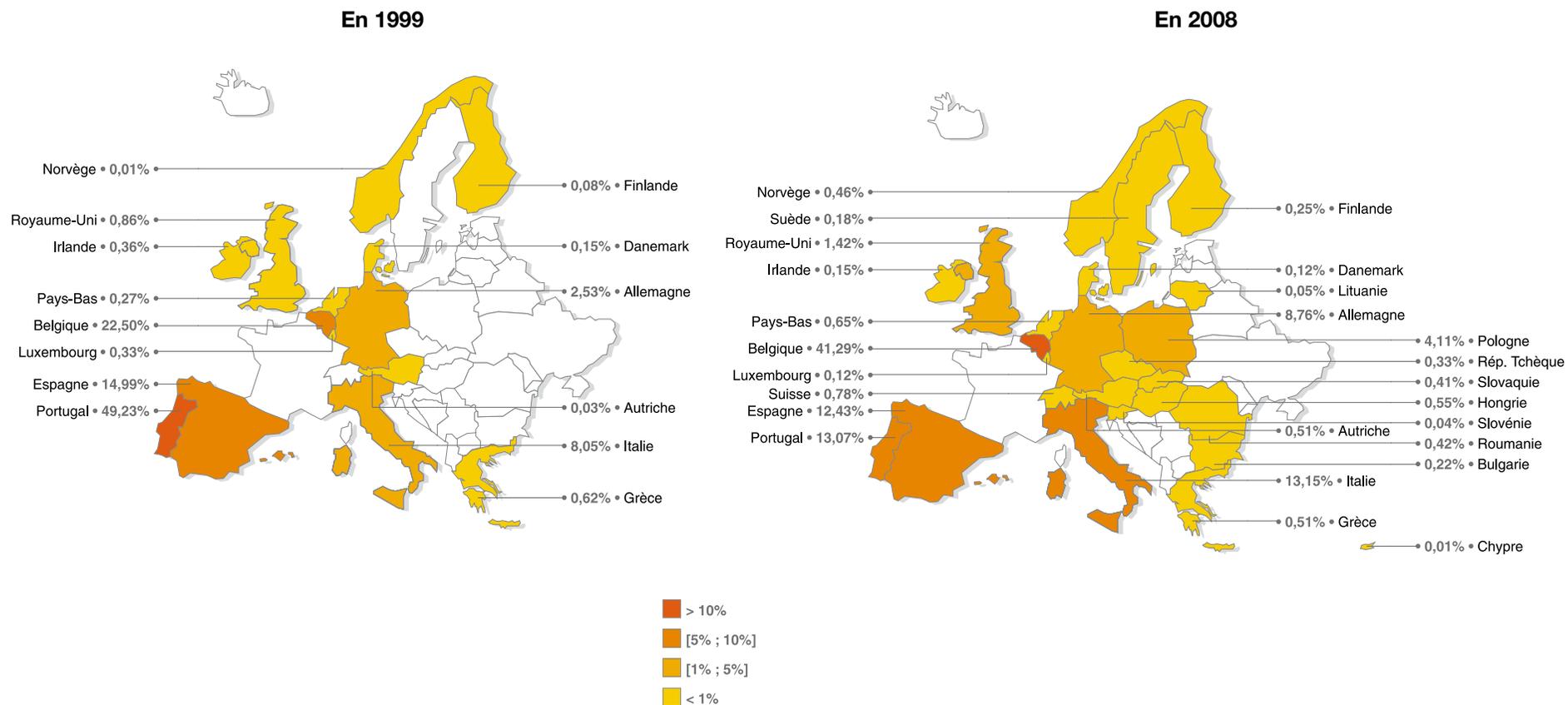
PAYS	NOMBRES DE FAMILLES CONCERNÉES	MONTANTS VERSÉS (EUROS)
ALLEMAGNE	232	711 033,40
AUTRICHE	13	41 487,44
BELGIQUE	1 074	3 352 899,49
BULGARIE	3	18 106,82
CHYPRE	1	414,03
DANEMARK	4	9 839,24
ESPAGNE	453	1 009 093,16
FINLANDE	7	20 343,74
GRÈCE	14	41 654,26
HONGRIE	11	44 585,89
IRLANDE	7	12 352,20
ITALIE	316	1 067 946,71
LITUANIE	1	4 304,23
LUXEMBOURG	9	10 064,23
NORVÈGE	9	37 473,50
PAYS-BAS	19	52 536,05
POLOGNE	104	334 015,01
PORTUGAL	492	1 061 063,60
RÉP. TCHÈQUE	8	26 667,64
ROUMANIE	9	34 283,81
ROYAUME-UNI	47	115 163,43
SLOVAQUIE	6	33 588,10
SLOVÉNIE	1	3 223,99
SUÈDE	5	14 838,01
SUISSE	36	63 600,68
TOTAL 2008	2 881	8 120 578,66

Dans ce tableau sont regroupées :

- Les prestations familiales versées aux travailleurs occupés en France, aux chômeurs indemnisés en France, dont la famille réside à l'étranger.
- Les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins. *(Ces prestations représentent seulement 1,2% du montant global et concernent 96 familles).*

Graphique n°2008/31

Montants des prestations familiales versés dans le cadre des règlements communautaires



En 1999, le Portugal recevait 49,2% du montant total, suivi par la Belgique (22,5%) et l'Espagne (15%). En 2008, on retrouve ces mêmes pays mais dans un ordre différent: la Belgique se positionne au 1er rang avec 41,3% du montant total versé par la France, suivie de l'Italie (13,2%) et du Portugal (13,1%).





Evolution des paiements des prestations familiales versées dans le cadre des règlements communautaires

Tableau n°2008/31

ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	MONTANTS VERSÉS (EUROS)	% ÉVOLUTION
1999	2 418		5 725 414,67	
2000	2 171	-10,22	5 482 598,59	-4,24
2001	2 213	1,93	5 639 686,79	2,87
2002	2 047	-7,50	4 396 295,47	-22,05
2003	2 155	5,28	4 544 873,81	3,38
2004	2 236	3,76	5 284 192,59	16,27
2005	2 374	6,17	5 361 799,94	1,47
2006	2 283	-3,83	6 182 216,21	15,30
2007	2 722	19,23	7 333 850,31	18,63
2008	2 881	5,84	8 120 578,66	10,73

(*)

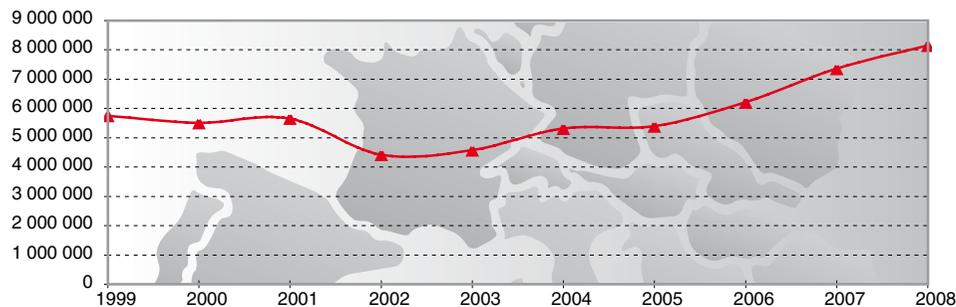
(*) modification

Dans ce tableau sont regroupées :

- les prestations familiales versées aux travailleurs, aux chômeurs occupés en France dont la famille réside à l'étranger
- les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins.

Montants annuels de prestations familiales versés depuis 1999 dans le cadre des règlements communautaires

Graphique n°2008/32



En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays (UE, EEE et Suisse) a augmenté de 42%, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 4% par an. Depuis 2002, ce montant n'a cessé de croître et dépasse les 8 millions d'euros en 2008.

Sur la même période de 10 ans, le nombre de familles bénéficiaires n'a augmenté que de 19%. Depuis 2002, on constate une hausse continue : 2047 familles étaient bénéficiaires en 2002 et 2881 en 2008.

► ACCORDS INTERNATIONAUX

Les conventions bilatérales prévoient trois types de versement des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur occupé en France.

SYSTÈME DE LA PARTICIPATION

La participation de la France aux allocations familiales ou aux prestations familiales pour les enfants demeurés dans le pays d'origine est prévue dans les accords signés avec les pays africains suivants : Algérie, Bénin, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Madagascar, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo et Tunisie jusqu'en mars 2008.

Elle consiste en un versement d'un barème mensuel par enfant de la caisse compétente du lieu de travail à l'organisme de liaison du pays de résidence des enfants. Ce barème est fixé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays jusqu'à quatre enfants (ou trois pour le Gabon). L'institution compétente du pays de résidence des enfants verse ensuite les allocations ou prestations familiales selon la législation locale dans ce pays, fixant le nombre d'enfants pouvant bénéficier des prestations et leur âge limite.

SYSTÈME DES ALLOCATIONS TRANSFÉRABLES OU INDEMNITÉS POUR CHARGES DE FAMILLES (I.C.F.)

Ce système est utilisé dans les relations avec le Maroc, la Turquie, la Tunisie à compter d'avril 2008, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, la Croatie, la Serbie et le Monténégro.

Le transfert des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur est effectué directement par la caisse compétente du lieu de travail à la

famille résidant dans l'autre pays selon un barème fixé d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays.

Les ICF sont servies pour tous les enfants, sans limite du nombre, avec la particularité de l'accord franco-yougoslave qui ne prévoit le versement qu'à partir du deuxième enfant.

PRESTATIONS FAMILIALES DU PAYS DE RÉSIDENCE DE LA FAMILLE À CHARGE DE CELUI-CI

Ce système n'existe que dans l'accord franco-camerounais. Le pays du lieu de travail ne participe pas à la charge des prestations familiales. L'institution compétente du lieu de travail adresse à l'organisme du pays de résidence les attestations d'activité; puis ce dernier verse les prestations familiales locales selon la législation du pays de résidence.

Les tableaux de ce sous-chapitre indiquent les montants de ces prestations versées au cours de l'année considérée, dans l'un des pays signataire de l'accord, en précisant le nombre de familles concernées, selon la taille de la famille.

Ce nombre de familles correspond au **nombre total de familles différentes** ayant fait l'objet d'un transfert d'au moins une mensualité de prestations ou de participations au cours de l'année et/ou une ou plusieurs années antérieures.

Par ailleurs, les accords passés avec l'Algérie, le Gabon, le Mali, le Maroc, la Tunisie et la Turquie prévoient que les prestations en nature des assurances maladie et maternité servies aux ayants-droit résidant habituellement ou revenus résider dans





ces pays de travailleurs salariés occupés en France, sont remboursés forfaitairement, sur la base d'un nombre moyen de familles.

Le montant forfaitaire annuel du remboursement est égal au produit d'un coût moyen annuel des soins de santé adéquat par le nombre de familles de travailleurs exerçant leur activité en France.

Ce dernier nombre est considéré comme étant égal au **nombre moyen de familles** ayant perçu au cours de l'année des prestations familiales conventionnelles affecté d'un coefficient correcteur qui tient compte du fait qu'un certain nombre de familles ont droit aux soins de santé sans pouvoir prétendre aux prestations familiales.

Ce **nombre moyen** de familles bénéficiaires de prestations familiales au cours d'une année se calcule selon la méthode algébrique ; elle part de deux éléments connus avec certitude : la structure familiale qui, du reste, varie peu d'une année sur l'autre, et le montant global des transferts de l'année. Le rapprochement de ces données permet de dégager un **nombre théorique de familles** obtenu par un calcul algébrique illustré par l'exemple suivant :

1. Le barème de la participation aux prestations familiales est de 5 unités monétaires (UM) par enfant jusqu'au quatrième,

2. La structure familiale obtenue par l'exploitation des bordereaux périodiques de paiements est de :

- 20% pour les familles de 1 enfant
- 25% pour les familles de 2 enfants
- 25 % pour les familles de 3 enfants
- 30% pour les familles de 4 enfants ou plus

3. Le montant annuel des transferts s'est élevé à 156 000 UM, soit mensuellement 13 000 UM

Avec X le nombre théorique de familles, il s'agit de résoudre l'équation suivante :

$$\frac{20 \times 5X}{100} + \frac{25 \times 10X}{100} + \frac{25 \times 15X}{100} + \frac{30 \times 20X}{100} = 13\,000 \quad \Rightarrow \quad X = 981$$

Les tableaux relatifs aux paiements des prestations familiales conventionnelles font apparaître, par pays, ce nombre théorique de familles ainsi que le nombre total de familles différentes concernées par ces transferts.



Le tableau ci-dessous résume les modalités de transfert des prestations familiales conventionnelles :

PAYS DE RÉSIDENCE DE LA FAMILLE	CARACTÈRE DE LA PRESTATION	CAISSE FAMILIALE FRANÇAISE	ORGANISME DE LIAISON ÉTRANGER	FAMILLES	TYPE DE TRANSFERT
ALGÉRIE	Participation	----->	CNSS Alger	----->	semi-direct
BÉNIN	Participation	----->	OBSS Cotonou	----->	semi-direct
BOSNIE-HERZÉGOVINE	Transfert P.F.	-----	-----	----->	direct
CAP-VERT	Participation	----->	INPS Praia	----->	semi-direct
CONGO	Participation	----->	CNSS Brazaville	----->	semi-direct
CÔTE D'IVOIRE	Participation	----->	CNPS Abidjan	----->	semi-direct
CROATIE	Transfert P.F.	-----	-----	----->	direct
GABON	Participation	----->	CNSS Libreville	----->	semi-direct
MACÉDOINE	Transfert P.F.	-----	-----	----->	direct
MADAGASCAR	Participation	----->	CNPS Antananarivo	----->	semi-direct
MALI	Participation	----->	INPS Bamako	----->	semi-direct
MAROC	Transfert P.F.	-----	-----	----->	direct
MAURITANIE	Participation	----->	CNSS Nouakchott	----->	semi-direct
NIGER	Participation	----->	CNSS Niamey	----->	semi-direct
SERBIE - MONTÉNÉGRO	Transfert P.F.	-----	-----	----->	direct
SÉNÉGAL	Participation	----->	CNSS Dakar	----->	semi-direct
TOGO	Participation	----->	CNSS Lomé	----->	semi-direct
TUNISIE (*)	Transfert P.F.	-----	-----	----->	direct
TURQUIE	Transfert P.F.	-----	-----	----->	direct

N.B. : pour le Bénin, aucun barème n'est appliqué, faute d'accord entre les autorités compétentes.

(*) : A compter du 01/04/2007, entrée en vigueur de la nouvelle Convention franco-tunisienne de sécurité sociale, signée le 26/06/2003.





► Prestations familiales transférées par la France pour des enfants résidant dans un pays ayant signé un accord international

Tableau n°2008/34

PAYS	RÉGIMES						TOTAL		NOMBRES THÉORIQUES DE FAMILLES
	GÉNÉRAL		AGRICOLE		AUTRES		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)			
ALGÉRIE	3 473	524 001,03	36	4 907,39	1	147,44	3 510	529 055,86	4 704
MALI	2 302	610 716,77	27	7 131,10	1	145,20	2 330	617 993,07	2 495
MAROC	2 858	1 542 951,93	3 538	1 578 926,11	16	8 972,16	6 412	3 130 850,20	5 314
MAURITANIE	112	8 919,25	0	0,00	0	0,00	112	8 919,25	139
SÉNÉGAL	831	226 020,18	5	574,94	37	9 534,01	873	236 129,13	910
TUNISIE	1 854	557 728,32	953	205 724,04	2	264,71	2 809	763 717,07	NC
TURQUIE	540	273 205,31	8	4 354,34	0	0,00	548	277 559,65	553
AUTRES	34	16 913,10	3	2 952,51	0	0,00	37	19 865,61	45
TOTAL 2008	12 004	3 760 455,89	4 570	1 804 570,43	57	19 063,52	16 631	5 584 089,84	14 160
TOTAL 2007 *	16 453	4 619 221,91	4 804	2 074 635,65	73	21 886,57	21 330	6 715 744,13	17 890
% d'évolution	-27,04	-18,59	-4,87	-13,02	-21,92	-12,90	-22,03	-16,85	-20,85

(1) Sur l'ensemble des transferts de prestations familiales réalisés en 2008, le Maroc a reçu plus de la moitié des montants (56,1%) et comptabilise le plus grand nombre théorique de familles (5 314, soit 37,5% du nombre total).

(2)

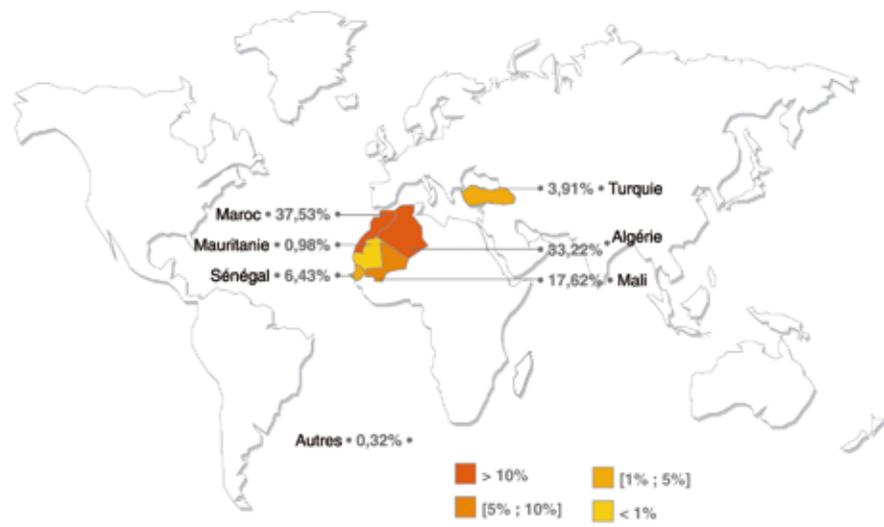
* modification (Mali, Maroc, Sénégal et Tunisie)

(1) y compris les titulaires de rentes d'AT-MP

(2) Le nombre théorique n'a pu être calculé pour 2008 en raison de la nouvelle convention mise en application au cours de l'année.

Graphique n°2008/33

► Nombre théorique de familles bénéficiaires de prestations familiales conventionnelles



► Montants des prestations familiales conventionnelles transférés

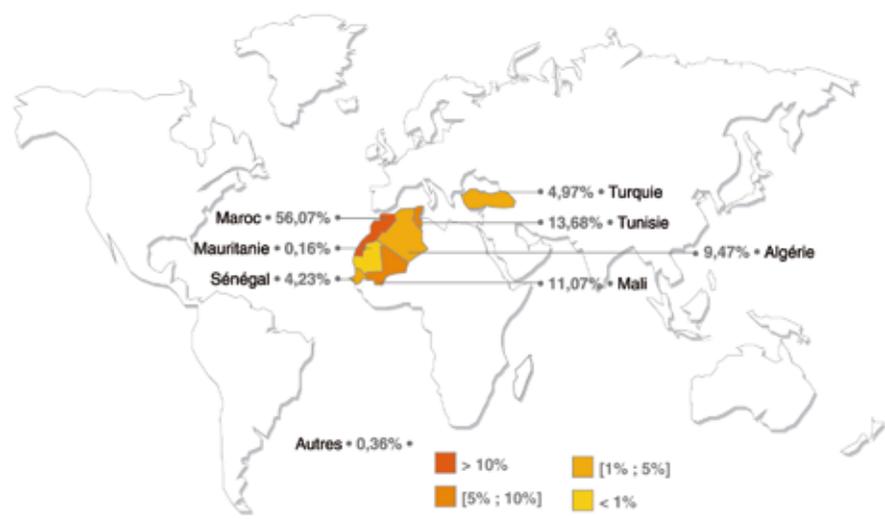


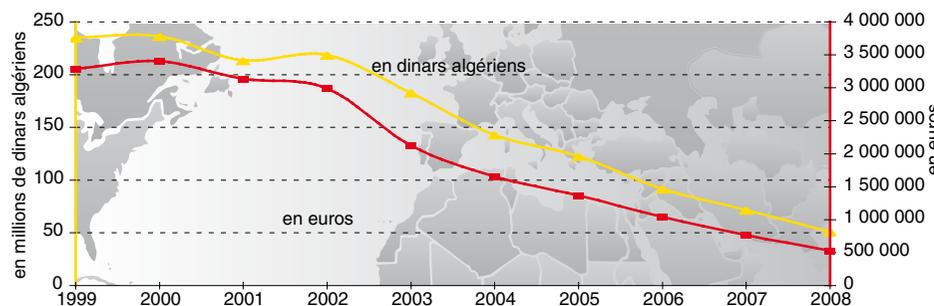
Tableau n°2008/37

Evolution des transferts de participations aux allocations familiales par la France en Algérie

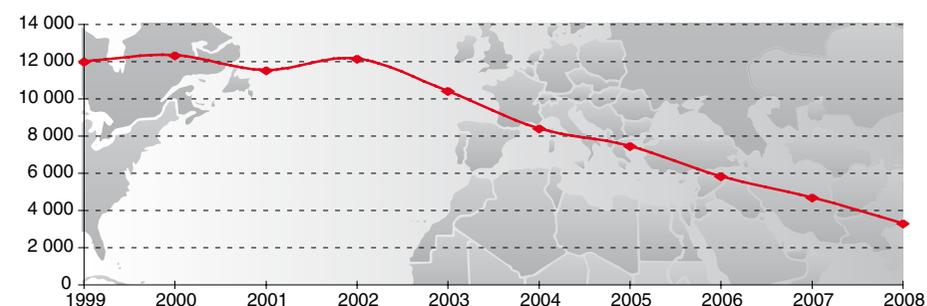
ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES EN %				NOMBRES THÉORIQUES		MONTANTS ANNUELS TRANSFÉRÉS				BARÈMES UNITAIRES	
	1 ENFANT	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS OU PLUS	DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	EN DINARS ALGÉRIENS	% ÉVOLUTION	EN EUROS	% ÉVOLUTION	MONTANT EN DA	% ÉVOLUTION
1999	18,30	25,09	24,32	32,30	11 983		234 453 955		3 273 968,89		602,52	
2000	19,86	26,45	23,58	30,10	12 328	2,88	236 092 554	0,70	3 397 421,57	3,77	604,66	0,36
2001	22,01	27,99	23,95	26,05	11 522	-6,54	212 924 897	-9,81	3 129 680,06	-7,88	606,17	0,25
2002	24,77	28,94	22,89	23,39	12 138	5,34	218 171 589	2,46	2 987 291,44	-4,55	611,63	0,90
2003	27,32	30,18	21,41	21,09	10 418	-14,17	182 554 232	-16,33	2 119 934,68	-29,03	618,05	1,05
2004	30,72	30,07	20,49	18,72	8 395	-19,41	142 668 741	-21,85	1 650 628,96	-22,14	623,30	0,85
2005	33,35	29,85	20,45	16,35	7 446	-11,30	122 418 917	-14,19	1 361 242,31	-17,53	623,30	0,00
2006	36,57	30,78	18,72	13,93	5 814	-21,92	91 329 451	-25,40	1 035 994,12	-23,89	623,30	0,00
2007	41,66	29,88	16,90	11,56	4 671	-19,64	71 297 437	-21,93	762 513,55	-26,40	641,20	2,87
2008	40,93	30,04	17,42	11,61	3 291	-29,53	50 578 139	-29,06	524 448,04	-31,22	641,20	0,00

Graphique n°2008/34

Montants des participations transférés en Algérie depuis 1999



Nombre théorique de familles ayant bénéficié de participations en Algérie depuis 1999



En 10 ans, la structure familiale en Algérie a beaucoup évolué: 29% des familles ont 3 enfants ou plus en 2008 contre 56,7% en 1999. Cette évolution a une incidence sur l'évolution des montants annuels transférés en euros. En effet, ils ont diminué de - 84% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 18%. Le nombre théorique a également fortement baissé (-72,5%), malgré une augmentation du barème unitaire de 6,4% sur cette même période.





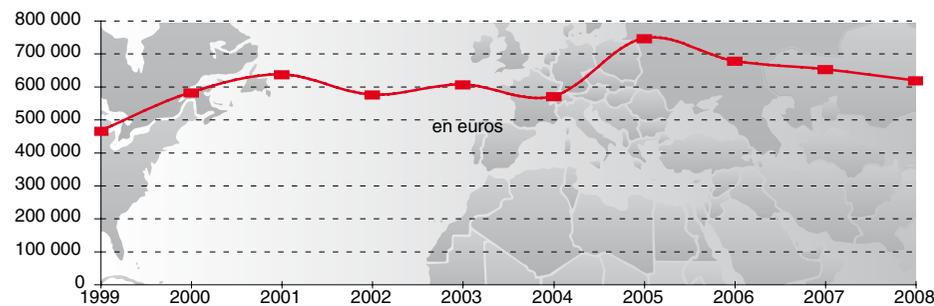
Tableau n° 2008/43

Evolution des transferts de participations aux allocations familiales par la France au Mali

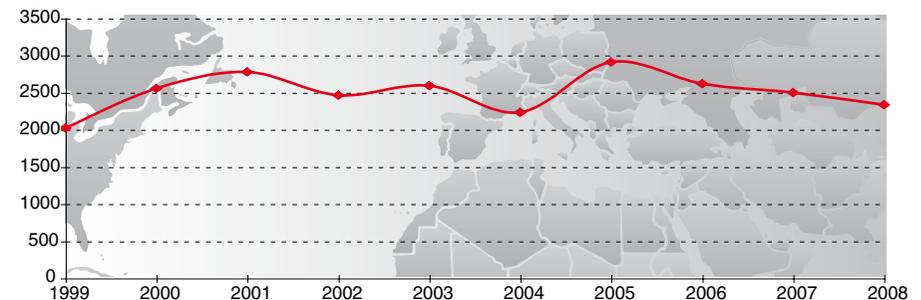
ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES EN %				NOMBRES THÉORIQUES		MONTANTS ANNUELS TRANSFÉRÉS				BARÈMES UNITAIRES	
	1 ENFANT	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS OU PLUS	DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	EN FRANCS CFA	% ÉVOLUTION	EN EUROS	% ÉVOLUTION	MONTANT EN F.CFA	% ÉVOLUTION
1999	5,53	9,39	13,15	71,93	2 023		304 918 235		464 844,85		3 573	
2000	6,35	11,17	13,52	68,96	2 555	26,30	381 584 021	25,14	581 721,09	25,14	3 606	0,92
2001	5,90	10,85	14,49	68,76	2 780	8,78	417 360 637	9,38	636 240,61	9,37	3 615	0,25
2002	5,13	9,84	15,26	69,76	2 467	-11,25	377 607 784	-9,52	575 648,79	-9,52	3 648	0,91
2003	5,63	11,09	14,91	68,38	2 596	5,22	397 306 046	5,22	605 665,48	5,21	3 686	1,04
2004	4,69	10,45	13,93	70,94	2 235	-13,91	373 685 891	-5,95	569 842,53	-5,91	3 969	7,68
2005	4,94	9,68	13,29	72,10	2 913	30,37	489 152 839	30,90	745 688,91	30,86	3 969	0,00
2006	3,60	9,60	13,36	73,44	2 619	-10,10	444 696 512	-9,09	677 931,12	-9,09	3 969	0,00
2007	3,57	8,11	13,39	74,93	2 499	-4,60	427 873 750	-3,78	652 466,22	-3,76	3 969	0,00
2008	2,96	7,34	12,40	77,30	2 339	-6,38	405 379 969	-5,26	617 993,07	-5,28	3 969	0,00

Graphique n° 2008/35

Montants des participations transférés au Mali depuis 1999



Nombre théorique de familles ayant bénéficié de participations au Mali depuis 1999



En 10 ans, la structure familiale au Mali a très peu changé: près de 90% des familles ont 3 enfants ou plus en 2008 contre 85% en 1999. Les montants annuels transférés en euros se sont donc accrus de +32,9% sur cette même période. Le barème unitaire a, quant à lui, augmenté de +11,1% et n'a pas changé depuis 2004. Au cours de ces 10 dernières années, la légère hausse du nombre de famille de 3 enfants ou plus a eu une incidence sur le nombre théorique de familles bénéficiaires qui a augmenté de 15,6%.

Tableau n°2008/44

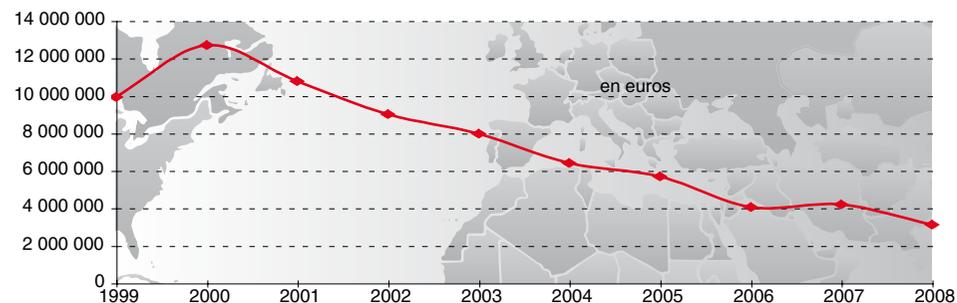
► Evolution des transferts d'allocations familiales par la France au Maroc

ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES EN %				NOMBRES THÉORIQUES		MONTANTS ANNUELS TRANSFÉRÉS		BARÈMES UNITAIRES	
	1 ENFANT	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS OU PLUS	DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	EN EUROS	% ÉVOLUTION	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION
1999	16,86	22,28	23,33	37,53	10 878		9 944 914,79		27,06	
2000	19,82	24,31	23,87	32,01	14 538	33,64	12 701 688,88	27,72	27,16	0,37
2001	19,84	24,83	24,82	30,52	12 404	-14,68	10 781 978,56	-15,11	27,23	0,26
2002	20,42	26,23	24,79	28,55	10 470	-15,59	9 024 472,70	-16,30	27,47	0,88
2003	22,52	27,47	24,07	25,95	9 449	-9,75	7 977 810,74	-11,60	27,76	1,06
2004	23,71	28,31	23,42	24,56	7 664	-18,89	6 407 665,95	-19,68	28,00	0,86
2005	26,32	29,39	23,21	21,08	7 031	-8,27	5 693 269,40	-11,15	28,23	0,82
2006	28,06	30,18	22,61	19,14	5 082	-27,72	4 055 844,21	-28,76	28,64	1,45
2007	29,60	30,32	22,24	17,84	5 315	4,60	4 196 866,21	3,48	28,90	0,91
2008	31,02	30,90	21,44	16,64	4 047	-23,87	3 130 850,20	-25,40	28,90	0,00

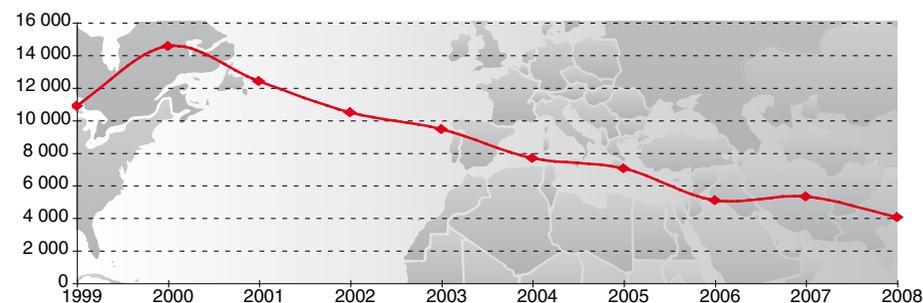
(*) modification

Graphique n°2008/36

► Montants des allocations transférés au Maroc depuis 1999



► Nombre théorique de familles ayant bénéficié d'allocations familiales au Maroc depuis 1999



En 10 ans, la structure familiale au Maroc a beaucoup changé: 38% des familles ont 3 enfants ou plus en 2008 contre 61% en 1999.

Les montants annuels transférés en euros ont également diminué: - 68,5 % au cours de ces 10 dernières années.

En conséquence, on observe une diminution de nombre théorique de familles bénéficiaires de près de 63% sur cette même période, malgré une hausse régulière du barème chaque année (+ 0,7% en moyenne).





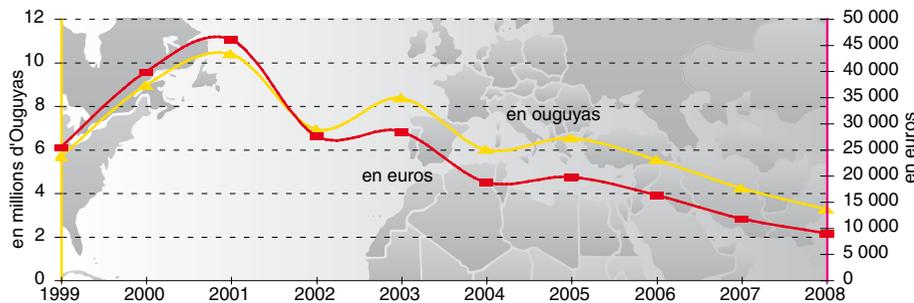
Tableau n°2008/48

Evolution des transferts de participations aux allocations familiales par la France en Mauritanie

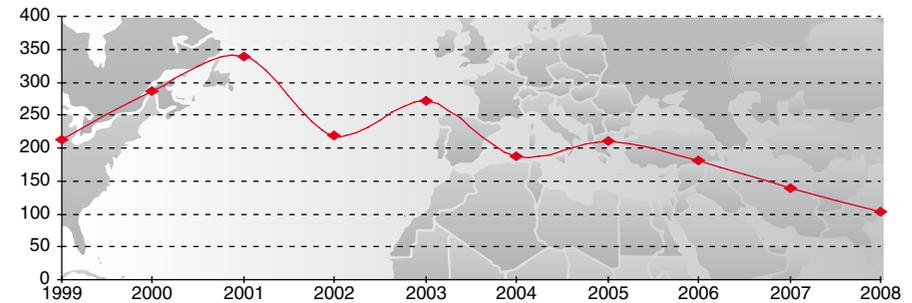
ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES EN %				NOMBRES THÉORIQUES		MONTANTS ANNUELS TRANSFÉRÉS				BARÈMES UNITAIRES	
	1 ENFANT	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS OU PLUS	DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	EN OUGUYAS	% ÉVOLUTION	EN EUROS	% ÉVOLUTION	MONTANT EN MRO	% ÉVOLUTION
1999	3,20	4,00	13,20	79,60	213		5 649 000		25 363,90		600,00	
2000	4,95	6,71	10,95	77,39	286	34,67	8 920 560	57,91	39 801,81	56,92	720,00	20,00
2001	5,29	7,65	15,00	72,06	340	18,69	10 383 725	16,40	46 073,55	15,76	720,00	0,00
2002	3,79	6,16	10,90	79,15	219	-35,49	6 917 659	-33,38	27 607,52	-40,08	720,00	0,00
2003	6,17	5,73	13,66	74,45	271	23,87	8 357 757	20,82	28 416,42	2,93	720,00	0,00
2004	1,13	7,91	11,86	79,10	188	-30,67	5 997 958	-28,23	18 751,56	-34,01	720,00	0,00
2005	4,59	5,10	17,35	72,96	210	11,68	6 520 193	8,71	19 721,43	5,17	720,00	0,00
2006	4,88	7,93	15,24	71,95	180	-14,30	5 516 219	-15,40	16 268,89	-17,51	720,00	0,00
2007	3,15	12,60	13,39	70,87	139	-23,02	4 224 960	-23,41	11 740,07	-27,84	720,00	0,00
2008	4,46	8,93	7,14	79,46	104	-25,18	3 247 581	-23,13	8 919,25	-24,03	720,00	0,00

Graphique n°2008/37

Montants des participations transférées en Mauritanie depuis 1999



Nombre théorique de familles ayant bénéficié de participations en Mauritanie depuis 1999



En 10 ans, la structure familiale de la Mauritanie a très peu évolué: 86,6% des familles ont 3 enfants ou plus en 2008, contre 92,8 % en 1999.

Les montants annuels transférés en euros ont fortement baissé (- 64,8 %) au cours de ces 10 dernières années.

Après une hausse significative en 2000 et 2001 suite à la revalorisation du barème unitaire en 2000, le nombre théorique de familles ne cesse de diminuer (-50% en 10 ans). Il n'y a eu aucune revalorisation de barème depuis 2000.



Tableau n°2008/49

Evolution des transferts de participations aux allocations familiales par la France au Sénégal

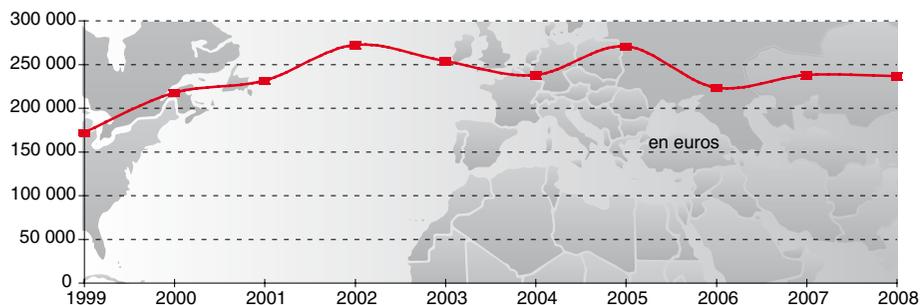
ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES EN %				NOMBRES THÉORIQUES		MONTANTS ANNUELS TRANSFÉRÉS				BARÈMES UNITAIRES	
	1 ENFANT	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS OU PLUS	DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	EN FRANCS CFA	% ÉVOLUTION	EN EUROS	% ÉVOLUTION	MONTANT EN F.CFA	% ÉVOLUTION
1999	8,49	14,91	16,09	60,51	824		112 305 525		171 208,67		3 458	
2000	8,67	15,14	15,81	60,38	1 046	27,00	142 316 933	26,72	216 960,72	26,72	3 458	0,00
2001	7,82	12,74	17,56	61,88	1 094	4,59	151 388 175	6,37	230 783,72	6,37	3 458	0,00
2002	8,67	13,38	17,71	60,24	1 003	-8,28	178 248 350	17,74	271 737,78	17,75	4 493	29,93
2003	9,35	12,03	18,34	60,28	935	-6,80	166 149 890	-6,79	253 267,00	-6,80	4 493	0,00
2004	8,87	13,67	20,86	56,59	887	-5,11	155 566 741	-6,37	237 153,07	-6,36	4 493	0,00
2005	9,11	15,56	17,89	57,44	1 016	14,49	177 273 869	13,95	270 238,35	13,95	4 493	0,00
2006	8,89	13,27	21,40	56,45	834	-17,95	146 411 534	-17,41	223 176,14	-17,42	4 493	0,00
2007	9,89	14,65	20,76	54,70	901	8,08	155 552 208	6,24	237 139,28	6,26	4 493	0,00
2008	10,42	18,10	22,91	48,57	928	3,05	154 963 595	-0,38	236 129,13	-0,43	4 493	0,00

* modification

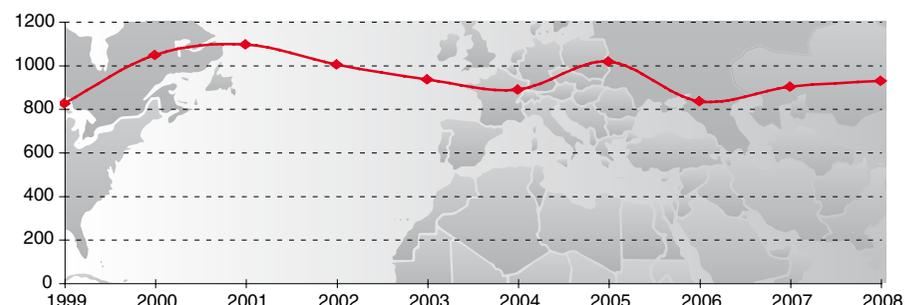
(*)

Graphique n°2008/38

Montants des participations transférés au Sénégal depuis 1999



Nombre théorique de familles ayant bénéficié de participations au Sénégal depuis 1999



En 10 ans, la structure familiale au Sénégal a très peu changé: 71,5% des familles ont 3 enfants ou plus en 2008 contre 76,6 % en 1999. Malgré cette légère baisse, les montants transférés en euros se sont accrus de 37,9% sur la même période. Le nombre théorique de familles bénéficiaires a également augmenté (+ 12,7%), au cours de ces 10 dernières années, ainsi que le barème unitaire (+ 29,9%) qui n'a pas changé depuis 2002.





► Evolution des transferts de participations aux allocations familiales par la France en Tunisie

Tableau n°2008/53

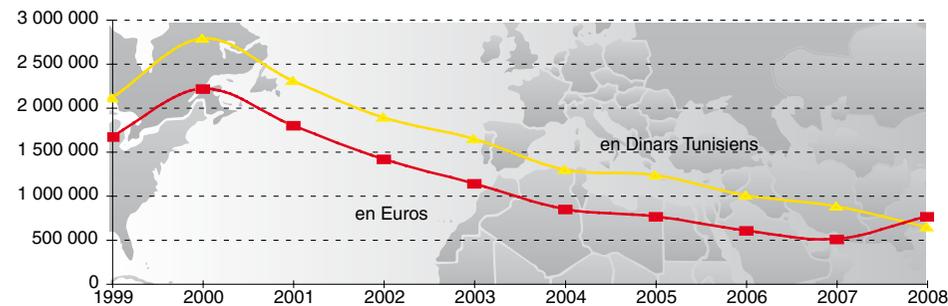
ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES EN %				NOMBRES THÉORIQUES		MONTANTS ANNUELS TRANSFÉRÉS				BARÈMES UNITAIRES			
	1 ENFANT	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS OU PLUS	DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	EN DINARS TUNISIENS	% ÉVOLUTION	EN EUROS	% ÉVOLUTION	MONTANT EN DTU	% ÉVOLUTION	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION
1999	14,92	21,25	26,59	37,25	4 681		2 106 243,99		1 671 853,79		13,102		-	
2000	17,12	22,81	26,21	33,86	6 379	36,26	2 785 970,52	32,27	2 214 650,73	32,47	13,149	0,36	-	-
2001	18,68	25,40	24,24	31,68	5 416	-15,10	2 303 830,41	-17,31	1 797 960,28	-18,82	13,182	0,25	-	-
2002	19,87	26,09	24,43	29,62	4 488	-17,13	1 889 409,55	-17,99	1 417 589,29	-21,16	13,300	0,90	-	-
2003	22,52	26,97	23,24	27,27	3 998	-10,91	1 645 887,33	-12,89	1 140 217,73	-19,57	13,440	1,05	-	-
2004	25,95	26,50	23,51	24,04	3 238	-19,02	1 293 499,45	-21,41	846 389,47	-25,77	13,554	0,85	-	-
2005	29,07	27,04	21,97	21,92	3 171	-2,04	1 231 471,35	-4,80	763 130,37	-9,84	13,669	0,85	-	-
2006	30,30	27,70	21,97	20,03	2 639	-16,79	1 003 067,48	-18,55	605 639,15	-20,64	13,669	0,00	-	-
2007	33,71	27,32	20,92	18,05	2 375	-10,00	879 527,04	-12,32	505 928,71	-16,46	13,819	1,10	-	- (*)
2008	34,10	27,41	20,68	17,80	NC	-	642 275,46	-26,97	763 717,07	50,95	-	-	24,09	- (1)

(*) modification

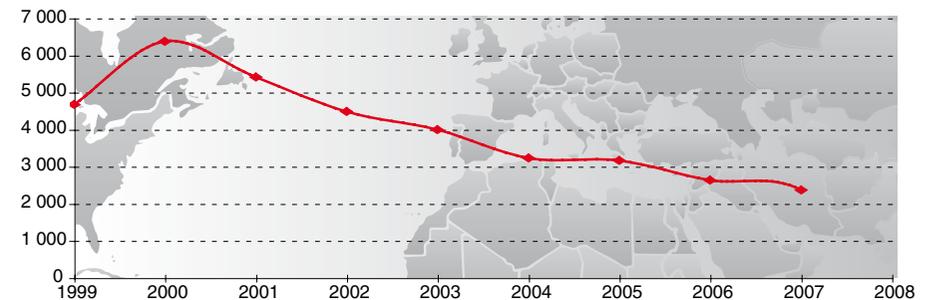
(1) Le nombre théorique n'a pu être calculé pour 2008 en raison de la nouvelle convention mise en application au cours de l'année.

► Montants des participations transférés en Tunisie depuis 1999

Graphique n°2008/39



► Nombre théorique de familles ayant bénéficié de participations en Tunisie depuis 1999



En 10 ans, la structure familiale de la Tunisie a beaucoup changé: 38,5% des familles ont 3 enfants et plus en 2008, contre 64% en 1999. Les montants annuels transférés en euros ont également diminué: (- 69,7 %) au cours de ces 10 dernières années. On observe cependant une forte hausse en 2008, de près de 50%, due à la mise en application de la nouvelle convention. Cette évolution a une incidence sur le nombre théorique de familles bénéficiaires: entre 1999 et 2007, ce nombre théorique a fortement baissé (-49,3 %), et ce malgré une hausse régulière du barème unitaire.



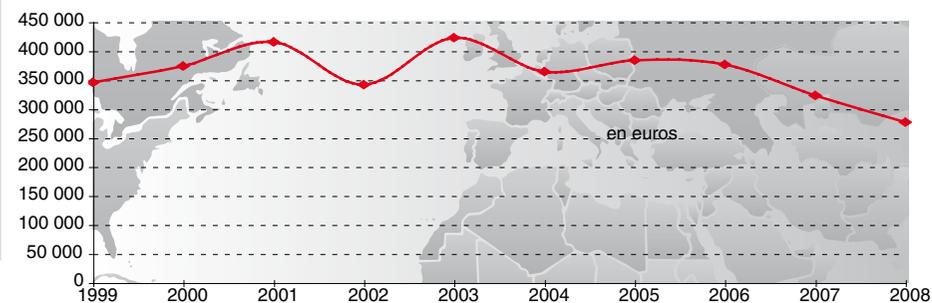
Tableau n°2008/54

► Evolution des transferts de participations aux allocations familiales par la France en Turquie

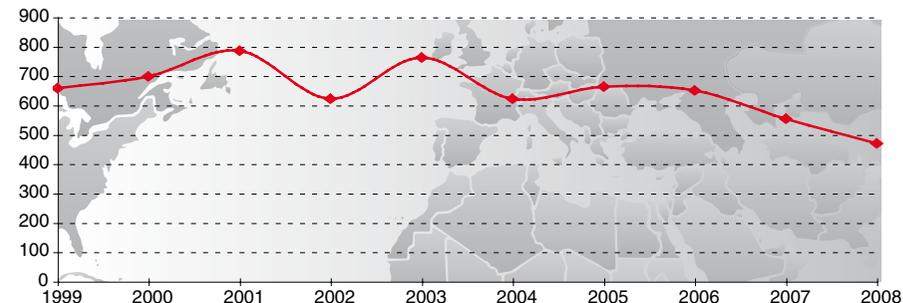
ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES EN %				NOMBRES THÉORIQUES		MONTANTS ANNUELS TRANSFÉRÉS		BARÈMES UNITAIRES	
	1 ENFANT	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS OU PLUS	DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	EN EUROS	% ÉVOLUTION	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION
1999	30,61	28,35	24,12	16,93	655		346 092,30		12,83	
2000	30,04	27,01	25,03	17,92	695	5,99	374 282,09	8,15	12,88	0,39
2001	30,61	28,79	22,88	17,73	783	12,74	415 629,73	11,05	12,90	0,16
2002	26,26	31,93	24,31	17,50	622	-20,55	341 929,33	-17,73	12,90	0,00
2003	25,98	30,61	26,10	17,32	747	20,05	422 989,05	23,71	13,16	2,02
2004	21,35	34,25	26,88	17,51	622	-16,72	364 425,34	-13,85	13,16	0,00
2005	20,77	37,27	26,88	15,08	664	6,68	384 408,32	5,48	13,16	0,00
2006	19,89	39,06	27,04	14,02	651	-1,97	376 734,63	-2,00	13,16	0,00
2007	17,92	41,19	28,33	12,56	553	-15,00	323 418,31	-14,15	13,16	0,00
2008	16,97	41,61	27,55	13,87	470	-15,02	277 559,65	-14,18	13,16	0,00

Graphique n°2008/40

► Montants des ICF transférés par la France en Turquie depuis 1999



► Nombre théorique de familles ayant bénéficié d'ICF en Turquie depuis 1999



En 10 ans, la structure familiale en Turquie a très peu changé: 41,4% des familles ont 3 enfants ou plus en 2008 contre 41% en 1999. Les montants annuels transférés en euros ont, quant à eux, diminués: - 19,8 % au cours de la même période. Le nombre théorique de familles bénéficiaires a également baissé (- 28,3%), malgré une augmentation du barème unitaire de 2,6% sur cette même période. Le barème n'a pas été révisé depuis 2004.





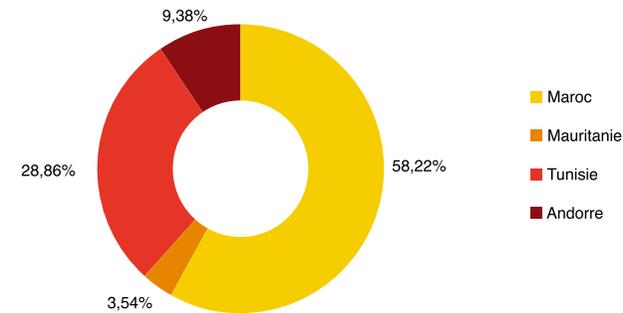
Tableau n°2008/57

► Prestations familiales versées par la France aux travailleurs détachés pour les enfants qui les accompagnent dans le pays de détachement

PAYS	NOMBRES DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS EN EUROS
ALGÉRIE	0	0,00
ANDORRE	2	3 451,68
BÉNIN	0	0,00
BOSNIE-HERZÉG.	0	0,00
CAMEROUN	0	0,00
CAP-VERT	0	0,00
CONGO	0	0,00
CORÉE	0	0,00
CÔTE D'IVOIRE	0	0,00
CROATIE	0	0,00
GABON	0	0,00
JAPON	0	0,00
JERSEY	0	0,00
MACÉDOINE	0	0,00
MADAGASCAR	0	0,00
MALI	0	0,00
MAROC	12	21 421,33
MAURITANIE	1	1 304,08
NIGER	0	0,00
QUÉBEC	0	0,00
SÉNÉGAL	0	0,00
SUISSE	0	0,00
TOGO	0	0,00
TUNISIE	6	10 617,87
TURQUIE	0	0,00
SERBIE-MONTÉNÉGR0	0	0,00
TOTAL 2008	21	36 794,96
TOTAL 2007	23	41 838,52
% d'évolution	-8,70	-12,05

Graphique n°2008/41

► Montants des prestations familiales transférées aux travailleurs détachés





Partie 3

RENTES, PENSIONS ET **ALLOCATIONS**



► AVANT-PROPOS

Les rentes, pensions et allocations détaillées dans ce chapitre correspondent aux montants réellement versés (nets de cotisations et de C.S.G.) par les organismes français de sécurité sociale et non les montants dus au titre de 2008. En ce qui concerne les effectifs, il s'agit du nombre de bénéficiaires au 31 décembre 2008.

Ces rentes, pensions et allocations dues par la France à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont versées directement aux intéressés par les institutions débitrices, à l'exception du Gabon et du Mali.

En effet, pour le Gabon, les paiements des arrérages de rentes d'accidents du travail, de pensions d'invalidité et de pensions de vieillesse et pour le Mali, uniquement de pensions de vieillesse, sont effectués aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

Cependant, quelque soit le pays de résidence hors de France, le pensionné ou rentier peut demander que le virement des pensions ou de rentes françaises se fasse sur un compte de «non-résident» ouvert dans un établissement financier français.

Aucune disposition des accords internationaux ne s'opposant à une telle pratique, les institutions débitrices de pensions et rentes sont amenées à effectuer de plus en plus de tels paiements.

Le Cleiss a donc voulu connaître l'ampleur de ce phénomène et collecte depuis plusieurs années les statistiques des paiements de pensions, rentes et allocations effectués à des bénéficiaires résidant à l'étranger, selon les deux modes de paiement suivants :

- transfert à l'étranger (par mandat international ou versement sur un compte à l'étranger)
- versement sur un compte de non-résident en France.

Les statistiques qui suivent sont présentées en trois parties:

- celles concernant les Etats-membres de l'E.E.E. et la Suisse, dans le cadre des règlements communautaires
- celles des pays ayant signé une convention bilatérale avec la France ou un accord de coordination avec la métropole (Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française)
- celles relatives au reste du monde.





Montants des rentes, pensions et allocations versés à des bénéficiaires résidant à l'étranger

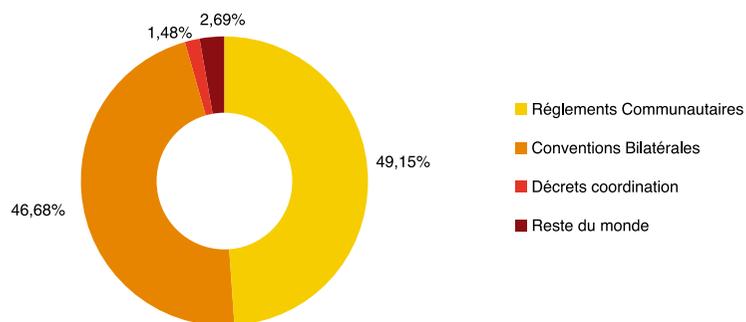
Tableau n°2008/58

MODES DE TRANSFERT	PAYS	RENTES AT	INVALIDITÉ	VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	VEUVAGE	DÉCÈS	TOTAL	% DU TOTAL
TRANSFERT À L'ÉTRANGER	Règl. Communautaires	98 912 676	15 985 586	1 797 916 435	550 339 176	826 602	199 033	2 464 179 508	88,84
	Conv. Bilatérales	65 856 005	6 297 999	1 645 404 100	332 951 801	14 022 604	187 988	2 064 720 496	78,38
	Décrets coordination	11 462	0	181 054	8 875 453	0	0	9 067 968	10,84
	Reste du monde	801 368	335 202	22 905 714	13 108 233	20 596	0	37 171 111	24,52
	Total 2008	165 581 509	22 618 787	3 466 407 302	905 274 662	14 869 802	387 021	4 575 139 083	81,07
	Total 2007 *	155 603 471	22 244 911	3 265 087 134	866 735 176	17 218 424	268 642	4 327 157 758	
	% d'évolution	6,41	1,68	6,17	4,45	-13,64	44,07	5,73	
VERSEMENT SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT	Règl. Communautaires	2 731 411	3 456 820	153 985 638	149 473 423	11 953	21 407	309 680 651	11,16
	Conv. Bilatérales	8 032 249	2 213 418	388 623 150	170 554 904	240 853	2 468	569 667 042	21,62
	Décrets coordination	27 170	68 033	20 292 199	54 192 595	0	7 957	74 587 955	89,16
	Reste du monde	214 420	531 311	35 140 075	78 517 067	2 220	0	114 405 094	75,48
	Total 2008	11 005 250	6 269 582	598 041 062	452 737 989	255 026	31 832	1 068 340 742	18,93
	Total 2007 *	9 193 263	5 730 899	633 048 064	440 142 445	288 563	70 020	1 088 473 255	
	% d'évolution	19,71	9,40	-5,53	2,86	-11,62	-54,54	-1,85	
TOTAL	Règl. Communautaires	101 644 087	19 442 406	1 951 902 072	699 812 599	838 555	220 441	2 773 860 159	100
	Conv. Bilatérales	73 888 254	8 511 417	2 034 027 249	503 506 705	14 263 458	190 455	2 634 387 538	100
	Décrets coordination	38 632	68 033	20 473 253	63 068 048	0	7 957	83 655 923	100
	Reste du monde	1 015 788	866 512	58 045 789	91 625 300	22 816	0	151 576 205	100
	Total 2008	176 586 760	28 888 369	4 064 448 363	1 358 012 651	15 124 829	418 853	5 643 479 825	100
	Total 2007 *	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 506 987	338 663	5 415 631 013	
	% d'évolution	7,15	3,26	4,27	3,91	-13,61	23,68	4,21	

* modification

Paiements des rentes, pensions et allocations versés à des bénéficiaires résidant à l'étranger en 2008

Graphique n°2008/42



PAYS	TOTAL	%
RÈGL. COMMUNAUTAIRES	2 773 860 159	49,15
CONV. BILATÉRALES	2 634 387 538	46,68
DÉCRETS COORDINATION	83 655 923	1,48
RESTE DU MONDE	151 576 205	2,69
TOTAL 2008	5 643 479 825	100,00

En 2008, le montant total des paiements de rentes, pensions et allocations versé à des bénéficiaires résidant à l'étranger est de 5,64 milliards d'euros soit une augmentation de 227,85 millions d'euros par rapport à 2007.



► RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

La **rente AT-MP** est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle. On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir du taux d'incapacité et du montant du salaire antérieur de la personne) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

► Paiements des rentes d'AT-MP au cours de l'année 2008

Tableau n°2008/59

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALLEMAGNE	723	3 355 272,48	244 942,51	3 600 214,99
BELGIQUE	960	2 832 257,70	621 321,51	3 453 579,21
ESPAGNE	6 503	21 672 963,68	385 120,02	22 058 083,70
ITALIE	4 122	18 991 036,23	331 646,07	19 322 682,30
PORTUGAL	13 691	49 913 326,19	765 493,32	50 678 819,51
SUISSE	144	572 906,35	56 674,28	629 580,63
AUTRES PAYS	422	1 574 913,08	326 213,32	1 901 126,40
TOTAL	26 565	98 912 675,71	2 731 411,03	101 644 086,74

En 2008 comme en 1999, le Portugal est le premier pays de l'Union Européenne où sont versées les rentes d'AT-MP avec près de 50 % du montant total.

► Les rentes d'AT-MP versées dans le cadre des règlements communautaires

Graphique n°2008/43

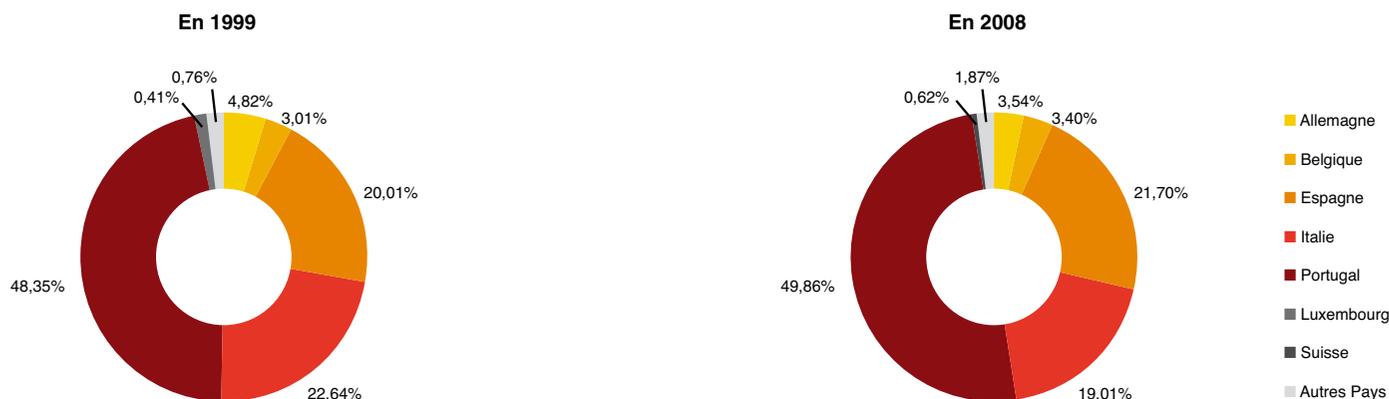




Tableau n°2008/60

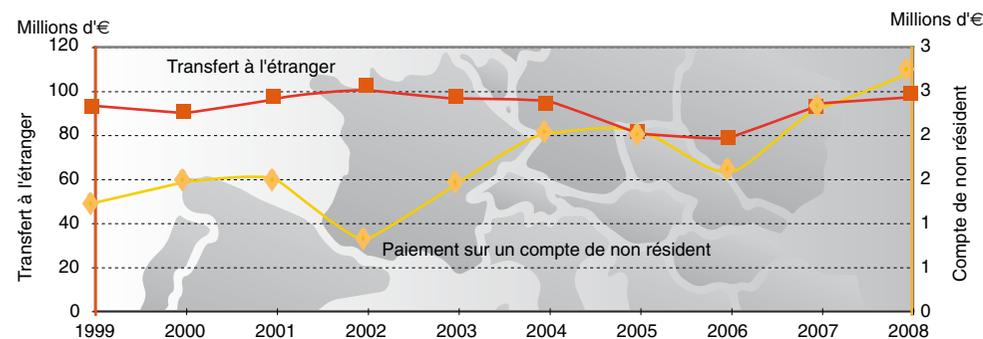
► Evolution des paiements des rentes d'AT-MP dans le cadre des règlements communautaires

ANNÉES	RENTES DE VICTIMES		RENTES DE SURVIVANTS		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT EUROS	% ÉVOLUTION		
1999	31 046	79 757 190,82	3 768	14 651 521,19	34 814	94 408 712,01		1 278 628,60		95 687 340,61	
2000	31 589	77 375 687,82	3 664	14 688 202,17	35 253	92 063 889,99	-2,48	1 501 698,70	17,45	93 565 588,69	-2,22
2001	30 363	82 737 911,89	2 867	14 873 119,93	33 230	97 611 031,82	6,03	1 527 127,09	1,69	99 138 158,91	5,96
2002	29 057	87 762 214,93	2 918	14 825 653,72	31 975	102 587 868,65	5,10	849 233,58	-44,39	103 437 102,23	4,34
2003	26 156	79 519 673,41	2 637	17 378 384,32	28 793	96 898 057,73	-5,55	1 500 830,10	76,73	98 398 887,83	-4,87
2004	26 840	73 522 505,36	2 273	21 983 960,27	29 113	95 506 465,63	-1,44	2 029 604,96	35,23	97 536 070,59	-0,88
2005	25 072	61 013 282,17	2 170	21 380 262,85	27 242	82 393 545,02	-13,73	2 043 866,57	0,70	84 437 411,59	-13,43
2006	23 478	59 569 991,78	1 983	20 366 203,81	25 461	79 936 195,59	-2,98	1 672 296,30	-18,18	81 608 491,89	-3,35
2007	24 260	70 699 146,46	2 200	23 040 742,11	26 460	93 739 888,57	17,27	2 324 413,76	39,00	96 064 302,33	17,71
2008	24 367	72 933 155,86	2 198	25 979 519,85	26 565	98 912 675,71	5,52	2 731 411,03	17,51	101 644 086,74	5,81

(*) modifications (Allemagne, Belgique, Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Royaume-Uni et Suisse)

Graphique n°2008/44

► Montant des paiements des rentes d'AT-MP versés depuis 1999

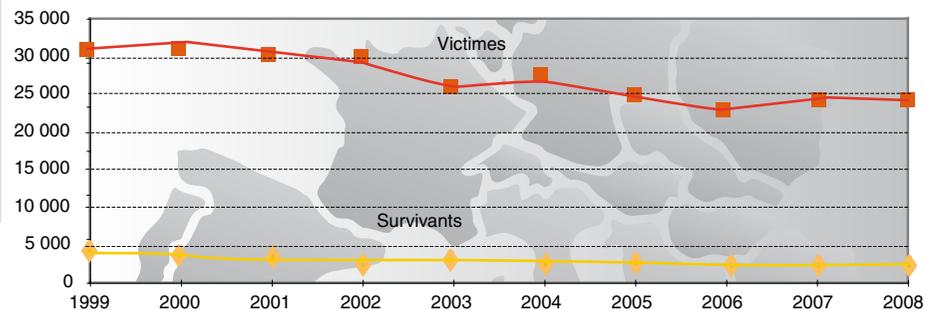


- Le nombre de rentiers résidant dans les pays appliquant les règlements communautaires a diminué de 23,7% au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de 3%.
- En revanche, le montant global a augmenté de 6,2% sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de 0,7%.
- En 2008, les montants transférés représentent la quasi-totalité des rentes versées dans ces pays (97%).



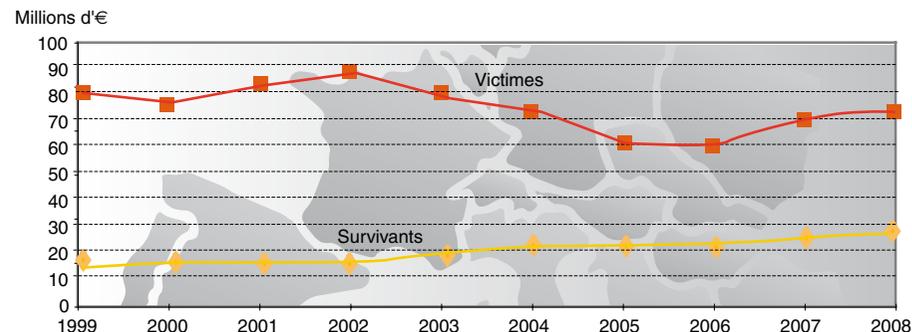
Graphique n°2008/45

► Nombre de bénéficiaires de rentes AT-MP depuis 1999



L'évolution du nombre de bénéficiaires présente une même tendance à la baisse sur les 10 années, moins accentuée pour les rentes de victimes (-21,5%) que pour les rentes de survivants (-46,7%).

► Montant des paiements des rentes d'AT-MP versés depuis 1999



Les rentes de victimes ont diminué, en moyenne, de 1% par an et les rentes de survivants, en revanche, ont augmenté de 6,6% par an sur ces 10 dernières années.





La pension d'invalidité est un revenu de remplacement. Il vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte de capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel. On distingue les pensions d'invalidité (pension versée directement à l'assuré invalide) et les pensions de survivants invalides (après le décès du bénéficiaire de la pension, le conjoint survivant, s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

► Paiements des pensions d'invalidité au cours de l'année 2008

Tableau n° 2008/62

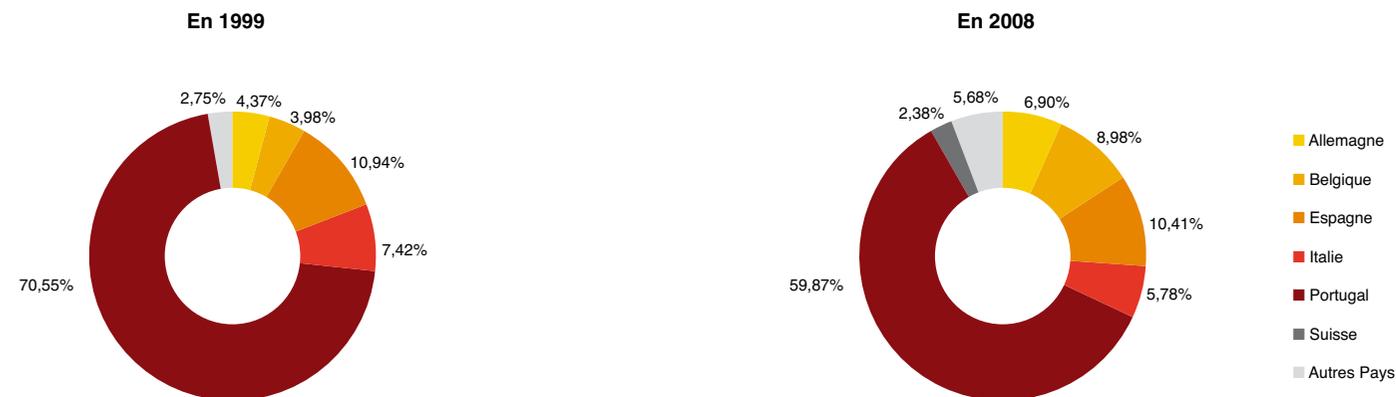
PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALLEMAGNE	802	1 050 149,14	290 474,79	1 340 623,93
BELGIQUE	273	1 098 757,68	647 802,82	1 746 560,50
ESPAGNE	314	1 581 574,19	441 677,01	2 023 251,20
ITALIE	278	822 220,61	301 101,67	1 123 322,28
PORTUGAL	2 567	10 360 583,63	1 280 507,18	11 641 090,81
SUISSE	165	325 752,50	136 570,63	462 323,13
AUTRES PAYS	322	746 548,32	358 685,83	1 105 234,15
TOTAL	4 721	15 985 586,07	3 456 819,93	19 442 406,00

En 2008 comme en 1999, le Portugal est le principal pays de l'Union Européenne où sont versées les pensions d'invalidité.

En 2008, le Portugal a reçu 59,9% des pensions contre 70,5% en 1999.

► Les pensions d'invalidité versées dans le cadre des règlements communautaires

Graphique n° 2008/46



Evolution des paiements des pensions d'invalidité dans le cadre des règlements communautaires

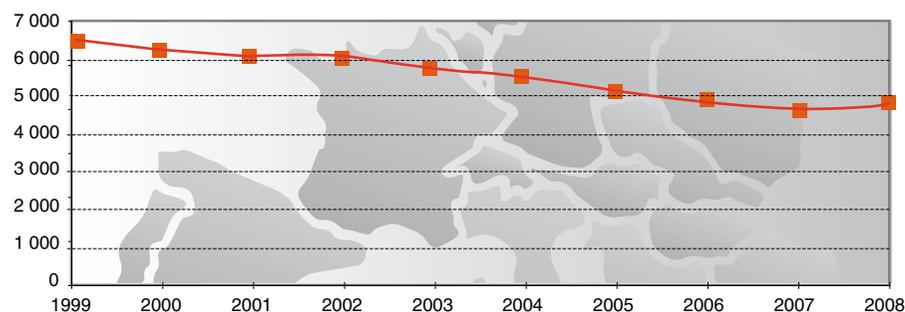
Tableau n°2008/63

ANNÉES	PENSIONS D'INVALIDITÉ		PENSIONS DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TOTAL TRANSFÉRÉ (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE NON-RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	6 366	26 075 525,64	97	289 260,11	6 463	26 364 785,75		986 956,38		27 351 742,13	
2000	6 173	24 438 592,74	85	269 608,27	6 258	24 708 201,01	-6,28	1 043 713,80	5,75	25 751 914,81	-5,85
2001	5 899	23 271 319,40	74	227 183,49	5 973	23 498 502,89	-4,90	1 240 616,02	18,87	24 739 118,91	-3,93
2002	6 002	23 141 512,04	87	304 468,67	6 089	23 445 980,71	-0,22	2 829 714,51	128,09	26 275 695,22	6,21
2003	5 650	20 100 926,32	89	283 135,27	5 739	20 384 061,59	-13,06	2 806 603,70	-0,82	23 190 665,29	-11,74
2004	5 429	18 665 934,97	94	308 612,69	5 523	18 974 547,66	-6,91	2 831 606,72	0,89	21 806 154,38	-5,97
2005	4 999	17 778 354,30	98	333 364,69	5 097	18 111 718,99	-4,55	2 877 351,17	1,62	20 989 070,16	-3,75
2006	4 846	17 144 936,26	83	310 629,53	4 929	17 455 565,79	-3,62	3 030 320,46	5,32	20 485 886,25	-2,40
2007	4 496	15 226 615,24	124	349 063,36	4 620	15 575 678,60	-10,77	2 885 644,17	-4,77	18 461 322,77	-9,88
2008	4 636	15 660 235,78	85	325 350,29	4 721	15 985 586,07	2,63	3 456 819,93	19,79	19 442 406,00	5,31

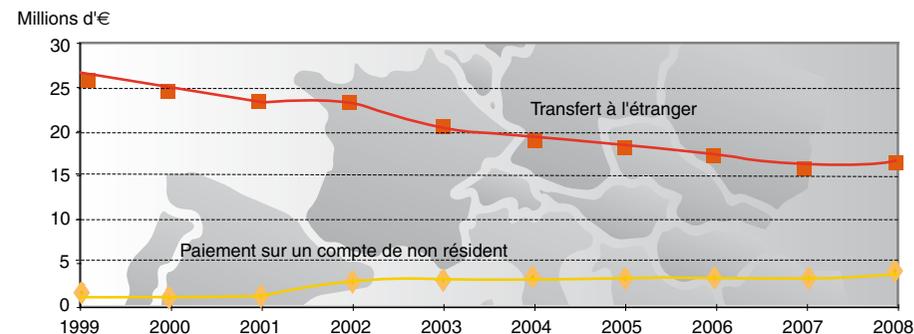
(*) modification (Allemagne, Espagne, Italie, Luxembourg, Portugal et Suisse)

Nombre total de bénéficiaires de pensions d'invalidité depuis 1999

Graphique n°2008/47



Montants des paiements de pensions d'invalidité versés depuis 1999



- Le nombre de bénéficiaires a baissé de -27% au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de -3,4%.
- Le montant global a également diminué sur la même période : -29%, soit une baisse annuelle moyenne de -3,7%.
- En 2008, les montants transférés représentent la quasi-totalité des prestations versées aux pays appliquant les règlements communautaires : 82,2% du montant global (contre 96,4% en 1999). Cette part baisse continuellement depuis 1999.
- Les pensions de survivants invalides représentent à peine 2% des montants transférés en 2008.



La pension de vieillesse est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré et du type de la pension. On distingue les pensions de vieillesse (droits propres) et les pensions de réversion (droits dérivés). Après le décès du pensionné, les proches peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une pension dite de réversion.

► Paiements de pensions de vieillesse au cours de l'année 2008

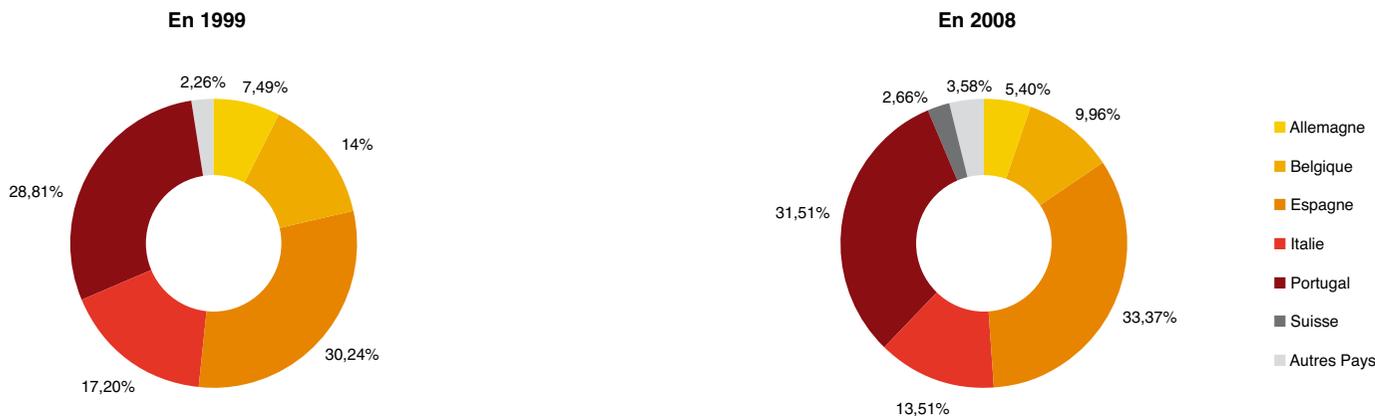
Tableau n° 2008/65

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS À L'ÉTRANGER (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALLEMAGNE	61 031	92 317 982,00	13 003 023,88	105 321 005,88
BELGIQUE	71 577	162 807 322,60	31 675 630,60	194 482 953,20
ESPAGNE	327 009	622 920 593,94	28 405 847,82	651 326 441,76
ITALIE	145 819	252 844 375,47	10 932 932,99	263 777 308,46
PORTUGAL	184 874	585 122 713,00	29 990 563,30	615 113 276,30
SUISSE	18 082	28 190 994,23	23 789 457,60	51 980 451,83
AUTRES	31 943	53 712 453,30	16 188 181,36	69 900 634,66
TOTAL	840 335	1 797 916 434,54	153 985 637,55	1 951 902 072,09

En 1999 comme en 2008, l'Espagne est le principal pays de l'Union Européenne où sont versées les pensions de vieillesse, suivie de très près par le Portugal.

► Les pensions de vieillesse versées dans le cadre des règlements communautaires

Graphique n° 2008/48



Evolution des paiements de pensions de vieillesse dans le cadre des règlements communautaires

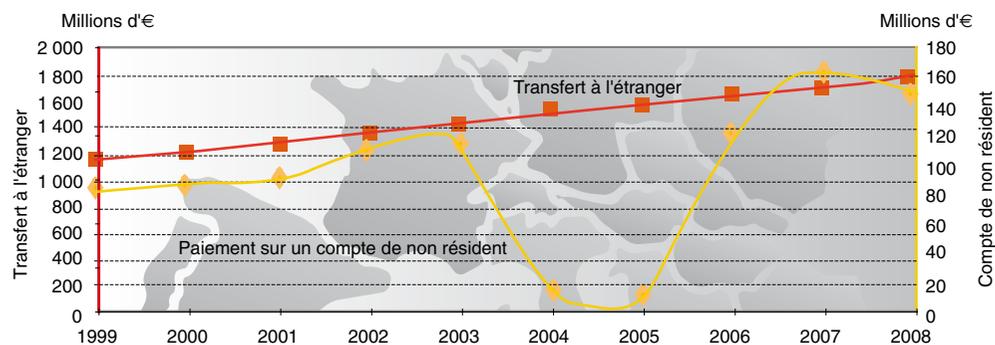
Tableau n°2008/67

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	484 250	956 707 702,91	146 090	225 119 608,24	630 340	1 181 827 311,15		84 231 779,96		1 266 059 091,11	
2000	503 418	989 052 167,47	152 350	232 656 625,10	655 768	1 221 708 792,57	3,37	87 518 914,83	3,90	1 309 227 707,40	3,41
2001	525 612	1 042 197 720,36	159 200	243 420 527,26	684 812	1 285 618 247,62	5,23	91 829 104,57	4,92	1 377 447 352,19	5,21
2002	555 614	1 112 117 629,03	166 118	255 175 072,98	721 732	1 367 292 702,01	6,35	111 151 539,21	21,04	1 478 444 241,22	7,33
2003	572 433	1 161 051 746,75	171 950	263 470 624,27	744 383	1 424 522 371,02	4,19	116 922 761,52	5,19	1 541 445 132,54	4,26
2004	594 220	1 431 510 773,82	186 713	92 791 741,68	780 933	1 524 302 515,50	7,00	13 823 038,99	-88,18	1 538 125 554,49	-0,22
2005	608 673	1 501 999 813,39	189 809	94 984 170,71	798 482	1 596 983 984,10	4,77	14 434 577,32	4,42	1 611 418 561,42	4,77
2006	624 785	1 457 213 911,60	194 827	219 167 842,52	819 612	1 676 381 754,12	4,97	123 972 607,91	758,86	1 800 354 362,03	11,72
2007	632 010	1 394 457 285,36	195 866	305 202 728,56	827 876	1 699 660 013,92	1,39	165 599 655,50	33,58	1 865 259 669,42	3,61
2008	642 569	1 482 355 253,96	197 766	315 561 180,58	840 335	1 797 916 434,54	5,78	153 985 637,55	-7,01	1 951 902 072,09	4,65

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants de pensions de vieillesse versés depuis 1999

Graphique n°2008/49

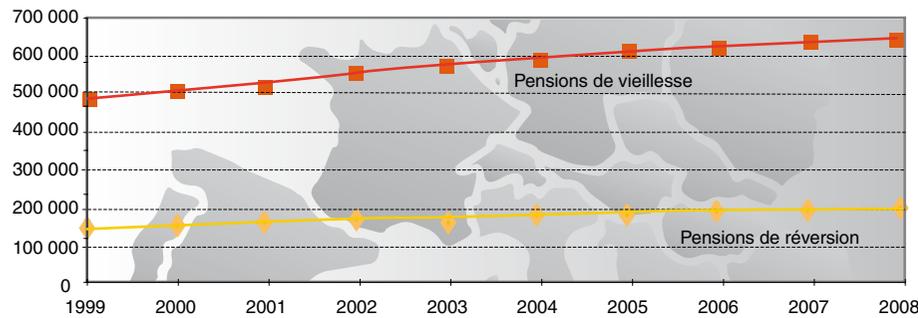


- Le nombre de pensionnés résidant dans les pays appliquant les règlements communautaires a augmenté de 33% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 3,2%.
- Le montant global a augmenté de 54% sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,9%.
- En 2008, les montants transférés représentent la quasi-totalité des pensions versées aux pays appliquant les règlements communautaires: 92,1% du montant global (cette part est restée stable depuis 1999).



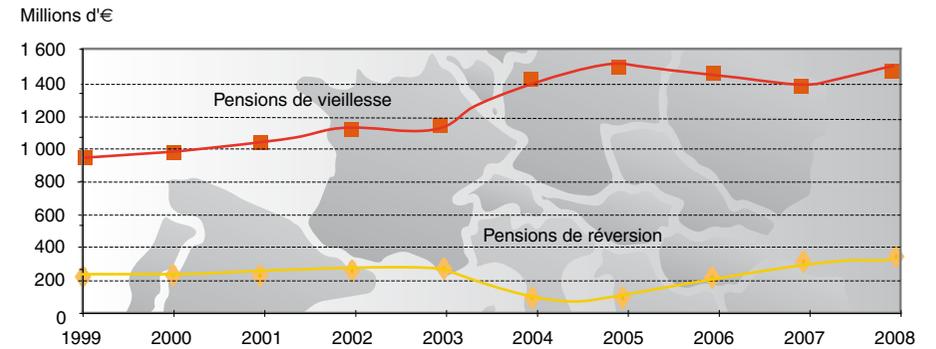
Graphique n° 2008/50

► Nombre de bénéficiaires de pensions de vieillesse depuis 1999



L'évolution du nombre de bénéficiaires présente une même tendance à la hausse sur les 10 années, moins accentuée pour les pensions de vieillesse (+32,7%) que sur les pensions de réversion (+ 35,4%).

► Montants de pensions de vieillesse versés depuis 1999



Les pensions de vieillesse ont augmenté, en moyenne, de 5% par an et les pensions de réversion de 3,8% par an sur ces 10 dernières années.



Evolution des paiements de pensions de vieillesse en Allemagne

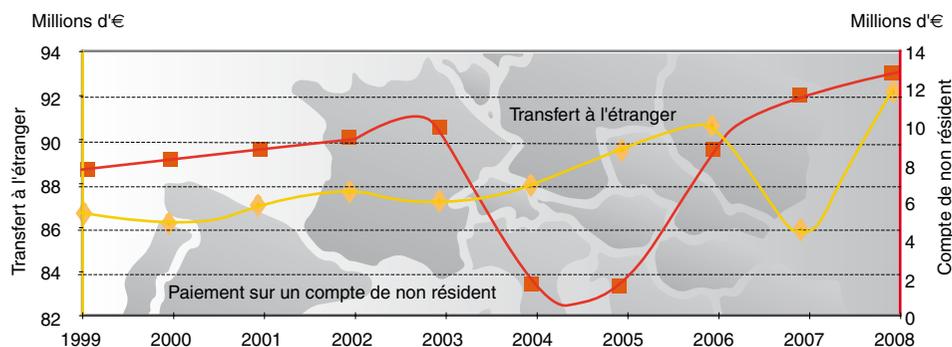
Tableau n°2008/68

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	40 323	58 983 861,91	19 935	27 800 970,33	60 258	86 784 832,24		8 028 894,67		94 813 726,91	
2000	40 578	58 556 314,36	19 925	27 704 456,44	60 503	86 260 770,80	-0,60	8 470 012,28	5,49	94 730 783,08	-0,09
2001	41 438	59 243 791,07	20 135	27 911 410,24	61 573	87 155 201,31	1,04	8 961 760,00	5,81	96 116 961,31	1,46
2002	41 710	59 588 319,69	20 112	28 239 682,42	61 822	87 828 002,11	0,77	9 532 966,21	6,37	97 360 968,32	1,29
2003	41 952	59 110 267,75	20 205	28 115 766,67	62 157	87 226 034,42	-0,69	10 287 364,75	7,91	97 513 399,17	0,16
2004	42 324	75 992 938,49	20 106	12 066 378,67	62 430	88 059 317,16	0,96	1 659 352,53	-83,87	89 718 669,69	-7,99
2005	42 446	77 539 281,36	19 872	11 815 375,97	62 318	89 354 657,33	1,47	1 630 741,23	-1,72	90 985 398,56	1,41
2006	42 464	69 839 423,73	20 025	20 840 322,12	62 489	90 679 745,85	1,48	8 991 620,17	451,38	99 671 366,02	9,55
2007	42 252	59 701 721,22	19 162	26 313 346,37	61 414	86 015 067,59	-5,14	11 973 344,28	33,16	97 988 411,87	-1,69
2008	42 315	64 631 062,24	18 716	27 686 919,76	61 031	92 317 982,00	7,33	13 003 023,88	8,60	105 321 005,88	7,48

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants des pensions de vieillesse versés à destination de l'Allemagne

Graphique n°2008/51



- Le nombre de pensionnés résidant en Allemagne a augmenté d'à peine 1,3% au cours de ces 10 dernières années.
- Le montant global a augmenté de 11,1% sur la même période.
- En 2008, les montants transférés représentent 87,7% de l'ensemble des pensions versées à destination de l'Allemagne (cette part est restée stable depuis 1999).
- Les versements sur un compte de non-résident en France ont augmenté plus rapidement (62% sur 10 ans) que les transferts à destination de l'Allemagne (6,4% sur la même période).



Evolution des paiements de pensions de vieillesse en Belgique

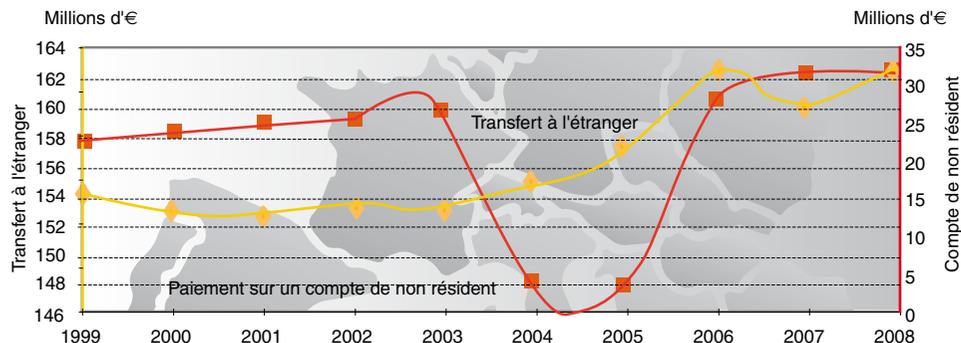
Tableau n°2008/69

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	55 182	122 119 759,14	20 153	32 304 784,90	75 335	154 424 544,04		22 836 519,63		177 261 063,67	
2000	54 474	120 579 156,48	20 010	31 967 295,77	74 484	152 546 452,25	-1,22	24 090 793,98	5,49	176 637 246,23	-0,35
2001	54 126	120 589 750,57	20 019	32 141 623,42	74 145	152 731 373,99	0,12	25 226 718,10	4,72	177 958 092,09	0,75
2002	53 744	120 821 672,89	20 058	32 504 698,13	73 802	153 326 371,02	0,39	26 116 773,20	3,53	179 443 144,22	0,83
2003	53 341	120 776 010,24	19 992	32 387 255,83	73 333	153 163 266,07	-0,11	27 710 146,26	6,10	180 873 412,33	0,80
2004	53 495	149 720 254,05	20 013	5 009 849,03	73 508	154 730 103,08	1,02	3 282 475,69	-88,15	158 012 578,77	-12,64
2005	53 470	151 682 398,03	19 755	5 047 221,15	73 225	156 729 619,18	1,29	3 404 567,24	3,72	160 134 186,42	1,34
2006	53 276	131 563 681,33	19 481	30 805 311,36	72 757	162 368 992,69	3,60	28 873 224,38	748,07	191 242 217,07	19,43
2007	52 968	127 318 399,87	19 256	32 816 334,73	72 224	160 134 734,60	-1,38	31 731 900,19	9,90	191 866 634,79	0,33
2008	52 615	129 797 908,86	18 962	33 009 413,74	71 577	162 807 322,60	1,67	31 675 630,60	-0,18	194 482 953,20	1,36

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants de pensions de vieillesse versés à destination de la Belgique

Graphique n°2008/52



- Le nombre de pensionnés résidant en Belgique a baissé de 5% au cours de ces 10 dernières années.
- Le montant global, quant à lui, a augmenté de 9,7% sur la même période.
- En 2008, les montants transférés représentent 83,7% de l'ensemble des pensions versées à destination de la Belgique (cette part est restée stable depuis 1999).

Evolution des paiements de pensions de vieillesse en Espagne

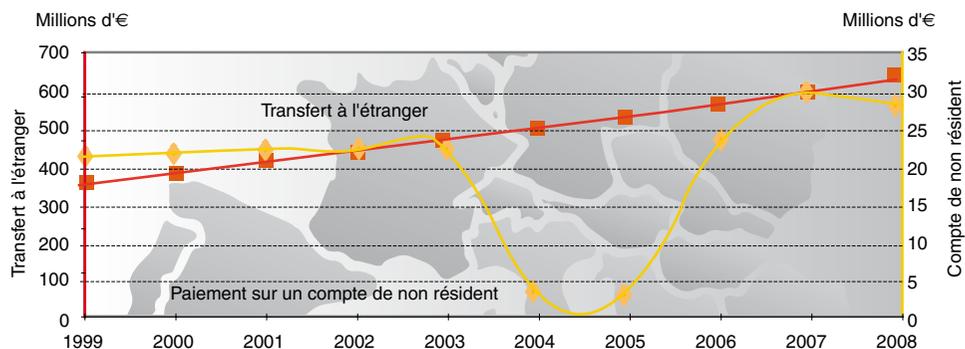
Tableau n°2008/70

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	188 192	311 089 382,06	39 615	50 282 044,89	227 807	361 371 426,95		21 474 330,62		382 845 757,57	
2000	199 906	332 065 271,96	43 190	54 241 305,33	243 096	386 306 577,29	6,90	21 722 776,50	1,16	408 029 353,79	6,58
2001	212 610	359 601 380,89	46 520	58 398 516,18	259 130	417 999 897,07	8,20	22 361 533,78	2,94	440 361 430,85	7,92
2002	224 348	387 957 126,37	49 983	62 695 458,73	274 331	450 652 585,10	7,81	22 437 050,27	0,34	473 089 635,37	7,43
2003	233 779	413 006 678,53	53 135	66 622 118,95	286 914	479 628 797,48	6,43	22 688 485,80	1,12	502 317 283,28	6,18
2004	239 608	472 002 154,83	56 000	35 039 882,68	295 608	507 042 037,51	5,72	3 097 662,74	-86,35	510 139 700,25	1,56
2005	246 493	500 152 281,25	58 349	37 317 062,37	304 842	537 469 343,62	6,00	3 251 669,51	4,97	540 721 013,13	5,99
2006	253 875	505 155 738,49	61 130	64 006 427,45	315 005	569 162 165,94	5,90	23 704 750,38	629,00	592 866 916,32	9,64
2007	256 074	509 634 000,13	62 791	81 438 102,70	318 865	591 072 102,83	3,85	29 716 195,41	25,36	620 788 298,24	4,71
2008	261 885	537 921 592,43	65 124	84 999 001,51	327 009	622 920 593,94	5,39	28 405 847,82	-4,41	651 326 441,76	4,92

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants de pensions de vieillesse versés à destination de l'Espagne

Graphique n°2008/53



• Le nombre de pensionnés résidant en Espagne a presque doublé (+43,5%) au cours de ces 10 dernières années.

• Le montant global a augmenté de 70,1% sur la même période.

• En 2008, les montants transférés représentent 95,6% de l'ensemble des pensions versées à destination de l'Espagne (cette part représente la quasi-totalité des montants globaux depuis 1999).



Evolution des paiements de pensions de vieillesse en Italie

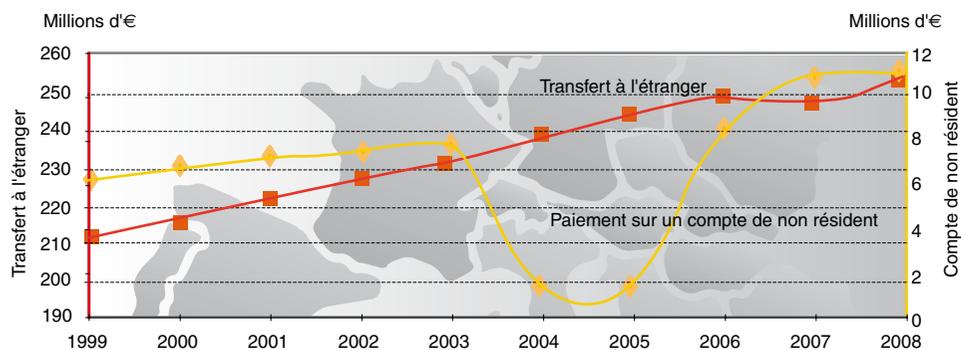
Tableau n°2008/71

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	94 149	153 523 397,72	37 738	57 785 806,79	131 887	211 309 204,51		6 394 531,93		217 703 736,44	
2000	96 789	156 404 991,95	38 744	58 739 899,03	135 533	215 144 890,98	1,82	6 773 770,04	5,93	221 918 661,02	1,94
2001	99 275	160 796 404,29	39 873	60 462 324,62	139 148	221 258 728,91	2,84	7 197 140,89	6,25	228 455 869,80	2,95
2002	100 781	164 967 753,15	40 628	61 688 993,77	141 409	226 656 746,92	2,44	7 417 861,05	3,07	234 074 607,97	2,46
2003	102 304	167 939 578,01	41 415	62 841 469,60	143 719	230 781 047,61	1,82	7 869 329,95	6,09	238 650 377,56	1,95
2004	103 217	217 835 916,23	42 067	19 925 979,15	145 284	237 761 895,38	3,02	1 288 058,45	-83,63	239 049 953,83	0,17
2005	103 935	223 008 212,14	42 632	20 392 837,68	146 567	243 401 049,82	2,37	1 403 226,92	8,94	244 804 276,74	2,41
2006	104 699	198 146 650,11	43 563	50 595 677,45	148 262	248 742 327,56	2,19	8 660 525,67	517,19	257 402 853,23	5,15
2007	103 840	180 450 382,94	43 659	66 112 654,61	147 499	246 563 037,55	-0,88	11 069 245,94	27,81	257 632 283,49	0,09
2008	102 199	184 644 835,27	43 620	68 199 540,20	145 819	252 844 375,47	2,55	10 932 932,99	-1,23	263 777 308,46	2,39

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants de pensions de vieillesse versés à destination de l'Italie

Graphique n°2008/54



- Le nombre de pensionnés résidant en Italie a augmenté de 10,6% au cours de ces 10 dernières années.
- Le montant global a augmenté de 21,2% sur la même période.
- En 2008, les montants transférés représentent 95,9% de l'ensemble des pensions versées à destination de l'Italie (cette part représente la quasi-totalité des montants globaux depuis 1999).

Evolution des paiements de pensions de vieillesse au Portugal

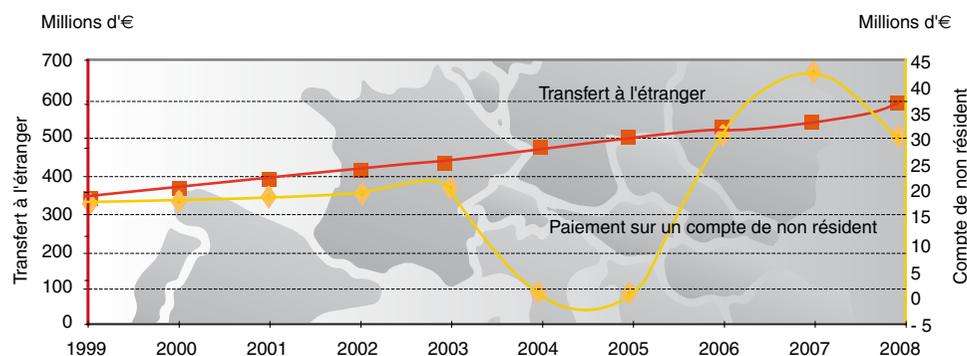
Tableau n°2008/72

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	95 447	294 513 015,94	25 940	52 302 561,14	121 387	346 815 577,08		17 944 754,34		364 760 331,42	
2000	100 275	304 487 811,67	27 761	55 341 679,23	128 036	359 829 490,90	3,75	18 570 827,52	3,49	378 400 318,42	3,74
2001	106 115	324 135 919,95	29 895	59 741 628,00	136 010	383 877 547,95	6,68	19 677 648,72	5,96	403 555 196,67	6,65
2002	111 294	343 282 341,10	31 683	63 693 860,12	142 977	406 976 201,22	6,02	20 446 344,61	3,91	427 422 545,83	5,91
2003	116 055	362 689 459,45	33 571	67 101 522,96	149 626	429 790 982,41	5,61	20 936 331,92	2,40	450 727 314,33	5,45
2004	120 965	452 667 397,94	35 301	7 635 375,59	156 266	460 302 773,53	7,10	548 477,34	-97,38	460 851 250,87	2,25
2005	126 237	483 385 986,88	36 698	8 133 882,88	162 935	491 519 869,76	6,78	548 246,25	-0,04	492 068 116,01	6,77
2006	133 042	489 012 507,65	38 598	36 964 422,32	171 640	525 976 929,97	7,01	32 917 566,65	5 904,16	558 894 496,62	13,58
2007	138 417	456 786 274,74	39 878	80 772 482,34	178 295	537 558 757,08	2,20	42 431 046,80	28,90	579 989 803,88	3,77
2008	143 980	500 885 945,38	40 894	84 236 767,62	184 874	585 122 713,00	8,85	29 990 563,30	-29,32	615 113 276,30	6,06

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants de pensions de vieillesse versés à destination du Portugal

Graphique n°2008/55



- Le nombre de pensionnés résidant au Portugal a doublé (+52,3%) au cours de ces 10 dernières années.
- Le montant global a augmenté de 68,6% sur la même période.
- En 2008, les montants transférés représentent 95,1% de l'ensemble des pensions versées à destination du Portugal (cette part représente la quasi-totalité des montants globaux depuis 1999).



► Evolution des paiements de pensions de vieillesse en Suisse

Tableau n°2008/73

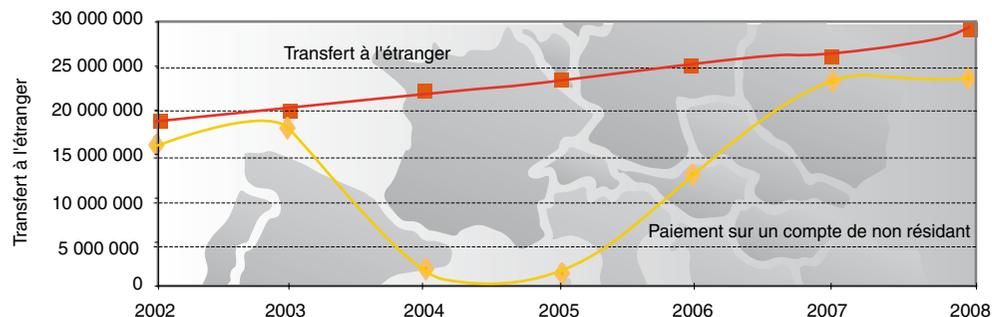
ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
2002	11 131	16 923 619,69	863	1 525 863,14	11 994	18 449 482,83		16 077 724,11		34 527 206,94	
2003	11 877	18 314 139,73	885	1 665 115,14	12 762	19 979 254,87	8,29	17 905 300,76	11,37	37 884 555,63	9,72
2004	13 326	21 678 226,48	1 060	761 715,13	14 386	22 439 941,61	12,32	2 086 514,09	-88,35	24 526 455,70	-35,26
2005	14 295	22 800 255,80	1 077	728 649,82	15 372	23 528 905,62	4,85	2 158 213,16	3,44	25 687 118,78	4,73
2006	15 288	23 829 097,58	1 102	1 342 055,39	16 390	25 171 152,97	6,98	12 660 248,72	486,61	37 831 401,69	47,28
2007	16 116	24 014 497,01	1 132	1 909 632,40	17 248	25 924 129,41	2,99	23 026 758,03	81,88	48 950 887,44	29,39
2008	16 931	26 131 523,33	1 151	2 059 470,90	18 082	28 190 994,23	8,74	23 789 457,60	3,31	51 980 451,83	6,19

N.B.: Les dispositions des règlements communautaires s'appliquent à la Suisse depuis le 1er juin 2002.

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

► Montants de pensions de vieillesse versés à destination de la Suisse

Graphique n°2008/56



- Le nombre de pensionnés résidant en Suisse a augmenté de 50,8% au cours de ces 7 dernières années.
- Le montant global a évolué de la même façon sur cette période: +50,5%.
- En 2008, les montants transférés représentent un peu plus de la moitié (54,2%) de l'ensemble des pensions versées à destination de la Suisse (cette part est restée stable sur toute la période sauf en 2006 où elle atteint les 2/3 du montant global).

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non cadres).

On distingue les allocations de retraite (droit propre du salarié) et les allocations de réversion (attribuée aux ayants droit de l'assuré décédé).

► Paiements des allocations de retraite complémentaire au cours de l'année 2008

Tableau n°2008/74

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALLEMAGNE	21 922	26 356 842,80	13 425 765,00	39 782 607,80
BELGIQUE	49 242	63 134 436,00	27 180 499,00	90 314 935,00
ESPAGNE	145 253	150 913 570,15	28 377 362,00	179 290 932,15
ITALIE	71 653	70 595 931,61	13 171 717,00	83 767 648,61
PORTUGAL	159 356	176 503 412,32	14 132 593,00	190 636 005,32
SUISSE	13 428	32 462 517,00	30 767 506,00	63 230 023,00
AUTRES PAYS	22 646	30 372 466,00	22 417 981,00	52 790 447,00
TOTAL	483 500	550 339 175,88	149 473 423,00	699 812 598,88

En 2008, le Portugal est le principal pays de l'Union Européenne où sont versées les allocations de retraite complémentaire, suivi de près par l'Espagne. En 1999, la situation entre ces deux pays était inversée.

► Les allocations de retraite complémentaire dans le cadre des règlements communautaires

Graphique n°2008/57

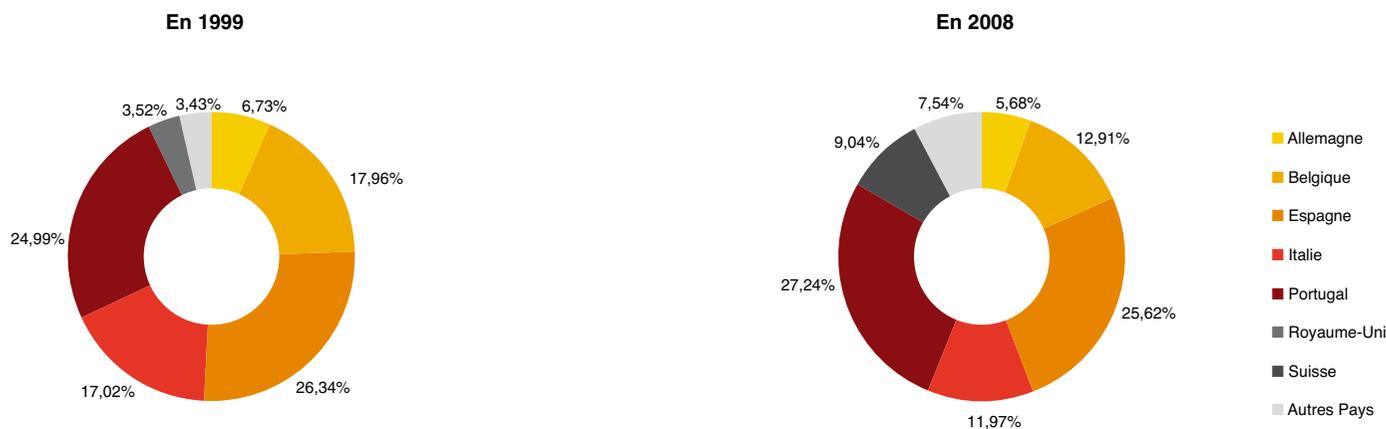




Tableau n°2008/75

► Evolution des paiements des allocations de retraite complémentaire dans le cadre des règlements communautaires
Régime de l'AGIRC

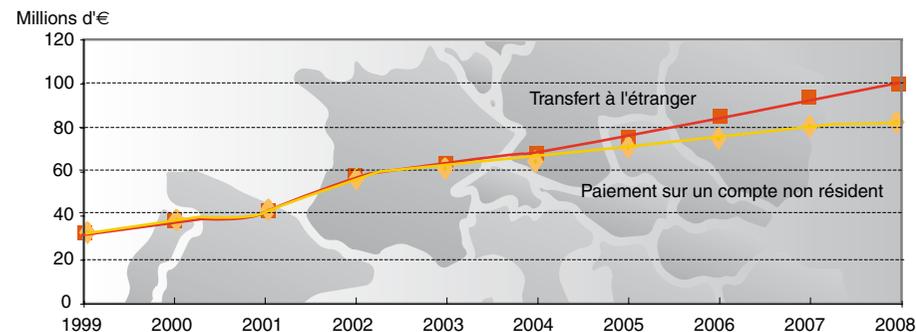
ANNÉES	ALLOCATIONS DE RETRAITE		ALLOCATIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	7 816	22 090 920,66	3 829	10 207 509,38	11 645	32 298 430,04		32 871 370,92		65 169 800,96	
2000	8 285	25 440 288,31	3 923	11 316 784,90	12 208	36 757 073,21	13,80	36 833 691,29	12,05	73 590 764,50	12,92
2001	8 781	27 735 057,14	4 024	11 706 428,37	12 805	39 441 485,51	7,30	39 079 329,04	6,10	78 520 814,55	6,70
2002	11 142	41 719 022,37	4 847	15 170 825,78	15 989	56 889 848,15	44,24	56 990 262,02	45,83	113 880 110,17	45,03
2003	12 219	45 694 114,00	4 700	14 705 008,00	16 919	60 399 122,00	6,17	60 495 169,00	6,15	120 894 291,00	6,16
2004	13 015	50 657 765,00	5 370	17 075 227,00	18 385	67 732 992,00	12,14	64 145 552,00	6,03	131 878 544,00	9,09
2005	14 247	56 228 296,17	5 544	17 757 816,19	19 791	73 986 112,36	9,23	70 579 686,71	10,03	144 565 799,07	9,62
2006	15 466	63 429 324,59	5 768	18 966 831,99	21 234	82 396 156,58	11,37	74 907 592,56	6,13	157 303 749,14	8,81
2007	16 699	72 375 591,00	5 987	20 124 331,00	22 686	92 499 922,00	12,26	79 837 234,00	6,58	172 337 156,00	9,56
2008	16 956	78 973 739,00	5 785	21 188 927,00	22 741	100 162 666,00	8,28	81 811 871,00	2,47	181 974 537,00	5,59

(*)

* modification

Graphique n°2008/58

► Montants des allocations de retraite complémentaire versés depuis 1999



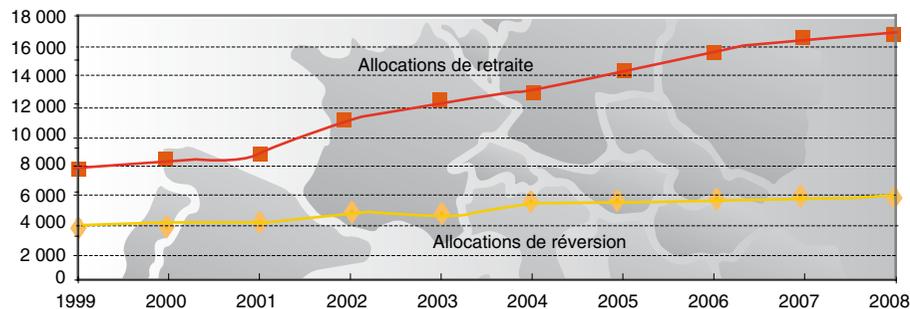
- Le nombre d'allocataires résidant dans ces pays a augmenté de 95% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 7,7%.
- Le montant global a augmenté de 179% sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de 12,1%.
- En 2008, les montants transférés représentent 55% des allocations versées aux pays appliquant les règlements communautaires. Depuis 1999, la répartition entre ces deux modes de paiements est relativement stable.





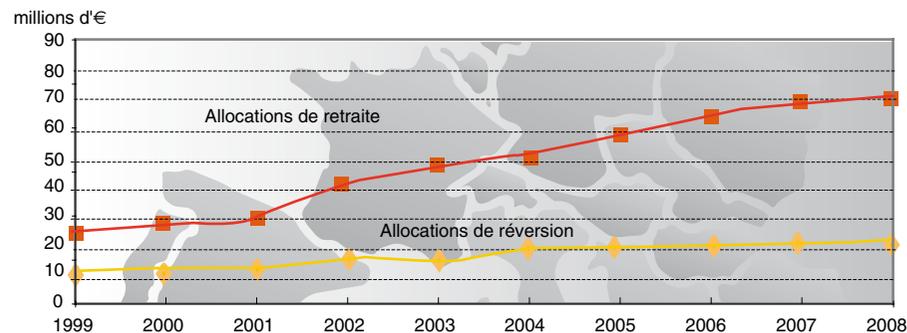
Graphique n°2008/59

► Nombre de bénéficiaires d'allocations de retraite complémentaire depuis 1999



L'évolution du nombre de bénéficiaires présente une même tendance à la hausse sur les 10 années, moins accentuée pour les allocations de réversion (+51%) que pour les allocations de retraite (+ 117%).

► Montants des allocations de retraite complémentaire versés depuis 1999



Les allocations de retraite ont augmenté, en moyenne, de 15,2% par an et les allocations de réversion de 8,5% par an sur ces 10 dernières années.





Tableau n°2008/76

► Evolution des paiements des allocations de retraite complémentaire dans le cadre des règlements communautaires
Régime de l'ARRCO

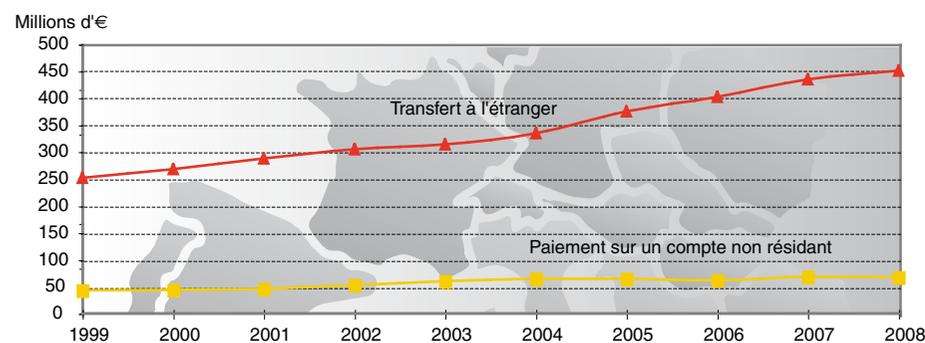
ANNÉES	ALLOCATIONS DE RETRAITE		ALLOCATIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDANT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	285 333	199 442 088,63	89 002	51 934 051,89	374 335	251 376 140,52		42 944 139,50		294 320 280,02	
2000	297 666	215 158 165,50	90 919	52 959 234,09	388 585	268 117 399,59	6,66	43 990 236,62	2,44	312 107 636,21	6,04
2001	315 373	231 298 685,00	94 395	56 333 568,00	409 768	287 632 253,00	7,28	45 958 923,00	4,48	333 591 176,00	6,88
2002	324 935	247 525 935,00	95 103	57 665 227,00	420 038	305 191 162,00	6,10	53 423 389,31	16,24	358 614 551,31	7,50
2003	330 875	253 876 861,00	97 628	59 556 661,00	428 503	313 433 522,00	2,70	59 994 496,00	12,30	373 428 018,00	4,13
2004	308 541	269 292 083,31	108 016	65 393 855,87	416 557	334 685 939,18	6,78	65 120 188,58	8,54	399 806 127,76	7,06
2005	315 603	301 104 716,11	112 566	73 697 121,59	428 169	374 801 837,70	11,99	64 990 309,74	-0,20	439 792 147,44	10,00
2006	331 637	323 001 647,37	116 636	78 780 268,99	448 273	401 781 916,36	7,20	62 308 489,54	-4,13	464 090 405,90	5,52
2007	339 556	349 948 675,78	119 628	84 330 395,45	459 184	434 279 071,23	8,09	68 215 001,34	9,48	502 494 072,57	8,28
2008	341 269	362 935 714,56	119 490	87 240 795,32	460 759	450 176 509,88	3,66	67 661 552,00	-0,81	517 838 061,88	3,05

(*)

* modification

Graphique n°2008/60

► Montants des allocations de retraite complémentaire versés depuis 1999

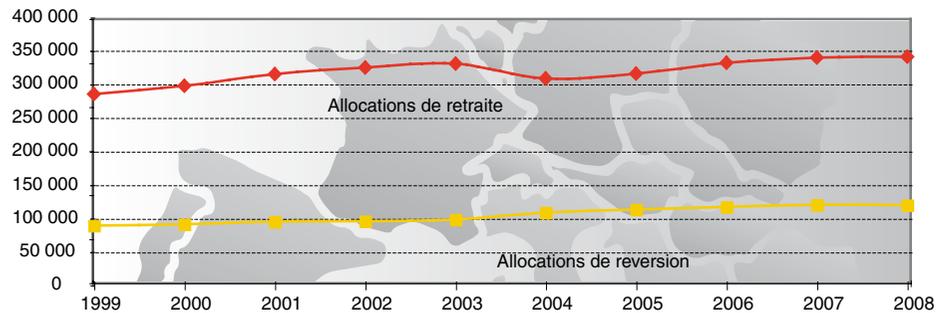


- Le nombre d'allocataires résidant dans ces pays a augmenté de 23% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,3%.
- Le montant global a augmenté de 76% sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de 6,5%.
- En 2008, les montants transférés représentent 87% des allocations versées dans ces pays appliquant les règlements communautaires. Depuis 1999, la répartition entre ces deux modes de paiements est relativement stable.



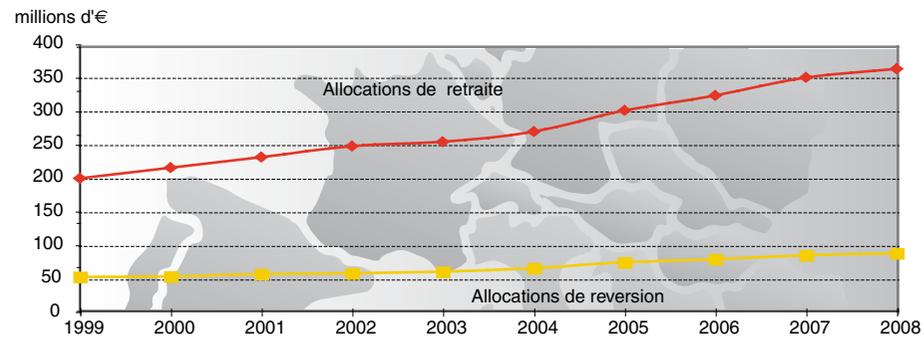
Graphique n°2008/61

► Nombre de bénéficiaires d'allocations de retraite complémentaire depuis 1999



L'évolution du nombre de bénéficiaires présente une même tendance à la hausse sur les 10 années, moins accentuée pour les allocations de retraite (+19,6%) que pour les allocations de réversion (+ 34,25%).

► Montants des allocations de retraite complémentaire versés depuis 1999



Les allocations de retraite ont augmenté, en moyenne, de 6,9% par an et les allocations de réversion de 3,3% par an sur ces 10 dernières années.





L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire, versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et ne dispose pas de ressources personnelles supérieures à un certain montant.

► Paiements des allocations de veuvage au cours de l'année 2008

Tableau n°2008/78

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALLEMAGNE	12	51 651,14	0,00	51 651,14
AUTRICHE	2	7 742,57	0,00	7 742,57
BELGIQUE	8	53 933,73	0,00	53 933,73
ESPAGNE	54	209 731,34	0,00	209 731,34
ITALIE	5	32 715,74	7 235,72	39 951,46
PORTUGAL	60	458 963,36	0,00	458 963,36
AUTRES PAYS	5	11 864,27	4 716,92	16 581,19
TOTAL	146	826 602,15	11 952,64	838 554,79

En 2008 comme en 1999, le Portugal est le 1er pays de l'Union Européenne où sont versées les allocations de veuvage : Il reçoit plus de la moitié des montants versés par la France.

► Les allocations de veuvage versées dans le cadre des règlements communautaires

Graphique n°2008/62

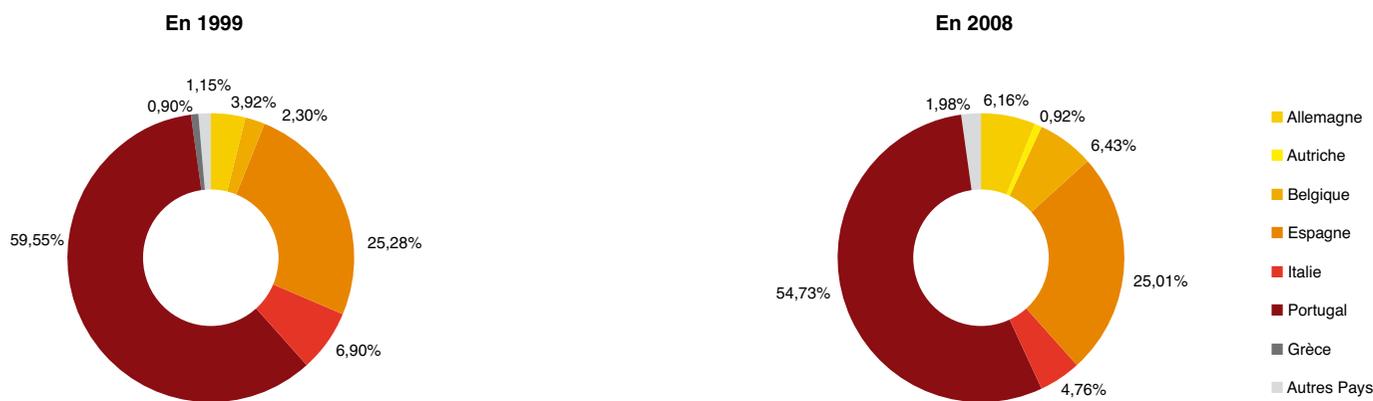




Tableau n°2008/79

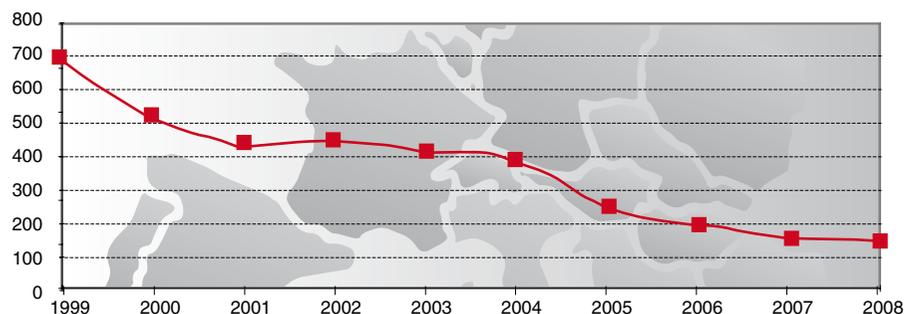
Evolution des paiements d'allocations de veuvage dans le cadre des règlements communautaires

ANNÉES	ALLOCATIONS DE VEUVE					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDANT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	700	4 460 063,67		86 761,47		4 546 825,14	
2000	522	3 838 028,44	-13,95	72 166,78	-16,82	3 910 195,22	-14,00
2001	439	2 796 231,92	-27,14	56 898,00	-21,16	2 853 129,92	-27,03
2002	446	2 428 479,40	-13,15	25 044,00	-55,98	2 453 523,40	-14,01
2003	415	1 856 935,30	-23,54	42 210,00	68,54	1 899 145,30	-22,60
2004	393	2 443 061,00	31,56	67 037,00	58,82	2 510 098,00	32,17
2005	247	2 203 169,63	-9,82	58 306,00	-13,02	2 261 475,63	-9,90
2006	195	1 601 733,94	-27,30	14 216,03	-75,62	1 615 949,97	-28,54
2007	152	1 283 958,61	-19,84	3 850,77	-72,91	1 287 809,38	-20,31
2008	146	826 602,15	-35,62	11 952,64	210,40	838 554,79	-34,89

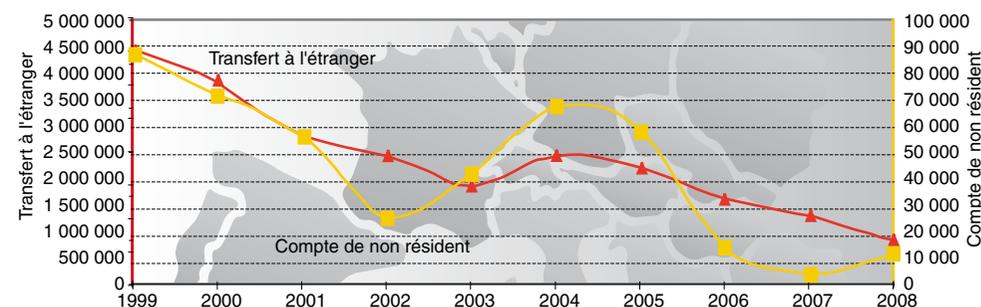
- Le nombre de bénéficiaires a diminué de 79% au cours de ces 10 dernières années.
- Le montant global a également baissé sur la même période: - 81,6%.
- En 2008, les montants transférés représentent la quasi-totalité des allocations versées aux pays appliquant les règlements communautaires: 98,6% du montant global (cette part est restée stable depuis 1999).

Graphique n°2008/63

Nombre de bénéficiaires d'allocations de veuvage depuis 1999



Montants des paiements d'allocations de veuvage versés depuis 1999





L'**allocation décès** est une indemnité versée sous forme de capital aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Tableau n°2008/81

► Paiements de prestations en espèces d'assurance décès au cours de l'année 2008

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALLEMAGNE	29	73 283,62	0,00	73 283,62
BELGIQUE	10	41 768,29	7 952,00	49 720,29
ESPAGNE	6	23 885,97	0,00	23 885,97
ITALIE	4	11 935,36	4 901,00	16 836,36
PORTUGAL	5	16 542,95	0,00	16 542,95
SUISSE	4	17 320,74	1 859,40	19 180,14
AUTRES PAYS	6	14 296,40	6 694,79	20 991,19
TOTAL	64	199 033,33	21 407,19	220 440,52

En 2008, l'Allemagne est le 1er pays de l'Union Européenne où sont versées les allocations de décès alors qu'en 1999 c'est la Belgique qui occupait ce rang.

Graphique n°2008/64

► Les prestations en espèces d'assurance décès versées dans le cadre des règlements communautaires

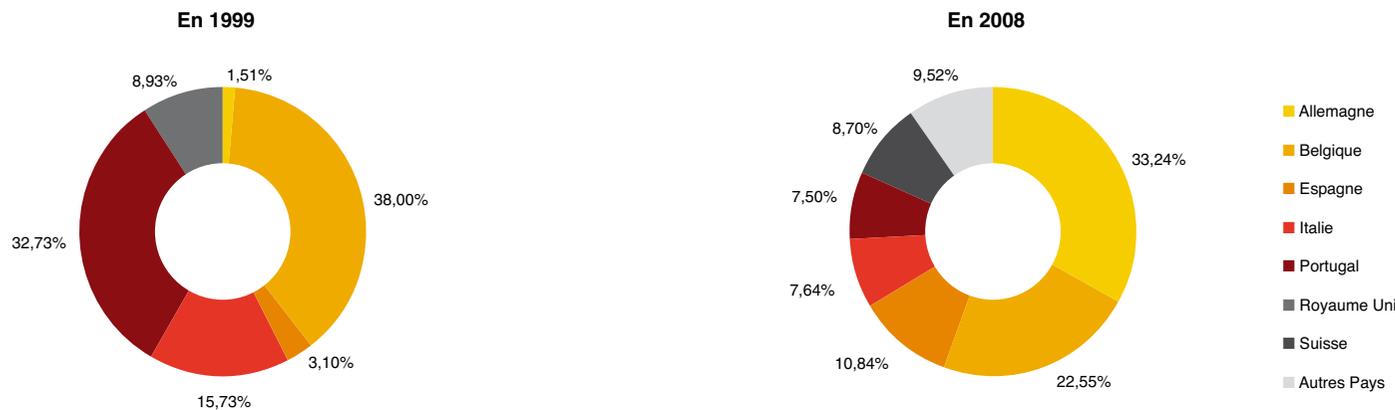




Tableau n°2008/82

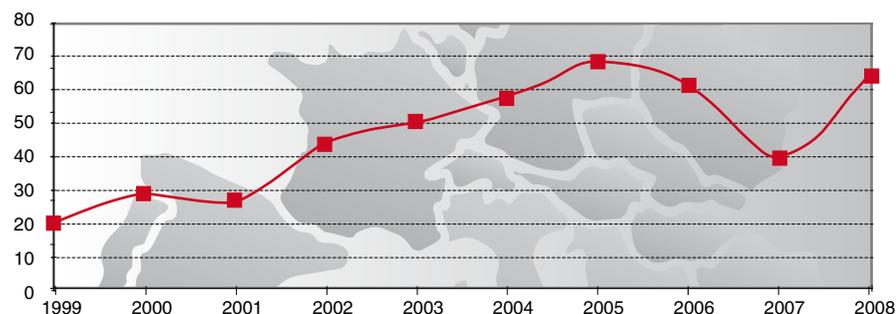
► Evolution des paiements de prestations en espèces d'assurance décès dans le cadre des règlements communautaires

ANNÉES	ALLOCATIONS DE DÉCÈS					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDANT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	19	58 084,74		14 105,20		72 189,94	
2000	28	68 520,03	17,97	7 808,59	-44,64	76 328,62	5,73
2001	25	50 181,18	-26,76	13 342,32	70,87	63 523,50	-16,78
2002	43	120 749,98	140,63	13 823,90	3,61	134 573,88	111,85
2003	50	143 929,18	19,20	24 744,80	79,00	168 673,98	25,34
2004	57	170 635,54	18,56	20 401,93	-17,55	191 037,47	13,26
2005	68	213 905,36	25,36	48 895,97	139,66	262 801,33	37,57
2006	61	153 378,44	-28,30	69 256,40	41,64	222 634,84	-15,28
2007	39	116 409,29	-24,10	37 928,50	-45,23	154 337,79	-30,68
2008	64	199 033,33	70,98	21 407,19	-43,56	220 440,52	42,83

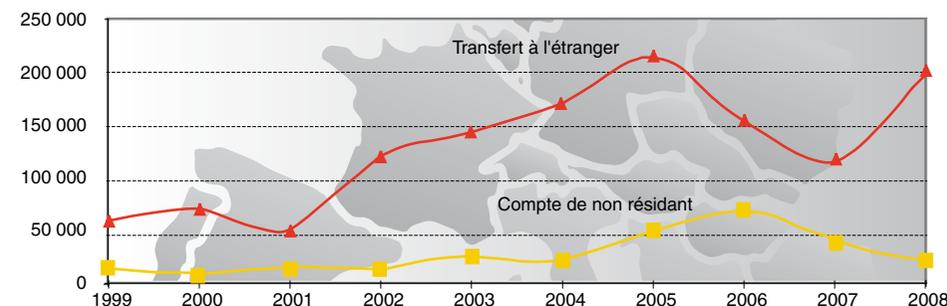
- Le nombre de bénéficiaires a augmenté de 237% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 14%.
- Le montant global a également augmenté sur la même période: + 205%, soit une augmentation annuelle moyenne de 13%.
- En 2008, les montants transférés représentent la quasi-totalité des prestations versées aux pays appliquant les règlements communautaires : 90,3% du montant global (contre 68,9% en 2006).

Graphique n°2008/65

► Nombre de bénéficiaires de prestations en espèces d'assurance décès depuis 1999



► Montants des paiements de prestations en espèces d'assurance décès versés depuis 1999





ACCORDS INTERNATIONAUX

La **rente AT-MP** est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle. On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir du taux d'incapacité et du montant du salaire antérieur de la personne) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

Paiements des rentes d' AT-MP au cours de l'année 2008

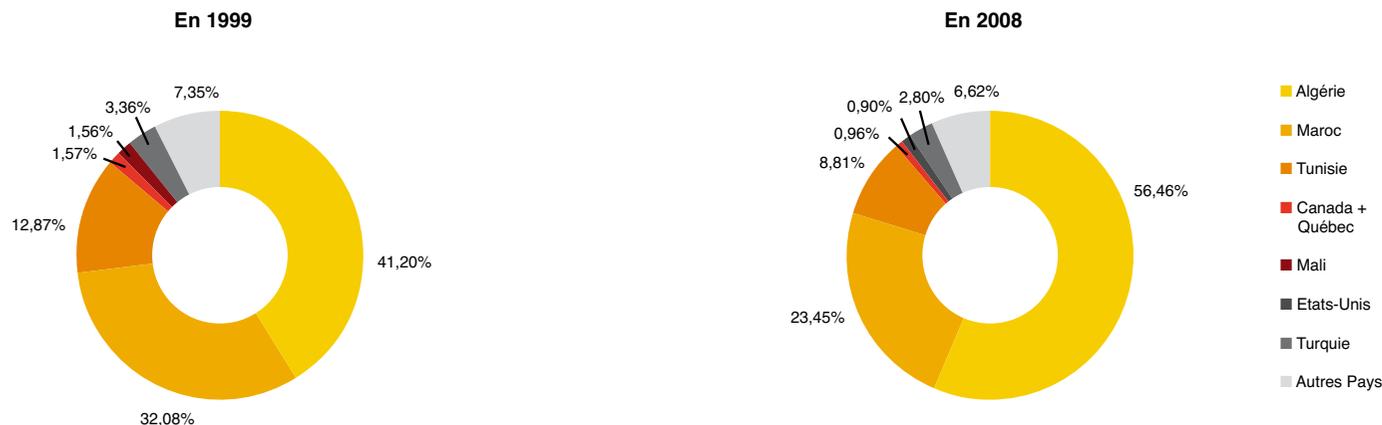
Tableau n°2008/84

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALGÉRIE	11 523	34 392 814,23	7 349 141,99	41 741 956,22
MAROC	4 011	17 134 134,61	199 676,78	17 333 811,39
TUNISIE	1 979	6 367 241,33	143 659,58	6 510 900,91
CANADA (+ QUÉBEC)	250	664 685,81	47 570,64	712 256,45
ETATS-UNIS	177	557 158,62	107 217,28	664 375,90
TURQUIE	544	2 048 903,84	22 980,93	2 071 884,77
AUTRES PAYS	1 319	4 702 527,73	189 171,81	4 891 699,54
TOTAL	19 803	65 867 466,17	8 059 419,01	73 926 885,18

En 2008 comme en 1999, l'Algérie est le principal pays où sont servies les rentes AT-MP: plus de la moitié du montant total versé par la France en 2008 y est versé; loin devant le Maroc (23,45 %).

Les rentes d'AT-MP versées dans le cadre des accords internationaux

Graphique n°2008/66



Evolution des paiements des rentes AT-MP dans le cadre des accords internationaux

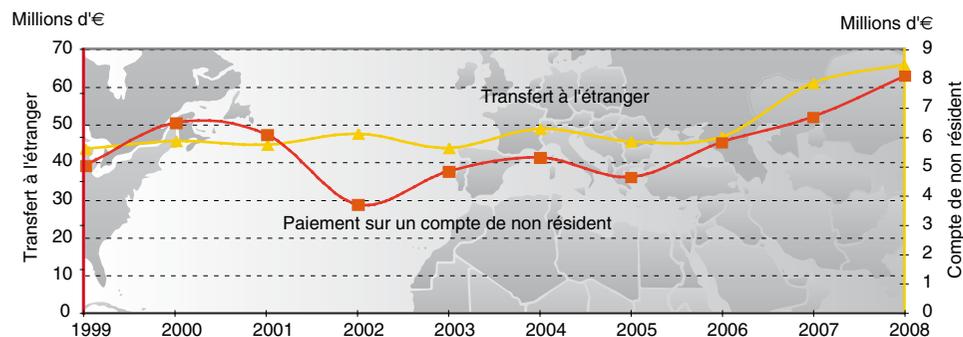
Tableau n°2008/85

ANNÉES	RENTES DE VICTIMES		RENTES DE SURVIVANTS		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	16 330	34 820 625,84	3 533	8 720 296,72	19 863	43 540 922,56		5 020 811,71		48 561 734,27	
2000	16 335	36 492 168,71	3 408	9 063 162,42	19 743	45 555 331,13	4,63	6 489 376,77	29,25	52 044 707,90	7,17
2001	15 347	34 928 154,97	2 688	9 704 558,58	18 035	44 632 713,55	-2,03	6 079 258,46	-6,32	50 711 972,01	-2,56
2002	14 942	37 981 979,00	2 713	9 499 481,31	17 655	47 481 460,31	6,38	3 696 816,87	-39,19	51 178 277,18	0,92
2003	13 775	32 410 927,20	2 296	11 273 719,21	16 071	43 684 646,41	-8,00	4 825 476,88	30,53	48 510 123,29	-5,21
2004	14 244	33 992 936,01	2 137	14 834 324,75	16 381	48 827 260,76	11,77	5 300 614,32	9,85	54 127 875,08	11,58
2005	14 794	30 128 956,58	2 304	15 372 529,58	17 098	45 501 486,16	-6,81	4 628 150,29	-12,69	50 129 636,45	-7,39
2006	14 833	31 259 098,44	2 234	15 355 572,72	17 067	46 614 671,16	2,45	5 813 742,07	25,62	52 428 413,23	4,59
2007	16 158	42 809 943,99	2 657	18 229 571,91	18 815	61 039 515,90	30,94	6 687 385,12	15,03	67 726 901,02	29,18
2008	16 866	42 315 870,19	2 937	23 551 595,98	19 803	65 867 466,17	7,91	8 059 419,01	20,52	73 926 885,18	9,15

(*) modification (Algérie, Croatie, Etats-Unis, Maroc, Sénégal, Tunisie et Turquie)

Montants des paiements des rentes d'AT-MP versés depuis 1999

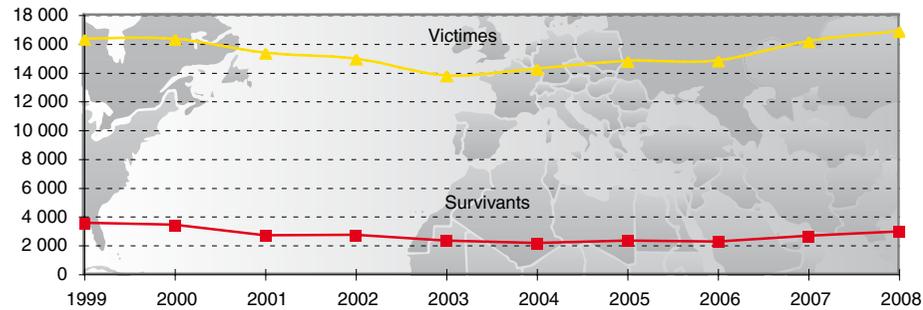
Graphique n°2008/67



- Le nombre de rentiers résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France est resté stable au cours de ces 10 dernières années (-0,03%).
- Le montant global, quant à lui, a augmenté de 52% sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,8%.
- En 2008, les montants transférés représentent près de 90% de l'ensemble des rentes versées à destination d'un des pays ayant signé un accord international.

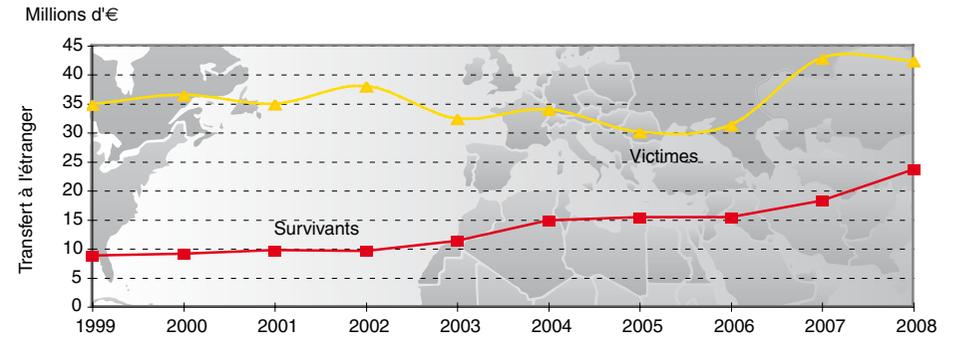


Nombre de bénéficiaires de rentes d'AT-MP depuis 1999



Au cours de ces 10 dernières années, le nombre de bénéficiaires de rentes de victimes a connu une légère hausse (3,3 %) alors que celui des rentes de survivants connaissait une diminution significative (-16,9 %).

Montants des paiements des rentes d'AT-MP versés depuis 1999



Sur ces 10 dernières années, les rentes de victimes ont augmenté, en moyenne, de 2,2% par an et les rentes de survivants de 11,7% par an.



La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Il vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte de capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel. On distingue les pensions d'invalidité (pension versée directement à l'assuré invalide) et les pensions de survivants invalides (après le décès du bénéficiaire de la pension, le conjoint survivant, s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

► Paiements des pensions d'invalidité au cours de l'année 2008

Tableau n°2008/87

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALGÉRIE	804	2 430 554,53	733 199,57	3 163 754,10
MAROC	485	1 928 488,40	386 473,38	2 314 961,78
TUNISIE	178	789 563,97	217 312,96	1 006 876,93
ISRAËL	43	114 486,45	203 248,52	317 734,97
ETATS-UNIS	24	106 448,69	181 557,99	288 006,68
TURQUIE	53	284 446,99	7 851,62	292 298,61
AUTRES PAYS	175	644 010	551 807	1 195 817,54
TOTAL	1 762	6 297 999,28	2 281 451,33	8 579 450,61

En 2008 comme en 1999, l'Algérie est le principal pays où sont versées les pensions d'invalidité.

En 2008, ce pays représente ainsi plus du tiers du montant total versé par la France (36,9%) devant le Maroc (27%). En 1999, la part de l'Algérie était plus importante (53,3%).

► Les pensions d'invalidité versées dans le cadre des accords internationaux

Graphique n°2008/69

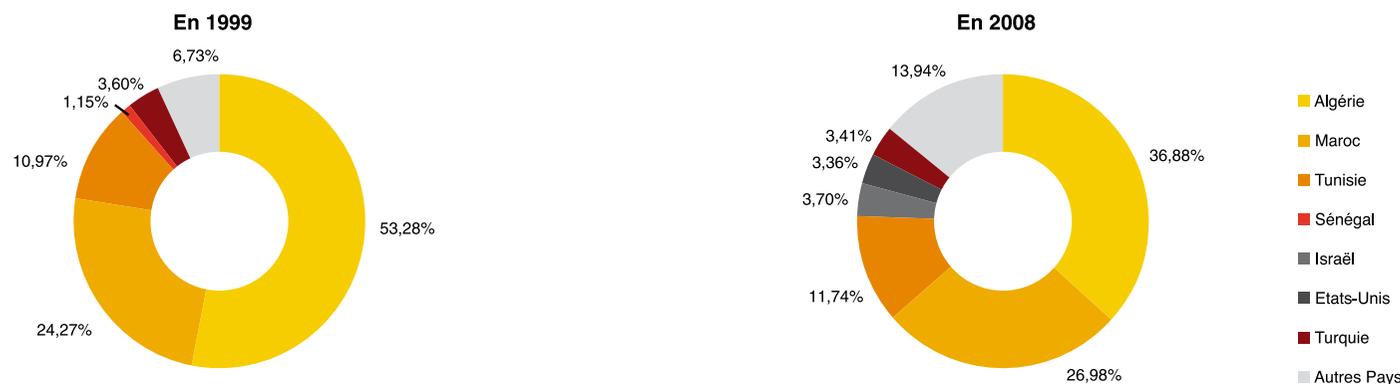




Tableau n°2008/88

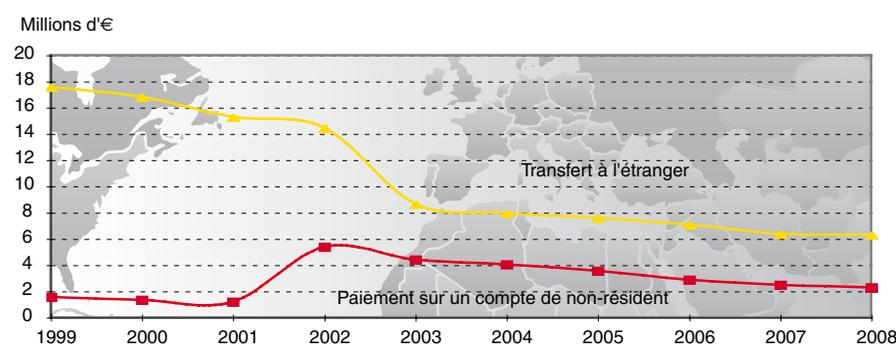
Evolution des paiements des pensions d'invalidité dans le cadre des accords internationaux

ANNÉES	PENSIONS D'INVALIDITÉ		PENSIONS DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TOTAL TRANSFÉRÉ (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE NON-RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	2 943	14 160 668,70	923	3 432 902,92	3 866	17 593 571,62		1 563 392,44		19 156 964,06	
2000	2 715	13 651 805,43	874	3 189 730,08	3 589	16 841 535,51	-4,27	1 330 975,90	-14,87	18 172 511,41	-5,14
2001	2 381	11 766 436,43	894	3 531 402,26	3 275	15 297 838,69	-9,17	1 187 015,69	-10,82	16 484 854,38	-9,29
2002	2 682	10 903 941,02	1 161	3 573 825,46	3 843	14 477 766,48	-5,36	5 376 755,83	352,96	19 854 522,31	20,44
2003	1 905	6 251 139,16	958	2 421 611,00	2 863	8 672 750,16	-40,10	4 406 124,75	-18,05	13 078 874,91	-34,13
2004	1 603	5 083 903,28	956	2 882 343,15	2 559	7 966 246,43	-8,15	4 050 879,80	-8,06	12 017 126,23	-8,12
2005	1 385	4 507 019,05	937	3 087 203,14	2 322	7 594 222,19	-4,67	3 568 316,86	-11,91	11 162 539,05	-7,11
2006	1 200	4 234 495,38	933	2 855 073,61	2 133	7 089 568,99	-6,65	2 867 065,00	-19,65	9 956 633,99	-10,80
2007	1 017	3 576 662,47	882	2 813 535,99	1 899	6 390 198,46	-9,86	2 483 732,73	-13,37	8 873 931,19	-10,87
2008	946	3 670 929,37	816	2 627 069,91	1 762	6 297 999,28	-1,44	2 281 451,33	-8,14	8 579 450,61	-3,32

(*) modification (Algérie, Maroc, Monaco, Tunisie, Turquie, Serbie-Monténégro)

Graphique n°2008/70

Montants des paiements des pensions d'invalidité versés depuis 1999

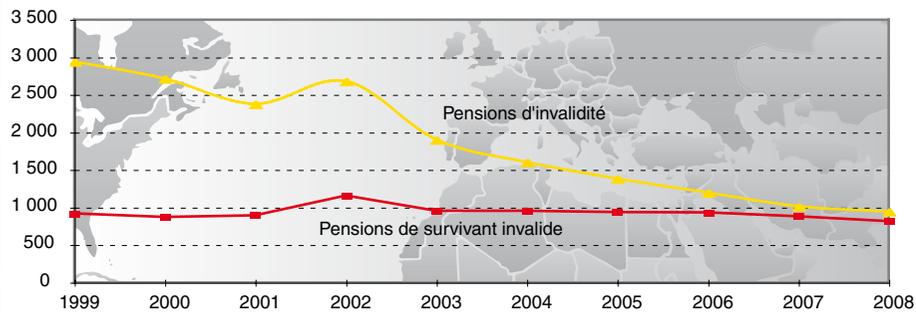


- Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de -54,4% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de -8,3%.
- Le montant global a également baissé (-55,2%) sur la même période, soit une diminution annuelle moyenne de -8,5%.
- En 2008, les montants transférés représentent 73,4% de l'ensemble des pensions versées à destination de ces pays (contre 91,8% en 1999).



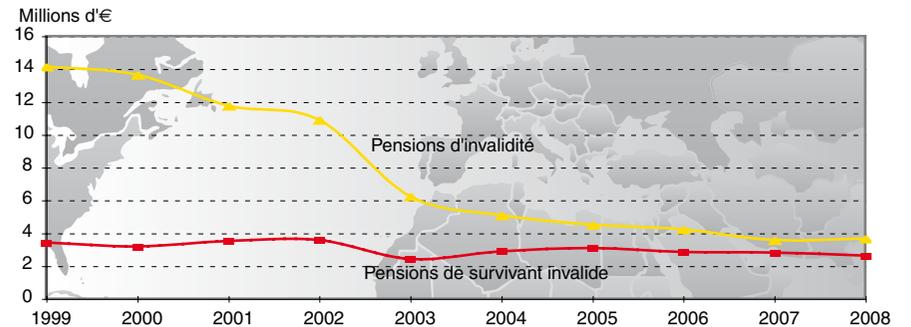
Graphique n°2008/71

► Nombre total de bénéficiaires de pensions d'invalidité depuis 1999



L'évolution du nombre de bénéficiaires présente une même tendance à la baisse sur les 10 années, plus accentuée pour les pensions d'invalidité (-67,9%) que pour les pensions de survivant invalide (-11,6%).

► Montants des paiements des pensions d'invalidité versés depuis 1999



Sur ces 10 dernières années, les montants transférés des pensions d'invalidité ont baissé, en moyenne, de -13,9% par an et les pensions de survivant invalide de -2,9% par an.





La pension de vieillesse est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré et du type de la pension. On distingue les pensions de vieillesse (droits propres) et les pensions de réversion (droits dérivés). Après le décès du pensionné, les proches peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une pension dite de réversion.

► Paiements de pensions de vieillesse au cours de l'année 2008

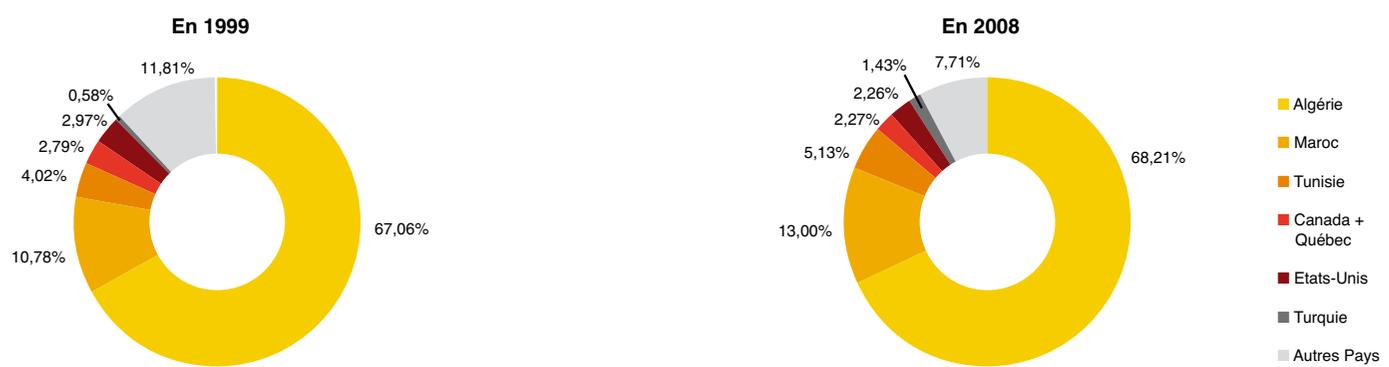
Tableau n° 2008/90

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS À L'ÉTRANGER (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALGÉRIE	470 037	1 120 506 202,62	280 803 828,08	1 401 310 030,70
MAROC	82 624	241 593 905,92	25 499 948,77	267 093 854,69
TUNISIE	32 260	99 133 210,20	6 166 854,36	105 300 064,56
CANADA (+ QUÉBEC)	20 800	37 028 627,93	9 552 960,01	46 581 587,94
ÉTATS-UNIS	15 937	29 776 471,90	16 703 838,41	46 480 310,31
TURQUIE	14 062	28 458 365,74	859 390,05	29 317 755,79
AUTRES	47 905	89 088 369,13	69 328 529,20	158 416 898,33
TOTAL	683 625	1 645 585 153,44	408 915 348,88	2 054 500 502,32

En 1999 comme en 2008, l'Algérie est le principal pays des accords internationaux où sont versées les pensions de vieillesse: elle reçoit les deux tiers des montants versés par la France.

► Les pensions de vieillesse versées dans le cadre des accords internationaux

Graphique n° 2008/72



Evolution des paiements de pensions de vieillesse dans le cadre des accords internationaux

Tableau n°2008/92

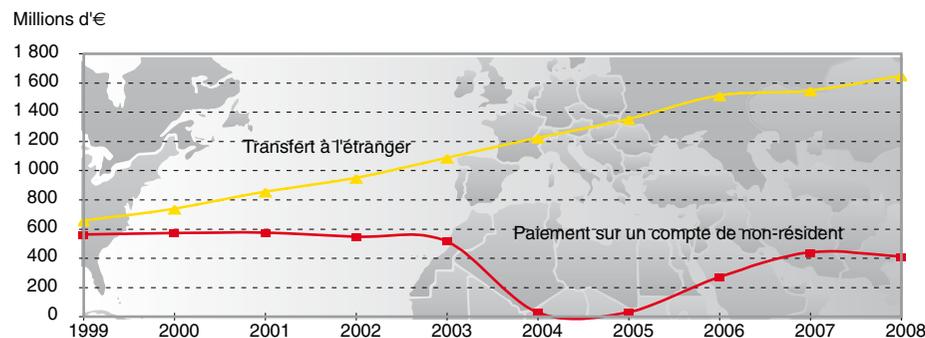
ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	330 623	461 068 482,77	161 830	192 541 044,75	492 453	653 609 527,52		557 280 283,35		1 210 889 810,87	
2000	345 260	514 981 579,02	172 306	219 209 047,52	517 566	734 190 626,54	12,33	568 547 277,17	2,02	1 302 737 903,71	7,59
2001	362 385	592 795 694,56	184 529	256 837 145,02	546 914	849 632 839,58	15,72	571 531 750,82	0,52	1 421 164 590,40	9,09
2002	366 789	655 298 405,63	194 391	289 424 700,62	561 180	944 723 106,25	11,19	542 925 312,12	-5,01	1 487 648 418,37	4,68
2003	381 154	749 071 005,29	206 374	334 327 104,10	587 528	1 083 398 109,39	14,68	511 860 451,15	-5,72	1 595 258 560,54	7,23
2004	385 727	1 182 668 748,59	207 558	36 186 937,35	593 285	1 218 855 685,94	12,50	26 119 765,25	-94,90	1 244 975 451,19	-21,96
2005	400 859	1 306 658 570,14	219 720	39 925 451,56	620 579	1 346 584 021,70	10,48	27 422 059,18	4,99	1 374 006 080,88	10,36
2006	413 261	1 265 793 281,65	236 028	243 978 116,24	649 289	1 509 771 397,89	12,12	265 138 732,00	866,88	1 774 910 129,89	29,18
2007	418 618	1 035 665 070,41	244 455	507 552 461,74	663 073	1 543 217 532,15	2,22	436 098 502,52	64,48	1 979 316 034,67	11,52
2008	427 167	1 091 409 129,93	256 458	554 176 023,51	683 625	1 645 585 153,44	6,63	408 915 348,88	-6,23	2 054 500 502,32	3,80

(*) modification (Canada et Polynésie Française)

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants des paiements de pensions de vieillesse versés depuis 1999

Graphique n°2008/73

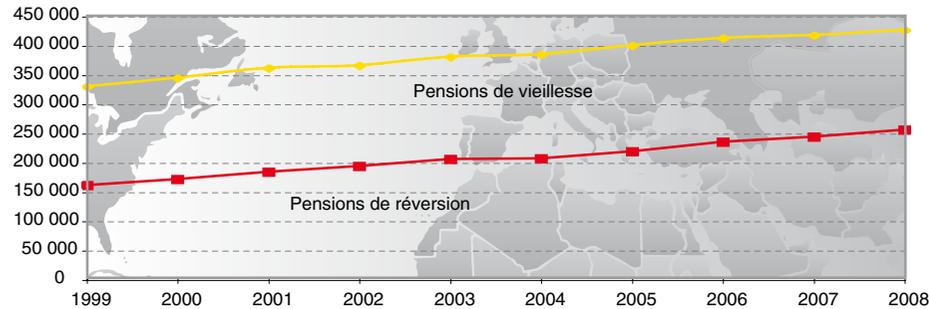


- Le nombre de pensionnés résidant dans les pays ayant signé un accord international a augmenté de 38,8% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 3.7%.
- Le montant global, quant à lui, a augmenté de 69,7% sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de 6%.
- En 2008, les montants transférés représentent près de 80% de l'ensemble des pensions versées à destination des pays ayant signé un accord international (contre 54% en 1999).



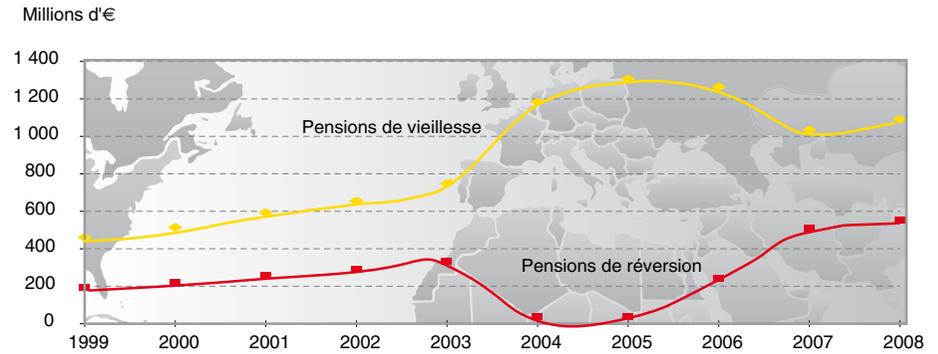
Graphique n°2008/74

► Nombre de bénéficiaires de pensions de vieillesse depuis 1999



L'évolution du nombre de bénéficiaires présente une même tendance à la hausse sur les 10 années, plus accentuée pour les pensions de réversion (+58,5%) que pour les pensions de vieillesse (+ 29,2%).

► Montants des paiements de pensions de vieillesse versés depuis 1999



Sur ces 10 dernières années, les pensions de vieillesse ont augmenté, en moyenne, de 10% par an et les pensions de réversion de 12,5% par an.



Evolution des paiements de pensions de vieillesse en Algérie

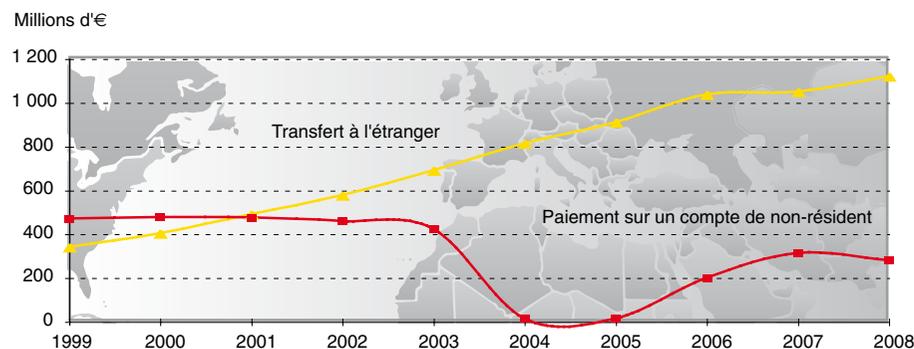
Tableau n°2008/93

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	210 646	222 943 876,08	121 799	118 487 838,97	332 445	341 431 715,05		470 559 493,43		811 991 208,48	
2000	220 320	263 198 828,08	130 438	140 479 921,47	350 758	403 678 749,55	18,23	477 789 261,47	1,54	881 468 011,02	8,56
2001	231 643	321 560 977,82	139 220	169 466 400,10	370 863	491 027 377,92	21,64	476 286 710,47	-0,31	967 314 088,39	9,74
2002	241 031	381 452 889,51	147 462	196 514 826,77	388 493	577 967 716,28	17,71	459 087 217,23	-3,61	1 037 054 933,51	7,21
2003	251 121	457 449 565,83	156 609	233 518 195,60	407 730	690 967 761,43	19,55	424 201 694,70	-7,60	1 115 169 456,13	7,53
2004	258 479	801 160 553,83	164 166	13 895 424,35	422 645	815 055 978,18	17,96	15 043 294,65	-96,45	830 099 272,83	-25,56
2005	265 968	896 939 827,55	172 226	14 938 465,99	438 194	911 878 293,54	11,88	15 133 296,72	0,60	927 011 590,26	11,67
2006	272 446	852 604 095,36	183 346	185 114 587,21	455 792	1 037 718 682,57	13,80	199 984 618,65	1 221,49	1 237 703 301,22	33,52
2007	271 974	674 360 521,08	189 086	376 873 952,33	461 060	1 051 234 473,41	1,30	314 017 506,81	57,02	1 365 251 980,22	10,31
2008	273 635	710 668 642,82	196 402	409 837 559,80	470 037	1 120 506 202,62	6,59	280 803 828,08	-10,58	1 401 310 030,70	2,64

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants des pensions de vieillesse versés à destination de l'Algérie

Graphique n°2008/75



- Le nombre de pensionnés résidant en Algérie a augmenté de 41,4% au cours de ces 10 dernières années.

- Le montant global, quant à lui, a augmenté de 72,6% sur la même période.

- En 2008, les montants transférés représentent près de 80% de l'ensemble des pensions versées à destination de l'Algérie (contre 42% en 1999).

- A partir de 2001, la part des montants payés directement en Algérie devient supérieure à celle des paiements sur un compte de non-résident.



Evolution des paiements de pensions de vieillesse au Canada et au Québec

Tableau n°2008/94

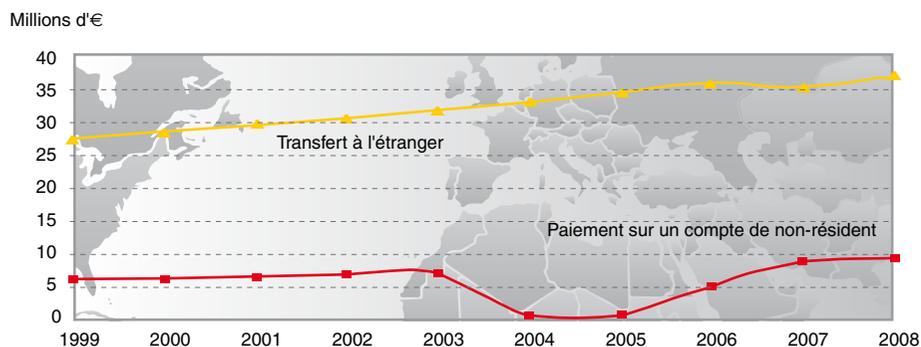
ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLU-TION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLU-TION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLU-TION		
1999	14 169	24 594 236,69	1 815	2 909 922,64	15 984	27 504 159,33		6 306 428,39		33 810 587,72	
2000	14 552	25 352 426,43	1 889	3 023 878,60	16 441	28 376 305,03	3,17	6 367 457,72	0,97	34 743 762,75	2,76
2001	15 054	26 251 132,95	2 037	3 240 499,71	17 091	29 491 632,66	3,93	6 623 940,45	4,03	36 115 573,11	3,95
2002	15 672	27 191 091,41	2 132	3 371 258,42	17 804	30 562 349,83	3,63	6 938 487,73	4,75	37 500 837,56	3,84
2003	16 298	28 173 715,38	2 221	3 547 890,17	18 519	31 721 605,55	3,79	7 303 136,62	5,26	39 024 742,17	4,06
2004	16 800	32 107 292,72	2 277	1 214 212,00	19 077	33 321 504,72	5,04	963 805,12	-86,80	34 285 309,84	-12,14 (1)
2005	17 112	33 308 922,52	2 322	1 237 124,07	19 434	34 546 046,59	3,67	1 017 549,44	5,58	35 563 596,03	3,73 (1)
2006	17 296	33 213 458,02	2 329	2 635 928,56	19 625	35 849 386,58	3,77	5 201 384,13	411,17	41 050 770,71	15,43
2007	17 529	31 647 679,08	2 328	3 691 836,11	19 857	35 339 515,19	-1,42	9 105 010,86	75,05	44 444 526,05	8,27 (*)
2008	18 417	33 208 859,41	2 383	3 819 768,52	20 800	37 028 627,93	4,78	9 552 960,01	4,92	46 581 587,94	4,81

(*) modification (Canada)

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants de pensions de vieillesse versés à destination du Canada et du Québec

Graphique n°2008/76



- Le nombre de pensionnés résidant au Canada et au Québec a augmenté de 30,1% au cours de ces 10 dernières années.
- Le montant global, quant à lui, a augmenté de 37,8% sur la même période.
- En 2008, les montants transférés représentent près de 80% de l'ensemble des pensions versées à destination du Canada et du Québec (cette part est restée stable depuis 1999).

Evolution des paiements de pensions de vieillesse aux Etats-Unis

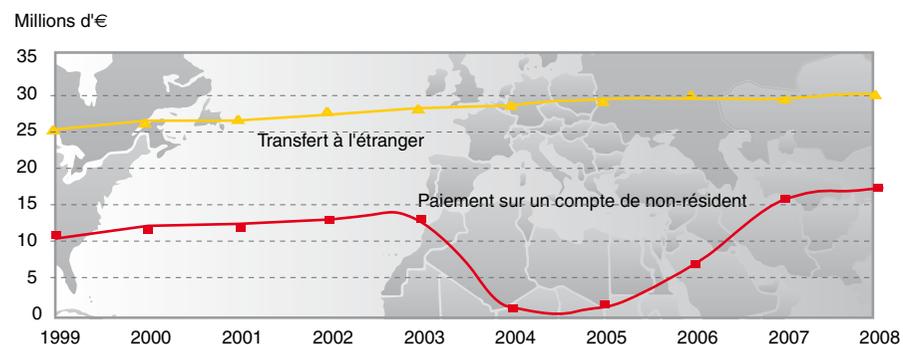
Tableau n°2008/95

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	12 529	22 941 015,64	1 217	2 241 767,51	13 746	25 182 783,15		10 726 142,81		35 908 925,96	
2000	12 886	23 467 951,15	1 211	2 248 616,25	14 097	25 716 567,40	2,12	11 525 464,28	7,45	37 242 031,68	3,71
2001	13 177	24 141 494,05	1 226	2 214 934,40	14 403	26 356 428,45	2,49	11 962 992,78	3,80	38 319 421,23	2,89
2002	13 646	24 939 573,08	1 214	2 180 046,01	14 860	27 119 619,09	2,90	12 672 905,00	5,93	39 792 524,09	3,84
2003	13 902	25 355 060,87	1 212	2 154 575,45	15 114	27 509 636,32	1,44	13 078 600,97	3,20	40 588 237,29	2,00
2004	14 203	27 739 444,46	1 208	537 849,76	15 411	28 277 294,22	2,79	1 345 618,53	-89,71	29 622 912,75	-27,02
2005	14 423	28 417 697,59	1 210	565 287,58	15 633	28 982 985,17	2,50	1 384 759,42	2,91	30 367 744,59	2,51
2006	14 595	27 942 198,43	1 219	1 251 697,87	15 814	29 193 896,30	0,73	6 923 403,61	399,97	36 117 299,91	18,93
2007	14 544	26 760 095,98	1 214	2 111 770,36	15 758	28 871 866,34	-1,10	15 760 132,75	127,64	44 631 999,09	23,58
2008	14 742	27 606 510,67	1 195	2 169 961,23	15 937	29 776 471,90	3,13	16 703 838,41	5,99	46 480 310,31	4,14

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants de pensions de vieillesse versés à destination des Etats-Unis

Graphique n°2008/77



- Le nombre de pensionnés résidant aux Etats-Unis a augmenté de 15,9% au cours de ces 10 dernières années.
- Le montant global, quant à lui, a augmenté de 29,4% sur la même période.
- En 2008, les montants transférés représentent près de 64% de l'ensemble des pensions versées à destination des Etats-Unis (cette part est restée relativement stable : 70% en 1999).



Evolution des paiements de pensions de vieillesse au Maroc

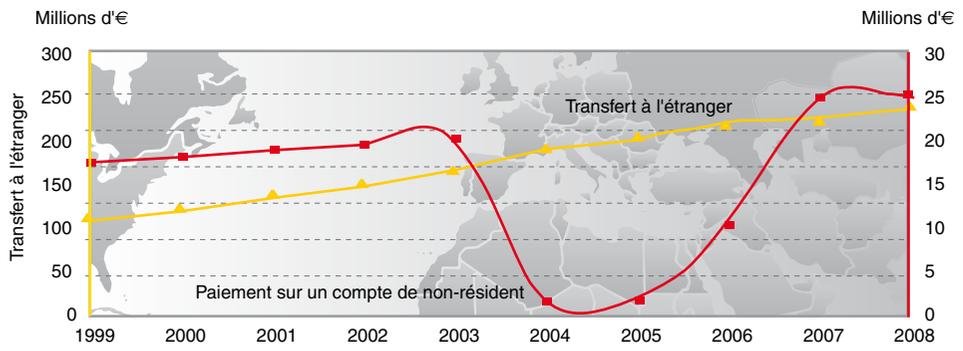
Tableau n°2008/96

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	34 548	82 670 180,02	13 448	30 175 851,33	47 996	112 846 031,35		17 641 133,85		130 487 165,20	
2000	36 075	88 481 054,22	15 097	34 221 755,06	51 172	122 702 809,28	8,73	18 256 428,12	3,49	140 959 237,40	8,03
2001	37 471	96 547 134,08	17 703	40 855 633,24	55 174	137 402 767,32	11,98	19 068 352,02	4,45	156 471 119,34	11,00
2002	39 070	105 715 778,65	19 639	45 810 644,75	58 709	151 526 423,40	10,28	19 621 004,69	2,90	171 147 428,09	9,38
2003	40 667	115 048 303,59	21 841	51 561 227,77	62 508	166 609 531,36	9,95	20 483 180,73	4,39	187 092 712,09	9,32
2004	42 136	172 348 338,75	24 068	15 904 066,96	66 204	188 252 405,71	12,99	1 731 305,64	-91,55	189 983 711,35	1,55
2005	43 720	187 197 652,80	26 537	18 044 327,62	70 257	205 241 980,42	9,02	2 075 273,88	19,87	207 317 254,30	9,12
2006	45 586	190 866 945,33	29 431	31 422 821,89	75 017	222 289 767,22	8,31	10 534 650,75	407,63	232 824 417,97	12,30
2007	47 163	149 386 941,48	30 434	77 270 051,82	77 597	226 656 993,30	1,96	25 137 020,50	138,61	251 794 013,80	8,15
2008	49 582	156 873 345,61	33 042	84 720 560,31	82 624	241 593 905,92	6,59	25 499 948,77	1,44	267 093 854,69	6,08

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants de pensions de vieillesse versés à destination du Maroc

Graphique n°2008/78



- Le nombre de pensionnés résidant au Maroc a augmenté de 72,1% au cours de ces 10 dernières années.
- Le montant global, quant à lui, a augmenté de 104,7% sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de 8%.
- En 2008, les montants transférés représentent près de 90,5% de l'ensemble des pensions versées à destination du Maroc (cette part est restée relativement stable : 86,5% en 1999).

Evolution des paiements de pensions de vieillesse en Tunisie

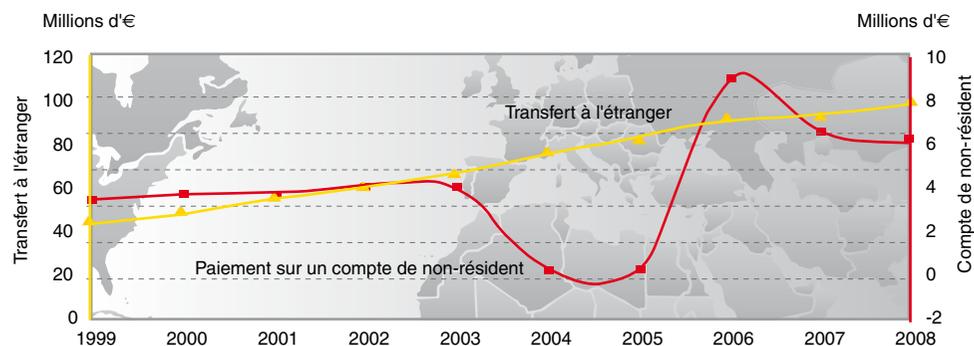
Tableau n°2008/97

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	14 121	37 353 517,52	3 603	7 682 673,86	17 724	45 036 191,38		3 597 936,28		48 634 127,66	
2000	14 887	40 922 176,45	4 078	8 767 774,86	18 965	49 689 951,31	10,33	3 677 509,53	2,21	53 367 460,84	9,73
2001	15 853	45 218 117,61	4 770	10 538 012,01	20 623	55 756 129,62	12,21	3 802 500,56	3,40	59 558 630,18	11,60
2002	16 415	49 035 453,66	5 264	12 041 347,00	21 679	61 076 800,66	9,54	4 036 441,55	6,15	65 113 242,21	9,33
2003	17 170	52 933 125,15	5 985	13 995 376,97	23 155	66 928 502,12	9,58	4 033 149,48	-0,08	70 961 651,60	8,98
2004	17 848	74 195 224,57	6 594	1 371 593,93	24 442	75 566 818,50	12,91	263 418,87	-93,47	75 830 237,37	6,86
2005	18 828	81 900 662,34	7 447	1 610 749,30	26 275	83 511 411,64	10,51	249 491,91	-5,29	83 760 903,55	10,46
2006	19 726	78 364 352,66	8 512	12 439 563,51	28 238	90 803 916,17	8,73	9 073 927,09	3 536,96	99 877 843,26	19,24
2007	20 700	68 290 737,03	9 551	24 741 057,64	30 251	93 031 794,67	2,45	6 553 287,87	-27,78	99 585 082,54	-0,29
2008	21 564	71 052 472,52	10 696	28 080 737,68	32 260	99 133 210,20	6,56	6 166 854,36	-5,90	105 300 064,56	5,74

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Montants de pensions de vieillesse versés à destination de la Tunisie

Graphique n°2008/79



- Le nombre de pensionnés résidant en Tunisie a augmenté de 82% au cours de ces 10 dernières années.
- Le montant global, quant à lui, a augmenté de 116,5% sur la même période; soit une augmentation annuelle moyenne de 9%.
- En 2008, les montants transférés représentent près de 94% de l'ensemble des pensions versées à destination de la Tunisie (cette part est restée stable depuis 1999).



Tableau n°2008/98

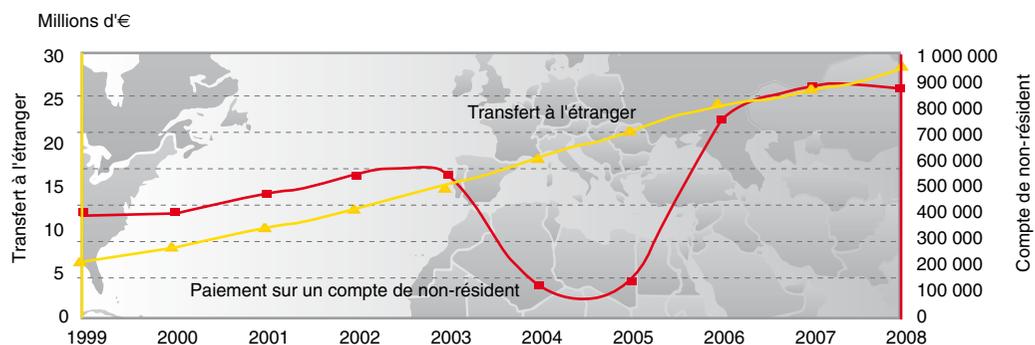
Evolution des paiements de pensions de vieillesse en Turquie

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	3 579	4 868 503,88	1 012	1 793 340,39	4 591	6 661 844,27		331 515,96		6 993 360,23	
2000	4 347	6 198 085,54	1 227	2 077 388,92	5 574	8 275 474,46	24,22	347 324,59	4,77	8 622 799,05	23,30
2001	5 012	7 646 328,28	1 453	2 605 028,20	6 465	10 251 356,48	23,88	408 147,45	17,51	10 659 503,93	23,62
2002	5 943	9 456 033,12	1 754	3 127 964,23	7 697	12 583 997,35	22,75	492 506,32	20,67	13 076 503,67	22,67
2003	6 861	11 203 253,53	2 125	3 862 031,04	8 986	15 065 284,57	19,72	505 672,99	2,67	15 570 957,56	19,08
2004	7 668	17 851 926,00	2 491	375 583,60	10 159	18 227 509,60	20,99	42 911,80	-91,51	18 270 421,40	17,34
2005	8 283	20 767 341,48	2 789	436 713,33	11 072	21 204 054,81	16,33	52 984,46	23,47	21 257 039,27	16,35
2006	9 097	19 620 930,72	3 226	4 805 087,20	12 323	24 426 017,92	15,20	717 192,63	1 253,59	25 143 210,55	18,28
2007	9 644	18 609 163,62	3 470	7 186 531,51	13 114	25 795 695,13	5,61	872 859,72	21,71	26 668 554,85	6,07
2008	10 283	20 437 330,53	3 779	8 021 035,21	14 062	28 458 365,74	10,32	859 390,05	-1,54	29 317 755,79	9,93

(1): Pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

Graphique n°2008/80

Montants de pensions de vieillesse versés à destination de la Turquie



- Le nombre de pensionnés résidant en Turquie a augmenté de 206% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 13,2%.
- Le montant global, quant à lui, a augmenté de 319% sur la même période, soit une évolution annuelle moyenne de +17,2%.
- En 2008, les montants transférés représentent près de 97% de l'ensemble des pensions versées à destination de la Turquie (cette part est restée stable depuis 1999).

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non cadres).

On distingue les allocations de retraite (droit propre du salarié) et les allocations de réversion (attribuée aux ayants droit de l'assuré décédé).

► Paiements des allocations de retraite complémentaire au cours de l'année 2008

Tableau n°2008/99

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALGÉRIE	370 336	185 628 143,55	56 110 723,29	241 738 866,84
MAROC	55 499	60 565 161,00	19 696 602,00	80 261 763,00
TUNISIE	25 231	20 821 865,00	3 990 472,00	24 812 337,00
NOUVELLE-CALÉDONIE	20 531	7 326 624,38	50 797 681,56	58 124 305,94
ETATS-UNIS	9 123	11 681 744,00	19 268 253,00	30 949 997,00
MONACO	7 435	9 774 803,00	25 387 414,00	35 162 217,00
AUTRES PAYS	51 231	46 028 912,25	49 496 353,58	95 525 265,83
TOTAL	539 386	341 827 253,18	224 747 499,43	566 574 752,61

En 2008 comme en 1999, l'Algérie est le principal pays où sont versées les allocations de retraite complémentaire; il reçoit plus de 42% des montants versés par la France en 2008 (46,8% en 1999).

► Les allocations de retraite complémentaire dans le cadre des accords internationaux

Graphique n°2008/81

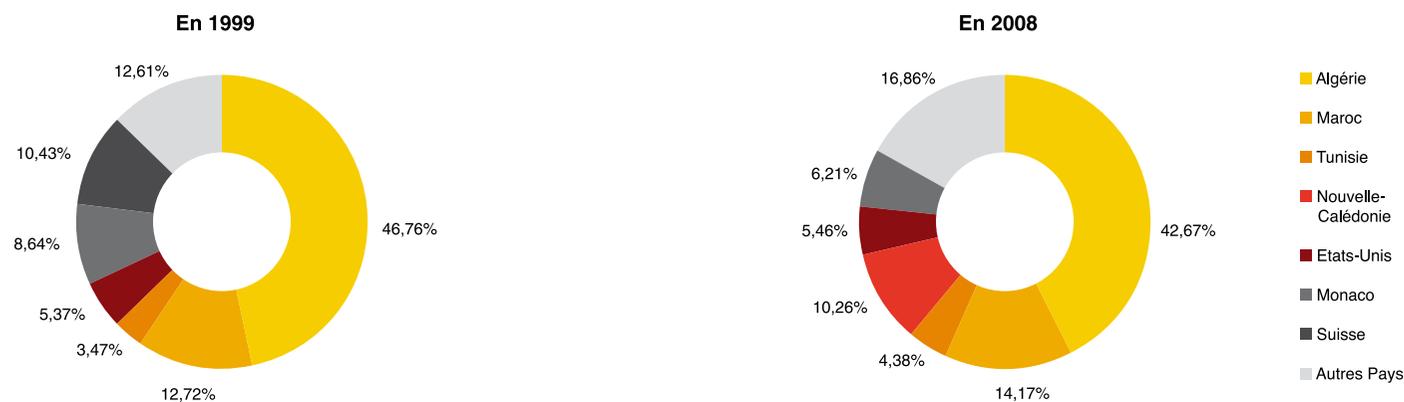




Tableau n°2008/100

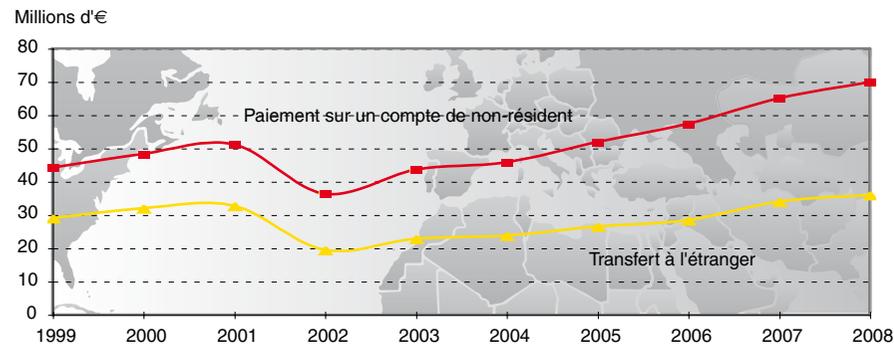
Evolution des paiements des allocations de retraite complémentaire dans le cadre des accords internationaux Régime de l'AGIRC

ANNÉES	ALLOCATIONS DE RETRAITE		ALLOCATIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	6 587	21 864 090,89	2 340	7 153 877,89	8 927	29 017 968,78		44 163 942,20		73 181 910,98	
2000	6 934	24 533 836,93	2 421	7 501 067,44	9 355	32 034 904,37	10,40	48 367 655,31	9,52	80 402 559,68	9,87
2001	7 163	25 072 073,82	2 450	7 642 872,17	9 613	32 714 945,99	2,12	51 138 351,66	5,73	83 853 297,65	4,29
2002	5 552	15 152 379,44	1 686	4 285 922,08	7 238	19 438 301,52	-40,58	36 332 955,61	-28,95	55 771 257,13	-33,49
2003	6 813	18 254 207,00	1 864	4 588 067,00	8 677	22 842 274,00	17,51	43 613 731,00	20,04	66 456 005,00	19,16
2004	6 951	18 992 307,00	2 052	4 752 634,00	9 003	23 744 941,00	3,95	45 745 088,00	4,89	69 490 029,00	4,57
2005	7 778	21 437 448,96	2 159	5 062 724,34	9 937	26 500 173,30	11,60	51 856 693,15	13,36	78 356 866,45	12,76
2006	8 489	23 077 060,92	2 283	5 370 237,62	10 772	28 447 298,54	7,35	57 370 452,44	10,63	85 817 750,98	9,52 (*)
2007	9 580	28 186 821,73	2 424	5 850 745,62	12 004	34 037 567,35	19,65	65 025 555,69	13,34	99 063 123,04	15,43 (*)
2008	10 223	30 513 149,09	2 431	5 517 048,24	12 654	36 030 197,33	5,85	69 873 632,06	7,46	105 903 829,39	6,91

* modification

Graphique n°2008/82

Montants des allocations de retraite complémentaire versés depuis 1999



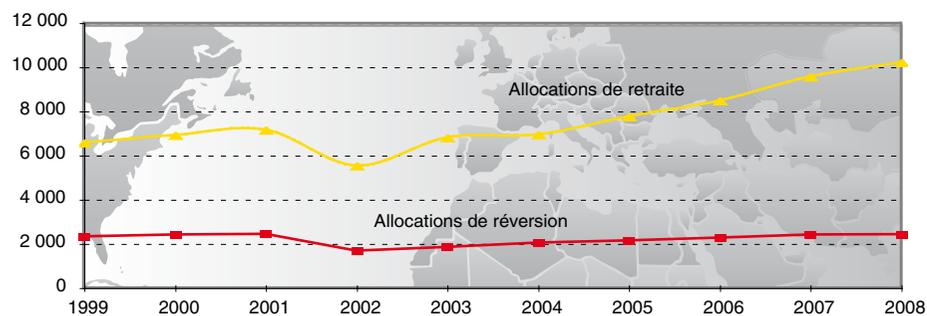
- Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 42% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 4%.
- Le montant global a augmenté de 45% sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de 4%.
- En 2008, les montants versés sur un compte de non résident en France représentent les deux tiers du montant total.





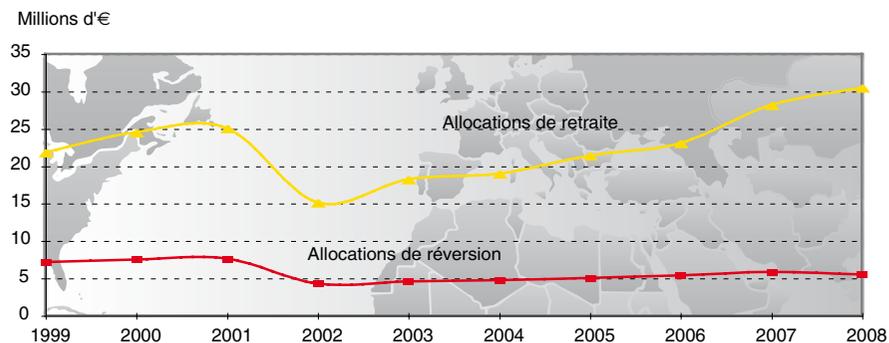
Graphique n°2008/83

► Nombre de bénéficiaires d'allocations de retraite complémentaire depuis 1999



L'évolution du nombre de bénéficiaires présente une même tendance à la hausse sur ces 10 années, nettement plus accentuée pour les allocations de retraite (+55,2%) que pour les allocations de réversion (+ 4%).

► Montants des allocations de retraite complémentaire versés depuis 1999



Les montants des allocations de retraite ont augmenté, en moyenne, de 3,8% par an tandis que ceux des allocations de réversion ont baissé (-2,8%) par an sur ces 10 dernières années.





Tableau n°2008/101

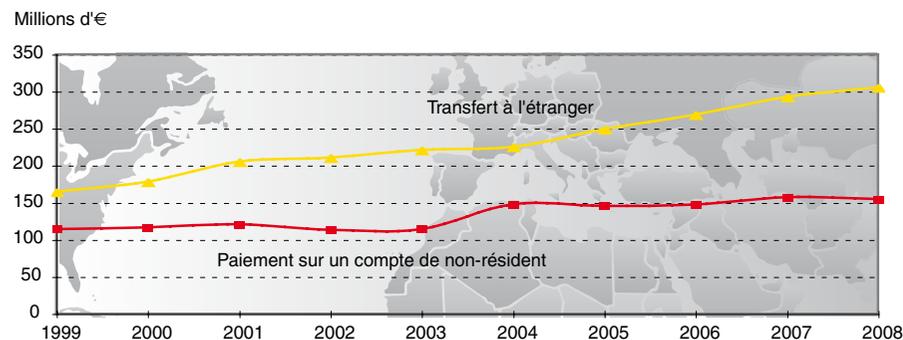
Evolution des paiements des allocations de retraite complémentaire dans le cadre des accords internationaux Régime de l'ARRCO

ANNÉES	ALLOCATIONS DE RETRAITE		ALLOCATIONS DE RÉVERSION		TOTAL					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	267 647	118 405 622,96	142 176	46 359 246,07	409 823	164 764 869,03		114 382 479,43		279 147 348,46	
2000	299 846	131 419 107,41	148 388	46 958 604,62	448 234	178 377 712,03	8,26	116 620 651,34	1,96	294 998 363,37	5,68
2001	325 654	151 477 767,00	155 607	53 633 370,69	481 261	205 111 137,69	14,99	121 054 665,00	3,80	326 165 802,69	10,57
2002	325 996	156 192 573,73	149 476	54 843 230,00	475 472	211 035 803,73	2,89	113 401 480,78	-6,32	324 437 284,51	-0,53
2003	337 977	161 115 955,00	158 029	59 986 019,00	496 006	221 101 974,00	4,77	114 171 579,00	0,68	335 273 553,00	3,34
2004	340 659	162 784 217,11	153 615	62 609 067,57	494 274	225 393 284,68	1,94	147 941 041,62	29,58	373 334 326,30	11,35
2005	335 830	175 403 775,88	164 924	74 013 482,42	500 754	249 417 258,30	10,66	145 601 994,69	-1,58	395 019 252,99	5,81
2006	342 211	186 669 967,15	172 016	81 936 508,37	514 227	268 606 475,52	7,69	147 360 490,00	1,21	415 966 965,52	5,30 (*)
2007	344 202	201 410 553,35	179 097	91 237 690,81	523 299	292 648 244,16	8,95	157 339 453,28	6,77	449 987 697,44	8,18 (*)
2008	343 419	208 161 372,96	183 313	97 635 682,89	526 732	305 797 055,85	4,49	154 873 867,37	-1,57	460 670 923,22	2,37

* modification

Graphique n°2008/84

Montants des allocations de retraite complémentaire versés depuis 1999

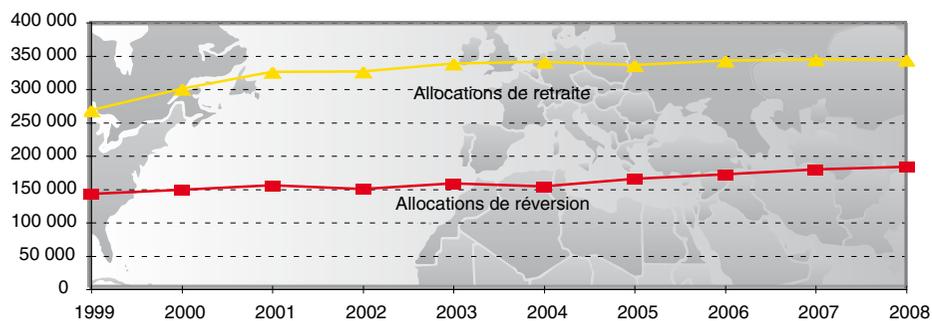


- Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international a augmenté de 28,5% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,8%.
- Le montant global, quant à lui, a augmenté de 65% sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,7%.
- En 2008, les montants transférés représentent les deux tiers (66,4%) des allocations versées dans ces pays (cette part est restée stable depuis 1999).



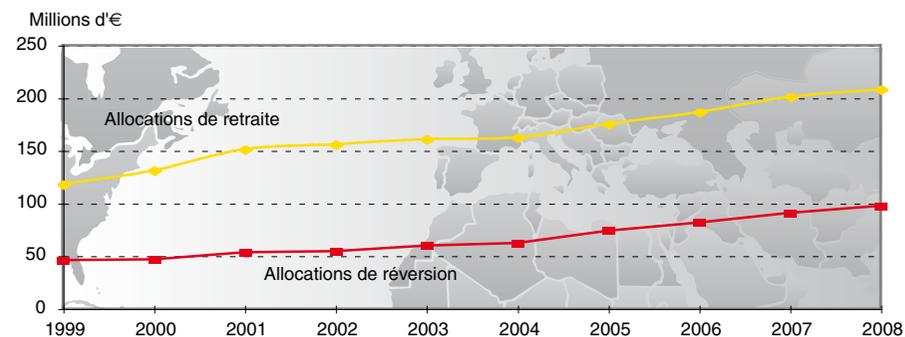
Graphique n° 2008/85

► Nombre total de bénéficiaires d'allocations de retraite complémentaire depuis 1999



L'évolution du nombre de bénéficiaires présente une même tendance à la hausse sur les 10 années, presque aussi importante pour les allocations de retraite (+28,3%) que pour les allocations de réversion (+28,9%).

► Montants des allocations de retraite complémentaire versés depuis 1999



Les montants des allocations de retraite ont augmenté, en moyenne, de 6,5% par an ainsi que ceux des allocations de réversion (+8,6% par an) sur ces 10 dernières années.





L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire, versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et ne dispose pas de ressources personnelles supérieures à un certain montant.

► Paiements des allocations de veuvage au cours de l'année 2008

Tableau n°2008/103

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALGÉRIE	814	8 723 412,32	221 926,76	8 945 339,08
MAROC	302	3 562 718,26	13 357,92	3 576 076,18
TUNISIE	86	986 385,27	0,00	986 385,27
MALI	5	201 015,39	0,00	201 015,39
SÉNÉGAL	17	246 665,17	0,00	246 665,17
TURQUIE	4	56 797,66	0,00	56 797,66
AUTRES PAYS	15	245 610,22	5 568,76	251 178,98
TOTAL	1 243	14 022 604,29	240 853,44	14 263 457,73

En 2008 comme en 1999, l'Algérie est le principal pays des accords internationaux où sont versées les allocations de veuvage ; il reçoit plus des deux tiers des montants versés par la France.

► Les allocations de veuvage versées dans le cadre des accords internationaux

Graphique n°2008/86

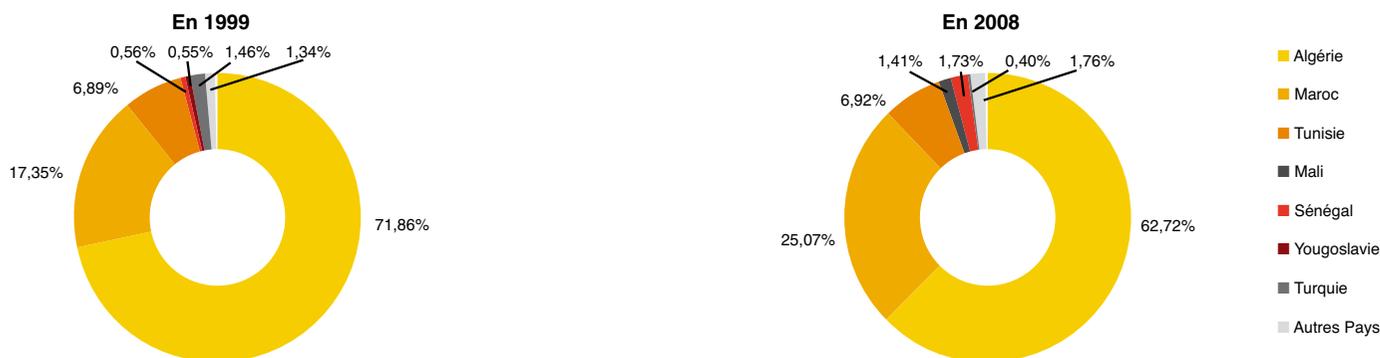




Tableau n° 2008/104

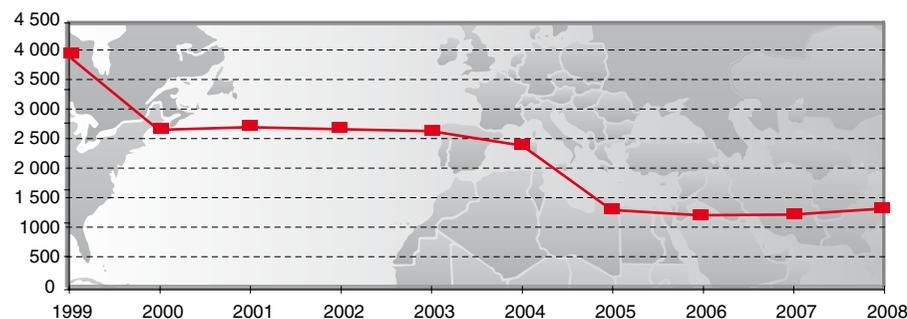
Evolution des paiements d'allocations de veuvage dans le cadre des accords internationaux

ANNÉES	ALLOCATIONS DE VEUVAGE				TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLU-TION
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ À L'ÉTRANGER (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)		
1999	3 914	21 819 136,64		5 528 230,99	27 347 367,63	
2000	2 660	21 182 392,91	-2,92	4 150 338,53	25 332 731,44	-7,37
2001	2 683	21 927 349,39	3,52	2 655 993,00	24 583 342,39	-2,96
2002	2 640	22 460 328,63	2,43	1 933 308,11	24 393 636,74	-0,77
2003	2 579	23 229 670,19	3,43	1 447 008,00	24 676 678,19	1,16
2004	2 321	28 467 290,18	22,55	1 382 339,00	29 849 629,18	20,96
2005	1 195	20 993 238,77	-26,25	687 508,00	21 680 746,77	-27,37
2006	1 135	17 004 173,75	-19,00	392 906,25	17 397 080,00	-19,76
2007	1 152	15 924 859,54	-6,35	271 785,73	16 196 645,27	-6,90
2008	1 243	14 022 604,29	-11,95	240 853,44	14 263 457,73	-11,94

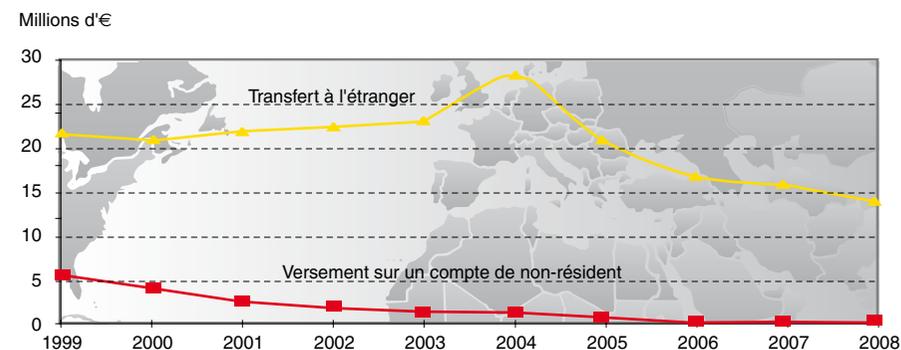
- Le nombre de bénéficiaires a diminué de 68,2% au cours de ces 10 dernières années.
- Le montant global a également baissé sur la même période : - 47,8%.
- En 2008, les montants transférés représentent la quasi-totalité des allocations versées aux pays ayant signé un accord international : 98,3% du montant global (cette part a augmenté continuellement depuis 1999).

Graphique n° 2008/87

Nombre de bénéficiaires d'allocations de veuvage depuis 1999



Montants des paiements d'allocations de veuvage versés depuis 1999





L'allocation décès est une indemnité versée sous forme de capital aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Tableau n°2008/106

► Paiements de prestations d'assurance décès au cours de l'année 2008

PAYS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS TRANSFÉRÉS (EUROS)	MONTANTS VERSÉS SUR UN COMPTE DE NON-RÉSIDENT (EUROS)	MONTANT TOTAL (EUROS)
ALGÉRIE	24	85 307,99	0,00	85 307,99
MAROC	11	32 985,10	0,00	32 985,10
TUNISIE	3	18 169,30	0,00	18 169,30
CANADA (+ QUÉBEC)	2	8 187,40	0,00	8 187,40
GABON	1	8 227,00	0,00	8 227,00
NOUVELLE-CALÉDONIE	2	7 957,00	0,00	7 957,00
AUTRES PAYS	8	27 153,80	10 424,80	37 578,60
TOTAL	51	187 987,59	10 424,80	198 412,39

En 2008, l'Algérie est le principal pays des accords internationaux où sont versées les allocations de décès alors qu'en 1999 il s'agissait du Maroc.

Graphique n°2008/88

► Les prestations d'assurance décès versées dans le cadre des accords internationaux

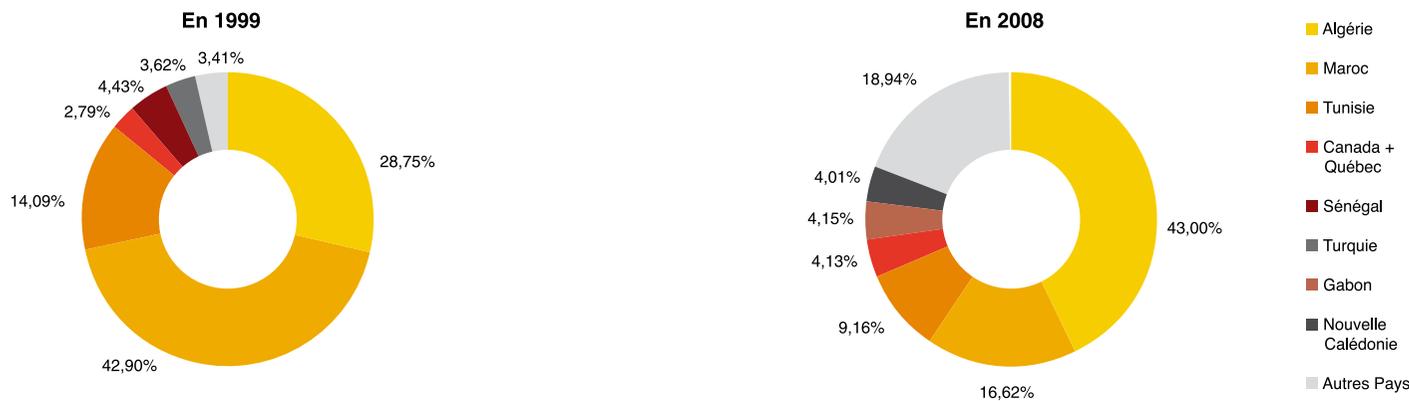




Tableau n° 2008/107

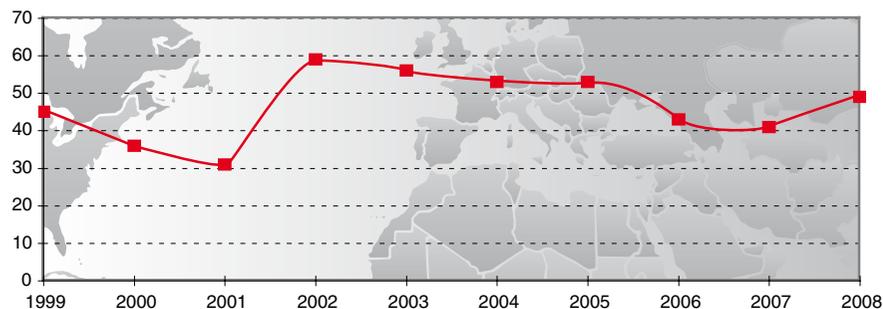
► Evolution des paiements de prestations en espèces d'assurance décès dans le cadre des accords internationaux

ANNÉES	ALLOCATIONS DE DÉCÈS					TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT TRANSFÉRÉ (EUROS)	% ÉVOLUTION	MONTANT VERSÉ SUR UN COMPTE DE NON RÉSIDENT (EUROS)	% ÉVOLUTION		
1999	45	146 473,16		9 134,30		155 607,46	
2000	36	88 102,11	-39,85	21 831,31	139,00	109 933,42	-29,35
2001	31	99 095,28	12,48	15 525,70	-28,88	114 620,98	4,26
2002	59	204 910,51	106,78	21 035,34	35,49	225 945,85	97,12
2003	56	174 420,11	-14,88	23 808,35	13,18	198 228,46	-12,27
2004	53	177 651,03	1,85	29 912,02	25,64	207 563,05	4,71
2005	53	188 612,78	6,17	26 744,76	-10,59	215 357,54	3,76
2006	43	151 953,30	-19,44	21 206,87	-20,71	173 160,17	-19,59
2007	41	152 233,03	0,18	32 091,82	51,33	184 324,85	6,45
2008	49	178 603,69	17,32	10 424,80	-67,52	189 028,49	2,55

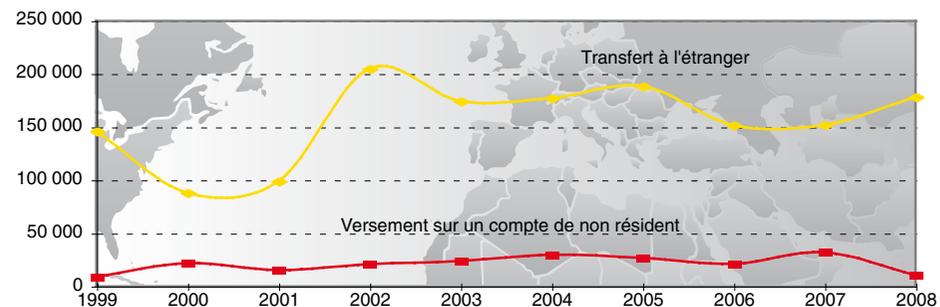
- Le nombre de bénéficiaires a augmenté de 8,9% au cours de ces 10 dernières années.
- Le montant global, quant à lui, a augmenté de 21,5% sur la même période.
- En 2008, les montants transférés représentent la quasi-totalité des allocations versées aux pays ayant signé un accord international : 94,5% du montant global (cette part est restée assez stable depuis 1999).

Graphique n° 2008/89

► Nombre de bénéficiaires de prestations en espèces d'assurance décès depuis 1999



► Montants des paiements de prestations en espèces d'assurance décès versés depuis 1999





RESTE DU MONDE

Evolution de l'ensemble des pensions, rentes et allocations versées dans le reste du monde

Tableau n°2008/109

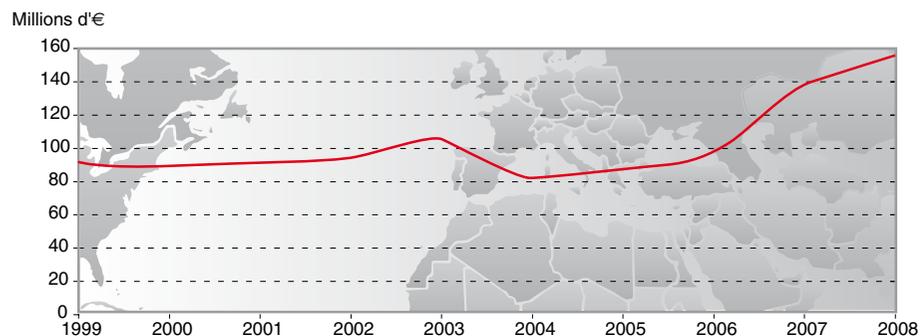
ANNÉES	RENTES AT	PENSIONS D'INVALIDITÉ	PENSIONS DE VIEILLESSE	RETRAITES COMPLÉMENTAIRES	ALLOCATIONS DE DE VEUVAGE	ASSURANCE DÉCÈS	TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
1999	901 421,63	714 376,83	40 446 607,96	47 436 308,88	11 845,44	0,00	89 510 560,74	
2000	804 594,64	359 944,03	40 927 798,93	45 263 741,71	0,00	0,00	87 356 079,31	-2,41
2001	762 282,63	327 628,88	40 467 176,14	48 110 523,85	21 330,00	2 761,00	89 691 702,50	2,67
2002	863 340,57	475 030,37	42 517 938,84	48 339 090,22	21 477,00	8 955,62	92 225 832,62	2,83
2003	798 918,69	398 517,92	44 278 034,10	57 742 536,51	10 100,00	0,00	103 228 107,22	11,93
2004	597 618,49	420 330,12	24 897 712,85	53 237 106,21	4 294,20	3 306,60	79 160 368,47	-23,32
2005	700 134,53	505 542,26	26 057 328,02	57 842 242,35	3 321,41	0,00	85 108 568,57	7,51
2006	666 194,79	652 545,87	35 422 799,16	57 397 371,30	13 457,78	0,00	94 152 368,90	10,63
2007	1 005 530,93	640 556,81	53 559 493,71	82 995 571,22	22 532,32	0,00	138 223 684,99	46,81
2008	1 015 787,86	866 512,21	58 045 789,02	91 625 299,61	22 816,38	0,00	151 576 205,08	9,66

(1) Concernant le risque vieillesse, pour 2004 et 2005, le régime général n'a pu nous transmettre que des données partielles.

(*) modification (les risques : rentes - accidents du travail, pensions d'invalidité et retraites complémentaires)

Montants des paiements de pensions, rentes et allocations effectués depuis 1999 à destination du reste du monde

Graphique n°2008/90



- Le montant global a augmenté de 69,3% au cours de ces 10 dernières années soit une augmentation annuelle moyenne de 6%.
- Sur cette même période, les pensions de vieillesse et retraites complémentaires représentent plus de 98 % du montant total versé.



Emploi



Partie 4

ASSURANCE CHÔMAGE



► RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

► Assurance chômage

Prestations de chômage versées aux chômeurs qui se rendent dans un Etat membre autre que l'Etat compétent pour y chercher un emploi (R. 1408/71, art. 69.1) ou qui se mettent à la disposition des services pour l'emploi de l'Etat membre de résidence ou y retournent (R. 1408/71, art. 69.1 - renvoi art. 71 b) ii) 2° phrase).

Ces prestations sont servies par les ASSEDIC pour le compte des institutions compétentes des autres Etats-membres.

Tableau n°2008/115

ETATS COMPÉTENTS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT TOTAL DES PRESTATIONS VERSÉES EN €	ETATS COMPÉTENTS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT TOTAL DES PRESTATIONS VERSÉES EN €
ALLEMAGNE	282	17 967	476 794,65	LITUANIE	3	379	21 256,00
AUTRICHE	34	2 235	69 767,13	LUXEMBOURG	20	1 331	81 221,84
BELGIQUE	614	36 766	1 006 790,81	MALTE	0	0	0,00
BULGARIE	0	0	0,00	NORVÈGE	4	283	14 395,82
CHYPRE	1	90	2 825,28	PAYS-BAS	41	2 460	108 414,07
DANEMARK	47	2 844	135 024,40	POLOGNE	1	88	377,52
ESPAGNE	145	7 055	181 056,77	PORTUGAL	54	3 187	52 782,62
ESTONIE	0	0	0,00	RÉP. TCHÈQUE	1	78	2 283,84
FINLANDE	21	1 452	42 879,02	ROUMANIE	52	12 004	244 036,96
GRÈCE	8	485	6 167,06	ROYAUME-UNI	34	2 822	33 379,60
HONGRIE	1	91	474,11	SLOVAQUIE	5	951	17 970,75
IRLANDE	21	1 001	30 232,50	SLOVÉNIE	0	0	0,00
ISLANDE	2	112	5 710,29	SUÈDE	23	1 524	48 219,44
ITALIE	13	723	21 532,90	SUISSE	28	2 093	133 531,51
LETTONIE	2	110	3 692,61	TOTAL 2008	1 459	98 311	2 746 672,44
LIECHTENSTEIN	2	180	5 854,94	TOTAL 2007	1 549	95 175	2 800 678,89
				% d'évolution	-5,81	3,29	-1,93





Partie 5

MOUVEMENTS MIGRATOIRES



► RÉPARTITION PAR NATIONALITÉ

► Répartition par nationalité des travailleurs entrés en France au cours de l'année 2008 (Source O.F.I.I.)

Tableau n°2008/116

Immigration de travailleurs permanents par nationalité -2008-

	NATIONALITÉ	TRA- VAILLEURS		NATIONALITÉ	TRA- VAILLEURS
PAYS AVEC LESQUELS LA FRANCE A SIGNÉ UN ACCORD DE SÉCURITÉ SOCIALE	Algérie	1 521	AUTRES	Australie	93
	Bénin	159		Brésil	359
	Bosnie-Herzégovine	47		Cambodge	94
	Cameroun	386		Chine (R.P.C.)	1 324
	Canada	375		Colombie	168
	Cap-vert	20		Inde	495
	Chili	31		Liban	537
	Congo	140		Maurice (île)	104
	Corée du Sud	128		Mexique	121
	Côte d'Ivoire	262		Russie	323
	Croatie	17		Ukraine	162
	Etats-Unis	698		Vietnam	201
	Gabon	97			
	Israël	23		AUTRES NATIONALITÉS	7 580
	Japon	469	TOTAL GÉNÉRAL	22 719	
	Macédoine	20			
	Madagascar	233			
	Mali	975			
	Maroc	2 510			
	Mauritanie	150			
	Niger	37			
Philippines	101				
Sénégal	601				
Serbie et Monténégro	164				
Togo	128				
Tunisie	1 191				
Turquie	675				

Immigration des travailleurs bénéficiaires d'une autorisation provisoire de travail -2008-

	NATIONALITÉ	TRA- VAILLEURS		NATIONALITÉ	TRA- VAILLEURS
PAYS AVEC LESQUELS LA FRANCE A SIGNÉ UN ACCORD DE SÉCURITÉ SOCIALE	Algérie	322	AUTRES	Argentine	120
	Bénin	21		Australie	105
	Bosnie-Herzégovine	11		Brésil	310
	Cameroun	91		Chine	652
	Canada	461		Inde	556
	Cap-vert	3		Mexique	239
	Chili	133		Russie	368
	Congo	39		Ukraine	88
	Corée du Sud	92		AUTRES NATIONALITÉS	2 899
	Côte d'Ivoire	47		TOTAL GÉNÉRAL	9 869
	Croatie	46			
	Etats-Unis	1 633			
	Gabon	18			
	Israël	39			
Japon	255				
Macédoine	8				
Madagascar	43				
Mali	34				
Maroc	390				
Mauritanie	7				
Niger	12				
Philippines	15				
Sénégal	105				
Serbie et Monténégro	99				
Togo	32				
Tunisie	455				
Turquie	121				

Immigration de travailleurs saisonniers par nationalité -2008-

NATIONALITÉ	TRAVAILLEURS
MAROC	5 916
POLOGNE	3 812
TUNISIE	811
YOUGOSLAVIE (RÉP. FÉD.)	52
AUTRES NATIONALITÉS	1 054
TOTAL GÉNÉRAL	11 645





L'IMMIGRATION FAMILIALE

Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2008 au titre du regroupement familial (Source O.F.I.)

Tableau n°2008/117

NATIONALITÉ	2007		2008		VARIATION EN %	
	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES
ALGÉRIE	2 692	3 542	3 946	5 079	46,58	43,39
BÉNIN	32	44	32	52	0,00	18,18
BOSNIE-HERZÉGOVINE	24	40	25	31	4,17	-22,50
CAMEROUN	269	418	202	298	-24,91	-28,71
CANADA	9	12	6	10	-33,33	-16,67
CAP-VERT	32	49	22	32	-31,25	-34,69
CHILI	4	5	7	9	75,00	80,00
CONGO	109	159	146	228	33,94	43,40
CORÉE	16	17	14	20	-12,50	17,65
CÔTE D'IVOIRE	89	113	178	246	100,00	117,70
CROATIE	6	9	7	10	16,67	11,11
ETATS-UNIS	9	14	5	10	-44,44	-28,57
GABON	36	45	31	39	-13,89	-13,33
ISRAËL	2	2	1	1	-50,00	-50,00
JAPON	23	27	15	17	-34,78	-37,04
MACÉDOINE	32	42	23	37	-28,13	-11,90
MADAGASCAR	86	108	93	134	8,14	24,07
MALI	52	83	70	116	34,62	39,76
MAROC	3 288	4 809	2 820	3 963	-14,23	-17,59
MAURITANIE	17	33	20	36	17,65	9,09
NIGER	6	7	11	15	83,33	114,29
PHILIPPINES	37	48	39	52	5,41	8,33
SÉNÉGAL	181	262	227	345	25,41	31,68
SERBIE ET MONTÉNÉGRO	155	227	81	111	-47,74	-51,10
TOGO	47	72	49	78	4,26	8,33
TUNISIE	1 363	2 165	1 207	1 762	-11,45	-18,61
TURQUIE	1 272	2 165	1 131	1 993	-11,08	-7,94
AUTRES NATIONALITÉS	1 531	2 175	1 324	1 902	-13,52	-12,55
TOTAL	11 419	16 692	11 732	16 626	2,74	-0,40



LES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Registre des Français établis hors de France

Tableau n°2008/118 (suite)

CONTINENTS/PAYS	1999	2007		2008		VARIATION EN NOMBRE	TAUX D'ÉVOLUTION ANNUEL MOYEN		
		EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE	2008/2007	2008/2007	2007/1999	2008/1999
EUROPE DE L'EST	20 470	24 474	1,85	25 808	1,81	+ 1 334	5,45	2,26	2,61
DONT BOSNIE-HERZÉGOVINE	-	247	0,02	243	0,02	- 4	-1,62	-	-
BULGARIE	349	737	0,06	801	0,06	+ 64	8,68	9,79	9,67
CROATIE	464	872	0,07	900	0,06	+ 28	3,21	8,21	7,64
ESTONIE	-	138	0,01	138	0,01	+ 0	0,00	-	-
HONGRIE	1 397	2 201	0,17	2 133	0,15	- 68	-3,09	5,85	4,81
LETTONIE	-	186	0,01	190	0,01	+ 4	2,15	-	-
LITUANIE	-	245	0,02	289	0,02	+ 44	17,96	-	-
MACÉDOINE	86	284	0,02	322	0,02	+ 38	13,38	16,11	15,80
POLOGNE	5 103	5 025	0,38	5 061	0,35	+ 36	0,72	-0,19	-0,09
RÉP. TCHÈQUE	1 974	2 500	0,19	2 501	0,18	+ 1	0,04	3,00	2,66
ROUMANIE	1 331	2 208	0,17	2 483	0,17	+ 275	12,45	6,53	7,17
RUSSIE	2 393	4 769	0,36	5 139	0,36	+ 370	7,76	9,00	8,86
SLOVAQUIE	194	938	0,07	1 049	0,07	+ 111	11,83	21,77	20,63
SLOVÉNIE	386	612	0,05	638	0,04	+ 26	4,25	5,93	5,74
SERBIE	537	1 207	0,09	1 354	0,09	+ 147	12,18	10,65	10,82
UKRAINE	-	732	0,06	850	0,06	+ 118	16,12	-	-
AUTRES PAYS	6 256	1 573	0,12	1 717	0,12	+ 144	9,15	-15,85	-13,38
AMÉRIQUE DU NORD	130 926	175 630	13,24	185 151	12,97	+ 9 521	5,42	3,74	3,93
CANADA	45 802	63 755	4,81	68 075	4,77	+ 4 320	6,78	4,22	4,50
ÉTATS-UNIS	85 124	111 875	8,43	117 076	8,20	+ 5 201	4,65	3,47	3,60
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	63 664	80 783	6,09	87 980	6,17	+ 7 197	8,91	3,02	3,66
DONT ARGENTINE	11 934	14 283	1,08	15 225	1,07	+ 942	6,60	2,27	2,74
BRÉSIL	12 327	16 467	1,24	17 773	1,25	+ 1 306	7,93	3,69	4,15
CHILI	6 097	8 563	0,65	9 763	0,68	+ 1 200	14,01	4,34	5,37
COLOMBIE	4 059	3 180	0,24	3 701	0,26	+ 521	16,38	-3,00	-1,02
MEXIQUE	9 756	14 315	1,08	15 378	1,08	+ 1 063	7,43	4,91	5,19
PÉROU	2 084	2 797	0,21	3 063	0,21	+ 266	9,51	3,75	4,37
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	-	2 619	0,20	2 856	0,20	+ 237	9,05	-	-
URUGUAY	2 321	2 127	0,16	2 642	0,19	+ 515	24,21	-1,09	1,45
VÉNÉZUELA	4 717	4 502	0,34	4 830	0,34	+ 328	7,29	-0,58	0,26
AUTRES PAYS	10 369	11 930	0,90	12 749	0,89	+ 819	6,87	1,77	2,32

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2008





Registre des Français établis hors de France

CONTINENTS/PAYS	1999	2007		2008		VARIATION EN NOMBRE	TAUX D'ÉVOLUTION ANNUEL MOYEN		
		EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE	2008/2007	2008/2007	2007/1999	2008/1999
AFRIQUE DU NORD	49 249	87 304	6,58	90 118	6,32	+ 2 814	3,22	7,42	6,94
DONT ALGÉRIE	9 722	36 782	2,77	34 718	2,43	- 2 064	-5,61	18,10	15,19
MAROC	26 089	34 097	2,57	36 818	2,58	+ 2 721	7,98	3,40	3,90
TUNISIE	13 130	15 931	1,20	17 980	1,26	+ 2 049	12,86	2,45	3,55
AUTRES PAYS	308	494	0,04	602	0,04	+ 108	21,86	6,08	7,73
AFRIQUE FRANCOPHONE	106 383	100 519	7,58	107 150	7,51	+ 6 631	6,60	-0,71	0,08
DONT BÉNIN	3 241	3 025	0,23	3 332	0,23	+ 307	10,15	-0,86	0,31
CAMEROUN	6 127	5 099	0,38	5 567	0,39	+ 468	9,18	-2,27	-1,06
CONGO	2 567	3 455	0,26	3 910	0,27	+ 455	13,17	3,78	4,79
CÔTE D'IVOIRE	17 503	9 491	0,72	11 248	0,79	+ 1 757	18,51	-7,37	-4,79
DJIBOUTI	4 181	4 426	0,33	4 691	0,33	+ 265	5,99	0,71	1,29
GABON	8 997	9 647	0,73	10 402	0,73	+ 755	7,83	0,88	1,63
MADAGASCAR	19 520	18 962	1,43	19 821	1,39	+ 859	4,53	-0,36	0,17
MALI	4 678	4 506	0,34	4 559	0,32	+ 53	1,18	-0,47	-0,29
ILE MAURICE	5 493	7 464	0,56	8 270	0,58	+ 806	10,80	3,91	4,65
MAURITANIE	1 494	1 721	0,13	1 896	0,13	+ 175	10,17	1,78	2,68
NIGER	1 442	1 445	0,11	1 472	0,10	+ 27	1,87	0,03	0,23
SÉNÉGAL	14 556	16 966	1,28	16 882	1,18	- 84	-0,50	1,93	1,66
TOGO	2 589	2 764	0,21	2 833	0,20	+ 69	2,50	0,82	1,01
AUTRES PAYS	13 995	11 548	0,87	12 267	0,86	+ 719	6,23	-2,37	-1,45
AFRIQUE NON FRANCOPHONE	8 393	15 611	1,18	16 602	1,16	+ 991	6,35	8,07	7,87
DONT AFRIQUE DU SUD	5 404	6 447	0,49	6 987	0,49	+ 540	8,38	2,23	2,90
ANGOLA	-	1 577	0,12	1 710	0,12	+ 133	8,43	-	-
CAP-VERT	174	328	0,02	310	0,02	- 18	-5,49	8,25	6,63
KENYA	-	975	0,07	1 056	0,07	+ 81	8,31	-	-
NIGÉRIA	1 379	1 625	0,12	1 666	0,12	+ 41	2,52	2,07	2,12
AUTRES PAYS	1 436	4 659	0,35	4 873	0,34	+ 214	4,59	15,85	14,54

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2008



Registre des Français établis hors de France

CONTINENTS/PAYS	1999	2007		2008		VARIATION EN NOMBRE	TAUX D'ÉVOLUTION ANNUEL MOYEN		
		EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE	2008/2007	2008/2007	2007/1999	2008/1999
PROCHE/MOYEN-ORIENT	70 334	107 928	8,14	121 558	8,52	+ 13 630	12,63	5,50	6,27
DONT ARABIE SAOUDITE	3 771	3 549	0,27	3 909	0,27	+ 360	10,14	-0,76	0,40
EGYPTE	4 199	4 984	0,38	5 579	0,39	+ 595	11,94	2,17	3,21
EMITATS ARABES UNIS	3 805	8 497	0,64	9 858	0,69	+ 1 361	16,02	10,56	11,16
ISRAËL	31 520	49 137	3,70	56 585	3,97	+ 7 448	15,16	5,71	6,72
JÉRUSALEM	8 607	15 510	1,17	17 099	1,20	+ 1 589	10,25	7,64	7,93
LIBAN	12 930	16 937	1,28	18 225	1,28	+ 1 288	7,60	3,43	3,89
AUTRES PAYS	5 502	9 314	0,70	10 303	0,72	+ 989	10,62	6,80	7,22
ASIE-OCÉANIE	56 231	85 257	6,43	94 035	6,59	+ 8 778	10,30	5,34	5,88
DONT AUSTRALIE	12 557	14 442	1,09	15 291	1,07	+ 849	5,88	1,76	2,21
CAMBODGE	-	2 785	0,21	3 053	0,21	+ 268	9,62	-	-
CHINE	8 403	18 765	1,41	22 231	1,56	+ 3 466	18,47	10,56	11,42
CORÉE DU SUD	-	1 559	0,12	1 715	0,12	+ 156	10,01	-	-
INDE	8 517	8 265	0,62	8 669	0,61	+ 404	4,89	-0,37	0,20
INDONÉSIE	1 848	2 318	0,17	2 501	0,18	+ 183	7,89	2,87	3,42
JAPON	5 221	7 735	0,58	7 942	0,56	+ 207	2,68	5,04	4,77
NOUVELLE ZÉLANDE	-	2 883	0,22	3 188	0,22	+ 305	10,58	-	-
PHILIPPINES	1 504	1 639	0,12	1 743	0,12	+ 104	6,35	1,08	1,65
SINGAPOUR	-	5 462	0,41	6 169	0,43	+ 707	12,94	-	-
THAÏLANDE	-	7 411	0,56	8 230	0,58	+ 819	11,05	-	-
VIET-NAM	-	4 375	0,33	4 912	0,34	+ 537	12,27	-	-
AUTRES PAYS	18 181	7 618	0,57	8 391	0,59	+ 773	10,15	-10,30	-8,23
POPULATION INSCRITE TOTALE	1 015 026	1 326 319	100,00	1 427 046	100,00	+ 100 727	7,59	3,40	3,86

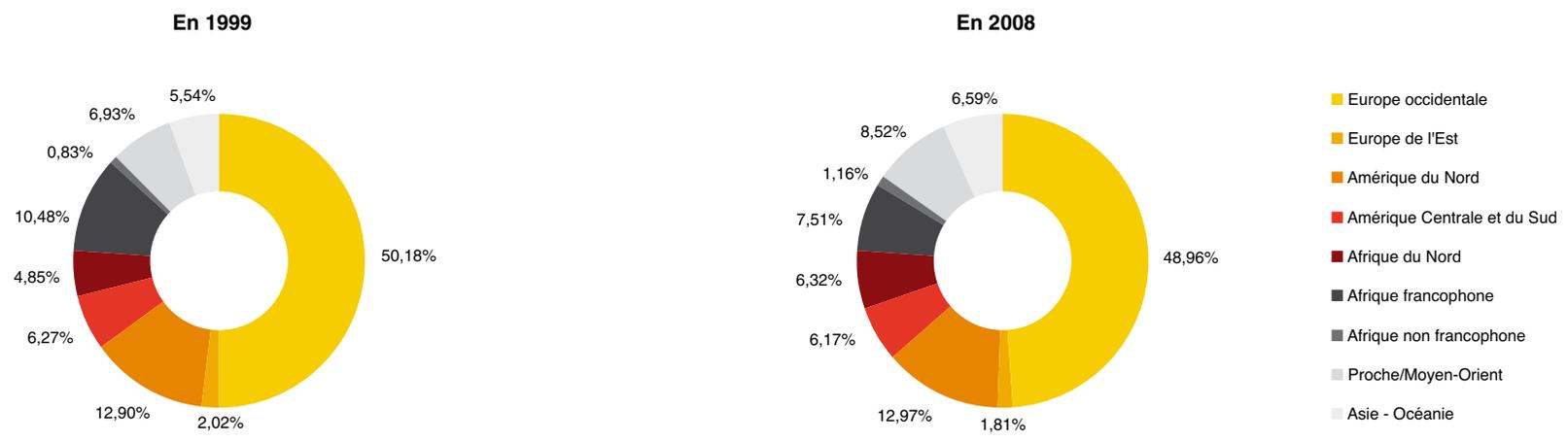
Source : Ministère des Affaires étrangères, 2008





Graphique n° 2008/97

► Répartition des Français à l'étranger selon les grandes régions du monde





Partie 6

LE DÉTACHEMENT



► AVANT-PROPOS

En application des dispositions prévues à l'article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède depuis 2004 à une collecte annuelle auprès des organismes de base de sécurité sociale, des données statistiques en matière de détachement.

Du fait des nombreuses difficultés rencontrées par les organismes lors de la collecte de ces données et en raison de la mise en place de procédures simplifiant les demandes administratives des employeurs pour leurs salariés partant en détachement à l'étranger, les informations recueillies sont à considérer avec les précautions d'usage.

Dans le cadre de la sécurité sociale, on entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur, salarié ou non salarié, qui va, durant un temps déterminé, exercer son activité professionnelle sur le territoire d'un autre Etat.

En France, s'agissant des salariés, l'employeur est l'élément moteur du détachement : il lui incombe d'accomplir les formalités préalables et de s'engager à acquitter l'ensemble des cotisations durant la période d'activité du salarié à l'étranger.

Le travailleur indépendant, quant à lui, a la liberté de se détacher lui-même lorsque la prestation de services s'accomplit dans un pays autre que celui où il exerce habituellement son activité.

Le maintien au régime français peut se faire soit en application des textes internationaux, soit en application de la législation interne.

4 cas de figure géographiquement distincts se présentent en matière de détachement :

- **Dans le cadre des règlements communautaires :** Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Estonie, Espagne, France, Finlande, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.
- **Dans le cadre des conventions bilatérales :** Algérie, Andorre, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, Croatie, Etats-Unis, Gabon, Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou, Israël, Japon, Jersey, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie.
- **Dans le cadre des décrets de coordination :** Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française.
- **Dans le cadre de la législation interne** (pays sans accord de sécurité sociale avec la France)





3 situations en fonction de la durée et du lien de subordination peuvent être également distinguées :

Suivant l'Etat dans lequel se rend l'assuré et la durée prévue de la période d'emploi, la situation, au regard de la sécurité sociale française mais aussi de la réglementation du pays de détachement, va être différente.

- **la mission**

Il s'agit d'une mission d'ordre professionnel ou de voyages d'affaires qui conduisent certains collaborateurs d'une entreprise à des déplacements fréquents, successifs et souvent imprévisibles, soit dans un même Etat, soit dans une série d'Etats, pour une durée inférieure à 3 mois.

- **le détachement de plein droit**

Il s'agit de l'exécution d'un travail, pour le compte de l'employeur habituel, prévu à l'avance, en un lieu déterminé, avec une certaine continuité et d'une durée en général supérieure à 3 mois.

- **le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable**

> En raison de sa longue durée : ce détachement excède la période prévue par un accord international (règlements communautaires ou conventions bilatérales) et requiert des autorisations spécifiques. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.

> Lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement de plein droit ne sont pas réunies (par exemple une activité significative de l'entreprise dans le pays où elle est installée).

Le tableau ci-après présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les accords internationaux ou les décrets de coordination auxquels la France est liée.



Quelle est la durée maximale d'un détachement ?

PAYS	DURÉE MAXIMALE ET FORMULAIRE	PROLONGATION ET FORMULAIRE	MALADIE ET MATERNITÉ (1)	ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES	PRESTATIONS FAMILIALES
EEE (2) + SUISSE	1 an E 101	1 an E 102	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : Caisse du lieu de séjour PE : Caisse d'affiliation	PF (4) sauf AL et allocations de garde d'enfant
	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 17 du Règlement (C.E.E.) n° 1408/71 après échange de lettres des autorités compétentes des États.				
	Utilisation du formulaire E 101				
ALGERIE	3 ans * SE 352-01	2 ans SE 352-01	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
ANDORRE (2)	1 an SE 130-01 Salarié et non salarié	1 an SE 130-01 Salarié et non salarié	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
BENIN	1 an SE 327-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 327-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
BOSNIE HERZEGOVINE	3 ans * SE 21-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
CAMEROUN	6 mois SE 322-01	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
CANADA (2)	3 ans * SE 401-01	Durée indéterminée SE 401-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
CAP-VERT	3 ans * SE 396-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 396-02	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
CHILI (2)	2 ans 417-01	2 ans 417-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
CONGO	1 an SE 324-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 324-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
COREE (2)	3 ans SE 237-1	3 ans SE 237-1	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
COTE D'IVOIRE	2 ans * SE 326-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 326-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption

* : y compris la durée des congés
 PN : prestations en nature
 PE : prestations en espèces
 AF : allocations familiales
 AL : allocation logement
 PAJE : prestation d'accueil du jeune enfant

- (1) La possibilité de choix offerte pour le service des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité par la caisse du lieu de séjour ou la caisse d'affiliation résulte des dispositions de l'accord lui-même ou de la législation française.
- (2) Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.
- (3) Seule la prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) sera versée sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies.
- (4) 3 composantes de la PAJE seront versées sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies : la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base et le complément de libre choix d'activité.





Quelle est la durée maximale d'un détachement ?

PAYS	DURÉE MAXIMALE ET FORMULAIRE	PROLONGATION ET FORMULAIRE	MALADIE ET MATERNITÉ (1)	ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES	PRESTATIONS FAMILIALES
CROATIE	3 ans * SE 21-01	-	PN : Choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
ETATS-UNIS (2)	5 ans * SE 404-02 2 ans * SE 404-02 Non salariés	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
GABON	2 ans SE 328-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
GUERNESEY, AURIGNY, HERM, JETHOU	6 mois Pas de formulaire conventionnel	6 mois Pas de formulaire conventionnel	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
ISRAEL	1 an SE 207-01	Durée indéterminée SE 207-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN : Caisse du lieu de séjour PE : Caisse d'affiliation	-
JAPON (2)	5 ans SE 217-06	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF
JERSEY	1 an SE 132-J-01	A convenir SE 132-J-01	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
MACEDOINE	3 ans * SE 21-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
MADAGASCAR	2 ans SE 333-01	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
MALI	2 ans * SE 335-01	1 an renouvelable une fois SE 335-02	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
MAROC	3 ans SE 350-01	3 ans SE 350-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
MAURITANIE	3 ans * SE 336-01	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
MONACO (2)	1 an SE 138-01	1 an SE 138-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	PF (4) sauf AL et allocations de garde d'enfant
MONTENEGRO	3 ans SE 21-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption

* : y compris la durée des congés

PN : prestations en nature

PE : prestations en espèces

AF : allocations familiales

AL : allocation logement

PAJE : prestation d'accueil du jeune enfant

(1) La possibilité de choix offerte pour le service des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité par la caisse du lieu de séjour ou la caisse d'affiliation résulte des dispositions de l'accord lui-même ou de la législation française.

(2) Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.

(3) Seule la prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) sera versée sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies.

(4) 3 composantes de la PAJE seront versées sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies : la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base et le complément de libre choix d'activité.



Quelle est la durée maximale d'un détachement ?

PAYS	DURÉE MAXIMALE ET FORMULAIRE	PROLONGATION ET FORMULAIRE	MALADIE ET MATERNITÉ (1)	ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES	PRESTATIONS FAMILIALES
NIGER	1 an SE 337-01	Jusqu'à achèvement du travail Utilisation du SE 337-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
PHILIPPINES (2)	3 ans SE 220-01	3 ans SE 220-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance
QUEBEC (2)	3 ans* salariés 1 an non salariés SE 401-Q-201	Durée indéterminée SE 401-Q-201	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
SAINT-MARIN	6 mois Pas de formulaire conventionnel	Durée indéterminée Pas de formulaire conventionnel	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
SENEGAL	3 ans* SE 341-01	Durée indéterminée SE 341-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN : Choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
SERBIE	3 ans SE 21-01	-	PN : choix PE : caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
TOGO	3 ans SE 345-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 345-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
TUNISIE	3 ans* SE 351-01 6 mois non salariés	Salariés 3 ans SE 351-01	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
TURQUIE	3 ans* SE 208-01	Durée indéterminée SE 208-02	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
COLLECTIVITÉS D'OUTRE MER					
MAYOTTE	6 mois* salariés et non salariés	Formulaire à paraître	PN : du territoire de séjour par l'institution d'affiliation PE : Caisse d'affiliation	PN : du territoire de séjour par l'institution d'affiliation PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (naissance ou adoption)
NOUVELLE CALEDONIE (2)	2 ans SE 988-01 1 an non salariés	2 ans SE 988-01 1 an non salariés	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE (3) naissance ou adoption
POLYNESIE FRANCAISE (2)	3 ans* 980-01 12 mois* non salariés	3 ans 980-01 12 mois* Non salariés	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PF du territoire de résidence de la famille

* : y compris la durée des congés
 PN : prestations en nature
 PE : prestations en espèces
 AF : allocations familiales
 AL : allocation logement
 PAJE : prestation d'accueil du jeune enfant

- (1) La possibilité de choix offerte pour le service des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité par la caisse du lieu de séjour ou la caisse d'affiliation résulte des dispositions de l'accord lui-même ou de la législation française.
- (2) Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.
- (3) Seule la prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) sera versée sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies.
- (4) 3 composantes de la PAJE seront versées sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies : la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base et le complément de libre choix d'activité.



► RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

La mission (durée inférieure à 3 mois)

Les Etats membres ont décidé que lorsque le travailleur doit accomplir une mission de moins de trois mois, il y a lieu d'admettre que la procédure de l'imprimé E101 (formulaire de détachement) soit simplifiée. C'est ainsi que peuvent être remis à l'avance aux employeurs qui en font la demande, des certificats de détachement E101 « Attestation concernant la législation applicable » pré-établis, munis d'un numéro d'ordre et complétés par la caisse compétente. Lors du départ en mission d'un salarié, l'employeur complète deux exemplaires dudit certificat, en remet un au travailleur et adresse l'autre à la caisse compétente.

Dans sa circulaire DSS/DAEI/n° 2000/63 du 4 février 2000 le ministère a admis d'autre part que, dans un but de simplification, une procédure dérogatoire au droit commun puisse être utilisée en permettant aux caisses compétentes d'accepter des employeurs de leur circonscription une **déclaration** trimestrielle préalable des salariés pouvant être concernés par un détachement.

Le détachement (entre 3 mois et un an)

Dans cette hypothèse, une **autorisation** préalable doit être demandée à la caisse dont dépend l'employeur en indiquant les motifs de la mission, le lieu où celle-ci va s'exercer et, le cas échéant, la dénomination et l'adresse de l'entreprise au service de laquelle le travailleur va temporairement se trouver. Le formulaire E101 est délivré avant le début de la période concernée.



Missions et détachements de droit commun effectués par des travailleurs salariés et non salariés

PAYS	MISSIONS ET DÉTACHEMENTS (FORMULAIRES E101)	
	MISSIONS (DURÉE INFÉRIEURE À 3 MOIS)	DÉTACHEMENTS (ENTRE 3 MOIS ET UN AN)
ALLEMAGNE	28 521	1 863
AUTRICHE	4 065	157
BELGIQUE	34 773	5 707
BULGARIE	1 007	78
CHYPRE	783	38
DANEMARK	2 537	96
ESPAGNE	20 669	1 322
ESTONIE	758	36
FINLANDE	2 772	226
GRÈCE	3 379	410
HONGRIE	3 298	134
IRLANDE	2 099	138
ISLANDE	290	30
ITALIE	17 884	1 583
LETONIE	632	44
LIECHTENSTEIN	214	26
LITUANIE	689	35
LUXEMBOURG	3 063	669
MALTE	851	35
NORVÈGE	1 728	202
PAYS-BAS	6 477	319
POLOGNE	6 262	165
PORTUGAL	4 910	330
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	3 227	131
ROUMANIE	4 292	188
ROYAUME-UNI	16 466	726
SLOVAQUIE	1 857	122
SLOVÉNIE	1 151	81
SUÈDE	4 404	125
SUISSE	11 793	532
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES (3)	71 030	5 793
TOTAL GÉNÉRAL	261 881	21 341

(1)

(2)

(1) : dont 3 détachements entre 3 mois et 1 an pour le régime des «non salariés agricoles»

(2) : dont 1 détachement entre 3 mois et 1 an pour le régime des «non salariés agricoles»

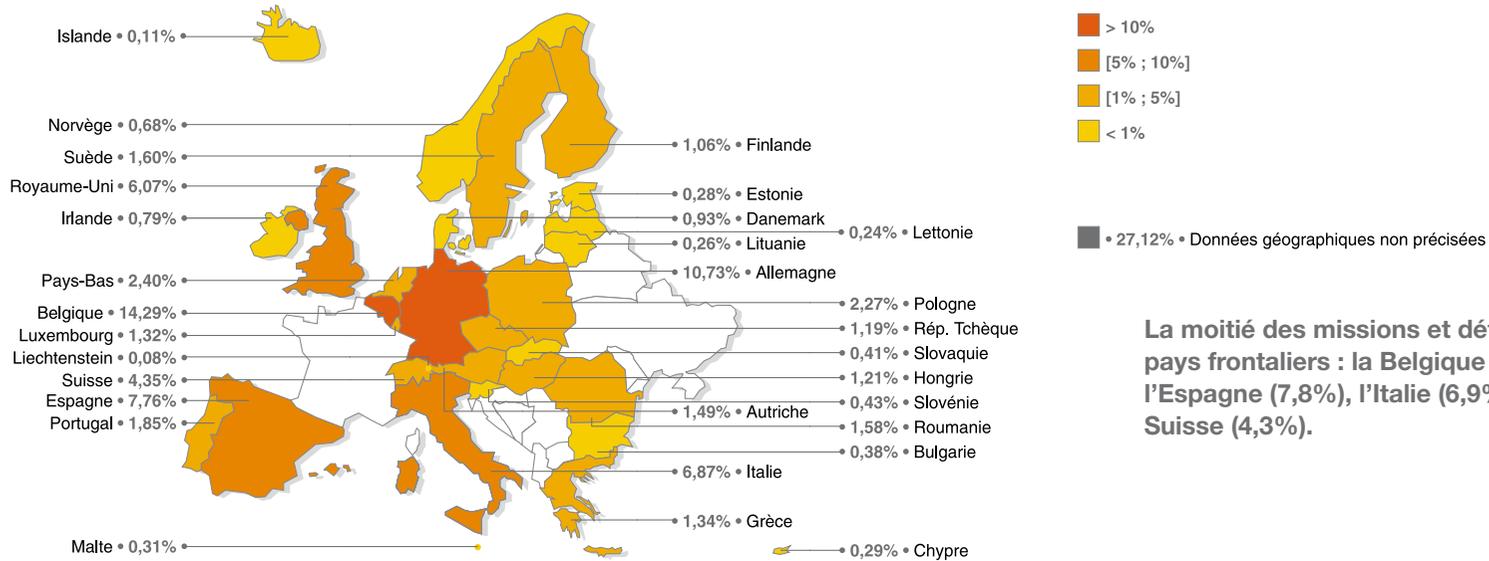
(3): lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.





Graphique n°2008/98

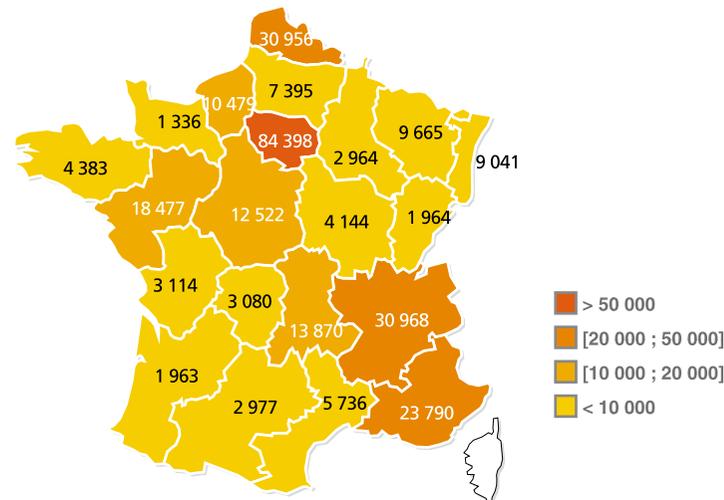
► Missions et détachements effectués par des travailleurs salariés et non salariés dans le cadre des règlements communautaires



La moitié des missions et détachements s'effectue dans les pays frontaliers : la Belgique (14,3%), l'Allemagne (10,7%), l'Espagne (7,8%), l'Italie (6,9%), le Royaume-Uni (6,1%) et la Suisse (4,3%).

Graphique n°2008/99

► Répartition par régions françaises d'origine des missions et détachements effectués dans le cadre des règlements communautaires



Le détachement exceptionnel

2 cas peuvent se présenter dans le cadre des règlements communautaires :

- **La prolongation au-delà d'une période d'une année et dans la limite de deux**

Le maintien d'affiliation à la législation de l'Etat d'emploi habituel est **soumis à l'autorisation préalable de l'autorité compétente** ou de l'institution désignée à cet effet de l'Etat membre **sur le territoire duquel l'intéressé est détaché.**

Cette prolongation peut être admise lorsque la durée du travail à effectuer se prolonge en raison de circonstances imprévisibles au-delà de la durée initialement prévue.

Il appartient à l'employeur ou au travailleur non salarié de demander la prolongation du détachement au moyen du formulaire E 102, directement à l'autorité administrative compétente de l'Etat sur le territoire duquel le travailleur est détaché ou à l'institution désignée à cet effet par l'autorité administrative, le Cleiss en ce qui concerne la France.

- **Le détachement exceptionnel dans le cadre de l'article 17 du règlement (CEE) n° 1408/71**

Dans ce cas, le maintien d'affiliation à la législation du pays habituel d'emploi **est soumis à l'autorisation préalable et conjointe des autorités compétentes des deux Etats** en cause (pour la France, le Cleiss ou dans certains cas, le ministère chargé de la sécurité sociale).





Tableau n°2008/124

PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ÉTAT CONCERNÉ		PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ÉTAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE
	FORMULAIRE E102	SELON L'ARTICLE 17	
ALLEMAGNE	298	1 193	240
AUTRICHE	2	13	29
BELGIQUE	163	239	421
BULGARIE	-	-	6
CHYPRE	-	-	-
DANEMARK	-	46	9
ESPAGNE	85	348	207
ESTONIE	-	-	-
FINLANDE	-	54	75
GRÈCE	1	6	9
HONGRIE	41	24	46
IRLANDE	-	29	8
ISLANDE	-	-	1
ITALIE	192	267	281
LETTONIE	-	-	3
LIECHTENSTEIN	-	-	-
LITUANIE	-	1	5
LUXEMBOURG	27	18	18
MALTE	-	-	1
NORVÈGE	-	37	34
PAYS-BAS	-	175	63
POLOGNE	231	81	39
PORTUGAL	24	49	18
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	15	8	54
ROUMANIE	46	4	36
ROYAUME-UNI	19	587	215
SLOVAQUIE	56	19	17
SLOVÉNIE	1	2	3
SUÈDE	1	23	17
SUISSE	11	85	167
TOTAL 2008	1 213	3 308	2 022
TOTAL 2007	807	2 418	1 415
% d'évolution	50,31	36,81	42,90

► ACCORDS INTERNATIONAUX

Actuellement, 34 Etats (ou Etats fédérés) et 3 territoires d'outre mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

Il s'agit de : Algérie, Andorre, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, Croatie, Etats-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jethou, Israël, Japon, Jersey, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie, puis Mayotte, la Nouvelle Calédonie et la Polynésie française.

Les modalités de détachement dans un de ces Etats résultent des dispositions propres à chaque convention. Il n'existe pas de règles uniformes, notamment en terme de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. tableau récapitulatif n°2008/119 pages 345 à 347).

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le salarié a la nationalité française ou celle de l'Etat co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du salarié (Andorre, Canada, Chili, Etats-Unis, Monaco et Philippines).





Tableau n°2008/125

Missions et détachements de droit commun effectués par des travailleurs salariés et non salariés

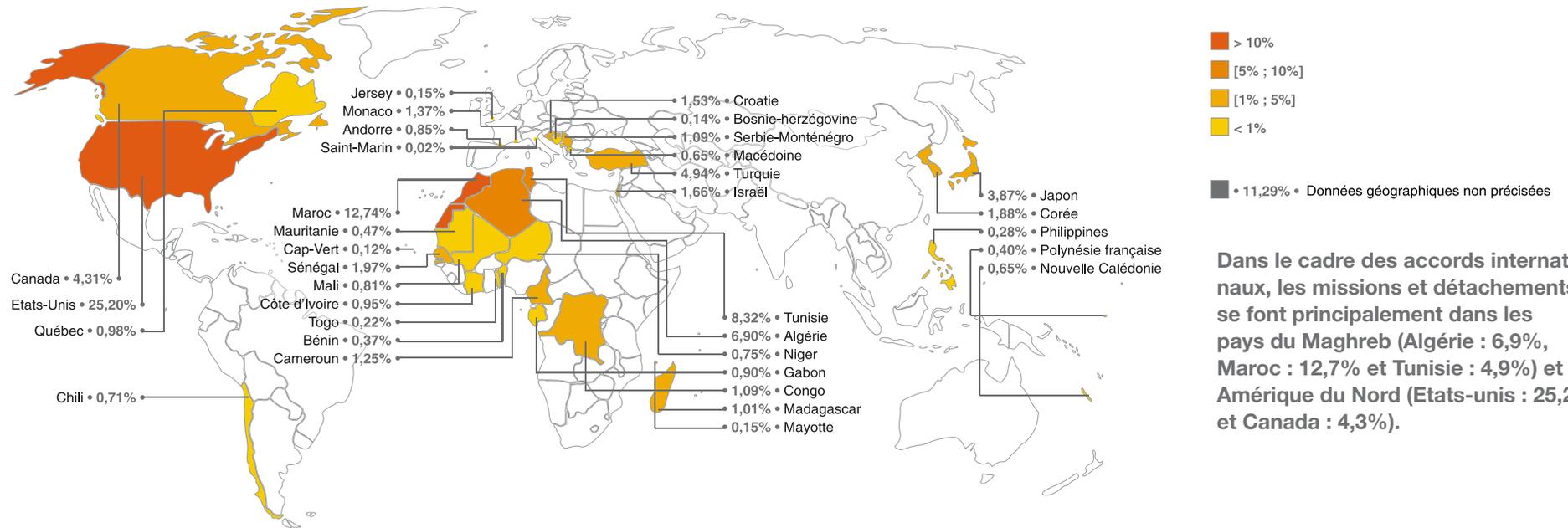
ACCORDS INTERNATIONAUX	PAYS	MISSIONS ET DÉTACHEMENTS AUTORISÉS			
		MISSIONS (DURÉE INFÉRIEURE À 3 MOIS)	DÉTACHEMENTS (ENTRE 3 MOIS ET UN AN)	DÉTACHEMENTS (ENTRE 1 ET 2 ANS)	DÉTACHEMENTS (ENTRE 2 ET 3 ANS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	4 805	265	60	27
	ANDORRE	595	35	2	1
	BÉNIN	267	7	2	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	100	4	2	1
	CAMEROUN	887	47	1	0
	CANADA	3 117	100	4	0
	CAP VERT	93	0	0	0
	CHILI	498	22	12	1
	CONGO	769	41	4	0
	CORÉE	1 321	72	7	5
	CÔTE D'IVOIRE	670	34	3	2
	CROATIE	1 054	76	8	3
	ETATS-UNIS	18 056	620	86	65
	GABON	638	33	4	0
	GUERNESEY	2	0	0	0
	JERSEY	108	5	2	0
	ISRAËL	1 203	32	7	0
	JAPON	2 777	82	13	17
	MACÉDOINE	351	134	0	0
	MADAGASCAR	690	53	13	0
	MALI	577	21	7	0
	MAROC	8 724	619	102	73
	MAURITANIE	319	25	3	5
	MONACO	914	99	7	0
	NIGER	496	58	3	0
	PHILIPPINES	199	8	3	1
	QUÉBEC	607	111	3	9
	SAINT-MARIN	15	0	0	0
	SÉNÉGAL	1 363	97	5	7
	SERBIE-MONTENEGRO	789	22	6	0
	TOGO	152	11	0	0
	TUNISIE	5 671	449	34	63
	TURQUIE	3 476	192	13	10
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES (1)	8 209	219	1	3	
S/TOTAL	69 512	3 593	417	293	
DECRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	88	26	0	0
	NOUVELLE CALÉDONIE	295	149	31	11
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	172	112	5	10
	S/TOTAL	555	287	36	21
TOTAL GÉNÉRAL	70 067	3 880	453	314	

(1): lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.



Graphique n°2008/100

► Missions et détachements effectués dans un pays ayant signé un accord international avec la France



Dans le cadre des accords internationaux, les missions et détachements se font principalement dans les pays du Maghreb (Algérie : 6,9%, Maroc : 12,7% et Tunisie : 4,9%) et en Amérique du Nord (Etats-unis : 25,2% et Canada : 4,3%).

Graphique n°2008/101

► Répartition par régions françaises d'origine des missions et détachements effectués dans un pays ayant signé un accord international avec la France

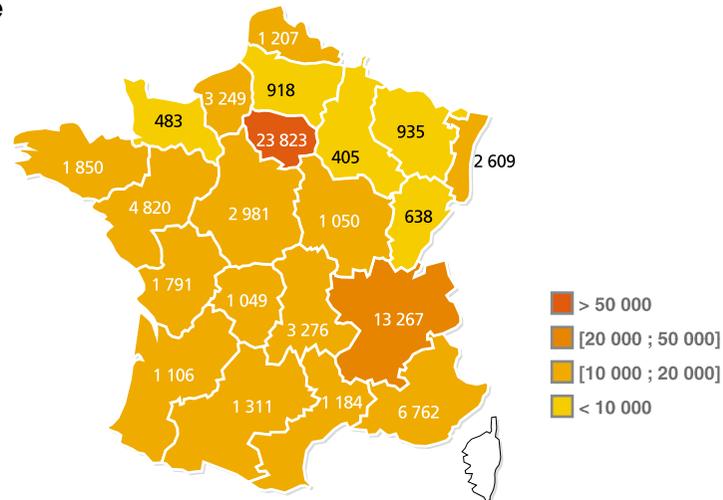




Tableau n°2008/127

Le détachement exceptionnel

PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ÉTAT CONCERNÉ	PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ÉTAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE
ALGÉRIE	-	6
ANDORRE	-	7
BÉNIN	-	-
BOSNIE-HERZÉGOVINE	-	-
CAMEROUN	-	3
CANADA	12	2
CAP-VERT	-	-
CHILI	-	2
CONGO	-	4
CORÉE	23	-
CÔTE D'IVOIRE	-	1
CROATIE	1	-
ÉTATS-UNIS	-	-
GABON	-	-
GUERNESEY	-	-
AURIGNY	-	-
HERM	-	-
JETHOU	-	-
ISRAËL	5	1
JAPON	114	2
JERSEY	-	-

PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ÉTAT CONCERNÉ	PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ÉTAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE
MACÉDOINE	-	-
MADAGASCAR	-	-
MALI	-	1
MAROC	-	39
MAURITANIE	-	-
MONACO	43	13
NIGER	-	-
PHILIPPINES	-	-
QUÉBEC	35	1
ROUMANIE	-	2
SAINT-MARIN	-	-
SÉNÉGAL	-	8
SERBIE-MONTENEGRO	-	2
SUISSE	6	-
TOGO	-	1
TUNISIE	5	13
TURQUIE	2	1
NOUVELLE-CALÉDONIE	1	35
POLYNÉSIE FRANÇAISE	-	6
TOTAL 2008	247	150



► LÉGISLATION INTERNE

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

- dans un Etat hors UE-EEE ou Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France ;
- dans un Territoire d'outre mer autre que Mayotte, la Nouvelle Calédonie ou la Polynésie française

mais aussi lorsque

- le travailleur salarié détaché au Danemark, en Islande, en Norvège, au Liechtenstein ou en Suisse n'a pas la nationalité d'un des Etats membres de l'UE-EEE ou Suisse ;
- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'Etat cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 361) ;
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.





Missions et détachements effectués dans le cadre de la législation interne

CONTINENTS	PAYS	MISSIONS (DURÉE INFÉRIEURE À 3 MOIS)	DÉTACHEMENTS INITIAUX (< À 3 ANS)	PROLONGATIONS (> À 3 ANS)
EUROPE	ALBANIE	94	1	0
	BIÉLORUSSIE	174	3	0
	MOLDAVIE	96	194	5
	RUSSIE	4 586	280	5
	UKRAINE	1 050	46	3
	AUTRES PAYS D'EUROPE	862	53	0
	S/TOTAL EUROPE	6 862	577	13
ASIE	AFGHANISTAN	102	89	18
	ARABIE SAOUDITE	1 240	70	6
	CHINE	11 590	868	39
	EMIRATS ARABES UNIS	2 339	191	18
	INDE	4 477	194	8
	INDONÉSIE	790	101	9
	IRAK	29	24	0
	IRAN	492	21	0
	JORDANIE	435	33	1
	KAZAKHSTAN	246	9	0
	KOWEIT	302	16	1
	LIBAN	473	18	1
	MALAISIE	842	60	2
	QATAR	800	54	3
	SINGAPOUR	1 391	135	5
	SYRIE	254	12	0
	TAIWAN	714	41	3
	THAÏLANDE	1 921	98	4
	AUTRES PAYS D'ASIE	3 126	265	7
	S/TOTAL ASIE	31 563	2 299	125
AFRIQUE	AFRIQUE DU SUD	2 088	119	3
	BURKINA	391	17	0
	BURUNDI	49	9	0
	DJIBOUTI	159	9	0
	EGYPTE	1 623	204	2
	ETHIOPIE	255	15	0
	KENYA	269	23	0
	LIBYE	501	52	2
	ILE MAURICE	386	181	2
	OUGANDA	51	9	1
	TCHAD	290	298	1
	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	1 575	125	6
	S/TOTAL AFRIQUE	7 637	1 061	17



Missions et détachements effectués dans le cadre de la législation interne

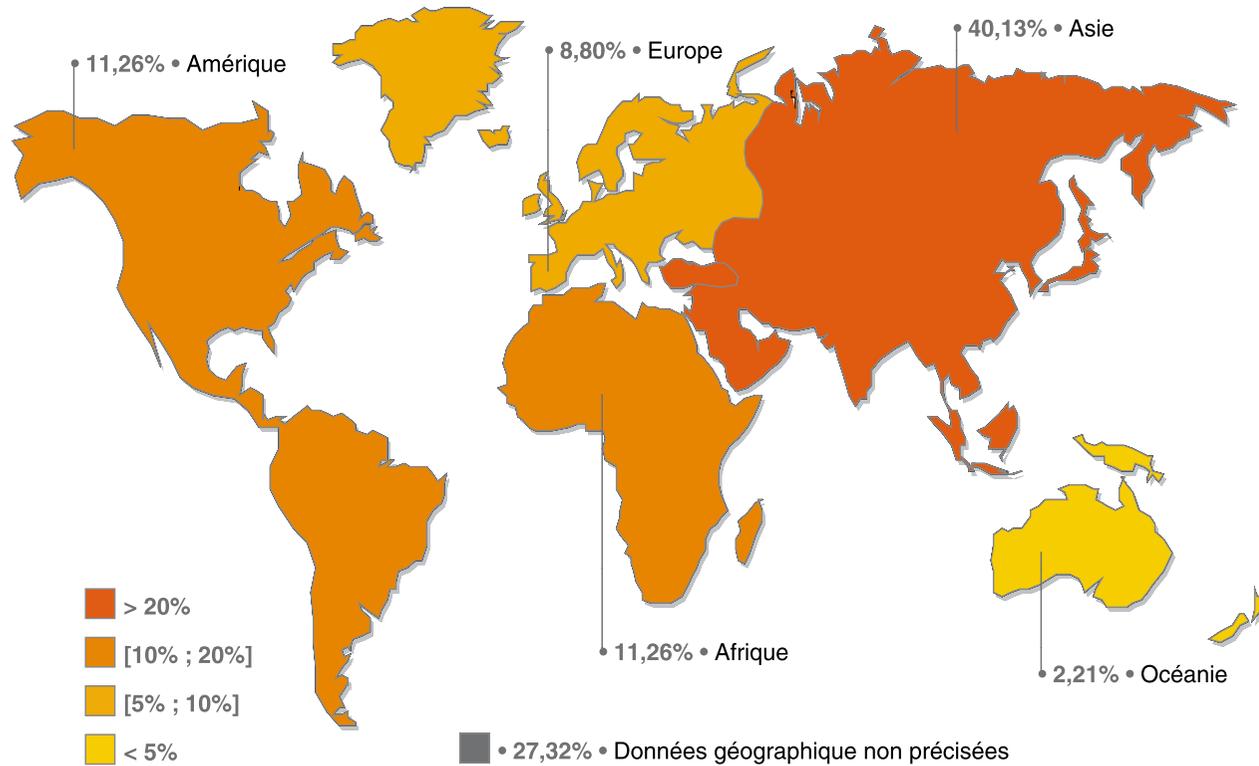
CONTINENTS	PAYS	MISSIONS (DURÉE INFÉRIEURE À 3 MOIS)	DÉTACHEMENTS INITIAUX (< À 3 ANS)	PROLONGATIONS (> À 3 ANS)
AMÉRIQUE	ARGENTINE	939	83	1
	BOLIVIE	169	25	0
	BRÉSIL	3 275	146	7
	COLOMBIE	404	49	0
	COSTA RICA	125	3	0
	CUBA	278	21	2
	EQUATEUR	122	12	0
	HAÏTI	103	51	0
	HONDURAS	98	8	0
	MEXIQUE	1 868	260	4
	NICARAGUA	55	2	0
	PARAGUAY	23	2	0
	PÉROU	321	11	2
	ST PIERRE ET MIQUELON	17	1	0
	URUGUAY	80	7	0
	VENEZUELA	188	28	1
	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	684	56	3
S/TOTAL AMÉRIQUE	8 749	765	20	
Océanie	AUSTRALIE	1 389	135	4
	FIDJI	20	0	0
	ZÉLANDE	149	35	0
	PAPOUASIE	8	0	0
	WALLIS ET FUTUNA	0	5	0
	AUTRES PAYS D'OCÉANIE	118	5	0
	S/TOTAL OCÉANIE	1 684	180	4
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES (1)		22 926	215	0
TOTAL GÉNÉRAL		79 421	5 097	179

(1): lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.





▮ Missions et détachements effectués en 2008 dans le cadre de la législation interne



Dans le cadre de la législation interne, 40% des missions et détachements se font vers les pays d'Asie





Partie 7

FLUX FINANCIERS ÉTRANGER-FRANCE



► RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES

Dans le cadre de la réciprocité des accords, le Cleiss collecte des données statistiques auprès de ses partenaires européens. Elles concernent principalement les pensions de vieillesse versées à des personnes résidant en France, qui bénéficient du régime de sécurité sociale du pays dans lequel elles ont cotisé pendant leur durée de travail.

Le tableau ci-dessous regroupe les pensions de base versées par les pays européens à des bénéficiaires résidant en France mais aussi les pensions de base et retraites complémentaires versées par les organismes français à des bénéficiaires résidant dans un autre pays européen (données que l'on retrouve de façon détaillée dans la 3ème partie du rapport).

Ne disposant pas des données de l'ensemble des pays européens, le Cleiss diffuse ces informations à titre indicatif.

► Les pensions de vieillesse et retraites complémentaires versées et reçues par la France en 2008 dans le cadre des règlements communautaires

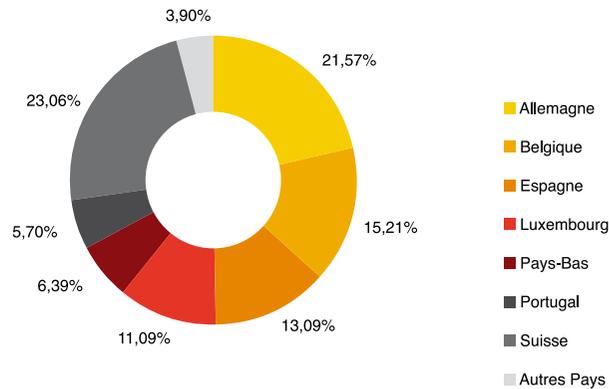
Tableau n°2008/130

PAYS	ORGANISMES	PENSIONS SERVIES EN FRANCE		PENSIONS SERVIES PAR LA FRANCE			
		PENSIONS DE BASE		PENSIONS DE BASE		RETRAITES COMPLÉMENTAIRES	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	Ministère fédéral du travail et des affaires sociales	56 794	186 675 000	61 031	105 321 006	21 922	39 782 708
AUTRICHE	Fédération des institutions d'assurances autrichiennes	1 897	5 608 047	2 020	3 837 255	853	2 556 393
BELGIQUE	Office National des Pensions (ONP)	38 479	131 590 220	71 577	194 482 953	49 242	90 314 935
BULGARIE	Institut national de sécurité sociale	7	17 760	101	357 634	90	234 213
CHYPRE	Ministère du travail et de la sécurité sociale	6	23 207	49	181 351	67	501 096
DANEMARK	Agence nationale danoise de sécurité sociale	1 801	12 928 232	351	754 933	308	934 144
ESPAGNE	Ministère du Travail et des Affaires Sociales	42 296	113 324 725	327 009	651 326 442	145 253	179 290 932
ESTONIE	Office d'assurance sociale	3	8 000	6	33 756	6	9 401
FINLANDE	Institut d'assurance sociale	89	169 000	147	277 051	117	334 351
HONGRIE	Administration centrale de l'assurance pension nationale	301	612 036	457	2 013 238	418	889 062
IRLANDE	Ministère des affaires sociales	193	1 596 732	173	511 272	188	667 575
ISLANDE	Assurance santé islandaise	6	10 258	14	29 555	5	5 007
LITUANIE	Fonds national d'assurance sociale	4	8 210	15	53 812	6	22 254
LUXEMBOURG	Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP)	9 347	95 958 272	3 876	11 201 353	2 415	6 864 169
MALTE	Direction de la sécurité sociale	15	66 780	25	140 213	46	333 162
NORVÈGE	NAV pension	332	4 378 304	220	482 993	127	348 828
PAYS-BAS	Institut de gestion des assurances sociales UWV	8 549	55 328 839	2 954	5 079 934	1 931	5 357 594
POLOGNE	Institut Central des Assurances Sociales (ZUS)	3 520	6 702 448	9 880	18 351 431	7 160	3 633 032
PORTUGAL	Institut de Sécurité Sociale, Centre National des Pensions (CNP)	20 212	49 304 209	184 874	615 113 276	159 356	190 636 105
RÉPUBLIQUE-TCHÈQUE	Administration tchèque de la sécurité sociale	520	1 025 221	486	1 013 315	391	704 514
SLOVAQUIE	Bureau d'assurance sociale	93	124 421	528	626 142	379	215 580
SLOVÉNIE	Institut slovène d'assurance pension et invalidité	367	436 863	1 018	2 318 096	479	586 110
SUISSE	Caisse suisse de compensation	44 686	199 523 388	18 082	51 980 452	13 428	63 230 023
TOTAL 2008		229 517	865 420 171	684 893	1 665 487 465	404 187	587 451 188



Graphique n°2008/103

► Pensions de vieillesse versées par les pays de l'EEE et la Suisse à des bénéficiaires en France

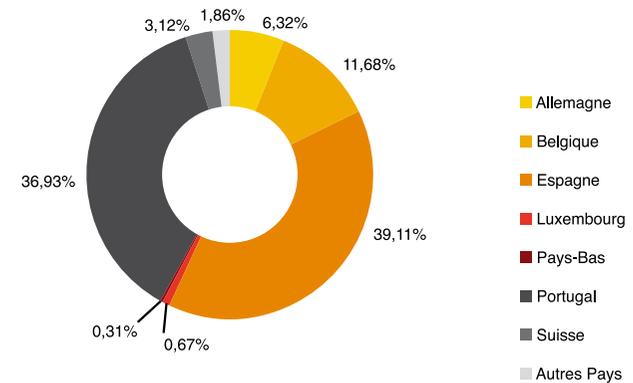


En 2008, la Suisse a versé 23% du volume global des pensions de vieillesse à des bénéficiaires en France, soit près de 200 millions d'euros. Viennent ensuite l'Allemagne et la Belgique.

Ces trois pays regroupent 60% des bénéficiaires en France et représentent 60% des paiements de pensions de vieillesse.

Graphique n°2008/104

► Pensions de vieillesse versées par la France à des bénéficiaires de l'EEE et la Suisse



Réciproquement, les principaux pays dans lesquels la France a versé des pensions de vieillesse en 2008 sont l'Espagne, le Portugal et la Belgique, tant pour les pensions de base que les retraites complémentaires.

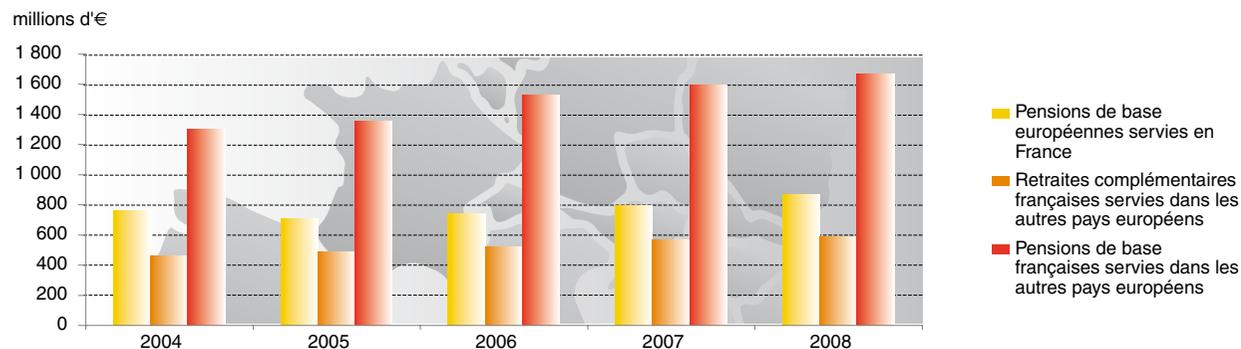
Tableau n°2008/131

Evolution des pensions de vieillesse et retraites complémentaires versées et reçues par la France dans le cadre des règlements communautaires depuis 2004

ANNEES	PENSIONS SERVIES EN FRANCE			PENSIONS SERVIES PAR LA FRANCE					
	PENSIONS DE BASE			PENSIONS DE BASE			RETRAITES COMPLÉMENTAIRES		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% EVOLUTION	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% EVOLUTION	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% EVOLUTION
2004	216 381	763 630 331		634 586	1 297 947 054		364 900	459 105 577	
2005	203 611	708 223 883	-7,26	644 549	1 355 565 782	4,44	372 892	487 885 312	6,27
2006	211 470	743 631 185	5,00	663 555	1 530 480 730	12,90	391 104	519 961 566	6,57
2007	220 844	794 055 363	6,78	672 986	1 591 459 169	3,98	403 328	567 628 440	9,17
2008	229 517	865 420 171	8,99	684 893	1 665 487 465	4,65	404 187	587 451 188	3,49

Graphique n°2008/105

Les pensions versées en France et dans les autres pays européens* depuis 2004



- *Allemagne
- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- Chypre
- Danemark
- Lituanie
- Luxembourg
- Malte
- Norvège
- Pays-Bas
- Pologne
- Espagne
- Estonie
- Finlande
- Hongrie
- Irlande
- Islande
- Portugal
- République-tchèque
- Slovaquie
- Slovénie
- Suisse



CLEISS

Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale

11, Rue de la Tour des Dames

75436 Paris Cedex 09

Tél : 01.45.26.33.41

Fax : 01.49.95.06.50

Site Internet : www.cleiss.fr

Directeur de la publication : Jean-Yves Hocquet

Direction des Etudes Financières et Statistiques

Contact : defs@cleiss.fr

Tél : 01.45.26.81.40

Création et réalisation graphique :  STARTING BLOCK

Reproduction autorisée sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source



**Centre des liaisons Européennes
et Internationales de Sécurité Sociale**

11, Rue de la Tour des Dames

75436 Paris cedex 09

Tél : 01 45 26 33 41

Fax : 01 49 95 06 50

www.cleiss.fr

